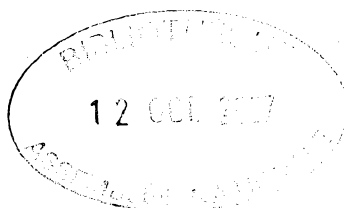


ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

RÉPONSES À LA DEMANDE
DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE



ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

1. Détail des coûts de système du réseau de l'éducation 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 ventilés par poste budgétaire et par réseau (commissions scolaires, cégeps et universités).
2. Détail des dépenses réelles ou probables en 2006-2007, ventilées par programme et par élément (excluant l'amortissement et les investissements).
3. Copie de la partie accessible au public de tous les mémoires soumis au Conseil des ministres par le ministre de l'Éducation.

PRIMAIRE ET SECONDAIRE

4. Copie des documents soumis par le ministère aux membres de l'équipe de travail consacrée à l'école communautaire, formée au terme du Forum des générations.
5. Copie des documents soumis par le ministère aux membres de l'équipe de travail formée au terme du Forum des générations afin d'assurer le maintien de l'accès à des services éducatifs de qualité sur tout le territoire.
6. Copie de tous les documents relatifs à des modifications, notamment au plan législatif, visant à améliorer l'encadrement de la profession enseignante.
7. Copie de toutes les études, analyses et avis produits par le ministère concernant l'implantation de l'enseignement de l'anglais langue seconde en première année.
8. Nombre actuel de personnes enseignant l'anglais au primaire et prévision des ressources disponibles pour 2007-2008. Nombre d'embauches effectuées en 2006-2007 et 2005-2006. Prévisions de l'embauche des ressources professorales liées à l'enseignement de l'anglais au premier cycle du primaire pour 2007-2008 et 2008-2009.
9. Copie de tous les documents (études, analyses et avis) produits par le ministère concernant l'augmentation de 90 minutes du temps d'enseignement dans les écoles primaires.
10. Copie de tous les documents (études, analyses et avis) produits par le ministère concernant la publication d'un règlement relativement aux autorisations d'enseigner.
11. Copie de tous les documents (analyses, bilans, rapport, etc.) relatifs aux projets d'expérimentation de la réforme au secondaire.
12. Liste des écoles ayant fermé leurs portes depuis 2001-2002, par région et par année.
- 13A. Ventilation détaillée des sommes accordées pour la formation des enseignantes et des enseignants en regard de la réforme scolaire pour 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.

- 13B. Liste, calendrier et budget destinés aux mesures de formation qui seront offertes aux enseignant(es) en 2007-2008, en regard de la réforme scolaire.
- 14A. Ordres du jour et procès-verbaux de la Table de pilotage de la réforme au secondaire. Copie des documents qui ont été soumis aux membres de la Table.
- 14B. Copie de tous les documents produits en 2006-2007 et qui ont trait au renouveau pédagogique.
15. Liste des projets soumis et ceux retenus au programme « Aide aux devoirs » pour l'année scolaire 2006-2007, par école et commission scolaire, avec les montants demandés, prévus et versés, le nombre d'élèves concernés et la nature des dépenses.
16. Liste des projets soumis et ceux retenus au programme « Une école en forme et en santé » pour l'année scolaire 2006-2007, par école et commission scolaire, avec les montants demandés, prévus et versés, le nombre d'élèves concernés et la nature des dépenses.
17. Sommes allouées à l'organisme « Québec en Forme » depuis 2002-2003. Prévisions pour 2007-2008.
18. Prévision d'embauche en 2007-2008 et 2008-2009, pour tout le réseau, de personnel enseignant. Préciser :
 - a) par niveau
 - b) par région
 - c) par commission scolaire
 - d) par matière d'enseignement
19. Liste des projets d'immobilisations (constructions, agrandissements d'écoles, projets communautaires, etc.) demandés en formation générale et en formation professionnelle, pour l'année 2006-2007 par direction régionale, par commission scolaire et par circonscription électorale en indiquant ceux qui ont été autorisés et le montant global engagé par le ministère. Pour chaque projet autorisé, indiquer le coût total et la part assumée par commission scolaire, le milieu (municipalité, etc.) et le ministère. En ce qui concerne la construction de nouvelles écoles, indiquer leur capacité d'accueil, le niveau d'enseignement et le nombre d'élèves qui y sont inscrits au 30 septembre 2006.
20. Copie du Plan triennal d'immobilisations (PTI) 2006-2009.
21. Sommes prévues au plan triennal d'immobilisations (PTI) 2006-2009 pour l'école d'horticulture de la Commission scolaire des Premières Seigneuries.
22. Détails et ventilation de l'aide financière accordée aux services de garde en milieu scolaire ainsi que la fréquentation par région, par commission scolaire et par école en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.
23. Pour 2006-2007, nombre d'éducatrices et d'éducateurs dans les services de garde en milieu scolaire, par commission scolaire, niveau de formation de chacun d'entre eux et mesures prises pour compléter la formation lorsque celle-ci est déficiente. Prévisions des effectifs pour 2007-2008.
24. Budgets prévus pour l'embauche de techniciens de travaux pratiques dans les laboratoires pour l'implantation du nouveau programme de sciences et technologies et de la voie de cheminement appliquée du renouveau pédagogique.
25. Ventilation des sommes accordées par les commissions scolaires pour le transport scolaire et des budgets qui leur sont consentis pour 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.

26. Ventilation des sommes versées par les commissions scolaires pour la surveillance sur l'heure du midi en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
27. Ventilation, par commission scolaire, des montants versés en 2006-2007 pour le maintien des actifs et prévisions pour 2007-2008.
28. Montant et ventilation détaillée de la subvention de fonctionnement versée à chacune des commissions scolaires en 2006-2007 ainsi que les subventions prévues pour 2007-2008.
29. Détail des modifications apportées, article par article, aux règles budgétaires 2006-2007 versus 2005-2006 et prévisions des règles budgétaires pour 2007-2008.
30. État des surplus et déficits, par commission scolaire, au 30 juin 2006 et prévisions pour le 30 juin 2007.
31. Copie du plan d'action du ministère sur la réussite éducative et la prévention de l'abandon des études pour 2006-2007 et 2007-2008, ventilation ainsi que description et budget pour chaque mesure appliquée en 2006-2007. Prévisions pour 2007-2008.
32. Enveloppe accordée en 2006-2007 au programme « Agir autrement ». Détail et ventilation complète des projets financés. Prévisions pour 2007-2008.
33. Document d'analyse (évaluation, bilan d'étape, état de situation) relativement à la mise en œuvre du programme « Agir autrement » depuis sa création.
34. Liste détaillée des mesures utilisées et prévues contre la violence, le taxage et l'intimidation. Copie du plan d'action ministériel à cet effet.
35. Copie de tous les documents relatifs au décrochage scolaire et à la réussite éducative pour 2006-2007.
36. Copie des incitatifs financiers prévus pour la mise en œuvre de mécanismes de soutien à l'apprentissage destinés à l'école montréalaise. Plan de travail et plan d'action à cet effet.
37. Ventilation des dépenses effectuées en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008, au chapitre de l'éducation populaire et de l'alphabétisation, selon les champs d'activité, avec la liste des projets et les montants demandés et accordés aux organismes dans le cadre du programme PACTE :
 - a) Répartition des enveloppes budgétaires 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008 selon les régions administratives et selon les directions régionales;
 - b) Liste ventilée par région des organismes subventionnés avec le montant de la subvention;
 - c) Indiquer les nouveaux groupes financés dans chaque région;
 - d) Indiquer également, pour chaque région, le montant ou le pourcentage de l'enveloppe qui est accordé pour le développement de nouveaux groupes;
 - e) Financement et modalités de financement pour 2007-2008 avec les dates prévues pour le versement de chaque tranche de la subvention;
 - f) Copie des formulaires qui doivent être complétés par les organismes pour les demandes de subvention et des conditions qui s'y rattachent;
 - g) Copie de l'entente relative aux initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation.
38. Échéancier de réévaluation de la politique d'éducation des adultes.
39. Financement accordé en 2006-2007 spécifiquement pour la formation continue et prévisions pour 2007-2008.

40. Liste des institutions privées (nouvelles et existantes) qui ont obtenu un permis ou un agrément pour l'année 2006-2007 avec, pour chacune :
 - a) Le montant de la subvention accordée et la clientèle visée ainsi que le nombre d'élèves;
 - b) La liste des permis ou d'agrément en attente.
41. Copie des instructions annuelles 2006-2007 relatives à toutes les formations.
42. Sommes accordées en 2006-2007 au programme Villages branchés (volet éducatif) et ventilation détaillée de ces sommes, par commission scolaire et par projet. Prévisions pour 2007-2008.
43. Tableau comparatif 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 du taux de taxation et revenus générés de chacune des commissions scolaires et subventions de péréquation accordées à chacune des commissions scolaires. Détail des nouvelles mesures au produit de la taxe scolaire.
44. Tableau comparatif du nombre de demandes d'admissibilité à l'école anglaise depuis les cinq dernières années, statistiques concernant la fréquentation des écoles anglaises privées non subventionnées ainsi que le nombre annuel d'élèves allophones ou francophones fréquentant une école privée non subventionnée et qui ont transféré dans le secteur public depuis 10 ans.
45. Nombre de demandes de dérogations demandées quant à la fréquentation des écoles anglaises et réponses positives données. Liste des motifs invoqués pour l'acceptation et pour le refus des dérogations.
46. Tableau comparatif du nombre d'élèves inscrits en formation professionnelle, option professionnelle (programmes) depuis les cinq dernières années et mesures prises par le ministère pour augmenter le nombre d'inscriptions en formation professionnelle et technique en 2006-2007.
47. Sommes accordées en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008 des mesures visant à augmenter les inscriptions en formation professionnelle et technique. Détail de ces mesures.
48. Documents relatifs à la préparation du plan d'action pour un meilleur arrimage entre la formation professionnelle et technique.
49. Ventilation des transferts fédéraux dans le domaine de l'enseignement primaire et secondaire pour les années 2005-2006 et 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
50. Nombre d'enseignants par niveau d'enseignement (primaire, secondaire) et prévisions du nombre d'embauches et de départs prévus en 2007-2008.
51. Pour chacune des directions régionales du ministère de l'Éducation, liste du personnel selon le statut d'emploi et le poste occupé pour l'année 2006-2007.
52. Ventilation détaillée des budgets accordés par le ministère en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008 pour le maintien des écoles de village et montants accordés à cette fin aux commissions scolaires. Liste des écoles de village ayant reçu une subvention à cette fin, incluant le montant de la subvention.
53. Orientations ministérielles concernant la dernière école de village.
54. Liste par région des établissements primaires et secondaires qui ont fermé leurs portes en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.
55. Détail et ventilation des sommes accordées en 2006-2007 pour les élèves en milieux défavorisés et pour financer des mesures alimentaires et prévisions pour 2007-2008.

56. Bilan de la participation du ministère de l'Éducation aux activités du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada en 2006-2007, avec la date, l'endroit et l'objet de chaque activité.
57. État d'avancement du plan d'action du ministère sur les nouvelles technologies de l'information et des communications, incluant le nombre de projets et la nature des projets déposés par les commissions scolaires, les montants ventilés et le nombre de projets accordés et subventions accordées à chacun, de même que le solde de l'enveloppe budgétaire depuis le dépôt du plan d'action.
58. Enveloppes allouées par le ministère aux commissions scolaires pour l'achat de matériel pédagogique en 2005-2006 et 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Nombre d'écoles ne s'étant pas procuré de nouveaux manuels. Coût moyen par élève de l'enveloppe totale.
59. Liste des manuels scolaires approuvés en 2006-2007 pour le nouveau programme d'enseignement au secondaire. Quantité de manuels achetés parmi cette liste.
60. Ventilation des sommes accordées pour les bibliothèques scolaires en 2005-2006 et 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Sommes réellement dépensées à cet effet en 2006-2007.
61. Crédits consentis par le ministère au chapitre de la francisation des allophones, des classes d'accueil, au soutien linguistique et au programme d'enseignement des langues d'origine en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008 de même que le nombre de classes d'accueil par commission scolaire et d'élèves participant à ces programmes pour les mêmes années.
62. Crédits consentis à l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire en 2005-2006 et 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008 pour les clientèles autochtones. Détail du matériel et le coût du matériel produit à l'intention des autochtones.
63. Évolution du personnel des commissions scolaires, par catégorie d'emploi (personnel d'encadrement, personnel professionnel, personnel de soutien, personnel enseignant) au cours des dix dernières années.
64. Nombre de postes de psychologues, psychoéducateurs, orthopédagogues, orthophonistes, conseillers pédagogiques, conseillers d'orientation, techniciens, assistance, travailleurs sociaux et animateurs de vie étudiante, dans chacune des commissions scolaires en 2005-2006 et 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Budget global alloué à ces ressources et prévisions pour 2007-2008.
 - a) Nombre de professionnels dont l'embauche a été effectuée en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
 - b) Nombre d'enseignants dont l'embauche a été effectuée en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
 - c) Montants des subventions versées aux commissions scolaires pour financer ces ajouts de postes en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
65. Répartition de l'enveloppe de 100 M\$ consacrée à l'embauche d'enseignants et de professionnels pour l'aide aux élèves en difficulté, dans le cadre de l'entente conclue avec les syndicats en décembre 2005.
66. Suivi donné au plan MEQ – ministère de la Culture et des Communications visant à accroître l'accès à des programmes éducatifs et culturels des élèves. Détails de ces mesures, des documents reliés à ces mesures ainsi que les sommes octroyées en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
67. Copie de la politique d'adaptation scolaire et de la politique de financement de l'adaptation. Ventilation des crédits accordés pour l'adaptation scolaire en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.

68. Coûts des masses salariales découlant des conventions collectives des divers personnels pour 2005-2006 et 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Prévisions ou estimation des coûts reliés à l'équité salariale.
69. Aide financière accordée à la formation et au perfectionnement du personnel (enseignants, cadres, personnel de soutien, professionnels) pour 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008; nombre de personnes concernées par corps d'emploi et par commission scolaire. Orientations actives du MEQ en matière de formation continue du personnel enseignant.
70. Liste et copie des demandes d'avis du ministre de l'Éducation au Conseil supérieur de l'éducation en 2006-2007. Liste des mandats en cours.
71. Enveloppe globale accordée au soutien aux plans de réussite ou en lien avec les plans de réussite. Détail des mesures et ventilation des budgets par mesure et par commission scolaire pour 2006-2007.
72. Liste des instances régionales de concertation interordres et détails de leurs actions respectives. Bilan de leurs interventions pour 2006-2007.
73. Liste des programmes identifiés par le MEQ entre lesquels des passerelles, entre le niveau secondaire et collégial, sont possibles; copie des programmes intégrés secondaire-collégial; copie des programmes préparant à l'exercice de métiers semi-spécialisés. Ajout et retrait de programmes effectués en 2006-2007 et état des travaux en cours.
74. Nombre d'inscriptions, par commission scolaire dans les programmes d'alternance travail-études en 2006-2007 et prévisions ou cibles pour 2007-2008.
75. Nombre total d'enseignants à temps complet et à temps partiel, par niveau d'enseignement, par secteur (adultes et jeunes) en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Idem en formation professionnelle.
76. Liste des coûts de tous les projets d'amélioration ou de création de programmes d'enseignement professionnel et niveau d'avancement au Conseil du trésor.
77. Documents détaillant l'état du parc immobilier et des équipements des commissions scolaires. Cumul de l'entretien différé accumulé.
78. Liste des commissions scolaires et des cégeps qui ont produit des plans de réussite. Sommes versées à la suite de la signature de ces plans de réussite ainsi que le détail de chacun de ces plans.
79. Données concernant la variation des ressources en ETP des commissions scolaires entre 1996-1997 et 2006-2007.
80. Admissions et contingentement en soins infirmiers en formation professionnelle pour 2005-2006 et 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.

AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES

81. Tableau de l'aide financière allouée aux étudiants en indiquant le temps de traitement, le nombre de bénéficiaires (selon l'ordre d'enseignement), le volume d'aide accordée (prêt, bourses consécutives aux prêts et autres bourses), les moyennes de même que les dépenses encourues pour ce programme (bourses consécutives aux prêts, intérêts et remboursements, autres bourses) pour les années 2005-2006 et 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
82. Copie des études, analyses et avis concernant l'impact de la hausse du plafond des prêts étudiants en 2005-2006.

83. Montant versé au Québec par la Fondation canadienne des bourses du millénaire pour 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et prévisions 2007-2008. Indiquer la date des versements pour chacune des années.
84. Copie des échanges intervenus entre le MEQ et la Fondation canadienne des bourses du millénaire en 2006-2007.
85. Tableau des différents taux d'intérêt assumés par le gouvernement aux institutions prêteuses, au chapitre d'aide financière pour l'année 2006-2007.
86. Nombre de demandes acheminées au comité de dérogation en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, en précisant la nature de ces demandes (raisons invoquées), le nombre de celles qui ont fait l'objet d'une recommandation positive de la part du comité et le nombre de demandes approuvées par le ministre et le montant de l'aide accordée.
87. Tableau de l'aide financière allouée aux élèves en formation professionnelle au niveau secondaire, en indiquant le nombre de bénéficiaires et le volume d'aide accordée en 2006-2007.
88. Tableau du nombre d'étudiants, par ordre d'enseignement et catégorie d'établissement, s'il y a lieu, qui ont réclamé au cours d'un trimestre de 2006-2007 des frais de scolarité excédant le plafond maximal instauré.
89. Nombre, selon l'ordre d'enseignement, des montants des prêts échus et le taux d'intérêt de prise en charge par le gouvernement en 2006-2007.
90. Évolution du nombre d'étudiants qui ont déclaré faillite au cours des cinq dernières années et qui se trouvent dans l'impossibilité de rembourser leur prêt étudiant, par ordre d'enseignement et catégorie d'établissement, si disponible.
91. Tableau du nombre d'étudiants, par ordre d'enseignement, qui ont atteint le niveau d'endettement maximum prévu par la loi en 2006-2007.
92. Tableau de la ventilation de l'aide financière reçue par ordre d'enseignement pour chacun des étudiants qui atteint le seuil maximum d'endettement en 2006-2007.
93. Copie des études, avis, analyses et prévisions financières concernant la création d'un programme de remise de dette.
94. Coûts relatifs à l'implantation du projet Contact depuis sa création.
95. Nombre de plaintes en 2005-2006 et 2006-2007 à l'égard du traitement des demandes d'aide financière aux études.
96. Taux d'intérêt maximal en vigueur pour les prêts étudiants en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
97. Ventilation des montants compensatoires reçus du gouvernement fédéral comme droit de retrait du programme canadien des prêts et bourses pour les années 2005-2006 et 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008. Pour ces mêmes années, préciser les données qui ont servi au calcul de ces montants.
98. Évolution du nombre d'étudiants qui ont des créances douteuses ou des défauts de paiement et montant de ceux-ci pour les cinq dernières années, par ordre d'enseignement et catégorie d'établissement.
99. Nombre et pourcentage de défauts de paiement chez les ex-étudiants endettés, mais qui ont quitté les études avant l'obtention d'un premier diplôme universitaire.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

100. Tableau de l'évolution des inscriptions, par cégep et par programme pour la clientèle étudiante pour 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
101. Tableau comparatif de l'effectif scolaire des établissements d'enseignement collégial selon la langue maternelle (français, anglais ou autre) et la langue d'enseignement (français ou anglais) au cours des dix dernières années.
102. Prévisions de la clientèle par établissement collégial pour 2007-2008, en comparaison avec 2006-2007.
103. État des surplus et déficits par collège au 30 juin 2006 par rapport au 30 juin 2005 et prévisions pour 2007-2008.
104. Modifications effectuées en 2006-2007 aux règles budgétaires des collèges et prévisions pour 2007-2008.
105. Ventilation des subventions versées à chacun des collèges en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
106. Ventilation du budget total (total des revenus et des dépenses) de chacun des collèges et prévisions pour 2007-2008.
107. Ventilation des dépenses effectuées en 2006-2007, au chapitre des investissements et des équipements par collège, avec la liste des projets approuvés ou encore à l'étude. Pour chaque projet autorisé, indiquer le coût total et la part assumée par le collège et par le ministère.
108. Copie des études et des analyses effectuées en 2006-2007 concernant l'assouplissement des règles d'admission dans les cégeps.
109. État des besoins relatifs à la révision des programmes de niveau technique. Copie des documents produits à ce sujet.
110. Nombre total d'enseignants au niveau collégial 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
111. Nombre des programmes contingentés par collège et nombre de personnes en attente pour chaque programme.
112. Copie de la carte des options professionnelles offertes dans les cégeps, en identifiant les nouveaux cours dispensés par cégep, en 2006-2007 et copies des demandes pour 2007-2008.
113. Comparaison du nombre d'étudiants inscrits dans un établissement collégial par région en 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
114. Financement accordé par région aux établissements d'enseignement collégial pour 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
115. Tableau de la ventilation des frais de scolarité chargés pour les AEC en 2006-2007 par les collèges privés non subventionnés pour chacune des attestations d'études collégiales.
116. Copie de toutes les mesures visant à augmenter le taux de diplomation dans les collèges et ventilation des sommes qui y sont rattachées.

117. Taux de diplomation de chacun des collèges et cégeps du Québec selon l'ensemble des programmes d'études, les programmes établis et le régime d'études des étudiants, à savoir à temps complet ou à temps partiel et le taux de diplomation de chacun des collèges et cégeps du Québec après un cheminement de quatre ans pour le secteur professionnel, selon l'ensemble des programmes d'études, les programmes établis et le régime d'études, des étudiants à savoir à temps complet ou à temps partiel.
118. Mesures appliquées en 2006-2007 pour favoriser la réussite scolaire dans des délais plus courts que pour les programmes techniques et ventilation des sommes qui y ont été consacrées. Prévisions des sommes accordées à cette fin en 2007-2008.
119. Mesures appliquées pour augmenter la réussite en français au collégial et sommes prévues à cet effet en 2007-2008.
120. Sommes accordées en 2006-2007 pour l'accélération du développement de nouveaux centres collégiaux de transfert des technologies, de même que les nouvelles mesures envisagées et l'échéancier de réalisation. Prévisions des sommes pour 2007-2008.
121. Liste de tous les centres collégiaux de transfert des technologies en attente d'approbation au Québec. Liste de tous les centres approuvés depuis le 14 avril 2003.
122. Ventilation des montants alloués en 2006-2007 aux différents centres collégiaux de transfert et de technologie, nombre d'employés dans chacun de ces centres, rapports d'activité et, le cas échéant, rapport d'évaluation.
123. Copie des documents relatifs à la création d'un centre collégial de transfert des technologies en lien avec un pôle bioalimentaire dans l'Est de Montréal.
124. Liste des institutions privées de niveau collégial (nouvelles et existantes) qui ont obtenu un permis ou un agrément pour l'année 2006-2007 avec, pour chacune, le montant de la subvention accordée et la clientèle visée. Liste des demandes de permis ou d'agrément en attente.
125. Pour l'année 2006-2007, nombre de projets particuliers (recherche ou encadrement) financés au niveau collégial. Provenance de l'enveloppe et ventilation des projets financés. Prévisions pour 2007-2008.
126. Rapport sur les activités de chacun des centres collégiaux de transfert de technologie et copie de tous les projets de centres collégiaux de transfert de technologie présentés en 2006-2007 au ministère de l'Éducation, incluant la réponse donnée à chacun d'eux.
127. Tableau des résultats des cégépiens aux derniers tests de français, par collège.
128. Liste des programmes conjoints secondaire-cégep et cégep-université, par collège, et le nombre d'inscriptions à ces programmes conjoints.
129. Liste de tous les collèges ayant signé des ententes DEC-BAC. Détails des programmes concernés.
130. Liste exhaustive et détaillée par cégep des frais de toutes natures et frais afférents exigés des étudiants.
131. Liste et coûts de tous les projets d'amélioration ou de nouveaux programmes techniques et niveau d'avancement au Conseil du trésor.
132. Liste de tous les nouveaux programmes approuvés par collège.

133. Liste et coûts de toutes les améliorations d'espace (immobilisations et rénovations) approuvées par le MEQ en 2006-2007.
134. Cumul et détails de l'entretien différé accumulé des collèges du Québec.
135. Nombre de professionnels d'encadrement des étudiants dans les collèges en 2006-2007 et prévisions d'embauche pour 2007-2008. Ratio professionnel-élèves pour chaque collège.
136. Admissions et contingentements en technique de soins infirmiers au collégial pour 2005-2006 et 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
137. Calendrier d'implantation des modifications effectuées en 2005-2006 par le gouvernement à la formule de financement des universités.
138. Ventilation détaillée par université des subventions de fonctionnement versées aux établissements pour 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
139. Copie des plus récents états financiers et rapports annuels déposés au ministère par chaque établissement universitaire.
140. Évolution des soldes (déficits) accumulés de chaque établissement universitaire pour les cinq dernières années disponibles.
141. Ventilation des subventions liées à la diplomation en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
142. Ventilation des dépenses effectuées en 2006-2007, au chapitre des immobilisations et équipements par université et par projet, avec la liste des projets approuvés ou à l'étude pour 2007-2008. Copie du plan d'immobilisations 2006-2010.
143. Liste des nouveaux programmes universitaires approuvés ou financés en 2006-2007. Indiquer le nom de l'université, le programme et le montant de la subvention de démarrage.
144. Sommaire des subventions versées dans le cadre du service de la dette des universités pour 2006-2007. État de la dette par institution.
145. Ventilation des chaires obtenues et des projets financés par la Fondation canadienne de l'innovation (FCI). Somme accordée par Québec à cette fin.
146. Données ventilées sur le nombre d'étudiants étrangers et canadiens qui ont bénéficié de bourses d'exemption de frais de scolarité et de bourses d'excellence, par pays, par champs d'études, par cycle d'études et par université d'accueil, en 2006-2007 et prévisions pour chaque pays en 2007-2008.
147. Liste des projets communs d'harmonisation du réseau universitaire.
148. Tableau présentant les nombres, les pourcentages et les revenus respectifs pour les étudiants canadiens n'ayant pas le statut de résidents du Québec et les étudiants étrangers inscrits dans chacune des universités québécoises pour l'année 2006-2007.
149. Copie de toutes les études, avis, analyses et travaux en cours concernant la déréglementation des droits de scolarité des étudiants étrangers.
150. Recension des pays pour lesquels une entente a été conclue avec le gouvernement du Québec en matière de formation des étudiants universitaires et modalités de ces ententes.
151. Copie de la demande de l'état de situation des chargés de cours dans les universités.

152. Nombre d'étudiants inscrits dans les facultés de médecine québécoises depuis 1997 et prévisions pour les prochaines années. Préciser par spécialité.
153. Indiquer le coût moyen de formation pour un médecin omnipraticien et indiquer le coût moyen de formation, par spécialité, pour un médecin spécialiste.
154. Inscriptions et contingentements au baccalauréat en sciences infirmières, de même qu'aux 2^e et 3^e cycles, pour 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Indiquer également les données pour la formation d'infirmières praticiennes par domaine.
155. Demandes budgétaires des universités par étudiant en médecine par année, incluant les stages en milieu hospitalier.
156. Nombre d'étudiants inscrits dans les facultés de sciences de l'éducation en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Préciser :
 - a) par université;
 - b) par champs disciplinaire ou spécialité;
 - c) par année de scolarité (1^{re}, 2^e, 3^e ou 4^e).
157. Dépenses effectuées pour 2006-2007
158. Néant

LOISIR ET SPORT

159. Copie du plan stratégique 2006-2007 et 2007-2008 présenté au Secrétariat des sports et loisirs.
160. Prévisions de référence qui ont servi à l'élaboration du Plan stratégique 2006-2007 et 2007-2008 présenté au Secrétariat des sports et loisirs.
161. Copie du calendrier des activités du ministère pour 2006-2007 et activités prévues pour 2007-2008 et préciser les événements auxquels le ministre et le ministère participeront directement.
162. Liste des programmes d'assistance financière au 31 mars 2007 avec :
 - a) objectifs, critères d'admissibilité, réalisations 2006-2007;
 - b) budgets respectifs;
 - c) nombre de demandes reçues, projets refusés et acceptés et nombre de participants pour chacun des projets, s'il y a lieu;
 - d) montant de la subvention de chaque organisme, municipalité, entreprise.
163. Liste des organismes de sports, loisirs et de plein air bénéficiant d'une subvention de fonctionnement, au 31 mars 2007 et montants alloués pour chacun d'eux. Prévisions pour 2007-2008.
164. Études commandées ou réalisées par le ministre ou le secrétariat relativement aux sports, aux loisirs et au plein air en 2006-2007 et conclusions.
165. Sommes investies dans le programme de soutien aux infrastructures de loisir et de sport. Prévisions pour 2007-2008.

SPORT

166. Montants des subventions accordées par le Secrétariat au loisir et au sport aux fédérations sportives par le biais du programme de soutien aux opérations régulières pour 2006-2007. Liste des fédérations sportives en bénéficiant et montant alloué à chacune d'entre elles.
167. Sommaire des subventions accordées aux autres organismes sportifs et liste détaillée des subventions accordées dans le cadre de ces programmes :
 - a) Programme de soutien aux événements sportifs;
 - b) Centre national multisport-Montréal;
 - c) Fédération québécoise du sport étudiant;
 - d) Corporation Sports-Québec;
 - e) Programme Équipe-Québec;
 - f) Les bourses de la Fondation de l'athlète d'excellence;
 - g) Les bourses de la Fondation Palestre nationale;
 - h) Soutien aux athlètes identifiés auprès de la direction du sport et de l'activité physique.
168. Soutien financier accordé aux athlètes québécois pour l'exercice financier 2006-2007. Prévisions pour 2007-2008.
169. État de situation des travaux du Comité provincial sports-études au secondaire en 2006-2007.
170. Liste des études et recherches portant sur la sécurité dans les sports en 2006-2007.
171. Sommes investies dans la campagne de sensibilisation pour la sécurité dans les différents types de sports.
172. État de situation relativement à *Entente Canada-Québec relative à la participation au sport*.
173. État de situation sur les recommandations du groupe de travail concernant les grands événements sportifs.

LOISIR

174. Sommaire des subventions accordées et listes des subventions accordées dans le cadre des programmes suivants :
 - a) Programme de reconnaissance et de financement des organismes nationaux de loisir;
 - b) Programme de reconnaissance et de financement des organismes régionaux de loisir pour personnes handicapées;
 - c) Programme d'assistance aux unités régionales de loisir et de sport;
 - d) Programme d'assistance financière aux camps de vacances;
 - e) Programme d'assistance aux manifestations locales de la fête nationale;
 - f) Programme Chantiers jeunesse;
 - g) Programme d'accompagnement en loisir pour les personnes ayant une déficience;
 - h) Programme d'assistance financière aux centres communautaires de loisir;
 - i) Programme d'assistance financière aux clubs de motoneigistes;
 - j) Programme d'assistance financière aux clubs de véhicules tout-terrains;
 - k) Soutien financier au Regroupement des organismes nationaux de loisir du Québec;
 - l) Soutien financier au Conseil québécois du loisir;
 - m) Soutien pour le projet Archipel (ville de Longueuil)

- 175. Liste des subventions accordées à la Fédération de l'âge d'or du Québec en 2006-2007. Prévisions pour 2008.
- 176. Liste des subventions accordées aux organismes dédiés aux loisirs scientifiques.
- 177. État de situation des travaux et budget accordé à l'Observatoire québécois du loisir en 2006-2007, prévisions budgétaires et planification des travaux 2007-2008.

ACTIVITÉ PHYSIQUE

- 178. Effectifs affectés au programme Kino-Québec pour 2006-2007 et prévisions 2007-2008, postes occupés et nature du travail.
- 179. Subventions accordées à Kino-Québec en 2006-2007. Prévisions pour 2007-2008.
- 180. Liste et copie des études de Kino-Québec en matière d'activité physique et de lutte à la sédentarité en 2006-2007. Prévisions pour 2007-2008.
- 181. Liste et copie des études concernant les conséquences de l'augmentation des heures d'éducation physique dans les écoles.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Détail des coûts de systèmes du réseau de l'éducation 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008 ventilés par poste budgétaire et par réseau (commissions scolaires, cégeps et universités).

RÉPONSE

PRINCIPAUX FACTEURS DE CROISSANCE 2007-2008

	PRIMAIRE- SECONDAIRE¹	COLLÉGIAL²	UNIVERSITAIRE³
	M\$	M\$	M\$
▪ Indexation salariale	131,3	24,5	25,2
▪ Augmentation du temps d'enseignement	51,7		
▪ Entente avec le personnel enseignant	34,4		
▪ Ajout de ressources pour soutien des EHDAA	30,0		
▪ Équité salariale	42,1	7,6	
▪ Services de dette	20,3	0,4	24,5
▪ Indexation des autres dépenses	14,8	2,0	9,1
▪ Réinvestissement dans les études supérieures	-	30,0	90,0
▪ Autres coûts *	(48,6)	34,2	25,3
Total	276,0	98,7	174,1

* Divers autres coûts reliés au maintien de l'offre de services de tous les ordres d'enseignement.

1. Total des ajouts de crédits du programme Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire (04)
2. Total des ajouts de crédits des éléments suivants du programme Enseignement supérieur (05) :
 - Cégeps (01)
 - Enseignement privé (03)
 - Service de la dette des cégeps (04)
 - Soutien à des partenaires en éducation (06)
3. Total des ajouts de crédits des éléments suivants du programme Enseignement supérieur (05) :
 - Universités (02)
 - Service de la dette des universités (05)

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Détail des dépenses réelles ou probables en 2006-2007, ventilées par programme et par élément (excluant l'amortissement et les investissements).

RÉPONSE

Programme	Dépenses probables ¹
	2006-2007 k\$
1. Administration et consultation	128 153,7 \$
2. Formation en tourisme et hôtellerie	20 613,2 \$
3. Aide financière aux études	366 980,4 \$
4. Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	7 460 997,3 \$
5. Enseignement supérieur	3 976 315,8 \$
6. Développement du loisir et du sport	60 843,3 \$
7. Régimes de retraite	<u>737 741,3 \$</u>
Total	12 751 645,0 \$

1. Tel que présenté dans le Plan annuel de gestion des dépenses 2007-2008 du Ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de la partie accessible au public de tous les mémoires soumis au Conseil des ministres par le ministre de l'Éducation.

RÉPONSE

Voir documents ci-joints.

DE : Monsieur Jean-Marc Fournier
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

29 janvier 2007

OBJET : Modifications au Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire

SOMMAIRE

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

Exposé de la situation

Le 24 mai dernier, le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport rendaient publiques les orientations visant à améliorer les communications adressées aux parents sur le cheminement scolaire de leur enfant afin qu'elles soient simples, claires et compréhensibles.

Dans cette foulée, le ministre considère comme pertinent que soient apportées des modifications au Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire, plus particulièrement aux dispositions relatives à l'évaluation des apprentissages, afin que les parents soient mieux informés par le bulletin des apprentissages de leur enfant à mi-chemin du premier cycle du secondaire, soit en première secondaire, et afin que le résultat dans chacune des matières obligatoires soit exprimé sous forme de note au bilan de fin du premier cycle, soit en deuxième secondaire.

De plus, puisque l'article 227 de la Loi sur l'instruction publique, qui prévoit une clause dérogatoire à la Charte canadienne des droits et libertés, cessera d'avoir effet à compter du 1^{er} juillet 2008 (Lois de 2005, c. 20, a. 19), il apparaît approprié de modifier le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire, plus particulièrement les dispositions relatives aux listes des matières de l'enseignement primaire et du premier cycle de l'enseignement secondaire, afin d'y substituer la matière obligatoire « Éthique et culture religieuse » aux matières obligatoires « Enseignement moral » et « Enseignement moral et religieux (catholique ou protestant) ». Ces modifications s'inscrivent dans la foulée de la publication, en 2005, des orientations ministérielles et de l'adoption, le 15 juin 2005, de la Loi modifiant certaines dispositions de nature confessionnelle dans le domaine de l'éducation (Lois de 2005, c. 20). À cet effet, le Ministère est à élaborer un programme d'éthique et de culture religieuse pour le primaire et le secondaire.

En outre, les rapports (Corbo, États généraux sur l'éducation, Lacoursière, Inchauspé) qui, depuis 1994, ont analysé la situation de la connaissance du monde contemporain par les jeunes Québécois ont rappelé l'importance, pour les élèves de 5^e secondaire, d'étudier des réalités marquantes du monde contemporain, notamment les génocides et les grands conflits du 20^e siècle, dans une perspective pluridisciplinaire et pas uniquement économique. En conséquence, pour marquer cette approche pluridisciplinaire (aspects temporel, territorial, politique et économique) plutôt que centrée sur la question économique, la matière « Environnement économique contemporain », inscrite à la grille-matières de 5^e secondaire des parcours de formation générale et de formation générale appliquée, est remplacée par la matière « Monde contemporain ».

Solution possible

La seule solution possible pour prescrire les orientations envisagées à l'égard du bulletin et du bilan des apprentissages au secondaire consiste à édicter un règlement modifiant le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire.

Le projet de règlement proposé vient préciser les dispositions quant à l'appréciation générale des apprentissages pour chacune des matières de l'élève, sous forme de notes, de cotes ou de

commentaires au dernier bulletin de la première secondaire. Il vient aussi préciser l'utilisation des notes par matière obligatoire au bilan de fin du premier cycle, soit en deuxième secondaire, tout comme en troisième, en quatrième et en cinquième secondaire.

Avantages et inconvénients de la solution possible

Le projet de règlement rendra prescriptibles des mesures afin principalement de faire en sorte que les bulletins soient plus simples, plus clairs et plus compréhensibles.

Aucun désavantage n'est envisagé.

Implications financières

Les modifications réglementaires proposées pourraient impliquer des dépenses relativement minimales pour certains organismes scolaires contraints de réviser leur système de gestion informatisée des résultats. Dans ce cas, ces dépenses seraient financées à même les budgets déjà existants.

Le ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport,



JEAN-MARC FOURNIER

DE : Monsieur Jean-Marc Fournier
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

17 juillet 2006

OBJET : Approbation du Plan quinquennal d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 2006 au 31 mai 2011

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1- Exposé de la situation

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, dans le cadre du processus annuel d'approbation des programmes d'immobilisations, présente le Plan quinquennal d'investissements universitaires (PQI) pour la période du 1^{er} juin 2006 au 31 mai 2011.

Le montant global du PQI 2006-2011 s'élève à 824,264 millions de dollars dont un montant ferme de 254,156 millions de dollars pour l'année 2006-2007, qui correspond au montant présenté au Conseil du trésor.

Les enveloppes normalisées destinées au maintien des actifs ainsi que l'enveloppe pour le développement des systèmes d'information totalisent 122,727 millions de dollars pour l'année 2006-2007. Est aussi incluse dans ces enveloppes une enveloppe de rattrapage de 31,700 millions de dollars.

Au chapitre des initiatives nouvelles figurent deux volets totalisant 159,729 millions de dollars : les projets d'ajouts d'espace et les projets d'infrastructures de recherche.

Les projets d'ajout d'espace d'un montant global de 77,800 millions de dollars correspondent à ceux qui ont été présentés au Conseil du trésor. Parmi ceux-ci, des investissements sont consentis pour la construction de l'École John-Molson de l'Université Concordia et pour la construction du pavillon des Premières Nations de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, tels qu'annoncés lors du Discours sur le budget 2006-2007.

Les projets d'infrastructures de recherche totalisant 81,929 millions de dollars sont ceux faisant l'objet de virements du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, autorisés par le Conseil du trésor le 28 mars 2006 et le 23 mai 2006.

Quant aux parachèvements, le projet d'ajout d'espace autorisé dans un plan antérieur, mais dont la réalisation n'est pas complétée, est réinscrit. Il totalise 11,700 millions de dollars pour l'année 2006-2007.

Un projet de décret concernant le Plan quinquennal d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 2006 au 31 mai 2011 est joint au présent mémoire.

2- Loi existante

Le Plan quinquennal d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 2006 au 31 mai 2011 doit être approuvé par le gouvernement conformément à l'article 4 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., c. I-17).

3- Solutions possibles

Ne s'applique pas.

4- Avantages et inconvénients de chacune des solutions possibles

Ne s'applique pas.

5- Analyse comparative

Ne s'applique pas.

6- Activité réglementaire

Ne s'applique pas.

7- Implications financières

L'annexe A présente les nouveaux engagements pour les cinq prochaines années ainsi que l'évolution des projets en parachèvement déjà autorisés dans les plans antérieurs.

L'annexe B présente les conditions liées à l'octroi des montants approuvés en vertu du plan.

L'annexe C présente la répartition, par établissement universitaire, des enveloppes normalisées.

8- Relations intergouvernementales

Ne s'applique pas.

9- Implications territoriales, soit sur les régions, sur la Capitale nationale ou sur la Métropole

Ne s'applique pas.

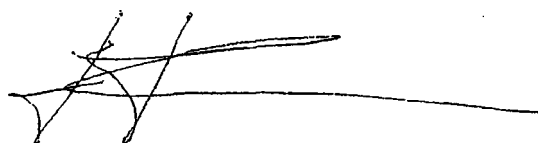
10- Implications sur les jeunes

Ne s'applique pas.

11- Consultation entre ministères

Ne s'applique pas.

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport,



JEAN-MARC FOURNIER

DE : Monsieur Jean-Marc Fournier
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

21 juin 2006

OBJET : Approbation du Plan quinquennal d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 2006 au 31 mai 2011

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1- Exposé de la situation

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, dans le cadre du processus annuel d'approbation des programmes d'immobilisations, présente le Plan quinquennal d'investissements universitaires (PQI) pour la période du 1^{er} juin 2006 au 31 mai 2011.

Le montant global du PQI 2006-2011 s'élève à 702,164 millions de dollars, dont un montant ferme de 254,156 millions de dollars pour l'année 2006-2007, qui correspond au montant présenté au Conseil du trésor.

Les enveloppes normalisées destinées au maintien des actifs ainsi que l'enveloppe pour le développement des systèmes d'information totalisent 122,727 millions de dollars pour l'année 2006-2007. Est aussi incluse dans ces enveloppes une enveloppe de rattrapage de 31,700 millions de dollars.

Au chapitre des initiatives nouvelles figurent deux volets totalisant 159,729 millions de dollars : les projets d'ajouts d'espace et les projets d'infrastructures de recherche.

Les projets d'ajouts d'espace d'un montant global de 77,800 millions de dollars correspondent à ceux qui ont été présentés au Conseil du trésor. Parmi ceux-ci, des investissements sont consentis pour la construction de l'École John-Molson de l'Université Concordia et pour la construction du pavillon des Premières Nations de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, tels qu'annoncés lors du discours sur le budget 2006-2007.

Les projets d'infrastructures de recherche totalisant 81,929 millions de dollars sont ceux faisant l'objet de virements du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, autorisés par le Conseil du trésor le 28 mars 2006 et le 23 mai 2006.

Quant aux parachèvements, le projet d'ajout d'espace autorisé dans un plan antérieur, mais dont la réalisation n'est pas complétée, est réinscrit. Il totalise 11,700 millions de dollars pour l'année 2006-2007.

Un projet de décret concernant le Plan quinquennal d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 2006 au 31 mai 2011 est joint au présent mémoire.

2- Loi existante

Le Plan quinquennal d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 2006 au 31 mai 2011 doit être approuvé par le gouvernement conformément à l'article 4 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., c. I-17).

3- Solutions possibles

Ne s'applique pas.

4- Avantages et inconvénients de chacune des solutions possibles

Ne s'applique pas.

5- Analyse comparative

Ne s'applique pas.

6- Activité réglementaire

Ne s'applique pas.

7- Implications financières

L'annexe A présente les nouveaux engagements pour les cinq prochaines années ainsi que l'évolution des projets en parachèvement déjà autorisés dans les plans antérieurs.

L'annexe B présente les conditions liées à l'octroi des montants approuvés en vertu du plan.

L'annexe C présente la répartition, par établissement universitaire, des enveloppes normalisées.

8- Relations intergouvernementales

Ne s'applique pas.

9- Implications territoriales, soit sur les régions, sur la Capitale nationale ou sur la Métropole

Ne s'applique pas.

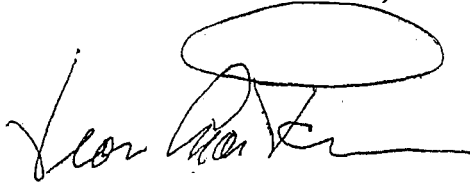
10- Implications sur les jeunes

Ne s'applique pas.

11- Consultation entre ministères

Ne s'applique pas.

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean-Marc Fournier', with a large, loopy flourish above it.

JEAN-MARC FOURNIER

DE : Monsieur Jean-Marc Fournier
Ministre de l'Éducation,
du Loisir et du Sport

23 mai 2006

OBJET : Modifications législatives permettant d'améliorer le fonctionnement du Conseil supérieur de l'éducation dans la foulée des travaux du Groupe de travail sur l'examen des organismes du gouvernement

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1 - Exposé de la situation

En juin 2004, dans la foulée du dévoilement du *Plan de modernisation de l'État 2004-2007*, un mandat est donné à un groupe de travail d'examiner le rôle, le mandat et le fonctionnement d'un certain nombre d'organismes publics québécois en vue d'alléger, de façon significative, les structures de l'administration publique.

Le 17 mai 2005, la présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale, M^{me} Monique Jérôme-Forget, rend publiques les conclusions du Groupe de travail sur l'examen des organismes du gouvernement du Québec, présidé par M. Thomas J. Boudreau.

Le rapport Boudreau contient un certain nombre de recommandations concernant le Conseil supérieur de l'éducation (CSE), organisme qui relève directement du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Il est alors convenu de donner suite aux recommandations du rapport Boudreau en proposant des modifications à la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation (L.R.Q., chapitre C-60).

D'autres modifications, souhaitées par le Conseil, ont pour but d'améliorer le fonctionnement de l'organisme.

Ces modifications se traduisent dans un projet de loi modifiant la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation (L.R.Q., chapitre C-60), joint en annexe au présent mémoire.

2 - Lois existantes

Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation (L.R.Q., chapitre C-60)

Autres lois modifiées par le projet de loi :

Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-13.3)

Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29)

Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (L.R.Q., chapitre M-15)

3 - Modifications proposées

3.1 Mandat du Conseil supérieur de l'éducation

Dans le préambule de la Loi, la nouvelle formulation du mandat précise que le Conseil :

- constitue le lieu privilégié de réflexion en vue du développement d'une vision globale de l'éducation au Québec;
- a pour fonction de conseiller le ministre sur toute question relative à l'éducation.

3.2 La consultation en vue des nominations au CSE

Les associations les plus représentatives d'étudiantes et d'étudiants sont ajoutées à la liste des organismes consultés en vue des nominations au CSE.

3.3 Durée du mandat des membres du CSE

Désormais, les membres du CSE sont nommés par le gouvernement pour un mandat d'au plus quatre ans.

3.4 Rapport sur l'état et les besoins de l'éducation

L'obligation faite au CSE de transmettre annuellement au ministre un rapport sur l'état et les besoins de l'éducation est modifiée. Il est dorénavant prévu qu'il le fera périodiquement.

3.5 Règlement de régie interne

L'obligation faite au CSE de soumettre son règlement de régie interne à l'approbation du gouvernement est abolie. Le ministre pourra toutefois exiger que ce règlement lui soit communiqué en vertu de l'article 1.3 de la Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (L.R.Q., chapitre M-15).

3.6 Nombre de réunions tenues par le CSE

Le nombre de réunions que doit tenir le Conseil n'est plus fixé par la Loi. Le nombre de réunions sera fixé par le CSE dans son règlement de régie interne.

3.7 Membres du personnel du CSE

Les secrétaires ainsi que les autres membres du personnel du CSE seront nommés conformément à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1).

3.8 Rôle du représentant du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport au sein du comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études du Conseil

La représentante ou le représentant du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport au Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études n'a plus droit de vote pour éviter tout conflit d'intérêts.

3.9 Les commissions et le comité du Conseil

Les commissions du CSE ne sont plus instituées par la Loi. En lieu et place, le CSE est habilité à former les commissions qu'il juge utiles pour la bonne marche de ses travaux. Conséquemment, le CSE peut maintenir les commissions existantes, les regrouper ou, s'il estime que leur maintien n'est pas nécessaire, les abolir.

Toutefois, le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études, institué par la Loi, est maintenu.

3.10 L'examen des règlements par le CSE

L'examen, par le CSE, des règlements que le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport propose d'édicter n'est plus obligatoire, sauf dans les cas où ces règlements sont en lien direct avec le mandat du CSE.

Ainsi est maintenue l'obligation du ministre, contenue dans la Loi sur l'instruction publique et dans la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, de soumettre à l'examen du CSE tout projet de règlement relatif aux régimes pédagogiques ou au régime des études collégiales.

4 - Activités réglementaires

Les solutions réglementaires prévues visent l'amélioration et l'allègement du fonctionnement du CSE.

5 - Implications financières

Les modifications proposées n'ont pas d'incidence financière.

6 - Relations intergouvernementales

Les modifications proposées n'ont aucune incidence sur les relations intergouvernementales puisque les activités du CSE relèvent exclusivement de la compétence du gouvernement du Québec.

7 - Implications territoriales, soit sur les régions, sur la Capitale nationale et sur la Métropole

Les modifications proposées n'ont aucune incidence sur la localisation des bureaux du CSE à Québec et à Montréal qui y sont maintenus.

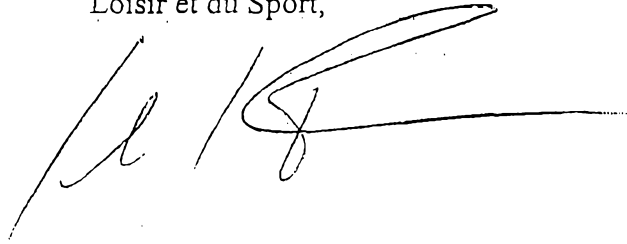
8 - Implication sur les jeunes

La modification incluant les représentantes et représentants des associations étudiantes dans le processus de consultation en vue des nominations au CSE valorise la participation et l'engagement des jeunes dans les instances reliées à l'éducation.

9 - Consultation

Les modifications proposées à la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation ont été soumises aux membres du CSE, qui y sont favorables, reconnaissant que le fonctionnement du Conseil en sera amélioré.

Le ministre de l'Éducation, du
Loisir et du Sport,



DE : Monsieur Jean-Marc Fournier
Ministre de l'Éducation, du Loisir
et du Sport

25 avril 2006

OBJET : Projet de loi instituant le Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

I. Exposé de la situation

Lors du dernier discours du budget, le ministre des Finances a annoncé la création du Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique (Fonds), doté d'une enveloppe de 30 millions de dollars par année, financée par une partie des revenus de la taxe sur le tabac actuellement versée au Fonds spécial olympique.

Il a ajouté que ce fonds permettrait :

- la mise sur pied d'un programme de soutien aux installations sportives qui générera, avec la participation de partenaires, des investissements totalisant 500 millions de dollars (une somme de 24 millions de dollars par année sera versée dans le Fonds à cette fin);
- l'affectation, dans la foulée du rapport du Groupe de travail sur l'accueil d'événements sportifs internationaux au Québec, d'une somme de 6 millions de dollars par année, à la mise en candidature et à l'organisation de grands événements sportifs.

Par ailleurs, le document « Renseignements additionnels sur les mesures sur le budget » indiquait :

- que les revenus qui seront consacrés au fonds en 2006-2007 seront de 15 millions de dollars et de 30 millions de dollars par année à compter de 2007-2008;
- que le gouvernement fédéral sera invité à s'associer à cette mesure de sorte que le niveau d'investissements pourrait être supérieur à la prévision de 500 millions de dollars pour les cinq prochaines années et que plus d'événements sportifs pourraient être tenus au Québec;
- que ce fonds permettra de mettre en place les conditions requises pour le développement d'une culture sportive au sein de la population québécoise, notamment par son accès à des installations adéquates et sa participation à des activités ou à des grands événements qui en font la promotion, conditions qui ne peuvent pas lui être offertes actuellement, en raison principalement d'un déficit important d'installations sportives et récréatives et de l'état souvent vétuste et non conforme aux normes des installations disponibles;
- que la sédentarité est un fléau qui affecte la population nord-américaine et qui exerce une pression grandissante sur les coûts des soins de santé et que, comme l'a souligné le rapport Perrault portant sur *L'amélioration des saines habitudes de vie chez les jeunes*, l'augmentation de la prévalence de la sédentarité et de l'excès de poids chez les jeunes Québécois est associée au développement de plusieurs maladies chroniques et affecte l'espérance de vie de la population;
- que la création du Fonds permettra de consacrer annuellement 24 millions de dollars par année pour le service de dette relatif à la réalisation d'investissements dans les installations sportives et récréatives, en partenariat notamment avec les municipalités et les établissements d'enseignement.

2. Lois existantes

Le présent mémoire n'a aucun lien avec les lois existantes.

3. Solution préconisée

Étant donné que la création du Fonds requiert l'adoption par l'Assemblée nationale d'un projet de loi et que la création de ce fonds est une mesure importante du dernier budget du ministre des Finances, le présent mémoire ne décrit qu'une seule solution. Celle-ci consiste en l'adoption par l'Assemblée nationale d'une loi instituant le Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique. Cette loi comprendrait des dispositions visant à déterminer les affectations du Fonds, ses sources de financement et ses règles de fonctionnement.

Cette loi prévoirait aussi que le ministre du Revenu verserait, aux dates et selon les modalités déterminées par le gouvernement, une partie du produit de l'impôt sur le tabac pour un montant de 15 millions de dollars pour l'année financière 2006-2007 et de 30 millions de dollars par année pour les années subséquentes.

4. Les avantages et les inconvénients de la solution préconisée

Avantages

La solution préconisée mettrait en place l'élément principal requis pour la mise en œuvre de l'une des mesures importantes annoncées lors du dernier discours sur le budget. Elle rendrait alors possible le financement de deux programmes de soutien, l'un destiné aux installations sportives et récréatives et l'autre, aux événements sportifs.

L'adoption du projet de loi instituant le Fonds permettrait au gouvernement de mieux faire ressortir auprès du public sa volonté de promouvoir la culture sportive au sein de la population québécoise et ainsi de créer un premier véritable héritage olympique depuis 1976.

À la suite de la création du Fonds, des investissements de l'ordre de 500 millions de dollars pourront être suscités, même davantage si le gouvernement fédéral s'y associe. Ces investissements permettraient de fournir à la population et à ses athlètes, en plus d'une accessibilité à des installations actuelles adéquates et sécuritaires, des installations additionnelles adaptées à la pratique de disciplines qui se sont développées au cours des dernières années. Il permettrait l'implantation d'un réseau d'installations adéquates non seulement pour la population qui s'adonne à l'activité physique, mais aussi pour les jeunes et les athlètes qui font de la compétition sur le plan régional, national et international. En effet, les projets admissibles pourraient comprendre la construction ou la rénovation et la mise aux normes d'installations comme les terrains de soccer et de football naturels ou synthétiques, les piscines, les salles de gymnastique, les pistes de patinage de vitesse, longue et courte piste, ainsi que des installations plus spécialisées comme un centre intérieur de volley-ball ou un vélodrome.

Cette solution rendrait aussi possible, grâce au programme de soutien aux événements sportifs internationaux et pancanadiens, l'élaboration avec des partenaires, notamment les fédérations sportives, d'une stratégie et d'un plan d'action à long terme qui permettrait d'améliorer les chances du Québec d'attirer les événements sportifs les plus structurants pour le développement de la culture sportive au sein de la population.

Par ailleurs, cette solution ajouterait deux nouvelles actions, soit la création du Fonds et celle des deux programmes de soutien qu'il financera, à celles réalisées, au cours des dernières années, par l'actuel gouvernement pour le développement d'une culture sportive au sein de la population québécoise. Ces actions ont été l'instauration du programme Équipe Québec, le mouvement de mobilisation de la communauté québécoise afin d'encourager nos athlètes qui participent à de grands événements, la campagne pour les saines habitudes de vie et pour combattre l'obésité qui inclut notamment le programme Vas-y, fais-le pour toi!, la Journée nationale du sport et de l'activité physique, l'implantation du Centre d'entraînement des sports aquatiques du Québec, l'augmentation de 90 minutes du temps de présence en classe au primaire, dont une partie consacrée à l'éducation physique.

Le développement de la culture sportive au sein de la population favoriserait l'amélioration de la santé des Québécois et la lutte contre la sédentarité, un fléau qui affecte particulièrement les jeunes Québécois.

En effet, l'inactivité physique expliquerait, pour une large part, qu'environ un jeune Québécois sur quatre âgé de 6 à 16 ans présente un surplus de poids (embonpoint ou obésité). Un Québécois sur deux âgé de 12 ans et plus ne fait pas suffisamment d'activité physique. La population québécoise est considérée comme la plus sédentaire au Canada après celle de trois provinces de l'Atlantique (Île-du-Prince-Édouard, Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve-et-Labrador) et du

Nunavut. Selon une étude canadienne, les coûts annuels en soins de santé liés à la sédentarité au Québec s'élèveraient à 1,25 milliard de dollars, soit 2,6 % des coûts totaux en soins de santé.

Inconvénients

L'inconvénient de cette solution réside essentiellement dans le risque de soulever, lors de l'examen du projet de loi par l'Assemblée nationale, des débats concernant les motifs qui amènent le gouvernement à décider d'allouer 30 millions de dollars par année à des fins de sport et d'activités physiques plutôt que, par exemple, aux priorités gouvernementales que sont l'éducation, la santé ou la réduction de la dette.

5. Analyse comparative

Plusieurs nations ont mis en place des programmes destinés aux activités sportives et récréatives. Par exemple, le gouvernement belge finance, à même son budget de dépenses, des contributions à la construction et à la rénovation d'installations sportives.

La France, par ailleurs, a créé « Le Fonds national pour le développement du sport » pour la rénovation ou la construction d'équipements sportifs. Ce fonds est alimenté par un prélèvement :

- de 2,9 % sur les sommes mises en France aux jeux gérés par une société similaire à Loto-Québec (la société La Française des jeux);
- de 5 % sur les droits de cession, par l'organisateur, à un service de diffusion télévisuelle, des droits de retransmission d'événements sportifs.

L'Angleterre, l'Australie et l'Ontario ont aussi créé des fonds spéciaux pour financer des activités dans le domaine du sport et de l'activité physique. Ces fonds sont alimentés entre autres par des revenus de loterie.

6. Implications financières

Selon les estimations relatives au rythme de réalisation des investissements prévus, des surplus pourront être générés au cours des premières années d'activités du Fonds. Toutefois, les surplus accumulés diminueront au fur et à mesure de l'acquittement des obligations du Fonds à l'égard des versements relatifs à des services de dette. Les surplus ou déficits seront prévus au cadre financier du gouvernement et comptabilisés à ses états financiers.

7. Relations intergouvernementales

Lors de la dernière Conférence des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables du Sport, de l'Activité physique et des Loisirs (Regina, 4 et 5 août 2005), les ministres ont affirmé leur volonté de faire des installations pour les sports et les loisirs leur plus grande priorité et ils ont convenu d'établir les paramètres d'un programme pancanadien.

Des discussions pour établir ces paramètres ont été interrompues avant la dernière élection fédérale. Celles-ci devraient être reprises dans les prochaines semaines pour associer le gouvernement fédéral à l'initiative du gouvernement du Québec et ainsi accroître ses retombées.

8. Implications territoriales, soit sur les régions, sur la Capitale nationale ou sur la métropole

La mise en place du nouveau programme de soutien aux installations sportives et récréatives permettrait la réalisation d'investissements qui feraient en sorte que le réseau d'installations présent sur le territoire québécois soit consolidé et amélioré pour que :

- la population ait accès sur le plan local et régional à des installations adéquates pour faire de l'activité physique;
- les membres de cette population ayant des aptitudes à des compétitions aient accès à des centres d'entraînement plus spécialisés;
- les athlètes disposant de plus d'aptitudes pour de la compétition internationale aient accès à des centres québécois très spécialisés.

La réalisation d'événements sportifs d'envergure au Québec se traduira aussi d'une façon ou d'une autre par d'importantes retombées pour toutes les régions du Québec. Ces retombées seront sportives, sociales, économiques et touristiques.


9. Implications pour les jeunes

Les retombées décrites dans les sections précédentes relativement à la création des deux nouveaux programmes se répercuteront davantage chez les jeunes étant donné qu'ils sont la principale clientèle des installations et des événements sportifs visés par les deux nouveaux programmes.

10. Consultation entre les ministères

Le ministère des Finances a été consulté lors de la préparation du présent mémoire et du projet de loi et est d'accord avec leur contenu.

Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du sport,



JEAN-MARC FOURNIER

DE : Monsieur Philippe Couillard
Ministre de la Santé et des Services sociaux

21 avril 2006

et

Monsieur Jean-Marc Fournier
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

OBJET : Politique triennale des nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine et du recrutement de médecins sous permis restrictif pour 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1. EXPOSÉ DE LA SITUATION

1.1 INTRODUCTION

Ce mémoire conjoint présente la politique triennale gouvernementale des nouvelles inscriptions dans les programmes de doctorat de 1^{er} cycle en médecine pour 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 ainsi que du recrutement de médecins sous permis restrictif au Québec.

1.2 OBJECTIFS VISÉS PAR LA POLITIQUE

La politique triennale est le principal levier dont dispose le gouvernement pour déterminer l'ajout de médecins au Québec en fonction des objectifs suivants :

- doter, à moyen terme, le Québec d'un nombre suffisant de médecins pour équilibrer l'offre et la demande de services médicaux ;
- utiliser une partie des capacités d'accueil des facultés de médecine du Québec pour admettre des candidates et des candidats canadiens et étrangers, contribuant ainsi au rayonnement des universités québécoises, à l'émulation des étudiants et à la diffusion des connaissances scientifiques.

1.3 DÉMARCHES AYANT MENÉ À L'ÉLABORATION DE LA POLITIQUE

Avis de la Table de concertation

La Table de concertation permanente sur la planification de l'effectif médical au Québec a été consultée pour l'élaboration du projet de politique (annexe 1). Les membres de la Table de concertation ont principalement porté leur attention sur :

- le nombre de nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine pour 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 ;
- le recrutement des médecins exerçant sous permis restrictif au Québec pour répondre à des besoins particuliers.

Le nombre de nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale

Comme par les années passées, les membres de la Table de concertation ont discuté du nombre de nouvelles inscriptions. Les discussions ont été alimentées par les conditions de formation liées à l'augmentation rapide des inscriptions au cours des dernières années et du financement de la formation médicale.

La Table de concertation a convenu d'augmenter de 24 places les admissions du contingent régulier, destiné à répondre aux besoins du Québec, afin de permettre l'implantation du campus satellite de Saguenay où l'Université de Sherbrooke offrira, en collaboration avec l'Université du Québec à Chicoutimi, son programme de formation médicale doctorale à compter de septembre 2006. Ainsi, les 748 places offertes l'année dernière dans le contingent régulier croissent à 772 places pour 2006-2007 et se stabilisent à 772 places pour 2007-2008 et pour 2008-2009.

Par ailleurs, le nombre de places offertes dans les contingents particuliers des personnes admises en vertu de l'entente avec le Nouveau-Brunswick et des personnes de nationalité étrangère avec permis de séjour pour études diminue de 24 places, passant de 50 places offertes l'année dernière à 26 places en 2006-2007. En effet, à compter de 2006-2007, 24 étudiants du Nouveau-Brunswick devraient recevoir leur formation doctorale en médecine à Moncton plutôt qu'au Québec dans le cadre de la délocalisation du programme de formation médicale de l'Université de Sherbrooke en Acadie pour ces étudiants. Notons que si les conditions d'accueil de ces étudiants du Nouveau-Brunswick à Moncton n'étaient pas réalisées suffisamment tôt en 2006-2007, le campus principal de l'Université de Sherbrooke serait en mesure de les accueillir, comme cela était permis dans les politiques antérieures, afin qu'ils puissent entreprendre leur formation doctorale au Québec.

Le nombre de nouvelles inscriptions prévues au total dans le contingent régulier et les contingents particuliers demeure donc le même pour 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 que pour l'année 2005-2006, soit 798.

Les membres de la Table de concertation rappellent toutefois qu'il est essentiel que le gouvernement poursuive ses démarches afin d'assurer le financement de la consolidation et du développement des capacités d'accueil des différents milieux de stages nécessaires pour permettre une formation doctorale et postdoctorale de qualité aux futurs médecins. Notons enfin que la Fédération médicale étudiante du Québec s'est opposée au nombre d'admissions proposé et a recommandé une baisse des inscriptions.

Le recrutement des médecins exerçant sous permis restrictif au Québec

Les membres de la Table de concertation ont discuté du contingent des « médecins sélectionnés professeurs ». Les « médecins sélectionnés professeurs » sont des médecins diplômés à l'étranger pouvant être recrutés, avec le soutien d'une faculté de médecine québécoise, pour exercer sous permis restrictif en milieu universitaire afin de répondre à des besoins particuliers en enseignement, en recherche ou en évaluation des technologies. La Table de concertation est en accord avec le maintien du quota actuel de recrutement des « médecins sélectionnés professeurs ». Ainsi, la politique prévoit que 100 « médecins sélectionnés professeurs » pourront être recrutés de 2002-2003 à 2006-2007, soit le même nombre que pour la période 2002-2003 à 2005-2006 de la politique précédente. Les « médecins sélectionnés professeurs » en place au 30 juin 2005 et pour lesquels le permis restrictif ne sera plus requis pourront aussi être remplacés, tandis que les anatomopathologistes recrutés ne seront pas comptabilisés au contingent.

Les membres de la Table de concertation recommandent aussi la reconduction, pour l'année 2006-2007, des conditions de recrutement des « médecins sélectionnés professeurs » mises en place l'année dernière afin de s'assurer que ces médecins combient bien des besoins dans les domaines de l'enseignement, de la recherche ou de l'évaluation des technologies. Les facultés de médecine devront également continuer de compléter et de transmettre au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) une fiche signalétique soutenant le recrutement d'un « médecin sélectionné professeur » en milieu universitaire avant tout recrutement.

Le quota de recrutement des « médecins sélectionnés professeurs » pourra être revu dans la prochaine politique à la lumière des données recueillies grâce aux fiches signalétiques, après une année complète d'utilisation des nouvelles conditions de recrutement en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2005.

Ajustements à la Politique triennale des nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine et du recrutement de médecins sous permis restrictif pour 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 proposés par les deux ministères responsables

Les ministères concernés proposent, pour la prochaine politique, de retenir les ajustements recommandés par les membres de la Table de concertation.

Une augmentation de 24 places dans le contingent régulier en 2006-2007

Ces 24 places supplémentaires dans le contingent régulier comparativement à l'année 2005-2006 seront attribuées pour le campus satellite de l'Université de Sherbrooke à Saguenay. Ces places sont indiquées dans le tableau prévu à cette fin dans la politique sous le vocable « campus satellite ». Le nombre minimum de nouvelles inscriptions annuelles exigé pour ce campus est de 24 à compter de 2006-2007.

La politique triennale des nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine offrira donc, dans le contingent régulier, 772 places en 2006-2007, en 2007-2008 et en 2008-2009 comparativement à 748 places en 2005-2006.

Une diminution de 24 places dans le contingent particulier des personnes admises en vertu de l'entente avec le Nouveau-Brunswick en 2006-2007

Une diminution de 24 places est prévue dans ce contingent particulier en raison des 24 étudiants du Nouveau-Brunswick qui devraient recevoir leur formation doctorale en médecine à Moncton plutôt qu'au Québec à compter de 2006-2007 dans le cadre de la délocalisation du programme de formation médicale de l'Université de Sherbrooke en Acadie pour ces étudiants. Toutefois, si les conditions permettant l'accueil de ces étudiants à Moncton n'étaient pas réalisées suffisamment tôt pour permettre la réalisation de ce projet pour 2006-2007, un nombre équivalent d'étudiants pourraient entreprendre leur formation doctorale au Québec, sur le campus principal de l'Université de Sherbrooke, comme cela était permis dans les politiques antérieures.

La politique triennale des nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine offrira donc, dans les contingents particuliers, 26 places en 2006-2007 dont 11 prévues pour les personnes admises en vertu de l'entente avec le Nouveau-Brunswick, plutôt que 50 places en 2005-2006 dont 35 inscriptions étaient prévues en vertu de l'entente avec le Nouveau-Brunswick.

Le recrutement de médecins exerçant sous permis restrictif pour répondre à des besoins particuliers

Les « médecins sélectionnés professeurs »

La présente politique établit un quota de 100 « médecins sélectionnés professeurs » pouvant être recrutés de 2002-2003 à 2006-2007. La politique précédente établissait aussi un quota de 100 « médecins sélectionnés professeurs », mais celui-ci couvrant la période 2002-2003 à 2005-2006. Les mêmes dispositions que l'année dernière s'appliquent cette année pour le recrutement des « médecins sélectionnés professeurs ».

Les « médecins non professeurs »

La présente politique permet le recrutement de « médecins non professeurs » de 2006-2007 à 2008-2009. Les « médecins non professeurs » détiennent un diplôme de docteur en médecine délivré par une école située à l'extérieur du Canada et des États-Unis et sont recrutés pour répondre à des besoins cliniques en régions non universitaires ayant d'importantes pénuries d'effectifs médicaux. Le recrutement des « médecins non professeurs » n'est pas limité par un quota. Les mêmes dispositions que l'année dernière s'appliquent cette année pour le recrutement des « médecins non professeurs ». Une légère modification du libellé de la politique précise maintenant que les conditions de recrutement s'appliquaient aux candidats à l'obtention d'un permis restrictif et aussi aux détenteurs d'un tel permis, afin que le MSSS puisse intervenir plus facilement auprès de son réseau et éviter le « maraudage » interétablissement des « médecins non professeurs » déjà en exercice au Québec.

Avis du Conseil médical du Québec

Le Conseil médical du Québec a aussi été consulté sur le projet de politique, conformément aux prescriptions du paragraphe 2^e du premier alinéa de l'article 18 de la Loi sur le Conseil médical du Québec. Dans l'avis qu'ils ont produit (annexe 2), les membres du Conseil médical souscrivent à l'augmentation de 24 nouvelles inscriptions réservées au campus satellite de l'Université de Sherbrooke à Saguenay en autant que la planification des besoins en milieux de stages cliniques d'externat, sur place pour cette nouvelle cohorte, s'amorce immédiatement et qu'aucune augmentation d'inscriptions n'ait lieu dans les campus centraux des quatre facultés de médecine.

La préoccupation principale des membres du Conseil médical du Québec porte sur la qualité de la formation clinique actuelle à l'externat et pour très bientôt à la résidence, particulièrement pour la formation dans les spécialités de base. Les membres du Conseil médical recommandent d'accorder une haute priorité :

- à l'analyse des critères de qualité de l'enseignement clinique que sont :
 - o les rapports des visites d'évaluation des organismes accréditeurs ;
 - o la réussite aux examens concernant le volet des habiletés cliniques par rapport aux connaissances théoriques ;
 - o l'importance accordée, dans les programmes, à l'enseignement des habiletés cliniques et aux aspects liés à la qualité des pratiques ;
 - o les activités de formation en pédagogie médicale, de base et continue, disponibles pour les cliniciens enseignants ainsi que le taux et niveau de participation à ces activités ;
 - o la présence d'un nombre suffisant de cliniciens enseignants dans le cadre des plans d'effectifs médicaux universitaires (PEMU).
- et particulièrement à l'évaluation :
 - o du financement total disponible sur le terrain pour l'enseignement clinique, actuellement et à court terme ;
 - o du nombre d'effectifs médicaux et de places disponibles pour l'enseignement clinique actuellement et à court terme, c'est-à-dire dès 2008-2009, année où les clientèles d'étudiants seront maximales à l'externat ;
 - o de la qualité de l'exposition clinique à l'externat (nombre et types de patients évalués dans divers milieux de stages) ;
 - o de la disponibilité des ressources physiques nécessaires.

Selon le Conseil médical du Québec, cette démarche devra permettre d'identifier les problématiques d'enseignement clinique engendrées par l'augmentation importante des clientèles étudiantes ainsi que les mécanismes et les solutions à mettre en place rapidement pour les résoudre afin d'assurer la pérennité de la qualité de la formation des futurs médecins.

Enfin, les membres du Conseil médical du Québec soutiennent et encouragent la poursuite des efforts déjà consentis pour :

- favoriser l'interprofessionnalisme entre les médecins généralistes, spécialistes et les autres professionnels de la santé ;
- mettre l'accent sur le rôle de la médecine familiale et des spécialités de base dans l'offre de soins médicaux au Québec ;
- rendre disponibles les infrastructures et les technologies de l'information nécessaires à l'amélioration de la performance des activités médicales ;
- améliorer la rétention des effectifs médicaux formés au Québec ;
- rapatrier les médecins formés au Québec et vivant à l'étranger.

Suivi des recommandations formulées par le Conseil des ministres lors de l'approbation de la Politique des inscriptions dans les programmes de formation médicale postdoctorale pour 2006-2007

Dans sa décision du 25 janvier 2006, le Conseil des ministres confiait au ministre de la Santé et des Services sociaux et au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le soin de s'assurer que deux documents soient transmis au Conseil des ministres avant ou au moment du dépôt de la présente : la stratégie de renouvellement des effectifs dans le secteur de la santé et des services sociaux et le rapport portant sur le financement des inscriptions dans les programmes de formation doctorale et postdoctorale en médecine.

La stratégie de renouvellement des effectifs dans le secteur de la santé et des services sociaux

Le gouvernement du Québec s'est engagé, dans le cadre des activités de suivi du Forum des générations d'octobre 2004, à proposer une stratégie de renouvellement des effectifs en santé et services sociaux. L'objectif de la stratégie est d'assurer une disponibilité adéquate de la main-d'œuvre, permettant le bon fonctionnement du système de santé et de services sociaux au moyen d'actions souples, adaptées et concertées en matière d'emploi.

Une équipe interministérielle a été mise en place pour élaborer la stratégie. Elle a terminé ses travaux en novembre 2005. Le rapport en résultant propose un survol du contexte socio-économique qui constitue la toile de fond de la problématique du renouvellement des effectifs. Les besoins d'effectifs sont par la suite présentés en fonction des catégories d'emploi. Sont également évoquées les actions déjà initiées par le gouvernement en réponse aux besoins de main-d'œuvre. Finalement, le document propose un plan d'action, en trois principaux axes d'intervention, couvrant les cinq prochaines années.

Les documents relatifs à la Stratégie de renouvellement des effectifs dans le secteur de la santé et des services sociaux, présentés par madame Michelle Courchesne, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ont été transmis au Conseil exécutif en février 2006 (mémoire au Conseil des ministres).

Le rapport portant sur le financement des inscriptions dans les programmes de formation doctorale et postdoctorale en médecine

Le 17 mai 2004, le ministre de la Santé et des Services sociaux et le ministre de l'Éducation ont soumis au Conseil exécutif le mémoire portant sur la Politique triennale des inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine pour 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007. À la suite de ce mémoire, le Conseil des ministres a confié aux deux ministres ainsi qu'à la présidente du Conseil du trésor, dans sa décision du 16 juin 2004, le soin de lui

présenter un rapport sur le financement des inscriptions dans les programmes de formation doctorale et postdoctorale en médecine, le nombre d'inscriptions requises pour atteindre l'engagement gouvernemental et l'appréciation des solutions supplétives à l'admission en médecine pour contrer les pénuries de main-d'œuvre appréhendées.

Plusieurs rencontres ont eu lieu entre les représentants de ces trois organismes gouvernementaux au cours de l'année 2005. Ces rencontres ont permis de cerner l'impact et les répercussions des décisions du Conseil des ministres relatives à la hausse des admissions autorisées depuis 1999-2000 et à l'implication des facultés de médecine en région et d'apprécier les solutions supplétives à l'admission en médecine pour contrer les pénuries de main-d'œuvre appréhendées.

Le rapport portant sur le financement des inscriptions dans les programmes de formation doctorale et postdoctorale en médecine, le nombre d'inscriptions requises pour atteindre l'engagement gouvernemental et l'appréciation des solutions supplétives à l'admission en médecine pour contrer les pénuries de main-d'œuvre appréhendées a été terminé à l'automne 2005. Sous la forme d'une note d'information au Conseil des ministres, ce document a jusqu'à maintenant été approuvé par le ministre de la Santé et des Services sociaux et par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Il est présentement au Conseil du trésor pour analyse en vue d'être déposé au Conseil des ministres dans les meilleurs délais.

1.4 PRINCIPAUX PARAMÈTRES

Le tableau suivant présente les paramètres quantitatifs de la première année de la Politique triennale des nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine et du recrutement de médecins sous permis restrictif. La politique fait une distinction entre les Québécoises et Québécois, les Canadiennes et Canadiens venant des autres provinces et les personnes de nationalité étrangère. Pour distinguer les différents candidats les uns des autres, les critères prévus par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) dans les politiques sur les droits de scolarité universitaires (annexe 3) sont utilisés.

Tableau 1 - Paramètres quantitatifs de la Politique triennale pour l'année 2006-2007

CONTINGENTS VISÉS	CIBLES RECOMMANDÉES 2006-2007
INSCRIPTIONS AU DOCTORAT EN MÉDECINE	
▪ Québécois (contingent régulier)	772 (+24)
▪ Canadiens via l'entente Québec/Nouveau-Brunswick :	
Du Nouveau-Brunswick	6 (-24)
De l'Île-du-Prince-Édouard	1 (+0)
De la Nouvelle-Écosse	3 (+0)
De Terre-Neuve	1 (+0)
▪ Personnes de nationalité étrangère avec permis de séjour pour études	15 (+0)
TOTAL	798 (+0)

* Parmi les 772 places autorisées, un maximum de 10 places peut être offert à des étudiants provenant des autres provinces ou territoires canadiens qui satisfont de façon équivalente aux critères d'admission auxquels sont assujettis les étudiants du contingent régulier du doctorat.

Le texte complet de la politique triennale apparaît à l'annexe 4 et le projet de décret pour 2006-2007 est présenté à l'annexe 5.

Inscriptions au doctorat de 1^{er} cycle en médecine

Le présent mémoire propose, dans le contingent régulier de doctorat de 1^{er} cycle en médecine, un nombre de 772 (+24) inscriptions pour 2006-2007, un nombre de 772 (+0) inscriptions pour 2007-2008 et un nombre de 772 (+0) inscriptions pour 2008-2009. Au terme de cette politique triennale, 2316 étudiants (772 x 3 années) auront été admis en médecine pour répondre aux besoins du Québec.

Signalons que les universités pourront admettre au doctorat, à chaque année, jusqu'à 10 candidates et candidats provenant d'autres provinces canadiennes dans le contingent régulier. Par ailleurs, elles doivent remplacer tous les abandons du contingent régulier. En 2005-2006, les facultés ont remplacé 26 étudiants.

En ce qui concerne les contingents particuliers, le présent mémoire propose 26 places annuellement : 11 prévues pour les personnes admises en vertu de l'entente avec le Nouveau-Brunswick et 15 prévues pour les personnes de nationalité étrangère avec permis de séjour pour études.

2. LOIS EXISTANTES

L'article 504 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) permet au gouvernement d'autoriser des places supplémentaires dans les programmes de doctorat de 1^{er} cycle en médecine destinées à des étudiants provenant de l'extérieur du Québec. Ces places sont assujetties à des contrats d'engagement.

3. ANALYSE COMPARATIVE

Les inscriptions dans les facultés de médecine

Les politiques triennales des inscriptions au doctorat de 1^{er} cycle en médecine prévoient toujours qu'un certain nombre de places sont offertes à des candidats non québécois. En 2006-2007, 36 places sont réservées pour cette clientèle dans les différents contingents.

Par ailleurs, le Québec est la province canadienne où les augmentations des admissions en médecine ont été les plus importantes entre 1996-1997 et 2004-2005. Cette situation crée des pressions financières, organisationnelles et matérielles importantes pour les milieux cliniques d'apprentissage et les universités. En neuf ans, cette augmentation a été de près de 64 %. À titre de comparaison, l'Ontario et l'Alberta, qui ont aussi consenti des efforts considérables à ce chapitre, n'ont haussé leurs admissions que de 31 % et 28,9 % respectivement au cours de la même période. Les autres provinces sont demeurées relativement stables, sauf la Colombie-Britannique qui, entre 2003-2004 et 2004-2005 a connu une hausse marquée de 54,7 % de ses admissions au doctorat en médecine.

Tableau 2 - Comparaison interprovinciale de toutes les nouvelles inscriptions dans les programmes de doctorat de 1^{er} cycle en médecine, 1996-1997 à 2004-2005

Provinces	96/97	97/98	98/99	99/00	00/01	01/02	02/03	03/04	04/05
Québec	453	452	466	529	566	612	674	734	742
Terre-Neuve	65	61	60	59	60	60	60	60	60
Nouvelle-Écosse	93	80	89	85	84	83	84	93	92
Ontario	538	531	532	539	586	655	701	702	705
Manitoba	74	75	71	75	75	88	89	89	87
Saskatchewan	55	56	55	51	55	60	60	59	59
Alberta	180	177	183	181	227	240	237	238	232
Colombie-Britannique	119	120	120	120	120	128	128	128	198

Sources : L'Association des facultés de médecine du Canada

Il faut aussi noter que deux universités québécoises ont été autorisées à mettre en place des campus satellites qui permettront de former des étudiants à l'extérieur des régions universitaires. Il s'agit de l'Université de Montréal à Trois-Rivières (depuis septembre 2005) et de l'Université de Sherbrooke à Saguenay (à compter de septembre 2006). D'autres provinces comme l'Ontario et la Colombie-Britannique privilégient aussi la formation des médecins hors des grands centres urbains et ont développé des facultés de médecine en région.

4. LA PROJECTION DES EFFECTIFS MÉDICAUX ET LE NOMBRE D'INSCRIPTIONS EN MÉDECINE

Les modèles de projection développés par le MSSS permettent d'évaluer l'évolution en nombre des effectifs médicaux sur un horizon de deux à trois décennies. Les hausses d'admissions dans les programmes de doctorat de 1^{er} cycle en médecine des dernières années ont été justifiées, entre autres, par les résultats du modèle de projection des effectifs médicaux de 2001 qui prévoyait un déficit d'effectifs médicaux pour les années à venir.

Une nouvelle version du modèle de projection sera disponible au cours de l'année 2006. Elle fait présentement l'objet de consultations et d'analyses avec les différents membres du Comité du suivi de la Table de concertation.

Le modèle de projection actualisé prend en considération plusieurs variables dont le nombre annuel d'admissions dans les programmes de doctorat de 1^{er} cycle en médecine au Québec de 1999-2000 à 2005-2006 et pose l'hypothèse d'un nombre constant d'admissions en médecine à compter de 2006-2007, soit 772 par an. Le modèle permet d'ajuster la projection des effectifs médicaux en tenant compte des taux d'installation, d'activité et d'attrition des médecins.

Les tableaux préliminaires suivants présentent les scénarios modélisés pour la médecine familiale et pour la médecine spécialisée en considérant divers taux d'installation et taux d'attrition. La demande en effectifs médicaux est évaluée pour l'année de départ 2004 et une hypothèse de croissance de 1 % par année est appliquée par la suite. Les taux d'activité des médecins sont maintenus constants aux niveaux observés en 2004. Le déficit en effectifs médicaux à l'année de départ est évalué à 760 pour la médecine de famille et à 1000 pour la médecine spécialisée. Les données sont présentées en nombre de médecins « équivalent temps complet ».

Tableau 3 - Impact des scénarios modélisés sur les effectifs en médecine de famille

Année	Demande*	Scénario minimum		Scénario moyen		Scénario maximum	
		▪ Taux d'installation de 82 % ▪ Attrition forte		▪ Taux d'installation de 87 % ▪ Attrition normale		▪ Taux d'installation de 92 % ▪ Attrition faible	
		Offre	Déficit	Offre	Déficit	Offre	Déficit
2004	8285	7525	760	7525	760	7525	760
2009	8708	7662	1046	7939	975	7733	769
2014	9152	8043	1109	8658	928	8224	494
2019	9619	8330	1289	9301	1009	8610	318
2024	10109	8485	1624	9831	1241	8868	278
2029	10625	8589	2036	10279	1553	9072	346

* Demande estimée croissante de 1 % par année

Tableau 4 - Impact des scénarios modélisés sur les effectifs en médecine spécialisée

Année	Demande*	Scénario minimum		Scénario moyen		Scénario maximum	
		▪ Taux d'installation de 72 % ▪ Attrition forte		▪ Taux d'installation de 77 % ▪ Attrition normale		▪ Taux d'installation de 82 % ▪ Attrition faible	
		Offre	Déficit	Offre	Déficit	Offre	Déficit
2004	8943	7943	1000	7943	1000	7943	1000
2009	9399	8069	1330	8340	1229	8170	1059
2014	9879	8375	1504	8963	1295	8584	916
2019	10383	8920	1463	9860	1130	9253	523
2024	10912	9415	1497	10665	1052	9860	247
2029	11469	9796	1673	11334	1119	10350	135

* Demande estimée croissante de 1 % par année

Les résultats des différents scénarios à l'étude tendent à montrer que, malgré les hausses successives d'admissions doctorales en médecine dans le contingent régulier (+ 55 annuellement de 2001 à 2003, + 50 en 2004, + 32 en 2005 et + 24 prévues en 2006), le Québec demeurera en déficit de médecins de famille et de médecins spécialisés à court et à moyen terme.

Les résultats finaux du modèle de projection actualisé seront présentés dans le prochain mémoire sur la Politique triennale des nouvelles inscriptions dans les programmes de formation doctorale en médecine et du recrutement de médecins sous permis restrictif.

5. IMPLICATIONS FINANCIÈRES

Au plan financier, les mesures proposées dans ce mémoire ont des impacts pour les universités et les milieux cliniques accueillant des externes et des médecins résidents en stage.

Les subventions habituelles du MELS sont de l'ordre de 25 000 \$ par année par étudiant admis au programme de doctorat en médecine. Dans le cas particulier des 24 places supplémentaires recommandées dans le contingent régulier pour 2006-2007, la formation de cette cohorte d'étudiants de l'Université de Sherbrooke se fera sur un campus délocalisé dans la ville de Saguenay. Le MELS a déjà convenu de majorer les subventions habituelles d'un pourcentage équivalent à 30 % du coût normé pour ces étudiants, pour tenir compte du coût de cette délocalisation. À ces sommes s'ajoutent des montants forfaitaires de 320 000 \$ par année pour les deux premières années et de 160 000 \$ pour les trois années suivantes. Rappelons également que le MELS a déjà autorisé un montant de 2,1 millions de dollars pour doter l'Université du Québec à Chicoutimi des espaces et des équipements nécessaires pour accueillir ces nouveaux étudiants.

La même logique s'applique pour la cohorte d'étudiants du programme de l'Université de Montréal à Trois-Rivières. La majoration qui a été consentie est toutefois de 18 % du coût normé du financement de l'effectif étudiant. Un montant forfaitaire de 100 000 \$ sera aussi versé en 2006-2007 et de 50 000 \$ pour les deux années subséquentes.

Si elle se concrétise, la diminution de 24 places recommandée dans le contingent particulier pour les étudiants en provenance du Nouveau-Brunswick devrait avoir l'effet inverse, c'est-à-dire faire diminuer les coûts dans les universités québécoises. La diminution serait alors de l'ordre de 600 000 \$ annuellement.

D'autre part, afin d'aider les universités à développer rapidement leurs capacités d'accueil et de nouveaux milieux d'enseignement clinique et ainsi leur permettre d'accepter le nombre d'admissions souhaité par le gouvernement, le MELS a décidé de consentir un ajustement particulier en sus du financement normé de l'effectif étudiant. Ce montant pourrait atteindre 8,8 millions de dollars sur trois ans, selon une entente à intervenir avec le Groupe de travail sur les affaires médicales (MEDU) et pour lequel des travaux sont en cours. Une partie de cette somme est non récurrente. Une partie de ce montant pourrait devenir récurrent, selon la démonstration à faire de ces coûts et de leur hauteur. Ce nouvel ajustement s'ajoute à l'ajustement particulier de 6,75 millions de dollars consenti en 2004-2005 pour la hausse des nouveaux inscrits en médecine, qui est reconduit depuis 2005-2006.

6. RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Aucune

7. IMPLICATIONS TERRITORIALES, SOIT SUR LES RÉGIONS, SUR LA CAPITALE NATIONALE ET SUR LA MÉTROPOLE

L'implantation de campus satellites en régions semble une alternative intéressante au problème de saturation des milieux actuels d'enseignement médical en régions universitaires et répondre en partie à la nécessité de mieux préparer les futurs médecins à la pratique en régions non universitaires.

8. **IMPLICATIONS SUR LES JEUNES**

Aucune

9. **CONSULTATION ENTRE LES MINISTÈRES**

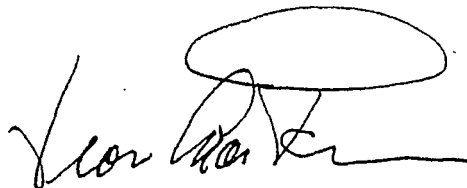
Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le ministère de la Santé et des Services sociaux se sont concertés pour la réalisation de ce mémoire conjoint.

Le ministre de la Santé et
des Services sociaux,

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a horizontal line with a vertical stroke at the end.

PHILIPPE COUILLARD

Le ministre de l'Éducation,
du Loisir et du Sport,

A handwritten signature in black ink, featuring a large, oval-shaped loop at the top and several smaller loops and strokes below.

JEAN-MARC FOURNIER

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie des documents soumis par le ministère aux membres de l'équipe de travail consacrée à l'école communautaire, formée au terme du Forum des générations.

RÉPONSE

Les membres de l'équipe de travail ont remis leur rapport au ministre, rapport qui a été rendu public en juin 2005.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie des documents soumis par le ministère aux membres de l'équipe de travail formée au terme du Forum des générations afin d'assurer le maintien de l'accès à des services éducatifs de qualité sur tout le territoire.

RÉPONSE

Les membres de l'équipe de travail ont remis leur rapport au ministre, rapport qui a été rendu public en octobre 2005.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de tous les documents relatifs à des modifications, notamment au plan législatif, visant à améliorer l'encadrement de la profession enseignante.

RÉPONSE

Documents concernant la vérification des antécédents judiciaires du personnel enseignant. (Copie du projet de loi n°106 et du document « La vérification des antécédents judiciaires-Document d'information à l'intention des demandeurs et des titulaires d'une autorisation d'enseigner »).

Ce dernier document est disponible sur le site internet de la DFTPS www.mels.gouv.qc.ca/dftps sous l'onglet autorisation d'enseigner. Les universités, les directions régionales et les organismes scolaires en ont été avisés.

Les dispositions relatives aux antécédents judiciaires sont en vigueur depuis le 1^{er} septembre 2006. Rappelons que ces dispositions s'appliquent autant aux organismes scolaires qu'au Ministère. Par conséquent, un comité composé de représentants du MELS, du ministère de la Sécurité publique et de différents corps policiers du Québec a été mis en place au cours de l'année afin de convenir d'ententes visant à établir les modalités pour la vérification des antécédents judiciaires, et ce, autant pour les employeurs scolaires que pour le MELS. Des ententes formelles à cet effet ont été signées en juillet 2006. Le ministre de l'époque a également mis en place un comité d'experts, tel que le prévoit la LIP, dont le mandat est de donner un avis quant au lien entre l'antécédent judiciaire constaté et la profession enseignante.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de toutes les études, analyses et avis produits par le ministère concernant l'implantation de l'enseignement de l'anglais, langue seconde en première année.

RÉPONSE

Dans la foulée de l'implantation du programme d'anglais, langue seconde au premier cycle du primaire, le Ministère a procédé à une expérimentation auprès d'écoles ciblées afin d'en vérifier l'application.

À la suite de l'expérimentation menée en 2004-2005, le Ministère a produit deux documents intitulés :

- Rapport d'étape – Première année d'expérimentation – Programme d'anglais, langue seconde. Premier cycle du primaire – Année 2004-2005.
- Document complémentaire du Rapport d'étape – Première année d'expérimentation – Programme d'anglais, langue seconde. Premier cycle du primaire.

Ces documents sont joints en documents d'appoint et peuvent être consultés sur le site Internet du Ministère.

Le rapport d'expérimentation pour l'année 2005-2006 est actuellement en élaboration et devrait être disponible pour l'année scolaire 2007-2008.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre actuel de personnes enseignant l'anglais au primaire et prévisions des ressources disponibles pour 2007-2008. Nombre d'embauches effectuées en 2006-2007 et 2005-2006. Prévisions de l'embauche de ressources professorales liées à l'enseignement de l'anglais au premier cycle du primaire pour 2007-2008 et 2008-2009.

RÉPONSE

Au 30 septembre 2006, 1 464 enseignants étaient requis pour l'enseignement de l'anglais, langue seconde (ALS) au primaire.

Le nombre de nouvelles embauches requises au primaire en 2006-2007 était de 656 et en 2005-2006, il était de 46.

Les besoins de recrutement en 2007-2008 sont de 60 au primaire. Pour 2008-2009, ils sont de 65.

En plus des finissants universitaires, autour de 250 par année, des enseignants bilingues et des étudiants bilingues provenant d'autres programmes de formation à l'enseignement sont actuellement en formation complémentaire pour enseigner l'ALS. Des étudiants en enseignement de l'anglais, langue seconde, inscrits l'an prochain en quatrième année de leur programme, pourraient également être en alternance travail-études en 2007-2008, pour occuper des postes d'enseignement au besoin.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de tous les documents (études, analyses et avis) produits par le ministère en prévision de l'augmentation de 90 minutes du temps d'enseignement dans les écoles primaires.

RÉPONSE

Le gouvernement s'était engagé à augmenter le temps d'enseignement de vingt-trois heures trente à vingt-cinq heures par semaine au primaire. Cet engagement a été intégré au Règlement sur le Régime pédagogique de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire. Cette mesure est entrée en vigueur en septembre 2006.

Le règlement est accessible sur le site Internet du MELS, à l'adresse suivante :

<http://www.mels.gouv.qc.ca/legislat/Reglemen.htm#reg-pedag>

Le Ministère a produit, pour la rentrée scolaire, un dépliant à l'intention des parents pour les informer des tenants et aboutissants concernant cette question. Ce dépliant intitulé « 90 minutes additionnelles qui font toute la différence » est joint en annexe.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de tous les documents (études, analyses et avis) produits par le ministère concernant la publication d'un règlement relativement aux autorisations d'enseigner.

RÉPONSE

Le Règlement sur les autorisations d'enseigner est en vigueur depuis le 29 juin 2006. Certains documents sont joints en documents d'appoint.

D'autres documents sont disponibles sur le site Internet du MELS à l'adresse suivante :
<http://www.mels.gouv.qc.ca/dftps/>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de tous les documents (analyses, bilans, rapports, etc.) relatifs aux projets d'expérimentation de la réforme au secondaire.

RÉPONSE

Le Ministère a produit un document intitulé : Rapport d'étape – Écoles ciblées au 1^{er} cycle du secondaire – 2003-2004 : première année d'application du Programme de formation (document ci-joint).

Des travaux sont en cours également pour élaborer un document synthèse faisant ressortir les grandes tendances observées entre 2003-2007 dans les écoles ciblées.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des écoles ayant fermé leurs portes depuis 2001-2002, par région et par année.

RÉPONSE

La liste des écoles ayant fermé leurs portes est présentée en annexe.

LISTE DES BÂTIMENTS AYANT FERMÉ LEURS PORTES,
PAR RÉGION ET PAR ANNÉE

Région	Année	Bâtiment	Nom bâtiment
01 Bas-Saint-Laurent	2001	712032	Dominique-Savio
	2001	712053	L'Héritage
	2001	714069	Thibaudeau
	2002	712056	Sainte-Cécile
	2003	714004	Saint-Charles
02 Saguenay - Lac-St-Jean	2001	723024	Saint-Henri
	2001	723047	Saint-Alphonse
	2001	724035	Général Vanier
	2002	723074	Laure-Conan
	2002	724056	Maria-Chapdelaine
	2004	721041	Saint-Michel
	2004	722009	Fredeau-Duchesne
	2005	723028	Saint-Louis
	2005	723043	Primaire Fréchette
	2005	723080	Centre 216
03 Capitale-Nationale	2001	734055	Albert-Ouellet
	2001	734056	Monseigneur-de-Laval
	2002	732020	J.-Cartier, Pav. II La Ruche
	2002	734059	Saint-Charles
	2004	732087	C.S.R.M.
	2004	732797	Alexander-Wolff
	2004	881798	Dollard-des-Ormeaux
	2005	732040	Saint-François-d'Assise
	2005	734028	Des Feux-Follets, 1 ^{er} cycle
04 Mauricie	2001	741018	Avenues-Nouvelles (P. Boucher)
	2001	741057	Maurice-Poulin
	2001	742060	Saint-Éphrem
	2002	742030	Saint-Jean-Bosco
	2002	742056	Saint-Jean-Bosco
	2003	741023	De-La-Ferté
	2003	741043	Blanche-de-Castille
	2003	742001	Saint-Mathieu (Centrale)
	2004	741004	Notre-Dame-de-la-Confiance
	2004	741070	Marguerite-D'youville
	2004	741077	Annexe Ste-Catherine-de-Sienne
	2004	741104	Notre-Dame (Belle-Vallée)
	2004	741116	Panneton
	2004	742005	Sainte-Élisabeth
	2005	741057	Maurice-Poulin
	2005	742004	Saint-Louis
	2005	742024	Saint-Sauveur
05 Estrie	2003	752192	De la Passerelle N° 2
	2004	753003	Castonguay
	2004	753010	Saint-Jean
06 Montréal	2001	761058	Jean-Grou, Annexe

Région	Année	Bâtiment	Nom bâtiment
07 Outaouais	2001	762174	Saint-Kevin
	2001	887034	Sir Wilfrid Laurier
	2001	887081	Nazareth, Regroupement 2
	2002	761052	Ami Soleil
	2002	762076	Ste-Bernadette-Soubirous, Annexe
	2002	769672	672
	2002	888059	Riverside Park Academy
	2003	769120	Maternelle
	2004	762009	Marie-Reine-des-Coeurs
	2004	762135	Guybourg
	2004	887018	Saint-Ignatius de Loyola
	2004	887034	Sir Wilfrid Laurier
	2005	762027	Saint-François-Xavier
	2005	762104	Charles-Bruneau
	2005	762177	Le Caron
	2005	762225	Canadian Martyrs
	2005	888008	Allancroft
	2005	888019	Seigniory
	2005	888030	Spring Garden
	2005	888039	Charles A. Kirkland
	2005	888055	Bishop Whelan
	2005	888079	Cecil Newman
	2001	771084	De la Colline, édifice St-Pierre
	2001	771085	De la Colline, édifice St-Joseph
	2001	773008	Sainte-Jeanne-d'Arc
	2001	886020	Pie XII
	2003	771072	Le Triolet Ed. Ste-Bernadette
	2004	886009	Eardley
	2004	886024	D'Arcy Mcgee
	2005	771071	Le Tremplin Édifice Saint-Antoine
	2005	771073	Le Tremplin Édifice Mat. Leblanc
	2005	771094	Des Belles-Rives, Édifice St-Jude
	2005	771101	Des Trois-Saisons, Éd. Lavie. A
	2005	771102	Des Trois-Saisons, Éd. Lavie. B
	2005	771191	Le Progrès
	2005	772144	Saint-Térèse
	2005	886019	Greater Gatineau-Henry A. Ward
	2005	886023	Dr. Wilbert Keon
	2005	886026	St-John'S/Jean-Paul II (prim.)
08 Abitibi-Témiscamingue	2001	782006	Mgr Pelletier
	2001	782011	Saint-Clément
	2001	782111	Christ-Roi
	2001	783016	Notre-Dame
	2001	785018	Pavillon de Chazel
	2003	783069	Pavillon des Rapides
	2003	785016	Pavillon Morency
09 Côte-Nord	2005	784008	Renaud
	2002	791012	Mgr-Labrie
	2003	791021	McCormick
10 Nord-du-Québec	1999	801031	Pavillon de Beaucanton

Région	Année	Bâtiment	Nom bâtiment
11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	2001	811016	Marguerite D'yenville
	2001	813011	Polyv Mgr Sévigny, Pavillon B
	2001	813017	La Falaise
	2001	813033	Saint-Joseph
	2004	813038	Collège de Nouvelle
	2005	813021	Primaire Saint-Pie X
12 Chaudière-Appalaches	2001	821011	Marguerite-D'yenville
	2001	822023	Du Saint-Nom-De-Marie
	2001	823033	Aubert-Gallion
	2002	821054	Couvent de Saint-Damase
	2005	821012	Fleuribel
13 Laval	2001	831089	Les Trois Soleils #2
	2002	831018	Le Baluchon
	2002	831111	Le Virage, Annexe
	2003	831022	Le Sorbier
	2003	831076	Monseigneur-Laval, Annexe
	2004	831004	Fleur de vie (Pavillon A)
	2004	831005	Fleur de vie (Pavillon B)
	2004	831047	Saint-Charles
	2004	831056	Saint-Christophe
	2004	831088	Les Trois Soleils (Pavillon 1)
	2004	831113	Le Virage
	2005	831006	L'Étincelle
	2005	831036	Ulric-Debien
	2005	831041	Notre-Dame
	2005	831046	Saint-Charles Annexe
	2005	831048	Saint-Victor
	2005	831060	Le Sorbier (préscolaire)
	2005	831061	Le Frêne (préscolaire)
	2005	831089	Les Trois-Soleils (pavillon 2)
14 Lanaudière	2001	841133	Centre l'Envolée
	2002	842068	Archambault
	2003	841023	Notre-Dame
15 Laurentides	2001	885017	Prince Charles / Phoenix
	2002	852012	Centre formation générale le Parallèle
	2003	851014	Pavillon du P'tit Bonheur
	2005	851061	Des Érables
	2005	851087	Des Perséides
16 Montérégie	2005	852009	Mgr Lacourse
	2001	864092	Le 25 de Chambly
	2001	864094	Le 1025 des Prairies
	2001	865042	Au-Fil-de-l'Eau (Sacré-Coeur)
	2002	864053	Sainte-Agnès
	2002	865085	Secondaire MacDonald-Cartier
	2002	867001	Maria Goretti
	2002	884023	St. Francis of Assisi
	2003	869038	Pavillon Les Cèdres
	2004	865004	Jolivent (Pav. des Tilleuls)
	2004	865011	Sacré-Cœur
	2004	868016	Saint-André

Région	Année	Bâtiment	Nom bâtiment
17 Centre-du-Québec	2004	869034	De l'Épervière (Sainte-Anne)
	2004	884015	Vincent Massey
	2005	861011	Jean-de-Brebeuf
	2005	862056	Pavillon Saint-Joseph
	2005	864093	D'Iberville (Pavillon Le Tremplin)
	2005	867005	Christ-Roi
	2005	869038	Pavillon Les Cèdres
	2002	872797	La Bonne Semence
	2002	873014	Notre-Dame de l'Assomption
	2003	873038	Centre Marcel-Proulx
	2004	873003	Sacré-Cœur
	2005	871011	Parisoleil

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation détaillée des sommes accordées pour la formation des enseignantes et des enseignants en regard de la réforme scolaire pour 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

Dans le cadre du renouveau pédagogique, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport a versé en 2005-2006 et en 2006-2007, une somme de 8,8 M\$ pour la formation du personnel enseignant et celui des directions d'école.

En 2007-2008, le Ministère versera une somme de 8,3 M\$ à cet égard, puisque le montant de 500 000 \$ qui s'était ajouté en 2005-2006 pour le renouveau pédagogique au secteur adulte sera maintenant intégré à une nouvelle mesure particulière pour ce secteur, à laquelle on ajoutera 6 M\$ l'an prochain.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste, calendrier et budget destinés aux mesures de formation qui seront offertes aux enseignantes et aux enseignants en 2007-2008 en regard de la réforme scolaire.

RÉPONSE

Un montant de 8,3 M\$ sera distribué aux commissions scolaires en 2007-2008 pour leur permettre d'organiser des activités de formation à l'intention de leur personnel enseignant, particulièrement au secondaire. Le Ministère continuera d'offrir deux sessions nationales de formation destinées au personnel scolaire responsable de l'implantation du nouveau pédagogique dans son milieu ainsi que deux sessions s'adressant à des personnes-ressources affectées au soutien de leur milieu dans la mise en œuvre du nouveau pédagogique. Le projet d'accompagnement-formation-recherche qui regroupe près de 400 personnes provenant de partout au Québec se poursuivra en 2007-2008. Enfin, le Ministère continuera d'offrir, dans toutes les régions, des formations disciplinaires ainsi que des formations portant sur l'évaluation des apprentissages. Comme ce fut le cas les années passées, un grand nombre d'activités pourront être organisées et offertes par les commissions scolaires à leur personnel.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ordres du jour et procès-verbaux de la Table de pilotage de la réforme au secondaire. Copie des documents qui ont été soumis aux membres de la Table.

RÉPONSE

Cette question n'est pas pertinente dans le cadre de l'étude des crédits.

Divers documents sont disponibles aux adresses suivantes :

<http://www.mels.gouv.qc.ca/lancement/RenouveauPedagogique/index.asp>
http://www.mels.gouv.qc.ca/renouveau/index.asp?page=rapport_final
<http://www.mels.gouv.qc.ca/renouveau/pdf/lettre.pdf>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de tous les documents produits en 2006-2007 et qui ont trait au renouveau pédagogique.

RÉPONSE

Le Ministère a produit, en 2006-2007, des documents ayant trait au renouveau pédagogique. Il s'agit des documents suivants, qui sont joints en document d'appoint :

- Virage – Schoolscapes (six numéros)
- Programme de formation de l'école québécoise Enseignement secondaire deuxième cycle – Parcours de formation générale – Parcours de formation générale appliquée (1 copie papier et 3 CD-Rom)
- L'évaluation des apprentissages au secondaire – Cadre de référence – Version préliminaire
- Evaluation of Learning at the Secondary Level – Framework – Preliminary Version
- Échelles des niveaux de compétence – enseignement secondaire – Premier cycle
- Scales of Competency Levels – Secondary School Education – Cycle One
- Fiches d'information produites par le Comité sur la politique d'évaluation des apprentissages (6 fiches)

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des projets soumis et ceux retenus au programme « Aide aux devoirs » pour l'année scolaire 2006-2007, par école et par commission scolaire, avec les montants demandés, prévus et versés, le nombre d'élèves concernés et la nature des dépenses.

RÉPONSE

- Le programme « Aide aux devoirs » s'adresse aux élèves du primaire. Il vise à soutenir les établissements scolaires afin de favoriser l'aide aux devoirs et de maintenir l'intérêt des élèves à l'école. Il vise également à mobiliser la communauté et à stimuler les initiatives locales dans la recherche de formules appropriées à chaque milieu afin de soutenir les élèves.
- Pour l'année scolaire 2006-2007, l'allocation budgétaire était de 20,0 M\$.
- À même le budget du programme « Aide aux devoirs », une somme de 250 000 \$ a été réservée pour l'organisme « Allo prof ».
- Dans le cadre du sommet des Premières Nations, une partie des sommes résiduelles anticipées, soit 60 000 \$, a été réservée pour des projets faits en collaboration avec les centres d'amitiés autochtones.
- L'annexe 1 présente une synthèse des sommes versées aux commissions scolaires pour ce programme pour l'année 2006-2007.
- Les montants demandés par école et par commission scolaire, et les montants prévus et versés, sont présentés à l'annexe 2, dans les documents d'appoint.
- Toutes les commissions scolaires ont soumis des projets. Dans l'ensemble, près de 19,5 M\$ ont été versés aux commissions scolaires.

Synthèse Aide aux devoirs 2006-2007

				1ère vague				2e vague				
DR	RAS	# CS	Commission scolaire	# Projets	Montant demandé	Montant maximum	Montant versé	# Projets	Montant demandé	Montant maximum	écoles	Montant versé
10	10	711000	Monts-et-Marées, CS des	28	175 953 \$	175 961 \$	175 953 \$			8 \$		
10	10	712000	Phares, CS des	24	196 752 \$	200 335 \$	196 752 \$	1	3 583 \$	3 583 \$		3 583 \$
10	10	713000	Fleuve-et-des-Lacs, CS du	15	111 983 \$	112 322 \$	111 983 \$			339 \$		
10	10	714000	Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS	14	141 580 \$	141 580 \$	141 580 \$			0 \$		
10	110	811000	Îles, CS des	5	30 436 \$	38 808 \$	30 436 \$	1	8 372 \$	8 372 \$		8 372 \$
10	110	812000	Chic-Chocs, CS des	16	106 905 \$	106 905 \$	106 905 \$			0 \$		
10	110	813000	René-Lévesque, CS	21	143 947 \$	165 762 \$	143 947 \$	2	21 815 \$	21 815 \$		21 815 \$
10	110	882000	Eastern Shores, CS	14	72 942 \$	72 942 \$	72 942 \$			0 \$		
											159	
20	20	721000	Pays-des-Bleuets, CS du	23	163 764 \$	163 764 \$	163 764 \$			0 \$		
20	20	722000	Lac-Saint-Jean, CS du	21	168 367 \$	168 379 \$	168 367 \$			12 \$		
20	20	723000	Rives-du-Saguenay, CS des	29	269 976 \$	269 976 \$	269 976 \$			0 \$		
20	20	724000	De La Jonquière, CS	18	179 442 \$	179 442 \$	179 442 \$			0 \$		
											98	
30	30	731000	Charlevoix, CS de	7	60 062 \$	60 068 \$	60 062 \$			6 \$		
30	30	732000	Capitale, CS de la	45	470 143 \$	473 037 \$	470 143 \$	2	19 609 \$	2 894 \$		17 603 \$
30	30	733000	Découvreurs, CS des	18	232 273 \$	232 068 \$	232 068 \$			0 \$		
30	30	734000	Premières-Seigneuries, CS des	35	462 295 \$	462 314 \$	462 295 \$			19 \$		
30	30	735000	Portneuf, CS de	16	135 023 \$	139 295 \$	135 023 \$			4 272 \$		
30	30	881000	Central Québec, CS	12	117 750 \$	117 750 \$	117 750 \$			0 \$		
30	120	821000	Côte-du-Sud, CS de la	40	237 226 \$	248 693 \$	237 226 \$			11 467 \$		
30	120	822000	Appalaches, CS des	18	127 777 \$	137 738 \$	127 777 \$	2	13 925 \$	9 961 \$		9 961 \$
30	120	823000	Beauce-Etchemin, CS de la	50	388 584 \$	388 584 \$	388 584 \$			0 \$		
30	120	824000	Navigateurs, CS des	40	429 961 \$	429 259 \$	429 259 \$			0 \$		
											283	

Synthèse Aide aux devoirs 2006-2007

				1ère vague				2e vague				
DR	RAS	# CS	Commission scolaire	# Projets	Montant demandé	Montant maximum	Montant versé	# Projets	Montant demandé	Montant maximum	écoles	Montant versé
40	40	741000	Chemin-du-Roy, CS du	40	376 467 \$	376 467 \$	376 467 \$			0 \$		
40	40	742000	Énergie, CS de l'	25	218 325 \$	218 325 \$	218 325 \$	1	8 000 \$	0 \$	3	8 000 \$
40	170	871000	Riveraine, CS de la	23	144 905 \$	144 905 \$	144 905 \$			0 \$		
40	170	872000	Bois-Francs, CS des	39	279 881 \$	279 981 \$	279 881 \$			100 \$		
40	170	873000	Chênes, CS des	28	268 226 \$	268 250 \$	268 226 \$			24 \$		
											175	
50	50	751000	Hauts-Cantons, CS des	27	190 171 \$	192 813 \$	190 171 \$			2 642 \$		
50	50	752000	Région-de-Sherbrooke, CS de la	38	421 771 \$	400 089 \$	400 089 \$			0 \$		
50	50	753000	Sommets, CS des	25	210 060 \$	220 590 \$	210 060 \$			10 530 \$		
50	50	883000	Eastern Townships, CS	18	136 939 \$	159 447 \$	136 939 \$	6	18 616 \$	22 508 \$		18 616 \$
											111	
61	130	831000	Laval, CS de	53	734 719 \$	734 720 \$	734 719 \$			1 \$		
61	140	841000	Affluents, CS des	48	647 922 \$	647 922 \$	647 922 \$			0 \$		
61	140	842000	Samares, CS des	48	505 602 \$	505 754 \$	505 602 \$	1	9 651 \$	152 \$		9 651 \$
61	150	851000	Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	52	697 642 \$	725 917 \$	697 642 \$	2	14 040 \$	28 275 \$		14 040 \$
61	150	852000	Rivière-du-Nord, CS de la	35	405 019 \$	405 019 \$	405 019 \$			0 \$		
61	150	853000	Laurentides, CS des	15	151 968 \$	164 912 \$	151 968 \$	1	4 169 \$	12 944 \$		4 169 \$
61	150	854000	Pierre-Neveu, CS	9	92 236 \$	92 244 \$	92 236 \$			8 \$		
61	150	885000	Sir-Wilfrid-Laurier, CS	26	285 547 \$	285 547 \$	285 547 \$			0 \$		
											297	

Synthèse Aide aux devoirs 2006-2007

DR	RAS	# CS	Commission scolaire	1ère vague			2e vague				
				# Projets	Montant demandé	Montant maximum	Montant versé	# Projets	Montant demandé	Montant maximum	écoles
62	160	861000	Sorel-Tracy, CS de	15	136 430 \$	139 806 \$	136 430 \$	2	3 515 \$	3 376 \$	
62	160	862000	Saint-Hyacinthe, CS de	29	287 618 \$	287 633 \$	287 618 \$			15 \$	
62	160	863000	Hautes-Rivières, CS des	39	410 608 \$	410 235 \$	410 235 \$			0 \$	
62	160	864000	Marie-Victorin, CS	44	365 100 \$	645 264 \$	365 100 \$			280 164 \$	
62	160	865000	Patriotes, CS des	56	641 610 \$	641 610 \$	641 610 \$			0 \$	
62	160	866000	Val-des-Cerfs, CS du	35	343 433 \$	343 434 \$	343 433 \$			1 \$	
62	160	867000	Grandes-Seigneuries, CS des	34	433 805 \$	433 805 \$	433 805 \$			0 \$	
62	160	868000	Vallée-des-Tisserands, CS de la	27	225 088 \$	225 088 \$	225 088 \$			0 \$	
62	160	869000	Trois-Lacs, CS des	21	267 310 \$	267 310 \$	267 310 \$			0 \$	
62	160	884000	Riverside, CS	18	224 128 \$	224 149 \$	224 128 \$			21 \$	
62	160	889000	New Frontiers, CS	11	97 141 \$	96 897 \$	96 897 \$			0 \$	
											327
63	60	761000	Pointe-de-l'Île, CS de la	40	555 313 \$	555 397 \$	555 313 \$			84 \$	
63	60	762000	Montréal, CS de	122	1 489 374 \$	1 489 374 \$	1 489 374 \$			0 \$	
63	60	763000	Marguerite-Bourgeoys, CS	60	800 642 \$	800 642 \$	800 642 \$			0 \$	
63	60	887000	English-Montréal, CS	37	481 950 \$	482 234 \$	481 950 \$			284 \$	
63	60	888000	Lester-B.-Pearson, CS	40	526 485 \$	526 485 \$	526 485 \$			0 \$	
											288
70	70	771000	Draveurs, CS des	23	297 033 \$	334 355 \$	297 033 \$	2	37 425 \$	37 322 \$	
70	70	772000	Portages-de-l'Outaouais, CS des	23	261 227 \$	266 276 \$	261 227 \$	1	5 052 \$	5 049 \$	
70	70	773000	Coeur-des-Vallées, CS au	17	155 905 \$	155 905 \$	155 905 \$			0 \$	
70	70	774000	Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des			58 471 \$		3	58 137 \$	58 471 \$	
70	70	886000	Western Québec, CS	18	166 512 \$	166 512 \$	166 512 \$	1	8 648 \$	0 \$	
											88

Synthèse Aide aux devoirs 2006-2007

				1ère vague				2e vague				
DR	RAS	# CS	Commission scolaire	# Projets	Montant demandé	Montant maximum	Montant versé	# Projets	Montant demandé	Montant maximum	écoles	Montant versé
80	80	781000	Lac-Témiscamingue, CS du	9	64 952 \$	64 953 \$	64 952 \$			1 \$		
80	80	782000	Rouyn-Noranda, CS de	10	79 100 \$	126 554 \$	79 100 \$	5	18 600 \$	47 454 \$		18 600 \$
80	80	783000	Harricana, CS	14	97 278 \$	97 281 \$	97 278 \$			3 \$		
80	80	784000	Or-et-des-Bois, CS de l'	14	124 494 \$	124 496 \$	124 494 \$	4	14 296 \$	2 \$		8 648 \$
80	80	785000	Lac-Abitibi, CS du	7	65 865 \$	65 871 \$	65 865 \$			6 \$		
80	100	801000	Baie-James, CS de la	7	51 749 \$	60 723 \$	51 749 \$	1	7 526 \$	8 974 \$		7 526 \$
80	100	801000	Baie-James, CS de la	7	51 749 \$	60 723 \$	51 749 \$	4	9 970 \$	9 970 \$		9 970 \$
90	90	689000	Du Littoral, CS	14	57 302 \$	57 302 \$	57 302 \$			0 \$		
90	90	791000	Estuaire, CS de l'	21	143 315 \$	153 762 \$	143 315 \$	3	7 280 \$	10 447 \$		7 280 \$
90	90	792000	Fer, CS du	9	111 317 \$	111 322 \$	111 317 \$			5 \$		
90	90	793000	Moyenne-Côte-Nord, CS de la	8	29 010 \$	28 969 \$	28 969 \$			0 \$		
											57	
Totaux				2 586	19 233 383 \$	19 810 723 \$	19 210 136 \$			600 586 \$	1886	280 366 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des projets soumis et ceux retenus au programme «Écoles en forme et en santé» pour l'année scolaire 2006-2007, par école et par commission scolaire, avec les montants demandés, prévus et versés, le nombre d'élèves concernés et la nature des dépenses.

RÉPONSE

- Le programme « Écoles en forme et en santé » vise à donner aux jeunes de saines habitudes de vie, dont la pratique régulière d'activités physiques et une saine alimentation. Les écoles accueillant des élèves du 3^e cycle du primaire ou du 1^{er} cycle du secondaire sont visées.
- Pour l'année scolaire 2006-2007, l'allocation était de 5 M\$.
- L'annexe 1 présente, par commission scolaire, le nom des écoles qui ont soumis un ou des projets à leur commission scolaire, le montant qu'elles ont demandé, le montant maximum prévu et le montant total qui a été versé.
- Les montants demandés par école et par commission scolaire, et les montants prévus et versés, sont présentés à l'annexe 2, dans les documents d'appoint.
- Toutes les commissions scolaires ont soumis des projets. Dans l'ensemble, 4,9 M\$ ont été versés aux commissions scolaires.

Synthèse École en Forme et en Santé 2006-2007

				1re vague				2e vague			
DR	RAS	# CS	Commission scolaire	# Projets	Montant demandé	Montant maximum	Montant versé	# Projets	Montant demandé	Montant maximum	Montant versé
10	10	711000	Monts-et-Marées, CS des	32	48 366 \$	48 495 \$	48 366 \$			129 \$	
10	10	712000	Phares, CS des	27	52 694 \$	55 466 \$	52 694 \$	1	2 772 \$	2 772 \$	2 772 \$
10	10	713000	Fleuve-et-des-Lacs, CS du	17	32 181 \$	32 181 \$	32 181 \$			0 \$	
10	10	714000	Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	17	35 988 \$	35 988 \$	35 988 \$			0 \$	
10	110	811000	Îles, CS des	6	10 969 \$	11 018 \$	10 969 \$			49 \$	
10	110	812000	Chic-Chocs, CS des	19	27 999 \$	27 999 \$	27 999 \$			0 \$	
10	110	813000	René-Lévesque, CS	26	45 858 \$	45 858 \$	45 858 \$			0 \$	
10	110	882000	Eastern Shores, CS	17	20 966 \$	20 966 \$	20 966 \$			0 \$	
				161						2 950 \$	
20	20	721000	Pays-des-Bleuets, CS du	25	46 601 \$	46 601 \$	46 601 \$			0 \$	
20	20	722000	Lac-Saint-Jean, CS du	25	44 170 \$	44 169 \$	44 169 \$			0 \$	
20	20	723000	Rives-du-Saguenay, CS des	25	68 927 \$	68 927 \$	68 927 \$			0 \$	
20	20	724000	De La Jonquière, CS	22	47 681 \$	47 681 \$	47 681 \$			0 \$	
				97						0 \$	
30	30	731000	Charlevoix, CS de	7	17 080 \$	17 093 \$	17 080 \$			13 \$	
30	30	732000	Capitale, CS de la	46	110 120 \$	117 076 \$	110 120 \$			6 956 \$	
30	30	733000	Découvreurs, CS des	21	52 791 \$	52 669 \$	52 669 \$			0 \$	
30	30	734000	Premières-Seigneuries, CS des	43	116 431 \$	119 382 \$	116 431 \$			2 951 \$	
30	30	735000	Portneuf, CS de	22	37 542 \$	38 089 \$	37 542 \$			547 \$	
30	30	881000	Central Québec, CS	14	30 411 \$	30 411 \$	30 411 \$			0 \$	
30	120	821000	Côte-du-Sud, CS de la	47	67 340 \$	67 018 \$	67 018 \$			0 \$	
30	120	822000	Appalaches, CS des	20	33 640 \$	34 208 \$	33 640 \$	2	4 175 \$	568 \$	568 \$
30	120	823000	Beauce-Etchemin, CS de la	54	110 772 \$	98 465 \$	98 465 \$			0 \$	
30	120	824000	Navigateurs, CS des	30	72 741 \$	99 971 \$	72 741 \$	10	20 780 \$	27 230 \$	20 780 \$
				304						38 265 \$	
40	40	741000	Chemin-du-Roy, CS du	45	98 936 \$	98 936 \$	98 936 \$			0 \$	

Synthèse École en Forme et en Santé 2006-2007

				1re vague				2e vague			
DR	RAS	# CS	Commission scolaire	# Projets	Montant demandé	Montant maximum	Montant versé	# Projets	Montant demandé	Montant maximum	Montant versé
40	40	742000	Énergie, CS de l'	29	60 095 \$	60 095 \$	60 095 \$			0 \$	
40	170	871000	Riveraine, CS de la	22	37 374 \$	37 374 \$	37 374 \$			0 \$	
40	170	872000	Bois-Francis, CS des	42	71 361 \$	71 361 \$	71 361 \$			0 \$	
40	170	873000	Chênes, CS des	32	67 011 \$	68 989 \$	67 011 \$			1 978 \$	
				170						1 978 \$	
50	50	751000	Hauts-Cantons, CS des	30	49 561 \$	49 765 \$	49 561 \$			204 \$	
50	50	752000	Région-de-Sherbrooke, CS de la	42	97 392 \$	88 506 \$	88 506 \$			0 \$	
50	50	753000	Sommets, CS des	31	56 301 \$	56 301 \$	56 301 \$			0 \$	
50	50	883000	Eastern Townships, CS	22	43 020 \$	41 875 \$	41 875 \$			0 \$	
				125						203 \$	
61	130	831000	Laval, CS de	60	181 552 \$	183 815 \$	181 552 \$			2 263 \$	
61	140	841000	Affluents, CS des	54	170 418 \$	174 292 \$	170 418 \$	2	3 874 \$	3 874 \$	3 874 \$
61	140	842000	Samares, CS des	50	130 844 \$	130 900 \$	130 844 \$			56 \$	
61	150	851000	Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	46	120 238 \$	181 837 \$	120 238 \$	3	61 390 \$	61 599 \$	61 390 \$
61	150	852000	Rivière-du-Nord, CS de la	40	106 026 \$	106 026 \$	106 026 \$			0 \$	
61	150	853000	Laurentides, CS des	16	38 943 \$	44 017 \$	38 943 \$	1	1 302 \$	5 074 \$	1 302 \$
61	150	854000	Pierre-Neveu, CS	10	22 782 \$	23 840 \$	22 782 \$			1 058 \$	
61	150	885000	Sir-Wilfrid-Laurier, CS	37	75 900 \$	75 900 \$	75 900 \$			0 \$	
				313						73 924 \$	

Synthèse École en Forme et en Santé 2006-2007

				1re vague				2e vague			
DR	RAS	# CS	Commission scolaire	# Projets	Montant demandé	Montant maximum	Montant versé	# Projets	Montant demandé	Montant maximum	Montant versé
62	160	861000	Sorel-Tracy, CS de	16	32 682 \$	33 219 \$	32 682 \$	1	1 140 \$	537 \$	537 \$
62	160	862000	Saint-Hyacinthe, CS de	33	67 977 \$	67 977 \$	67 977 \$			0 \$	
62	160	863000	Hautes-Rivières, CS des	43	100 027 \$	104 824 \$	100 027 \$			4 797 \$	
62	160	864000	Marie-Victorin, CS	41	134 110 \$	158 565 \$	134 110 \$			24 455 \$	
62	160	865000	Patriotes, CS des	60	154 283 \$	154 283 \$	154 283 \$			0 \$	
62	160	866000	Val-des-Cerfs, CS du	33	78 718 \$	78 721 \$	78 718 \$			3 \$	
62	160	867000	Grandes-Seigneuries, CS des	48	116 440 \$	116 440 \$	116 440 \$			0 \$	
62	160	868000	Vallée-des-Tisserands, CS de la	32	62 752 \$	62 752 \$	62 752 \$			0 \$	
62	160	869000	Trois-Lacs, CS des	22	60 036 \$	60 036 \$	60 036 \$			0 \$	
62	160	884000	Riverside, CS	21	56 263 \$	56 448 \$	56 263 \$			185 \$	
62	160	889000	New Frontiers, CS	13	26 334 \$	26 096 \$	26 096 \$			0 \$	
				362						29 977 \$	
63	60	761000	Pointe-de-l'Île, CS de la	52	136 496 \$	136 639 \$	136 496 \$			143 \$	
63	60	762000	Montréal, CS de	127	360 303 \$	360 303 \$	360 303 \$			0 \$	
63	60	763000	Marguerite-Bourgeoys, CS	64	176 153 \$	176 153 \$	176 153 \$			0 \$	
63	60	887000	English-Montréal, CS	54	127 332 \$	128 280 \$	127 332 \$			948 \$	
63	60	888000	Lester-B,-Pearson, CS	48	135 261 \$	135 459 \$	135 261 \$			198 \$	
				345						1 289 \$	
70	70	771000	Draveurs, CS des	24	65 747 \$	83 782 \$	65 747 \$	4	18 032 \$	18 035 \$	18 032 \$
70	70	772000	Portages-de-l'Outaouais, CS des	23	59 626 \$	62 377 \$	59 626 \$	2	2 722 \$	2 751 \$	2 722 \$
70	70	773000	Coeur-des-Vallées, CS au	22	40 259 \$	40 259 \$	40 259 \$			0 \$	
70	70	774000	Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	0		15 708 \$		5	14 515 \$	15 708 \$	14 515 \$
70	70	886000	Western Québec, CS	15	46 358 \$	46 358 \$	46 358 \$			0 \$	
				84						36 493 \$	

Synthèse École en Forme et en Santé 2006-2007

				1re vague				2e vague			
DR	RAS	# CS	Commission scolaire	# Projets	Montant demandé	Montant maximum	Montant versé	# Projets	Montant demandé	Montant maximum	Montant versé
80	80	781000	Lac-Témiscamingue, CS du	13	19 301 \$	19 301 \$	19 301 \$			0 \$	
80	80	782000	Rouyn-Noranda, CS de	5	32 507 \$	32 507 \$	32 507 \$			0 \$	
80	80	783000	Harricana, CS	13	27 012 \$	27 016 \$	27 012 \$			4 \$	
80	80	784000	Or-et-des-Bois, CS de l'	21	35 073 \$	35 073 \$	35 073 \$			0 \$	
80	80	785000	Lac-Abitibi, CS du	8	17 232 \$	17 283 \$	17 232 \$			51 \$	
80	100	801000	Baie-James, CS de la	12	18 842 \$	19 050 \$	18 842 \$			208 \$	
				72						263 \$	
90	90	689000	Du Littoral, CS	15	20 450 \$	14 805 \$	14 805 \$			0 \$	
90	90	791000	Estuaire, CS de l'	25	39 548 \$	42 337 \$	39 548 \$	1	2 788 \$	2 789 \$	2 788 \$
90	90	792000	Fer, CS du	14	27 309 \$	27 310 \$	27 309 \$			1 \$	
90	90	793000	Moyenne-Côte-Nord, CS de la	1	11 000 \$	7 080 \$	7 080 \$			0 \$	
				55						2 789 \$	
Totaux				2088	4 844 454 \$	5 000 000 \$	4 811 868 \$			188 132 \$	129 280 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Sommes allouées à l'organisme Québec en forme depuis 2002-2003. Prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

Année	Sport et loisir	Éducation	MSSS
2002-2003	1 M\$	1 M\$	1 M\$
2003-2004	1 M\$	1 M\$	1 M\$
2004-2005	1 M\$	1 M\$	1 M\$
2005-2006	1 M\$	1 M\$	1 M\$
2006-2007	1 M\$	1 M\$	2 M\$

Pour 2007-2008, la contribution des partenaires sera la même qu'en 2006-2007, soit 4 millions de dollars.

Toutefois, dans le cadre de la mise en oeuvre du *Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie*, un montant substantiel (75 %, soit 30 millions de dollars par année) sera versé annuellement à Québec en forme.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Prévisions d'embauche en 2007-2008 et 2008-2009, pour tout le réseau, de personnel enseignant.
Préciser :
a) par niveau
b) par région
c) par commission scolaire
d) par matière d'enseignement

RÉPONSE

Les prévisions de besoins de recrutement de personnel enseignant proviennent de l'**Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant** que le Ministère transmet à chacune des commissions scolaires. Ces prévisions sont disponibles pour la formation générale des jeunes des commissions scolaires :

a) par niveau (ordre d'enseignement) :

Tableau des prévisions du besoin de recrutement de personnel enseignant selon l'ordre d'enseignement pour les années 2007-2008 et 2008-2009		
Ordre d'enseignement	Prévisions de recrutement 2007-2008	Prévisions de recrutement 2008-2009
Éducation préscolaire et enseignement primaire	1062	1457
Enseignement secondaire, formation générale des jeunes	1498	1228
Total	2560	2685
Source : Tableau 6 de l'Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant – version avril 2007		

b) par région :

Tableau des prévisions des besoins de recrutement de personnel enseignant par région administrative pour les années 2007-2008 et 2008-2009		
Région administrative	Prévisions de recrutement 2007-2008	Prévisions de recrutement 2008-2009
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	59	77
Bas-Saint-Laurent	128	134
Saguenay-Lac-Saint-Jean	86	91
Capitale-Nationale	346	360
Chaudière-Appalaches	127	186
Mauricie	84	96
Centre-du-Québec	146	147
Estrie	220	238
Montérégie	842	883
Montréal	1163	1253
Laval	375	390
Lanaudière	215	228
Laurentides	369	285
Outaouais	438	459
Abitibi-Témiscamingue	68	64
Côte-Nord	93	110
Nord-du-Québec	360	372
Source : Tableau 6 de l'Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant – version avril 2007		

c) par commission scolaire (une valeur négative signifie qu'un surplus d'enseignants est prévu pour cette commission scolaire)

Tableau des prévisions des besoins de recrutement de personnel enseignant par commission scolaire pour les années 2007-2008 et 2008-2009			
Région administrative	Commission scolaire	Prévisions de recrutement 2007-2008	Prévisions de recrutement 2008-2009
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	La Commission scolaire des Îles	6	3
	La Commission scolaire des Chic-Chocs	8	11
	La Commission scolaire René-Lévesque	6	7
	La Commission scolaire Eastern Shore	10	18
Bas-Saint-Laurent	La Commission scolaire des Monts-et-Marées	11	16
	La Commission scolaire des Phares	30	33
	La Commission scolaire du Fleuve-et-des-Lacs	5	5
	La Commission scolaire de Kamouraska - Rivière-du-Loup	18	11
Saguenay-Lac-Saint-Jean	La Commission scolaire du Pays-des-Bleuets	12	17
	La Commission scolaire du Lac-Saint-Jean	0	1
	La Commission scolaire des Rives-du-Saguenay	12	13
	La Commission scolaire De La Jonquière	20	15
Capitale-Nationale	La Commission scolaire de Charlevoix	10	8
	La Commission scolaire de la Capitale	49	49
	La Commission scolaire des Découvreurs	27	23
	La Commission scolaire des Premières-Seigneuries	41	36
	La Commission scolaire de Portneuf	1	12
	La Commission scolaire Central Québec	44	52
Chaudière-Appalaches	La Commission scolaire de la Côte-du-Sud	7	22
	La Commission scolaire de L'Amiante	4	9
	La Commission scolaire de la Beauce-Etchemin	18	27
	La Commission scolaire des Navigateurs	35	35
Mauricie	La Commission scolaire du Chemin-du-Roy	40	38
	La Commission scolaire de l'Énergie	3	11
Centre-du-Québec	La Commission scolaire de la Rivéraine	17	18
	La Commission scolaire des Bois-Francis	25	17
	La Commission scolaire des Chênes	31	39
Estrie	La Commission scolaire des Hauts-Cantons	5	12
	La Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke	52	57
	La Commission scolaire des Sommets	18	17
	La Commission scolaire Eastern Townships	35	33
Montréal	La Commission scolaire de Sorel-Tracy	16	20
	La Commission scolaire de Saint-Hyacinthe	32	23
	La Commission scolaire des Hautes-Rivières	20	22
	La Commission scolaire Marie-Victorin	87	92
	La Commission scolaire des Patriotes	73	90
	La Commission scolaire du Val-des-Cerfs	34	39

Tableau des prévisions des besoins de recrutement de personnel enseignant par commission scolaire pour les années 2007-2008 et 2008-2009			
Région administrative	Commission scolaire	Prévisions de recrutement 2007-2008	Prévisions de recrutement 2008-2009
Montréal (suite)	La Commission scolaire des Grandes-Seigneuries	53	49
	La Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands	-6	-6
	La Commission scolaire des Trois-Lacs	48	43
	La Commission scolaire Riverside	48	49
	La Commission scolaire New Frontiers	17	19
Montréal	La Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île	88	89
	La Commission scolaire de Montréal	207	202
	La Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys	123	140
	La Commission scolaire English-Montréal	82	91
	La Commission scolaire Lester-B.-Pearson	81	105
Laval	La Commission scolaire de Laval	117	116
	La Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier	71	79
Lanaudière	La Commission scolaire des Affluents	68	74
	La Commission scolaire des Samares	40	40
Laurentides	La Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles	82	63
	La Commission scolaire de la Rivière-du-Nord	60	46
	La Commission scolaire des Laurentides	27	24
	La Commission scolaire Pierre-Neveu	16	9
Outaouais	La Commission scolaire des Draveurs	51	65
	La Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais	73	69
	La Commission scolaire au Coeur-des-Vallées	26	27
	La Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	26	19
	La Commission scolaire Western Québec	43	49
Abitibi-Témiscamingue	La Commission scolaire du Lac-Témiscamingue	4	1
	La Commission scolaire de Rouyn-Noranda	13	15
	La Commission scolaire Harricana	4	5
	La Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois	9	7
	La Commission scolaire du Lac-Abitibi	4	4
Côte-Nord	La Commission scolaire du Littoral	16	20
	La Commission scolaire de l'Estuaire	5	13
	La Commission scolaire du Fer	22	19
	La Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord	4	3
Nord-du-Québec	La Commission scolaire crie	61	63
	La Commission scolaire Kativik	108	114
	La Commission scolaire de la Baie-James	10	9

Source : Tableau 6 de l'Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant – version avril 2007

d) par matière d'enseignement (une valeur négative signifie qu'un surplus d'enseignants est prévu pour cette matière)

Tableau des prévisions des besoins de recrutement de personnel enseignant selon les matières pour les années 2007-2008 et 2008-2009		
Matière	Prévisions de recrutement 2007-2008	Prévisions de recrutement 2008-2009
Adaptation scolaire	278	287
Titulaire préscolaire	220	259
Titulaire primaire	461	692
Langue d'enseignement	444	167
Maths et sciences	880	-202
Enseignement moral et religieux et FPS	-67	217
Sciences familiales	1	0
Initiation à la technologie et CMT	-559	0
Sciences humaines	80	133
Informatique	26	23
Langue seconde	268	337
Éducation physique	70	110
Musique	70	227
Arts plastiques	52	194
Classes d'accueil	18	22
Autres matières	18	20
Enseignants orthopédagogues ¹	100	100
Enseignants ressources ¹	200	100
¹ Les enseignants orthopédagogues et les enseignants ressources dont il est question ici sont ceux prévus aux conventions collectives (annexe 42 de la convention pour les commissions scolaires pour francophones et annexe 25 de la convention pour les commissions scolaires pour anglophones).		
Source : Tableau 6 de l'Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant – version avril 2007		

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des projets d'immobilisations (constructions, agrandissements d'écoles, projets communautaires, etc.) demandés en formation générale et en formation professionnelle, pour l'année 2006-2007 par direction régionale, par commission scolaire et par circonscription électorale en indiquant ceux qui ont été autorisés et le montant global engagé par le ministère. Pour chaque projet autorisé, indiquer le coût total et la part assumée par commission scolaire, le milieu (municipalité, etc.) et le ministère. En ce qui concerne la construction de nouvelles écoles, indiquer leur capacité d'accueil, le niveau d'enseignement et le nombre d'élèves qui y sont inscrits au 30 septembre 2006.

RÉPONSE

Les réponses se trouvent dans les annexes 1 et 2.

Projets demandés en formation générale au Plan triennal des immobilisation 2006-2009

Direction régionale Commission scolaire	Région administrative	Projet	Coût total	Coût MELS	Projet retenu Coût total
030 - Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches					
Premières seigneuries	03 - Capitale-Nationale	Agrandissement de l'école Beausoleil	1,59	1,00	1,59
		Agrandissement de l'école Montagac	0,91	0,80	0,91
		Agrandissement du Pavillon Chabot	0,81	0,68	0,00
		Agrandissement de l'école primaire Des Cimes	0,81	0,68	0,00
Beauce-Etchemin	12 - Chaudière-Appalaches	Agrandissement de l'école primaire Barabé-Drouin	3,17	0,43	0,00
		Agrandissement de l'école primaire Notre-Dame	1,24	0,69	1,24
		Agrandissement de l'école primaire Les Sittelles	0,25	0,24	0,00
040 - Mauricie et Centre du Québec					
Des Chênes	17 - Centre-du-Québec	Restructuration du parc immobilier	5,18	4,08	5,18
050 - Estrie					
Hauts-Cantons	05 - Estrie	Agrandissement et réaménagement de l'école primaire Saint-Luc	0,78	0,54	0,00
Région-de-Sherbrooke	05 - Estrie	Ajout de gymnase de l'école primaire Quatre-Vents	0,98	0,56	0,00
		Ajout de gymnase de l'école primaire Notre-Dame-du-Rosaire	1,49	0,86	1,49
061 - Laval, Laurentides et Lanaudière					
Affluents	14 - Lanaudière	Transformation de plusieurs bâtiments	6,63	6,33	6,63
Samares	14 - Lanaudière	Construction d'une maison des jeunes	0,85	0,49	0,00
Pierre-Neuve	15 - Laurentides	Construction d'un gymnase l'école primaire	1,07	0,72	1,07
Rivières-du-Nord	15 - Laurentides	Ajout de 850 places-élèves	15,67	13,96	15,67
Seigneurie-des-Mille-Îles	15 - Laurentides	Construction d'une école primaire	6,11	5,84	0,00

Projets demandés en formation générale au Plan triennal des immobilisation 2006-2009

Direction régionale Commission scolaire	Région administrative	Projet	Coût total	Coût MELS	Projet retenu Coût total
062 - Montérégie					
Grandes-Seigneuries	16 - Montérégie	Agrandissement de l'école secondaire Fernand-Séguin	2,73	2,60	0,00
		Agrandissement de l'école secondaire Gabrielle-Roy	1,28	1,23	0,00
		Agrandissement de l'école primaire-secondaire Gérin-Lajoie	0,32	0,30	0,32
		Agrandissement de l'école primaire Jacques-Barclay	1,00	0,95	0,00
		Agrandissement de l'école primaire Notre-Dame	1,23	1,18	0,00
		Agrandissement de l'école primaire Saint-Édouard	1,19	1,14	0,00
		Agrandissement de l'école secondaire Du Tournant	1,39	1,33	0,00
Hautes-Rivières	16 - Montérégie	Agrandissement de l'école primaire Joseph- Amédée	2,47	2,36	0,00
Marie-Victorin	16 - Montérégie	Transformation et agrandissement de l'école Hélène-de-Champlain	7,85	7,50	7,85
Riverside	16 - Montérégie	Construction d'une nouvelle école secondaire	7,32	6,99	0,00
Saint-Hyacinthe	16 - Montérégie	Agrandissement de l'école secondaire Casavant	2,06	1,66	0,00
		Agrandissement de l'école secondaire Fadette	1,96	1,58	0,00
		Agrandissement de l'école primaire Henri-Bachand	1,00	0,83	0,00
Vallée-des-Tisserands	16 - Montérégie	Agrandissement de l'école primaire Dominique-Savio	0,92	0,88	0,00
		Agrandissement de l'école primaire Saint-Urbain	0,40	0,22	0,00
063 - Montréal					
Lester-B.-Pearson	06 - Montréal	Réaménagement et agrandissement de l'école secondaire Westwood Senior	3,11	1,50	3,11
Marguerite Bourgeoys	06 - Montréal	Agrandissement de l'école primaire Îles-des-Sœurs	2,02	1,93	0,00
Montréal	06 - Montréal	Agrandissement de l'école Saint-Jean-de-Matha	4,04	1,20	4,04
Pointe-de-l'Île	06 - Montréal	Agrandissement de l'école primaire Fernand-Gauthier	2,92	1,63	0,00
		Agrandissement de l'école secondaire Jean-Grou	2,92	1,63	0,00
		Transfert de l'école Tara-Hall	0,71	0,71	0,00
070 - Outaouais					
Draveurs	07 - Outaouais	Ajout d'un gymnase à la nouvelle école primaire	2,08	1,00	2,08
Portages-de-l'Outaouais	07 - Outaouais	Construction d'une école secondaire	10,92	10,43	0,00
		Construction d'une école primaire	8,90	8,24	0,00

PROJETS D'IMMOBILISATIONS DEMANDÉS EN FORMATION PROFESSIONNELLE 2006-2007

DR DIRECTION REGIONALE

COMMISSION SCOLAIRE
ÉCOLERÉGION ADMINISTRATIVE /
CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALENATURE DU PROJET - M²
CONST. AGRAND. RÉAM.COÛT
TOTAL

MELS

COMM.
SCOL.

MILIEU

REMB.
TAXES010 Bas-Saint-Laurent et Gaspésie-Îles-de-la-MadeleineMonts-et-Marées, CS des

Autorisé : Non	Pavillon Marie-Guyart	Bas-Saint-Laurent Matane			308	638 000 \$	585 290 \$	24 000 \$	0 \$	28 710 \$
----------------	-----------------------	-----------------------------	--	--	-----	------------	------------	-----------	------	-----------

Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de

Autorisé : Non	C.F.P. Pavillon-de-L'Avenir	Bas-Saint-Laurent Rivière-du-Loup	1954			3 462 709 \$	3 306 887 \$	0 \$	0 \$	155 822 \$
Autorisé : Non	C.F.P. Pavillon-de-L'Avenir	Bas-Saint-Laurent Rivière-du-Loup			255	652 385 \$	623 028 \$	0 \$	0 \$	29 357 \$
Autorisé : Non	C.F.P. Pavillon-de-L'Avenir	Bas-Saint-Laurent Rivière-du-Loup		56	565	240 859 \$	230 020 \$	0 \$	0 \$	10 839 \$
Autorisé : Non	C.F.P. Pavillon-de-L'Avenir	Bas-Saint-Laurent Rivière-du-Loup		308		603 275 \$	576 128 \$	0 \$	0 \$	27 147 \$

DR DIRECTION REGIONALE

COMMISSION SCOLAIRE
ÉCOLE

RÉGION ADMINISTRATIVE /
CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE

NATURE DU PROJET - M²
CONST. AGRAND. RÉAM.

COÛT
TOTAL

MELS

COMM.
SCOL.

MILIEU

REMB.
TAXES

020 Saguenay-Lac-Saint-Jean

Pays-des-Bleuets, CS du

Autorisé : Oui	C.F.P. Dolbeau-Mistassini	Saguenay-Lac-Saint-Jean Roberval		402	185	1 257 598 \$	600 000 \$	339 756 \$	261 250 \$	56 592 \$
----------------	---------------------------	-------------------------------------	--	-----	-----	--------------	------------	------------	------------	-----------

Rives-du-Saguenay, CS des

Autorisé : Oui	Centre d'équipement motorisé	Saguenay-Lac-Saint-Jean Chicoutimi		731	743	3 742 146 \$	3 500 000 \$	73 749 \$	0 \$	168 397 \$
----------------	------------------------------	---------------------------------------	--	-----	-----	--------------	--------------	-----------	------	------------

De La Jonquière, CS

Autorisé : Oui	C.F.P. Jonquière / boulevard Mellon en alimentation	Saguenay-Lac-Saint-Jean Jonquière		82	3739	4 800 000 \$	4 320 000 \$	264 000 \$	0 \$	216 000 \$
----------------	--	--------------------------------------	--	----	------	--------------	--------------	------------	------	------------

Autorisé : Non	C.F.P. Jonquière	Saguenay-Lac-Saint-Jean Jonquière				527 000 \$	503 285 \$	0 \$	0 \$	23 715 \$
----------------	------------------	--------------------------------------	--	--	--	------------	------------	------	------	-----------

DR DIRECTION REGIONALE

	COMMISSION SCOLAIRE	RÉGION ADMINISTRATIVE /	NATURE DU PROJET - M²			COÛT		COMM.		REMB.
	ÉCOLE	CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE	CONST.	AGRAND.	RÉAM.	TOTAL	MELS	SCOL.	MILIEU	TAXES
030 Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches										
<u>Charlevoix, CS de</u>										
Autorisé : Non	C.F.P. de Charlevoix	Capitale-Nationale Charlevoix		200	964	1 308 995 \$	1 250 090 \$	0 \$	0 \$	58 905 \$
<u>Capitale, CS de la</u>										
Autorisé : Non	C.F.P. EMOICQ	Capitale-Nationale Taschereau				785 340 \$	750 000 \$	0 \$	0 \$	35 340 \$
Autorisé : Oui	École hôtelière de la Capitale	Capitale-Nationale Taschereau		3674	5043	11 213 068 \$	8 000 000 \$	2 708 480 \$	0 \$	504 588 \$
<u>Découvreurs, CS des</u>										
Autorisé : Oui	C.F.P. Marie-Rollet	Capitale-Nationale Jean-Talon			1520	1 200 000 \$	600 000 \$	546 000 \$	0 \$	54 000 \$
<u>Premières-Seigneuries, CS des</u>										
Autorisé : Non	Centre Samuel-De Champlain	Capitale-Nationale Jean-Lesage		2186	212	3 652 716 \$	3 488 344 \$	0 \$	0 \$	164 372 \$
Autorisé : Non	Centre d'horticulture	Capitale-Nationale Charlesbourg		2585	3194	9 271 646 \$	8 854 422 \$	0 \$	0 \$	417 224 \$
Autorisé : Non	Centre du Bâtiment et Travaux publics	Capitale-Nationale Montmorency		6950		10 504 123 \$	10 031 437 \$	0 \$	0 \$	472 686 \$
<u>Côte-du-Sud, CS de la</u>										
Autorisé : Non	C.F. agricole de St-Anselme	Chaudière-Appalaches Bellechasse		956		800 103 \$	764 098 \$	0 \$	0 \$	36 005 \$
Autorisé : Non	C.F. agricole de St-Anselme	Chaudière-Appalaches Bellechasse			39	61 573 \$	58 802 \$	0 \$	0 \$	2 771 \$

DR DIRECTION REGIONALE

COMMISSION SCOLAIRE		RÉGION ADMINISTRATIVE /	NATURE DU PROJET - M²			COÛT		COMM.		REMB.
ÉCOLE		CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE	CONST.	AGRAND.	RÉAM.	TOTAL	MELS	SCOL.	MILIEU	TAXES
Autorisé : Non	C.F.P L'Envolée de Montmagny	Chaudière-Appalaches Montmagny-L'Islet		1352	44	2 705 328 \$	2 583 588 \$	0 \$	0 \$	121 740 \$
<u>Appalaches, CS des</u>										
Autorisé : Oui	C.F.P. Le Tremplin	Chaudière-Appalaches Frontenac		978	1782	4 030 348 \$	3 748 982 \$	100 000 \$	0 \$	181 366 \$
<u>Beauce-Etchemin, CS de la</u>										
Autorisé : Oui	CIMIC	Chaudière-Appalaches Beauce-Sud		1476		3 683 720 \$	3 250 000 \$	267 953 \$	0 \$	165 767 \$
Autorisé : Non	Centre de formation des Bâtisseurs	Chaudière-Appalaches Beauce-Nord		1869		3 443 850 \$	3 288 877 \$	0 \$	0 \$	154 973 \$
<u>Navigateurs, CS des</u>										
Autorisé : Oui	C.F.P. Gabriel-Rousseau	Chaudière-Appalaches Chutes-de-la-Chaudière		5018		9 137 558 \$	5 000 000 \$	1 526 368 \$	2 200 000 \$	411 190 \$

DR DIRECTION REGIONALE

COMMISSION SCOLAIRE
ÉCOLERÉGION ADMINISTRATIVE /
CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALENATURE DU PROJET - M²
CONST. AGRAND. RÉAM.COÛT
TOTAL

MELS

COMM.
SCOL.

MILIEU

REMB.
TAXES040 Mauricie et Centre-du-QuébecChemin-du-Roy, CS du

Autorisé : Oui	Centre form. prof. Qualitech	Mauricie Champlain		550	3568	1 570 681 \$	1 500 000 \$	0 \$	0 \$	70 681 \$
----------------	------------------------------	-----------------------	--	-----	------	--------------	--------------	------	------	-----------

Énergie, CS de l'

Autorisé : Non	Carrefour Formation Mauricie	Mauricie Saint-Maurice		0	1733	1 885 255 \$	1 800 419 \$	0 \$	0 \$	84 836 \$
----------------	------------------------------	---------------------------	--	---	------	--------------	--------------	------	------	-----------

Autorisé : Oui	École Forestière de La Tuque	Mauricie Laviolette			2187	2 513 089 \$	2 400 000 \$	0 \$	0 \$	113 089 \$
----------------	------------------------------	------------------------	--	--	------	--------------	--------------	------	------	------------

Riveraine, CS de la

Autorisé : Non	École commerciale de la Riveraine	Centre-du-Québec Nicolet-Yamaska	1875			928 760 \$	824 277 \$	62 689 \$	0 \$	41 794 \$
----------------	-----------------------------------	-------------------------------------	------	--	--	------------	------------	-----------	------	-----------

Bois-Francis, CS des / Cégep de Victoriaville

Autorisé : Oui	CIFIT	Centre-du-Québec Arthabaska			878	1 570 681 \$	1 500 000 \$	0 \$	0 \$	70 681 \$
----------------	-------	--------------------------------	--	--	-----	--------------	--------------	------	------	-----------

Chênes, CS des

Autorisé : Non	Centre Paul-Rousseau	Centre-du-Québec Drummond				1 047 120 \$	1 000 000 \$	0 \$	0 \$	47 120 \$
----------------	----------------------	------------------------------	--	--	--	--------------	--------------	------	------	-----------

DR DIRECTION REGIONALE		RÉGION ADMINISTRATIVE / CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE	NATURE DU PROJET - M²			COÛT TOTAL	MELS	COMM. SCOL.	MILIEU	REMB. TAXES
COMMISSION SCOLAIRE	ÉCOLE		CONST.	AGRAND.	RÉAM.					

050 Estrie

Région-de-Sherbrooke, CS de la

Autorisé : Non	Centre de form. prof. 24-Juin	Estrie		1763	1273	4 053 291 \$	3 870 893 \$	0 \$	0 \$	182 398 \$
		Saint-François								

DR DIRECTION REGIONALE		RÉGION ADMINISTRATIVE /		NATURE DU PROJET - M²		COÛT		COMM.		REMB.	
COMMISSION SCOLAIRE		CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE		CONST.	AGRAND.	RÉAM.	TOTAL	MELS	SCOL.	MILIEU	TAXES
ÉCOLE											
061 Laval, Laurentides et Lanaudière											
Laval, CS de											
Autorisé : Non	Complexe scolaire Leblanc (Phase II)	Laval Mille-Îles			2020		2 986 872 \$	1 852 463 \$	1 000 000 \$	0 \$	134 409 \$
Autorisé : Non	École hôtelière de Laval	Laval Vimont			2220		4 400 089 \$	3 202 085 \$	1 000 000 \$	0 \$	198 004 \$
Autorisé : Non	C.F.P. Le Chantier	Laval Vimont			1850		3 957 062 \$	3 778 994 \$	0 \$	0 \$	178 068 \$
Affluents, CS des											
Autorisé : Non	C.F.P. des Moulins	Lanaudière Terrebonne		113			220 000 \$	210 100 \$	0 \$	0 \$	9 900 \$
Autorisé : Oui	C.F.P. des Moulins	Lanaudière Terrebonne			24		150 252 \$	143 491 \$	0 \$	0 \$	6 761 \$
Autorisé : Non	C.F.P. des Moulins	Lanaudière Terrebonne		70	200		280 000 \$	267 400 \$	0 \$	0 \$	12 600 \$
Autorisé : Non	C.F.P. des Riverains	Lanaudière L'Assomption		600			1 393 760 \$	1 331 041 \$	0 \$	0 \$	62 719 \$
Autorisé : Non	C.F.P. des Riverains	Lanaudière L'Assomption		270			593 881 \$	567 156 \$	0 \$	0 \$	26 725 \$
Autorisé : Non	C.F.P. des Riverains	Lanaudière L'Assomption		638			1 457 143 \$	1 391 572 \$	0 \$	0 \$	65 571 \$
Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la											

DR DIRECTION REGIONALE

	COMMISSION SCOLAIRE ÉCOLE	RÉGION ADMINISTRATIVE / CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE	NATURE DU PROJET - M²			COÛT TOTAL	MELS	COMM. SCOL.	MILIEU	REMB. TAXES
			CONST.	AGRAND.	RÉAM.					
Autorisé : Non	C.F.P. l'Émergence	Laurentides Deux-Montagnes	7401			12 107 308 \$	11 562 479 \$	0 \$	0 \$	544 829 \$
Autorisé : Non	C.F.P. l'Émergence	Laurentides Deux-Montagnes	3420			5 734 341 \$	5 476 296 \$	0 \$	0 \$	258 045 \$
<u>Rivière-du-Nord, CS de la</u>										
Autorisé : Non	Ctre d'études professionnelles	Laurentides Prévost		314		692 462 \$	661 301 \$	0 \$	0 \$	31 161 \$
Autorisé : Non	C.F. du transp. rout St-Jérôme	Laurentides Mirabel		961	415	2 537 440 \$	2 423 255 \$	0 \$	0 \$	114 185 \$
<u>Pierre-Neveu, CS</u>										
Autorisé : Non	C.F.P. Mont-Laurier	Laurentides Labelle		1230		1 466 000 \$	950 030 \$	450 000 \$	0 \$	65 970 \$
<u>Grandes-Seigneuries, CS des</u>										
Autorisé : Non	C.F.P. de Châteauguay	Montérégie Châteauguay		1353	50	2 566 000 \$	2 450 530 \$	0 \$	0 \$	115 470 \$

DR DIRECTION REGIONALE											
COMMISSION SCOLAIRE		RÉGION ADMINISTRATIVE /		NATURE DU PROJET - M²			COÛT		COMM.		REMB.
ÉCOLE		CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE		CONST.	AGRAND.	RÉAM.	TOTAL	MELS	SCOL.	MILIEU	TAXES
<u>062 Montérégie</u>											
<u>Vallée-des-Tisserands, CS de la</u>											
Autorisé : Non	C.F.P. de la Pointe-du-Lac	Montérégie Beauharnois		513			1 201 250 \$	1 147 194 \$	0 \$	0 \$	54 056 \$
<u>Riverside, CS</u>											
Autorisé : Oui	ACCESS Centre de formation continue et professionnelle pour adultes (Phase I)	Montérégie Laporte		1998	601		4 188 482 \$	2 000 000 \$	0 \$	2 000 000 \$	188 482 \$
<u>New Frontiers, CS</u>											
Autorisé : Oui	C.F.P. Nova	Montérégie Châteauguay					1 500 000 \$	716 250 \$	0 \$	716 250 \$	67 500 \$

DR DIRECTION REGIONALE

COMMISSION SCOLAIRE ÉCOLE	RÉGION ADMINISTRATIVE / CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE	NATURE DU PROJET - M² CONST. AGRAND. RÉAM.			COÛT TOTAL	MELS	COMM. SCOL.	MILIEU	REMB. TAXES	
063 Montréal										
<u>Montréal, CS de</u>										
Autorisé : Non	École des métiers de la construction de Montréal	Montréal Mercier	40480		400	35 466 800 \$	33 870 794 \$	0 \$	0 \$	1 596 006 \$
<u>Marguerite-Bourgeoys, CS</u>										
Autorisé : Non	C.F.P. Émile-Legault	Montréal Jacques-Cartier		7180	100	2 794 823 \$	2 669 056 \$	0 \$	0 \$	125 767 \$
Autorisé : Non	C.F.P. de l'Ouest-de-Montréal	Montréal Saint-Laurent	6089			3 350 785 \$	3 200 000 \$	0 \$	0 \$	150 785 \$
<u>Lester-B.-Pearson, CS</u>										
Autorisé : Non	West Island Career Centre	Montréal Robert-Baldwin		422		9 123 023 \$	8 712 487 \$	0 \$	0 \$	410 536 \$
Autorisé : Oui	Pearson Electrotechnology Center	Montréal Marquette				1 000 000 \$	477 500 \$	0 \$	477 500 \$	45 000 \$
Autorisé : Non	Pearson Adult and Career Center	Montréal Marguerite-Bourgeoys			600	795 041 \$	759 264 \$	0 \$	0 \$	35 777 \$

DR DIRECTION REGIONALE

COMMISSION SCOLAIRE		RÉGION ADMINISTRATIVE /	NATURE DU PROJET - M²			COÛT		COMM.		REMB.
ÉCOLE		CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE	CONST.	AGRAND.	RÉAM.	TOTAL	MELS	SCOL.	MILIEU	TAXES
070 Outaouais										
Draveurs, CS des										
Autorisé : Non	C.F.P. Compétences Outaouais	Outaouais Chapleau		896	359	2 198 640 \$	2 099 701 \$	0 \$	0 \$	98 939 \$
Portages-de-l'Outaouais, CS des										
Autorisé : Non	C.F.P. de l'Outaouais	Outaouais Hull		1465	764	4 069 934 \$	3 886 787 \$	0 \$	0 \$	183 147 \$
Coeur-des-Vallées, CS au										
Autorisé : Oui	Centre Relais de la Lièvre - Seigneurie	Outaouais Papineau		630		1 361 257 \$	1 300 000 \$	0 \$	0 \$	61 257 \$
Ouest du territoire										
Autorisé : Oui	Centre à déterminer	Outaouais Pontiac			1042	295 300 \$	282 000 \$	0 \$	0 \$	13 300 \$

DR DIRECTION REGIONALE		RÉGION ADMINISTRATIVE /		NATURE DU PROJET - M²		COÛT		COMM.		REMB.	
COMMISSION SCOLAIRE		CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE		CONST.	AGRAND.	RÉAM.	TOTAL	MELS	SCOL.	MILIEU	TAXES
ÉCOLE											
080 Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec											
<u>Rouyn-Noranda, CS de</u>											
Autorisé : Oui	Centre Polymétier	Abitibi-Témiscamingue			456	1579	2 094 241 \$	2 000 000 \$	0 \$	0 \$	94 241 \$
		Rouyn-Noranda - Témiscamingue									
<u>Harricana, CS</u>											
Autorisé : Non	Centre de formation Harricana	Abitibi-Témiscamingue			832	38	1 824 471 \$	1 742 370 \$	0 \$	0 \$	82 101 \$
		Abitibi-Ouest									

DR DIRECTION REGIONALE		RÉGION ADMINISTRATIVE /		NATURE DU PROJET - M²		COÛT		COMM.		REMB.	
COMMISSION SCOLAIRE		CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE		CONST.	AGRAND.	RÉAM.	TOTAL	MELS	SCOL.	MILIEU	TAXES
ÉCOLE											
090 Côte-Nord											
<u>Estuaire, CS de l'</u>											
Autorisé : Non	C.F.P. de Forestville	Côte-Nord				4545	4 012 726 \$	3 832 153 \$	0 \$	0 \$	180 573 \$
		René-Lévesque									
Autorisé : Non	C.F.P. - Édifice André-Jacob	Côte-Nord		353	1493		3 824 302 \$	3 652 208 \$	0 \$	0 \$	172 094 \$
		René-Lévesque									
<u>Fer, CS du</u>											
Autorisé : Non	C.F.P. A.-W.-Gagné	Côte-Nord		595			474 667 \$	453 307 \$	0 \$	0 \$	21 360 \$
		Duplessis									

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie du Plan triennal d'immobilisations (PTI) 2006-2009.

RÉPONSE

Voir le tableau présenté en annexe

LE PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS – PTI 2006-2009

L'enveloppe d'initiatives nouvelles incluse dans le plan triennal d'immobilisations 2006-2009 se répartit comme suit :

INITIATIVES NOUVELLES 2006-2009 En millions de \$		TOTAL
1.0 COMMISSIONS SCOLAIRES		
Formation générale – ajouts d'espaces		
CS Marie-Victorin – Réaménagement et agrandissement – élèves handicapés	7,50	
CS Grandes-Seigneuries – Réam. de l'école prim.-second. Gérin-Lajoie – élèves multihandicapés	0,30	
CS Premières Seigneuries – Agrandissement de l'école primaire Montagnac	0,80	
CS Premières Seigneuries – Agrandissement école primaire Beausoleil (gymnase)	1,00	
CS des Affluents – Transformation d'écoles primaires en écoles secondaires (nord de Montréal)	6,33	
CS des Chênes – Réaménagement de plusieurs écoles	4,08	
CS Lester-B.-Pearson – École secondaire Westwood (2 ^e cycle)	1,50	
CS Rivière-du-Nord – Construction de l'école secondaire de Mirabel	13,96	
CS de Montréal – Agrandissement de l'école primaire St-Jean-de Matha (gymnase)	1,20	
CS Draveurs – Agrandissement de l'école primaire Cantley (gymnase)	1,00	
CS de la région de Sherbrooke – Agrandissement de l'école primaire Notre-Dame-du-Rosaire (gymnase)	0,86	
CS Beauce-Etchemin – Agrandissement de l'école primaire St-Elzéar (gymnase)	0,69	
CS Pierre-Neveu – Agrandissement de l'école primaire St-Eugène (gymnase et services)	0,70	
		39,92
Formation professionnelle		
Volet locaux d'enseignement	48,70	
Volet équipements	2,50	51,20
Commissions scolaires à statut particulier		
CS Crie – Construction de 21 nouveaux logements	1,11	
CS Kativik – Construction d'une école primaire, de logements et d'un centre administratif	13,75	14,86
Autres besoins		
Transformation des laboratoires de science, des ateliers ou autres pour l'implantation du nouveau curriculum au deuxième cycle du secondaire		84,13
Enveloppe pour améliorer l'efficacité énergétique		5,00
Sous-total commissions scolaires		195,11
2.0 CÉGÉPS		
Enveloppe pour améliorer l'efficacité énergétique		2,00
Formation technique		
Mise à jour des programmes d'études et implantation de nouveaux programmes		
- Volet locaux d'enseignement	20,43	
- Volet équipements	13,37	33,80
Sous-total cégeps		35,80
3.0 UNIVERSITÉS		
CONCORDIA – Construction du pavillon John-Molson	60,00	
UQAT – Construction du Pavillon des Premières Nations à l'UQAT	3,80	
UQO – Agrandissement Ailes G et H pour répondre à la hausse de l'effectif étudiant	14,00	77,80
Enveloppe pour améliorer l'efficacité énergétique ¹		3,00
Sous-total universités		80,80

¹ Enveloppe accordée aux universités dans le cadre de la stratégie énergétique adoptée par le gouvernement, sous réserve de la modification du PQI 2006-2011.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Sommes prévues au Plan triennal d'immobilisations (PTI) 2006-2009 pour l'école d'horticulture de la Commission scolaire des Premières Seigneuries.

RÉPONSE

Des sommes ont été prévues au Plan triennal des immobilisations (PTI) 2006-2009 afin de réaliser ce dossier. Ce dossier est toujours en discussion.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Détail et ventilation de l'aide financière accordée aux services de garde en milieu scolaire ainsi que la fréquentation par région, par commission scolaire, et par école en 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.

RÉPONSE

La subvention versée par commission scolaire pour les services de garde en milieu scolaire pour 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 paraît à l'annexe 1. Les données sur la fréquentation régulière et sporadique, pour les années 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007, paraissent à l'annexe 2.

**AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE
AUX SERVICES DE GARDE EN 2004-2005, 2005-2006 ET 2006-2007**

	<u>2004-2005</u>	<u>2005-2006</u>	<u>2006-2007</u>
R.A. 01 Bas-Saint-Laurent			
711000 Monts-et-Marées, CS des	307 234 \$	303 563 \$	340 938 \$
712000 Phares, CS des	601 023 \$	601 842 \$	694 208 \$
713000 Fleuve-et-des-Lacs, CS du	61 377 \$	73 657 \$	75 216 \$
714000 Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	<u>364 915 \$</u>	<u>383 588 \$</u>	<u>468 504 \$</u>
	1 334 549 \$	1 362 650 \$	1 578 866 \$
R.A. 02 Saguenay-Lac-Saint-Jean			
721000 Pays-des-Bleuets, CS du	290 350 \$	307 531 \$	393 615 \$
722000 Lac-Saint-Jean, CS du	420 704 \$	375 193 \$	443 519 \$
723000 Rives-du-Saguenay, CS des	1 072 086 \$	1 093 868 \$	1 329 667 \$
724000 De La Jonquière, CS	<u>372 932 \$</u>	<u>436 120 \$</u>	<u>614 474 \$</u>
	2 156 072 \$	2 212 712 \$	2 781 275 \$
R.A. 03 Capitale-Nationale			
731000 Charlevoix, CS de	156 819 \$	155 141 \$	180 672 \$
732000 Capitale, CS de la	4 027 779 \$	3 894 388 \$	4 225 384 \$
733000 Découvreurs, CS des	2 353 560 \$	2 279 911 \$	2 640 160 \$
734000 Premières-Seigneuries, CS des	3 878 634 \$	3 902 906 \$	4 649 308 \$
735000 Portneuf, CS de	418 891 \$	424 170 \$	455 087 \$
881000 Central Québec, CS	<u>299 576 \$</u>	<u>288 133 \$</u>	<u>337 318 \$</u>
	11 135 259 \$	10 944 649 \$	12 487 929 \$
R.A. 04 Mauricie			
741000 Chemin-du-Roy, CS du	1 436 217 \$	1 470 412 \$	1 828 142 \$
742000 Énergie, CS de l'	<u>841 527 \$</u>	<u>876 039 \$</u>	<u>1 013 366 \$</u>
	2 277 744 \$	2 346 451 \$	2 841 508 \$
R.A. 05 Estrie			
751000 Hauts-Cantons, CS des	465 026 \$	426 764 \$	407 067 \$
752000 Région-de-Sherbrooke, CS de la	2 034 832 \$	2 075 687 \$	2 018 629 \$
753000 Sommets, CS des	816 936 \$	771 669 \$	770 394 \$
883000 Eastern Townships, CS	<u>281 538 \$</u>	<u>278 690 \$</u>	<u>315 327 \$</u>
	3 598 332 \$	3 552 810 \$	3 511 417 \$
R.A. 06 Montréal			
761000 Pointe-de-l'Île, CS de la	4 845 582 \$	4 461 720 \$	5 214 478 \$
762000 Montréal, CS de	17 071 202 \$	16 347 741 \$	17 102 654 \$
763000 Marguerite-Bourgeoys, CS	6 356 316 \$	5 949 875 \$	6 867 713 \$
887000 English-Montréal, CS	2 572 251 \$	2 466 351 \$	2 719 705 \$
888000 Lester-B.-Pearson, CS	<u>3 118 825 \$</u>	<u>3 184 689 \$</u>	<u>3 579 201 \$</u>
	33 964 176 \$	32 410 376 \$	35 483 751 \$

R.A. 07 Outaouais

771000	Draveurs, CS des	2 670 723 \$	2 580 237 \$	3 058 007 \$
772000	Portages-de-l'Outaouais, CS des	2 425 770 \$	2 429 197 \$	2 524 781 \$
773000	Coeur-des-Vallées, CS au	757 021 \$	740 976 \$	842 571 \$
774000	Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	126 836 \$	121 001 \$	136 584 \$
886000	Western Québec, CS	<u>619 096 \$</u>	<u>620 975 \$</u>	<u>637 579 \$</u>
		6 599 446 \$	6 492 386 \$	7 199 522 \$

R.A. 08 Abitibi-Témiscamingue

781000	Lac-Témiscamingue, CS du	114 936 \$	128 285 \$	137 645 \$
782000	Rouyn-Noranda, CS de	443 446 \$	468 704 \$	560 830 \$
783000	Harricana, CS	157 614 \$	158 908 \$	238 801 \$
784000	Or-et-des-Bois, CS de l'	495 975 \$	456 197 \$	472 246 \$
785000	Lac-Abitibi, CS du	<u>132 453 \$</u>	<u>136 865 \$</u>	<u>152 117 \$</u>
		1 344 424 \$	1 348 959 \$	1 561 639 \$

R.A. 09 Côte-Nord

689000	Littoral, CS du	44 725 \$		
791000	Estuaire, CS de l'	352 638 \$	343 142 \$	404 671 \$
792000	Fer, CS du	535 392 \$	561 729 \$	604 077 \$
793000	Moyenne-Côte-Nord, CS de la	<u>15 298 \$</u>	<u>34 601 \$</u>	<u>29 542 \$</u>
		948 053 \$	939 472 \$	1 038 290 \$

R.A. 10 Nord-du-Québec

801000	Baie-James, CS de la	<u>122 072 \$</u>	<u>110 899 \$</u>	<u>106 994 \$</u>
		122 072 \$	110 899 \$	106 994 \$

R.A. 11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine

811000	Îles, CS des	140 110 \$	124 473 \$	140 999 \$
812000	Chic-Chocs, CS des	181 989 \$	187 106 \$	209 028 \$
813000	René-Lévesque, CS	288 256 \$	295 730 \$	297 831 \$
882000	Eastern Shores, CS	<u>23 395 \$</u>	<u>26 638 \$</u>	<u>35 405 \$</u>
		633 750 \$	633 947 \$	683 263 \$

R.A. 12 Chaudière-Appalaches

821000	Côte-du-Sud, CS de la	363 739 \$	403 877 \$	422 285 \$
822000	Appalaches, CS des	193 402 \$	211 056 \$	241 778 \$
823000	Beauce-Etchemin, CS de la	1 175 864 \$	1 309 871 \$	1 518 226 \$
824000	Navigateurs, CS des	<u>2 692 283 \$</u>	<u>2 792 093 \$</u>	<u>3 333 130 \$</u>
		4 425 288 \$	4 716 897 \$	5 515 419 \$

R.A. 13 Laval

831000	Laval, CS de	<u>6 500 033 \$</u>	<u>6 180 454 \$</u>	<u>6 470 542 \$</u>
		6 500 033 \$	6 180 454 \$	6 470 542 \$

R.A. 14 Lanaudière

841000	Affluents, CS des	4 750 713 \$	4 661 141 \$	5 267 837 \$
842000	Samares, CS des	<u>1 406 047 \$</u>	<u>1 383 163 \$</u>	<u>1 544 420 \$</u>
		6 156 760 \$	6 044 304 \$	6 812 257 \$

R.A. 15 Laurentides

851000	Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	5 462 675 \$	5 048 808 \$	5 720 820 \$
852000	Rivière-du-Nord, CS de la	2 126 730 \$	2 017 115 \$	2 535 295 \$
853000	Laurentides, CS des	745 103 \$	685 708 \$	794 571 \$
854000	Pierre-Neveu, CS	353 976 \$	318 078 \$	329 867 \$
885000	Sir-Wilfrid-Laurier, CS	<u>1 044 774 \$</u>	<u>1 079 611 \$</u>	<u>1 252 553 \$</u>
		9 733 258 \$	9 149 320 \$	10 633 106 \$

R.A. 16 Montérégie

861000	Sorel-Tracy, CS de	498 052 \$	466 499 \$	514 913 \$
862000	Saint-Hyacinthe, CS de	1 594 353 \$	1 566 083 \$	1 624 368 \$
863000	Hautes-Rivières, CS des	1 711 752 \$	1 685 783 \$	1 842 673 \$
864000	Marie-Victorin, CS	5 305 895 \$	5 033 482 \$	5 831 068 \$
865000	Patriotes, CS des	5 242 885 \$	5 009 649 \$	5 327 595 \$
866000	Val-des-Cerfs, CS du	1 217 694 \$	1 224 051 \$	1 399 570 \$
867000	Grandes-Seigneuries, CS des	3 223 528 \$	3 114 519 \$	3 649 628 \$
868000	Vallée-des-Tisserands, CS de la	817 235 \$	747 565 \$	836 067 \$
869000	Trois-Lacs, CS des	1 681 380 \$	1 695 062 \$	1 892 680 \$
884000	Riverside, CS	1 394 553 \$	1 349 140 \$	1 458 080 \$
889000	New Frontiers, CS	<u>256 164 \$</u>	<u>264 235 \$</u>	<u>289 392 \$</u>
		22 943 491 \$	22 156 068 \$	24 666 034 \$

R.A. 17 Centre-du-Québec

871000	Riveraine, CS de la	400 892 \$	409 826 \$	400 081 \$
872000	Bois-Francis, CS des	1 000 463 \$	997 158 \$	1 003 450 \$
873000	Chênes, CS des	<u>1 024 392 \$</u>	<u>1 050 844 \$</u>	<u>1 221 076 \$</u>
		2 425 747 \$	2 457 828 \$	2 624 607 \$

**DONNÉES SUR LA FRÉQUENTATION DES ÉLÈVES
DANS LES SERVICES DE GARDE**

		2004-2005		2005-2006		2006-2007	
		Régulière	Sporadique	Régulière	Sporadique	Régulière	Sporadique
R.A.	01 Bas-Saint-Laurent						
711000	Monts-et-Marées, CS des	477	177	480	204	427	140
712000	Phares, CS des	867	678	867	665	878	730
713000	Fleuve-et-des-Lacs, CS du	94	25	102	70	111	65
714000	Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	551	420	555	383	577	407
		1 989	1 300	2 004	1 322	1 993	1 342
R.A.	02 Saguenay-Lac-Saint-Jean						
721000	Pays-des-Bleuets, CS du	455	492	435	580	483	670
722000	Lac-Saint-Jean, CS du	584	642	538	588	560	550
723000	Rives-du-Saguenay, CS des	1 567	1 535	1 550	1 343	1 555	1 425
724000	De La Jonquière, CS	585	364	673	352	758	328
		3 191	3 033	3 196	2 863	3 356	2 973
R.A.	03 Capitale-Nationale						
731000	Charlevoix, CS de	220	276	205	244	185	268
732000	Capitale, CS de la	5 679	2 080	5 346	2 349	5 304	2 465
733000	Découvreurs, CS des	3 641	1 819	3 426	1 833	3 421	1 893
734000	Premières-Seigneuries, CS des	5 919	2 270	5 804	2 299	5 764	2 362
735000	Portneuf, CS de	645	680	620	692	611	707
881000	Central Québec, CS	454	549	444	515	444	707
		16 558	7 674	15 845	7 932	15 729	8 402
R.A.	04 Mauricie						
741000	Chemin-du-Roy, CS du	2 142	1 822	2 159	1 716	2 146	1 774
742000	Énergie, CS de l'	1 150	1 621	1 091	1 756	1 059	1 751
		3 292	3 443	3 250	3 472	3 205	3 525
R.A.	05 Estrie						
751000	Hauts-Cantons, CS des	643	387	569	463	563	422
752000	Région-de-Sherbrooke, CS de la	3 057	2 358	3 049	1 947	2 889	2 220
753000	Sommets, CS des	1 155	476	1 068	493	1 047	519
883000	Eastern Townships, CS	458	178	453	157	440	136
		5 313	3 399	5 139	3 060	4 939	3 297
R.A.	06 Montréal						
761000	Pointe-de-l'Île, CS de la	6 337	735	5 754	1 010	5 648	1 047
762000	Montréal, CS de	19 412	5 065	17 941	5 392	17 792	4 986
763000	Marguerite-Bourgeoys, CS	9 079	2 574	8 732	2 348	8 452	2 089
887000	English-Montréal, CS	3 393	586	3 159	469	2 899	498
888000	Lester-B.-Pearson, CS	4 924	275	4 911	286	4 614	230
		43 145	9 235	40 497	9 505	39 405	8 850

		2004-2005		2005-2006		2006-2007	
		Régulière	Sporadique	Régulière	Sporadique	Régulière	Sporadique
R.A.	07 Outaouais						
771000	Draveurs, CS des	4 330	1 410	4 085	1 333	3 899	1 334
772000	Portages-de-l'Outaouais, CS des	3 620	118	3 617	94	3 522	96
773000	Cœur-des-Vallées, CS au	1 249	55	1 237	63	1 216	66
774000	Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	170	108	159	108	154	94
886000	Western Québec, CS	1 001	107	997	93	853	94
		10 370	1 798	10 095	1 691	9 644	1 684
R.A.	08 Abitibi-Témiscamingue						
781000	Lac-Témiscamingue, CS du	184	21	185	50	194	46
782000	Rouyn-Noranda, CS de	679	292	687	278	766	294
783000	Harricana, CS	253	52	246	43	267	42
784000	Or-et-des-Bois, CS de l'	787	518	727	477	683	510
785000	Lac-Abitibi, CS du	195	94	198	69	186	86
		2 098	977	2 043	917	2 096	978
R.A.	09 Côte-Nord						
689000	Littoral, Cs du	50	0	58	0		
791000	Estuaire, CS de l'	524	528	486	447	472	527
792000	Fer, CS du	793	386	804	347	783	380
793000	Moyenne-Côte-Nord, CS de la	23	7	48	21	29	30
		1 390	921	1 396	815	1 284	937
R.A.	10 Nord-du-Québec						
801000	Baie-James, CS de la	148	141	135	163	137	162
		148	141	135	163	137	162
R.A.	11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine						
811000	Îles, CS des	217	160	179	149	182	132
812000	Chic-Chocs, CS des	286	152	292	116	281	126
813000	René-Lévesque, CS	421	189	412	233	394	206
882000	Eastern Shores, CS	44	39	54	30	47	25
		968	540	937	528	904	489
R.A.	12 Chaudière-Appalaches						
821000	Côte-du-Sud, CS de la	534	278	556	405	587	427
822000	Appalaches, CS des	278	229	307	194	326	133
823000	Beauce-Etchemin, CS de la	1 732	1 636	1 853	1 821	2 056	1 937
824000	Navigateurs, CS des	4 195	3 715	4 204	3 995	4 230	4 130
		6 739	5 858	6 920	6 415	7 199	6 627
R.A.	13 Laval						
831000	Laval, CS de	9 820	1 324	9 199	1 224	8 794	1 343
		9 820	1 324	9 199	1 224	8 794	1 343
R.A.	14 Lanaudière						
841000	Affluents, CS des	7 439	3 118	7 066	3 215	6 878	3 722
842000	Samares, CS des	2 078	1 037	2 029	959	2 002	1 085
		9 517	4 155	9 095	4 174	8 880	4 807

		2004-2005		2005-2006		2006-2007	
		Régulière	Sporadique	Régulière	Sporadique	Régulière	Sporadique
R.A.	15 Lanaudière						
851000	Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	8 540	2 198	7 959	2 211	7 798	2 477
852000	Rivière-du-Nord, CS de la	3 296	1 384	3 122	1 306	3 138	1 537
853000	Laurentides, CS des	1 172	429	1 042	542	1 138	511
854000	Pierre-Neveu, CS	511	29	465	50	425	55
885000	Sir-Wilfrid-Laurier, CS	1 639	395	1 689	329	1 671	320
		13 519	4 040	14 277	4 438	14 170	4 900
R.A.	16 Montérégie						
861000	Sorel-Tracy, CS de	723	852	659	662	603	661
862000	Saint-Hyacinthe, CS de	2 361	1 540	2 246	1 502	2 116	1687
863000	Hautes-Rivières, CS des	2 607	727	2 507	680	2 524	655
864000	Marie-Victorin, CS	8 195	2 200	7 757	2 502	7 561	2 773
865000	Patriotes, CS des	8 737	1 833	8 293	1 747	7 974	1 864
866000	Val-des-Cerfs, CS du	1 787	1 707	1 785	1 653	1 948	1 631
867000	Grandes-Seigneuries, CS des	5 157	148	4 952	91	4 949	249
868000	Vallée-des-Tisserands, CS de la	1 207	268	1 186	217	1 175	158
869000	Trois-Lacs, CS des	2 709	1 124	2 743	1 018	2 764	1 029
884000	Riverside, CS	2 211	247	2 118	216	2 152	269
889000	New Frontiers, CS	417	9	430	17	414	33
		36 111	10 655	34 676	10 305	34 180	11 009
R.A.	17 Centre-du-Québec						
871000	Riveraine, CS de la	584	429	590	433	565	441
872000	Bois-Francis, CS des	1 420	740	1 378	807	1 420	879
873000	Chênes, CS des	1 481	973	1 504	944	1 614	936
		3 485	2 142	3 472	2 184	3 599	2 256
	Total	169 292	61 030	162 176	61 008	159 514	63 581
			230 322		223 184		223 095

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Pour 2006-2007, nombre d'éducatrices et d'éducateurs dans les services de garde en milieu scolaire, par commission scolaire, niveau de formation de chacun d'entre eux et mesures prises pour compléter la formation lorsque celle-ci est déficiente. Prévisions des effectifs pour 2007-2008.

RÉPONSE

Le tableau ci-joint présente le nombre d'éducatrices et d'éducateurs dans les services de garde en milieu scolaire au 30 septembre 2005 et au 30 septembre 2006 pour chacune des commissions scolaires (excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP à zéro).

Les travaux sur l'équité salariale ont déterminé le traitement des éducatrices et des éducateurs en service de garde sur la base d'une formation correspondant à une AEC (attestation d'études collégiales répondant à une année de formation).

Les conventions collectives 2005-2010 ont prévu la mise sur pied d'un comité pour évaluer les qualifications des éducatrices et des éducateurs en service de garde. Les grandes associations syndicales soutiennent qu'un diplôme d'études collégiales (DEC) devrait être requis pour cet emploi.

Récemment, le rapport du Conseil supérieur de l'éducation a fait la recommandation de rehausser les qualifications des éducatrices et des éducateurs en service de garde à un niveau technique.

La réflexion sur le sujet se poursuit. Les travaux du comité prévu aux conventions collectives a été formé afin d'approfondir et d'analyser la réalité des services de garde. Il est cependant trop tôt pour en tirer des conclusions.

L'écart obtenu, en comparant les résultats au 30 septembre 2005 et au 30 septembre 2006, s'explique par une baisse d'environ 1,6 % de l'effectif scolaire en service de garde (fréquentation régulière) inscrit à l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire pour la dernière année. Or, s'il y a moins d'inscriptions, il en résulte moins de besoin d'éducatrices et d'éducateurs dans les services de garde en milieu scolaire.

**Nombre d'éducatrices et d'éducateurs dans les services de garde
en milieu scolaire au 30 septembre 2005 et 2006
pour chacune des commissions scolaires**

N° : 23

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

COMMISSION SCOLAIRE	au 30 septembre 2005		au 30 septembre 2006		Variation en % 30 sept. 2005 vs 2006	
	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP
689000 LITTORAL, CS DU	1:	0,7	2:	0,8	100,0%:	14,3%
711000 MONTS-ET-MARÉES, CS DES	29:	12,9	30:	14,1	3,4%:	9,3%
712000 PHARES, CS DES	84:	37,9	115:	45,7	36,9%:	20,6%
713000 FLEUVE-ET-DES-LACS, CS DU	7:	1,9	8:	2,1	14,3%:	10,5%
714000 KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP, CS DE	38:	19,8	47:	20,9	23,7%:	5,6%
721000 PAYS-DES-BLEUETS, CS DU	41:	14,8	40:	14,6	-2,4%:	-1,4%
722000 LAC-SAINT-JEAN, CS DU	47:	14,3	37:	13,5	-21,3%:	-5,6%
723000 RIVES-DU-SAGUENAY, CS DES	96:	42,0	97:	42,2	1,0%:	0,5%
724000 DE LA JONQUIÈRE, CS	50:	16,3	59:	23,3	18,0%:	42,9%
731000 CHARLEVOIX, CS DE	21:	6,1	19:	6,0	-9,5%:	-1,6%
732000 CAPITALE, CS DE LA	455:	263,4	489:	250,3	7,5%:	-5,0%
733000 DÉCOUVREURS, CS DES	314:	153,9	301:	151,1	-4,1%:	-1,8%
734000 PREMIÈRES-SEIGNEURIES, CS DES	479:	271,5	511:	258,3	6,7%:	-4,9%
735000 PORTNEUF, CS DE	50:	26,7	51:	25,1	2,0%:	-6,0%
741000 CHEMIN-DU-ROY, CS DU	182:	92,1	199:	105,5	9,3%:	14,5%
742000 ÉNERGIE, CS DE L'	112:	39,1	119:	39,1	6,3%:	0,0%
751000 HAUTS-CANTONS, CS DES	45:	17,6	50:	17,9	11,1%:	1,7%
752000 RÉGION-DE-SHERBROOKE, CS DE LA	248:	119,1	235:	105,0	-5,2%:	-11,8%
753000 SOMMETS, CS DES	73:	31,9	71:	35,3	-2,7%:	10,7%
761000 POINTE-DE-L'ÎLE, CS DE LA	411:	272,6	373:	236,2	-9,2%:	-13,4%
762000 MONTRÉAL, CS DE	1 264:	963,1	1 200:	892,9	-5,1%:	-7,3%
763000 MARGUERITE-BOURGEOYS, CS	742:	403,3	729:	366,9	-1,8%:	-9,0%
771000 DRAVEURS, CS DES	332:	169,9	288:	140,2	-13,3%:	-17,5%
772000 PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	261:	151,3	185:	113,7	-29,1%:	-24,9%
773000 COEUR-DES-VALLÉES, CS AU	86:	41,6	87:	39,1	1,2%:	-6,0%
774000 HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	15:	7,4	23:	7,9	53,3%:	6,8%
781000 LAC-TÉMISCAMINGUE, CS DU	11:	3,5	3:	2,0	-72,7%:	-42,9%
782000 ROUYN-NORANDA, CS DE	58:	27,0	58:	30,9	0,0%:	14,4%
783000 HARRICANA, CS	17:	7,9	23:	12,0	35,3%:	51,9%
784000 OR-ET-DES-BOIS, CS DE L'	55:	21,9	58:	23,3	5,5%:	6,4%
785000 LAC-ABITIBI, CS DU	16:	5,9	17:	7,7	6,3%:	30,5%
791000 ESTUAIRE, CS DE L'	36:	12,3	34:	13,0	-5,6%:	5,7%
792000 FER, CS DU	65:	32,6	68:	29,6	4,6%:	-9,2%
793000 MOYENNE-CÔTE-NORD, CS DE LA	2:	1,0	4:	1,0	100,0%:	0,0%
801000 BAIE-JAMES, CS DE LA	16:	3,5	11:	3,3	-31,3%:	-5,7%
811000 ÎLES, CS DES	17:	6,7	17:	5,6	0,0%:	-16,4%
812000 CHIC-CHOCs, CS DES	22:	8,6	17:	8,1	-22,7%:	-5,8%
813000 RENÉ-LÉVESQUE, CS	37:	13,2	30:	12,5	-18,9%:	-5,3%
821000 CÔTE-DU-SUD, CS DE LA	43:	18,3	51:	22,7	18,6%:	24,0%
822000 L'AMIANTE, CS DE	18:	5,4	22:	6,2	22,2%:	14,8%
823000 BEAUCE-ETCHEMIN, CS DE LA	167:	61,0	183:	66,1	9,6%:	8,4%
824000 NAVIGATEURS, CS DES	351:	155,3	379:	193,4	8,0%:	24,5%
831000 LAVAL, CS DE	700:	416,2	687:	374,8	-1,9%:	-9,9%
841000 AFFLUENTS, CS DES	526:	303,8	521:	279,6	-1,0%:	-8,0%
842000 SAMARES, CS DES	166:	64,5	160:	70,4	-3,6%:	9,1%
851000 SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES, CS DE LA	486:	261,7	479:	304,0	-1,4%:	16,2%
852000 RIVIÈRE-DU-NORD, CS DE LA	213:	114,2	209:	106,3	-1,9%:	-6,9%
853000 LAURENTIDES, CS DES	76:	34,4	78:	37,7	2,6%:	9,6%
854000 PIERRE-NEVEU, CS	47:	16,2	38:	15,9	-19,1%:	-1,9%
861000 SOREL-TRACY, CS DE	49:	20,9	53:	21,0	8,2%:	0,5%
862000 SAINT-HYACINTHE, CS DE	172:	84,0	169:	76,1	-1,7%:	-9,4%
863000 HAUTES-RIVIÈRES, CS DES	175:	81,3	174:	84,6	-0,6%:	4,1%
864000 MARIE-VICTORIN, CS	574:	334,0	594:	315,9	3,5%:	-5,4%
865000 PATRIOTES, CS DES	614:	355,4	608:	334,6	-1,0%:	-5,9%
866000 VAL-DES-CERFS, CS DU	136:	64,5	144:	57,9	5,9%:	-10,2%
867000 GRANDES-SEIGNEURIES, CS DES	346:	197,8	346:	192,2	0,0%:	-2,8%
868000 VALLÉE-DES-TISSERANDS, CS DE LA	66:	30,7	68:	33,7	3,0%:	9,8%
869000 TROIS-LACS, CS DES	191:	102,9	193:	99,3	1,0%:	-3,5%
871000 RIVERAINE, CS DE LA	41:	15,0	39:	14,8	-4,9%:	-1,3%
872000 BOIS-FRANCS, CS DES	86:	48,2	105:	56,3	22,1%:	16,8%
873000 CHÊNES, CS DES	126:	53,0	137:	56,5	8,7%:	6,6%
881000 CENTRAL QUÉBEC, CS	48:	15,6	51:	14,9	6,3%:	-4,5%
882000 EASTERN SHORES, CS	4:	1,5	7:	1,8	75,0%:	20,0%
883000 EASTERN TOWNSHIPS, CS	37:	11,7	35:	11,7	-5,4%:	0,0%
884000 RIVERSIDE, CS	166:	86,1	169:	79,5	1,8%:	-7,7%
885000 SIR-WILFRID-LAURIER, CS	101:	43,2	99:	39,6	-2,0%:	-8,3%
886000 WESTERN QUÉBEC, CS	64:	33,7	71:	30,6	10,9%:	-9,2%
887000 ENGLISH-MONTRÉAL, CS	206:	114,8	204:	116,3	-1,0%:	1,3%
888000 LESTER-B.-PEARSON, CS	334:	164,7	321:	156,2	-3,9%:	-5,2%
889000 NEW FRONTIERS, CS	25:	11,2	26:	10,4	4,0%:	-7,1%
Total	12 189:	6 659,4	12 125:	6 401,4	-0,5%:	-3,9%

1. ETP : équivalent à temps plein.

2. IND : individu.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Budgets prévus pour l'embauche de techniciens de travaux pratiques dans les laboratoires pour l'implantation du nouveau programme de sciences et technologies et de la voie de cheminement appliquée du renouveau pédagogique.

RÉPONSE

Le projet de règles budgétaires des commissions scolaires pour l'année scolaire 2007-2008 est présentement en consultation auprès des commissions scolaires. Un montant par élève de 21,00 \$ est prévu. Ce montant s'ajoutera à celui de 20,60 \$ versé en 2006-2007.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation des sommes accordées par les commissions scolaires pour le transport scolaire et des budgets qui leur sont consentis pour 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

Les montants de l'allocation, par commission scolaire, pour l'année scolaire 2006-2007, sont indiqués dans l'annexe 1, alors que les montants budgétés par les commissions scolaires sont indiqués dans l'annexe 2.

Pour l'année scolaire 2007-2008, les données ne sont pas disponibles présentement.

ANNÉE SCOLAIRE 2006-2007 — TRANSPORT SCOLAIRE

Codes	Commissions scolaires	Allocations \$
689	Littoral	514 917
711	Monts-et Marées	6 295 024
712	Phares	6 821 673
713	Fleuve-et-des-Lacs	5 253 175
714	Kamouraska-Rivière-du-Loup	5 987 322
721	Pays-des-Bleuets	6 409 932
722	Lac-Saint-Jean	4 896 509
723	Rives-du-Saguenay	7 407 597
724	De La Jonquière	5 371 351
731	Charlevoix	2 826 091
732	Capitale	8 940 661
733	Découvreurs	4 491 452
734	Premières-Seigneuries	12 278 873
735	Portneuf	4 662 177
741	Chemin-du-Roy	12 021 518
742	Énergie	8 936 415
751	Hauts-Cantons	7 019 649
752	Région-de-Sherbrooke	9 157 084
753	Sommets	5 795 746
759	Crie	N/D
761	Pointe-de-l'Île	6 311 715
762	Montréal	11 270 268
763	Marguerite-Bourgeoys	11 891 431
769	Kativik	N/D
771	Draveurs	7 647 044
772	Portages-de-l'Outaouais	6 173 277
773	Coeur-des-Vallées	4 593 304
774	Hauts-Bois-de-l'Outaouais	5 180 839
781	Lac-Témiscamingue	2 833 235
782	Rouyn-Noranda	3 529 601
783	Harricana	4 280 230
784	Or-et-des-Bois	3 598 837
785	Lac-Abitibi	4 147 684
791	Estuaire	4 740 857
792	Fer	2 533 383
793	Moyenne-Côte-Nord	503 323
801	Baie-James	1 117 977
811	Îles	1 354 094
812	Chic-Chocs	4 210 910
813	René-Lévesque	6 871 949
821	Côte-du Sud	8 057 574

Code	Commissions scolaires	Allocations \$
822	Appalaches	5 956 251
823	Beauce-Etchemin	12 749 931
824	Navigateurs	10 650 281
831	Laval	14 489 509
841	Affluents	15 924 608
842	Samares	18 601 337
851	Seigneurie-des-Mille-Îles	16 410 639
852	Rivière-du-Nord	11 781 119
853	Laurentides	8 293 681
854	Pierre-Neveu	4 139 007
861	Sorel-Tracy	3 751 982
862	Saint-Hyacinthe	6 936 766
863	Hautes-Rivières	9 356 294
864	Marie-Victorin	11 627 616
865	Patriotes	13 668 093
866	Val-des-Cerfs	9 303 137
867	Grandes-Seigneuries	10 805 397
868	Vallée-des-Tisserands	7 070 734
869	Trois-Lacs	7 897 685
871	Riveraine	5 633 994
872	Bois-Francis	7 496 554
873	Chênes	7 484 660
881	Central Québec	3 182 083
882	Eastern Shores	1 726 922
883	Eastern Townships	5 880 133
884	Riverside	7 722 256
885	Sir-Wilfrid-Laurier	10 574 393
886	Western Québec	6 402 995
887	English-Montréal	7 975 626
888	Lester-B.-Pearson	11 039 462
889	New Frontiers	3 461 139

**DÉPENSES DE TRANSPORT SCOLAIRE PRÉVUES
AU BUDGET 2006-2007**

Code	Commissions scolaires	Dépenses prévues \$
689000	Littoral, du	514 917
711000	Monts-et-Marées, des	6 536 984
712000	Phares, des	7 325 515
713000	Fleuve-et-des-Lacs, du	5 331 385
714000	Kamouraska-Rivière-du-Loup, de	6 223 346
721000	Pays-des-Bleuets, du	6 935 400
722000	Lac-Saint-Jean, du	5 262 350
723000	Rives-du-Saguenay, des	8 114 000
724000	De La Jonquière	6 101 443
731000	Charlevoix, de	3 039 591
732000	Capitale, de la	9 615 337
733000	Découvreurs, des	5 739 800
734000	Premières-Seigneuries, des	13 595 843
735000	Portneuf, de	4 871 830
741000	Chemin-du-Roy, du	13 128 504
742000	Énergie, de l'	10 100 900
751000	Hauts-Cantons, des	7 126 149
752000	Région-de-Sherbrooke, de la	9 551 601
753000	Sommets, des	5 795 746
761000	Pointe-de-l'Île, de la	6 484 055
762000	Montréal, de	11 262 069
763000	Marguerite-Bourgeoys	12 463 724
769000	Kativik	2 453 993
771000	Draveurs, des	7 862 581
772000	Portages-de-l'Outaouais, des	6 331 657
773000	Coeur-des-Vallées, au	4 742 500
774000	Hauts-Bois-de-l'Outaouais, des	5 176 378
781000	Lac-Témiscamingue, du	2 832 178
782000	Rouyn-Noranda, de	3 813 740
783000	Harricana	4 703 285
784000	Or-et-des-Bois, de l'	3 753 742
785000	Lac-Abitibi, du	4 469 782
791000	Estuaire, de l'	5 123 264
792000	Fer, du	2 696 018
793000	Moyenne-Côte-Nord, de la	550 000
801000	Baie-James, de la	1 118 061
811000	Îles, des	1 453 488
812000	Chic-Chocs, des	4 387 410
813000	René-Lévesque	6 971 033
821000	Côte-du-Sud, de la	8 816 442
822000	Appalaches, des	5 958 751
823000	Beauce-Etchemin, de la	12 766 562

Code	Commissions scolaires	Dépenses prévues \$
824000	Navigateurs, des	11 704 127
831000	Laval, de	15 759 913
841000	Affluents, des	17 037 136
842000	Samares, des	21 698 331
851000	Seigneurie-des-Mille-Îles, de la	16 849 852
852000	Rivière-du-Nord, de la	12 682 879
853000	Laurentides, des	8 717 519
854000	Pierre-Neveu	4 675 591
861000	Sorel-Tracy, de	3 741 178
862000	Saint-Hyacinthe, de	7 538 799
863000	Hautes-Rivières, des	9 356 773
864000	Marie-Victorin	11 677 476
865000	Patriotes, des	14 267 000
866000	Val-des-Cerfs, du	10 329 248
867000	Grandes-Seigneuries, des	11 239 128
868000	Vallée-des-Tisserands, de la	6 939 245
869000	Trois-Lacs, des	7 948 000
871000	Riveraine, de la	5 832 825
872000	Bois-Francis, des	7 815 943
873000	Chênes, des	7 652 712
881000	Central Québec	3 251 937
882000	Eastern Shores	1 809 400
883000	Eastern Townships	6 909 223
884000	Riverside	7 912 700
885000	Sir-Wilfrid-Laurier	11 151 567
886000	Western Québec	6 470 328
887000	English-Montréal	7 918 614
888000	Lester-B.-Pearson	11 212 888
889000	New Frontiers	3 503 222

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation des sommes versées par les commissions scolaires pour la surveillance sur l'heure du midi en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

Les données concernant les sommes versées par les commissions scolaires pour la surveillance sur l'heure du midi ne sont pas disponibles puisqu'elles ne sont différenciées ni aux états financiers des commissions scolaires ni à leurs prévisions budgétaires.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation, par commission scolaire, des montants versés en 2006-2007 pour le maintien des actifs et prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

L'allocation de chaque commission scolaire pour 2006-2007 paraît en annexe.

Pour 2007-2008, les règles budgétaires n'étant pas encore approuvées, l'allocation par commission scolaire n'est pas disponible.

**RÉPARTITION DES ENVELOPPES ALLOUÉES POUR L'AMÉLIORATION ET LA TRANSFORMATION
D'IMMEUBLES (AMT) ET POUR LE MAINTIEN DES BÂTIMENTS
PAR COMMISSION SCOLAIRE 2006-2007**

Commission scolaire		Maintien des actifs	Maintien des bâtiments	Total
711000	CS des Monts-et-Marées	912 120 \$	1 029 600 \$	1 941 720 \$
712000	CS des Phares	1 284 820 \$	1 526 400 \$	2 811 220 \$
713000	CS du Fleuve-et-des-Lacs	778 540 \$	1 079 983 \$	1 858 523 \$
714000	CS de Kamouraska—Rivière-du-Loup	1 189 799 \$	1 538 711 \$	2 728 510 \$
721000	CS du Pays-des-Bleuets	1 148 509 \$	1 604 934 \$	2 753 443 \$
722000	CS du Lac-Saint-Jean	952 268 \$	1 376 352 \$	2 328 620 \$
723000	CS des Rives-du-Saguenay	1 776 702 \$	2 017 286 \$	3 793 988 \$
724000	CS De La Jonquière	1 259 362 \$	1 800 000 \$	3 059 362 \$
731000	CS de Charlevoix	488 955 \$	602 078 \$	1 091 033 \$
732000	CS de la Capitale	3 124 890 \$	3 554 160 \$	6 679 050 \$
733000	CS des Découvreurs	1 477 785 \$	1 439 760 \$	2 917 545 \$
734000	CS des Premières-Seigneuries	2 765 228 \$	2 418 000 \$	5 183 228 \$
735000	CS de Portneuf	748 342 \$	777 600 \$	1 525 942 \$
741000	CS du Chemin-du-Roy	2 250 227 \$	2 380 224 \$	4 630 451 \$
742000	CS de l'Énergie	1 464 150 \$	1 521 600 \$	2 985 750 \$
751000	CS des Hauts-Cantons	869 909 \$	979 200 \$	1 849 109 \$
752000	CS de la Région-de-Sherbrooke	2 086 828 \$	2 948 160 \$	5 034 988 \$
753000	CS des Sommets	1 015 999 \$	1 101 600 \$	2 117 599 \$
761000	CS de la Pointe-de-l'Île	3 182 606 \$	3 705 120 \$	6 887 726 \$
762000	CS de Montréal	10 008 058 \$	12 878 400 \$	22 886 458 \$
763000	CS Marguerite-Bourgeoys	4 433 599 \$	5 648 698 \$	10 082 297 \$
771000	CS des Draveurs	2 000 982 \$	1 924 800 \$	3 925 782 \$
772000	CS des Portages-de-l'Outaouais	1 448 817 \$	1 532 232 \$	2 981 049 \$
773000	CS au Coeur-des-Vallées	760 167 \$	1 141 421 \$	1 901 588 \$
774000	CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	510 878 \$	746 007 \$	1 256 885 \$
781000	CS du Lac-Témiscamingue	419 371 \$	422 400 \$	841 771 \$
782000	CS de Rouyn-Noranda	889 781 \$	979 730 \$	1 869 511 \$
783000	CS Harricana	711 554 \$	847 536 \$	1 559 090 \$
784000	CS de l'Or-et-des-Bois	827 044 \$	1 272 045 \$	2 099 089 \$
785000	CS du Lac-Abitibi	506 916 \$	672 000 \$	1 178 916 \$
791000	CS de l'Estuaire	1 052 170 \$	1 262 196 \$	2 314 366 \$
792000	CS du Fer	781 031 \$	922 801 \$	1 703 832 \$
793000	CS de la Moyenne-Côte-Nord	136 786 \$	0 \$	136 786 \$
801000	CS de la Baie-James	407 496 \$	396 864 \$	804 360 \$
811000	CS des Îles	333 105 \$	768 000 \$	1 101 105 \$
812000	CS des Chic-Chocs	633 263 \$	750 801 \$	1 384 064 \$
813000	CS René-Lévesque	1 030 590 \$	1 386 442 \$	2 417 032 \$
821000	CS de la Côte-du-Sud	1 257 710 \$	1 331 254 \$	2 588 964 \$
822000	CS des Appalaches	755 876 \$	958 899 \$	1 714 775 \$
823000	CS de la Beauce-Etchemin	2 016 652 \$	2 256 000 \$	4 272 652 \$
824000	CS des Navigateurs	2 430 002 \$	2 690 520 \$	5 120 522 \$
831000	CS de Laval	4 061 315 \$	8 564 832 \$	12 626 147 \$
841000	CS des Affluents	3 677 646 \$	3 062 400 \$	6 740 046 \$

Commission scolaire		Maintien des actifs	Maintien des bâtiments	Total
842000	CS des Samares	2 548 031 \$	2 925 312 \$	5 473 343 \$
851000	CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles	3 851 116 \$	3 428 813 \$	7 279 929 \$
852000	CS de la Rivière-du-Nord	2 140 617 \$	1 616 398 \$	3 757 015 \$
853000	CS des Laurentides	945 950 \$	933 996 \$	1 879 946 \$
854000	CS Pierre-Neveu	715 895 \$	620 160 \$	1 336 055 \$
861000	CS de Sorel-Tracy	766 306 \$	1 066 368 \$	1 832 674 \$
862000	CS de Saint-Hyacinthe	1 397 353 \$	1 879 680 \$	3 277 033 \$
863000	CS des Hautes-Rivières	2 180 908 \$	2 277 120 \$	4 458 028 \$
864000	CS Marie-Victorin	3 684 003 \$	4 258 468 \$	7 942 471 \$
865000	CS des Patriotes	3 126 214 \$	3 945 844 \$	7 072 058 \$
866000	CS du Val-des-Cerfs	1 790 993 \$	2 139 360 \$	3 930 353 \$
867000	CS des Grandes-Seigneuries	2 275 214 \$	2 315 184 \$	4 590 398 \$
868000	CS de la Vallée-des-Tisserands	1 212 953 \$	1 457 424 \$	2 670 377 \$
869000	CS des Trois-Lacs	1 293 575 \$	2 059 200 \$	3 352 775 \$
871000	CS de la Rivéraine	645 053 \$	700 303 \$	1 345 356 \$
872000	CS des Bois-Francs	1 472 948 \$	2 075 243 \$	3 548 191 \$
873000	CS des Chênes	1 314 236 \$	1 464 288 \$	2 778 524 \$
881000	CS Central Québec	572 043 \$	804 382 \$	1 376 425 \$
882000	CS Eastern Shores	231 006 \$	249 535 \$	480 541 \$
883000	CS Eastern Townships	910 667 \$	1 257 120 \$	2 167 787 \$
884000	CS Riverside	1 059 334 \$	1 082 880 \$	2 142 214 \$
885000	CS Sir-Wilfrid-Laurier	1 315 129 \$	1 359 936 \$	2 675 065 \$
886000	CS Western Québec	911 223 \$	1 252 800 \$	2 164 023 \$
887000	CS English-Montréal	3 406 949 \$	3 623 239 \$	7 030 188 \$
888000	CS Lester-B.-Pearson	3 016 543 \$	3 273 600 \$	6 290 143 \$
889000	CS New Frontiers	597 182 \$	1 075 200 \$	1 672 382 \$
Total :		113 249 289 \$	134 958 899 \$	248 208 188 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Montant et ventilation détaillée de la subvention de fonctionnement versée à chacune des commissions scolaires en 2006-2007 ainsi que les subventions prévues pour 2007-2008.

RÉPONSE

Les données relatives à la subvention de fonctionnement accordée à chaque commission scolaire, pour l'année scolaire 2006-2007, correspondent à une prévision du Ministère. Pour l'année scolaire 2007-2008, les règles budgétaires n'étant pas approuvées, aucune prévision ne peut être fournie.

Code	Commission scolaire	Subvention totale
689000	Littoral, CS du	15 251 894 \$
711000	Monts-et-Marées, CS des	37 899 515 \$
712000	Phares, CS des	56 433 617 \$
713000	Fleuve-et-des-Lacs, CS du	31 600 709 \$
714000	Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	40 764 082 \$
721000	Pays-des-Bleuets, CS du	52 829 021 \$
722000	Lac-Saint-Jean, CS du	43 098 166 \$
723000	Rives-du-Saguenay, CS des	75 254 658 \$
724000	De La Jonquière, CS	50 062 298 \$
731000	Charlevoix, CS de	22 073 461 \$
732000	Capitale, CS de la	151 390 862 \$
733000	Découvreurs, CS des	71 007 677 \$
734000	Premières-Seigneuries, CS des	134 110 663 \$
735000	Portneuf, CS de	34 029 878 \$
741000	Chemin-du-Roy, CS du	99 002 650 \$
742000	Énergie, CS de l'	63 803 511 \$
751000	Hauts-Cantons, CS des	40 357 132 \$
752000	Région-de-Sherbrooke, CS de la	98 376 833 \$
753000	Sommets, CS des	47 242 379 \$
761000	Pointe-de-l'Île, CS de la	172 619 810 \$
762000	Montréal, CS de	511 674 227 \$
763000	Marguerite-Bourgeoys, CS	227 441 510 \$
771000	Draveurs, CS des	93 162 881 \$
772000	Portages-de-l'Outaouais, CS des	67 697 100 \$
773000	Coeur-des-Vallées, CS au	37 038 250 \$
774000	Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	23 578 020 \$
781000	Lac-Témiscamingue, CS du	18 767 635 \$
782000	Rouyn-Noranda, CS de	35 467 925 \$
783000	Harricana, CS	26 488 151 \$
784000	Or-et-des-Bois, CS de l'	37 223 930 \$
785000	Lac-Abitibi, CS du	23 157 976 \$
791000	Estuaire, CS de l'	38 114 486 \$
792000	Fer, CS du	34 518 715 \$
793000	Moyenne-Côte-Nord, CS de la	9 823 067 \$
800000	Comité gestion taxe scol, île Montréal	125 358 \$
801000	Baie-James, CS de la	21 456 177 \$
811000	Îles, CS des	13 351 693 \$
812000	Chic-Chocs, CS des	28 125 372 \$
813000	René-Lévesque, CS	40 676 064 \$
821000	Côte-du-Sud, CS de la	53 573 897 \$
822000	Appalaches, CS des	31 542 760 \$
823000	Beauce-Etchemin, CS de la	97 621 420 \$
824000	Navigateurs, CS des	110 639 191 \$
831000	Laval, CS de	212 666 526 \$
841000	Affluents, CS des	174 096 103 \$
842000	Samares, CS des	118 709 055 \$
851000	Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	185 831 639 \$
852000	Rivière-du-Nord, CS de la	116 740 453 \$
853000	Laurentides, CS des	46 829 967 \$
854000	Pierre-Neveu, CS	31 699 825 \$

Code	Commission scolaire	Subvention totale
861000	Sorel-Tracy, CS de	34 120 179 \$
862000	Saint-Hyacinthe, CS de	71 053 218 \$
863000	Hautes-Rivières, CS des	97 456 492 \$
864000	Marie-Victorin, CS	178 269 729 \$
865000	Patriotes, CS des	149 693 101 \$
866000	Val-des-Cerfs, CS du	82 011 938 \$
867000	Grandes-Seigneuries, CS des	112 869 960 \$
868000	Vallée-des-Tisserands, CS de la	52 579 109 \$
869000	Trois-Lacs, CS des	69 311 865 \$
871000	Riveraine, CS de la	33 139 085 \$
872000	Bois-Francs, CS des	66 944 386 \$
873000	Chênes, CS des	64 816 457 \$
881000	Central Québec, CS	28 021 807 \$
882000	Eastern Shores, CS	15 446 022 \$
883000	Eastern Townships, CS	34 784 240 \$
884000	Riverside, CS	52 892 657 \$
885000	Sir-Wilfrid-Laurier, CS	69 509 824 \$
886000	Western Québec, CS	42 288 958 \$
887000	English-Montréal, CS	159 485 609 \$
888000	Lester-B,-Pearson, CS	144 640 428 \$
889000	New Frontiers, CS	26 118 885 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Détail des modifications apportées, article par article, aux règles budgétaires 2006-2007 versus 2005-2006 et prévisions des règles budgétaires pour 2007-2008.

RÉPONSE

Les modifications introduites aux règles budgétaires 2006-2007 concernent les éléments suivants :

- prise en considération de l'augmentation du temps d'enseignement au primaire de 90 minutes par semaine (143,4 M\$). Ainsi, les montants par élève pour les services d'enseignement sont majorés et des ressources additionnelles sont injectées pour tenir compte des impacts de ce changement sur l'organisation des services des commissions scolaires;
- ajout de ressources (8 M\$) pour l'embauche de techniciens pour les laboratoires dans le cadre du nouveau programme de science et technologie au secondaire;
- application des nouvelles conventions collectives dont :
 - une majoration des enveloppes destinées à la masse salariale pour tenir compte des indexations du 1^{er} avril 2006 et du 1^{er} avril 2007;
 - une hausse des budgets de perfectionnement pour les enseignants et pour le personnel de soutien;
 - la mise en place d'une allocation supplémentaire afin d'aider les enseignants avec des groupes de plus d'une année d'études (classes multiprogrammes);
 - l'ajout d'une allocation (50 M\$) pour l'aide aux élèves à risque ou aux élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage.
- intégration aux paramètres d'allocation du nouveau régime québécois d'assurance parentale;
- ajout d'une allocation pour aider le financement de la reconnaissance des acquis extrascolaires en formation générale des adultes;
- prise en considération de la semaine de relâche dans le financement des services de garde en milieu scolaire;
- prise en considération des revenus additionnels de taxe scolaire perçus en cours d'année comme des revenus tenant lieu de subventions;
- application des correctifs liés aux derniers accords salariaux dans le dossier de l'équité;
- prise en considération de la dernière phase de l'entente intervenue relativement à l'augmentation du temps de présence des enseignants;
- indexation des autres coûts de fonctionnement (2,3 p. 100);
- indexation du produit maximal de la taxe scolaire de 3,15 p. 100;
- poursuite de l'implantation progressive de la nouvelle méthode de répartition des ressources à la formation générale des adultes. Cette méthode prévoit un rajeunissement de l'effectif scolaire financé en fonction de l'effectif scolaire inscrit.

Pour l'année scolaire 2007-2008, les règles budgétaires n'étant pas approuvées, aucune prévision ne peut être fournie.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

État des surplus et déficits, par commission scolaire, au 30 juin 2006 et prévisions pour le 30 juin 2007.

RÉPONSE

La liste jointe en annexe présente, pour chaque commission scolaire, le montant du surplus ou du déficit accumulé au 30 juin 2006.

Code	Commission scolaire	Résultat accumulé au 30 juin 2006 Rapport financier analysé - \$
689000	Littoral	956 345
711000	Monts-et-Marées	2 308 583
712000	Phares	2 698 591
713000	Fleuve-et-des-Lacs	2 908 268
714000	Kamouraska—Rivière-du-Loup	3 171 010
721000	Pays-des-Bleuets	9 089 412
722000	Lac-Saint-Jean	1 893 095
723000	Rives-du-Saguenay	4 565 218
724000	Jonquière	1 643 260
731000	Charlevoix	1 856 965
732000	Capitale	8 644 017
733000	Découvreurs	2 756 111
734000	Premières-Seigneuries	4 938 505
735000	Portneuf	2 114 639
741000	Chemin-du-Roy	5 620 196
742000	Énergie	4 730 347
751000	Hauts-Cantons	718 361
752000	Région-de-Sherbrooke	6 601 106
753000	Sommets	4 462 340
759000	Crie	6 193 776
761000	Pointe-de-l'Île	14 791 846
762000	Montréal	16 321 474
763000	Marguerite-Bourgeoys	10 403 820
769000	Kativik	(2 423 327)
771000	Draveurs	(1 899 247)
772000	Portages-de-l'Outaouais	4 341 748
773000	Coeur-des-Vallées	508 805
774000	Hauts-Bois-de-l'Outaouais	1 008 128
781000	Lac-Témiscamingue	(415 370)
782000	Rouyn-Noranda	2 333 340
783000	Harricana	1 190 243
784000	Or-et-des-Bois	2 064 041
785000	Lac-Abitibi	1 539 594
791000	Estuaire	(405 174)
792000	Fer	7 383 408
793000	Moyenne-Côte-Nord	1 499 965
800000	Comité gestion taxe scolaire l'île Montréal	10 118 914
801000	Baie-James	3 144 351

Code	Commission scolaire	Résultat accumulé au 30 juin 2006 Rapport financier analysé - \$
811000	Îles	3 324 955
812000	Chic-Chocs	2 090 757
813000	René-Lévesque	3 250 274
821000	Côte-du-Sud	4 872 113
822000	Appalaches	1 047 602
823000	Beauce-Etchemin	14 108 770
824000	Navigateurs	10 662 569
831000	Laval	8 193 239
841000	Affluents	11 532 594
842000	Samares	8 018 640
851000	Seigneurie-des-Mille-Îles	15 978 620
852000	Rivière-du-Nord	8 604 590
853000	Laurentides	(284 173)
854000	Pierre-Neveu	1 918 119
861000	Sorel-Tracy	1 289 667
862000	Saint-Hyacinthe	2 034 952
863000	Hautes-Rivières	4 324 055
864000	Marie-Victorin	12 008 103
865000	Patriotes	6 209 570
866000	Val-des-Cerfs	5 115 979
867000	Grandes-Seigneuries	6 400 575
868000	Vallée-des-Tisserands	1 888 405
869000	Trois-Lacs	4 103 054
871000	Riveraine	1 988 583
872000	Bois-Francis	5 968 667
873000	Chênes	2 986 605
881000	Central Québec	24 554
882000	Eastern Shores	1 828 263
883000	Eastern Townships	(3 766 041)
884000	Riverside	659 155
885000	Sir-Wilfrid-Laurier	1 336 410
886000	Western Québec	447 341
887000	English-Montréal	5 867 715
888000	Lester-B.-Pearson	6 127 789
889000	New Frontiers	113 187

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie du plan d'action du Ministère sur la réussite éducative et la prévention de l'abandon des études pour 2006-2007 et 2007-2008 : ventilation ainsi que description et budget pour chaque mesure appliquée en 2006-2007. Prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

Pour l'année scolaire 2006-2007, l'annexe 1 décrit les mesures d'allocations supplémentaires liées au plan d'action sur la réussite éducative.

La ventilation des budgets pour chaque volet en 2006-2007 est présentée à l'annexe 2. Certaines mesures ont été intégrées à l'allocation de base des commissions scolaires et ne sont plus disponibles de façon distincte depuis 2002-2003.

En ce qui a trait à l'année scolaire 2007-2008, les règles budgétaires ne sont pas encore approuvées.

ALLOCATION DE BASE POUR LES ACTIVITÉS ÉDUCATIVES DES JEUNES

MATERNELLE 4 ANS EN MILIEUX DÉFAVORISÉS

Description

Cette mesure finance des services éducatifs aux enfants de 4 ans dans les milieux défavorisés hors de l'île de Montréal ainsi que ceux dans les écoles cibles de l'île de Montréal.

Normes d'allocation

Pour les services éducatifs aux enfants de 4 ans dans les milieux défavorisés, un montant de :

- 2 146 \$ est accordé pour chaque élève ordinaire inscrit à la maternelle 4 ans à demi-temps au 30 septembre 2006;
- 1 031 \$ est accordé pour chaque élève inscrit à des activités « Passe-Partout » au 30 septembre 2006.

ÉCOLE MONTRÉLAISE ET LUTTE À LA PAUVRETÉ (MESURE 30040)

Description

Cette mesure vise à soutenir financièrement certaines catégories d'interventions dans les écoles primaires accueillant des élèves qui proviennent des milieux les plus défavorisés de l'île de Montréal. Son objectif est de favoriser la réussite personnelle et la réussite des apprentissages de ces élèves, tout en tenant compte de leurs besoins et de leurs caractéristiques et en contribuant à la mise en place d'une communauté éducative engagée. Elle vise également à accroître l'aide alimentaire versée pour les écoles défavorisées sur le plan socio-économique en apportant un soutien alimentaire aux élèves du secondaire fréquentant les écoles comptant parmi les 20 p. 100 des plus défavorisées.

Normes d'allocation

Pour le soutien à l'école montréalaise, les ressources sont allouées à la suite d'une concertation des représentants du Ministère et des cinq commissions scolaires de l'île de Montréal qui définissent les orientations du programme et les services collectifs offerts aux écoles, et ce, en fonction des ressources financières disponibles.

Pour l'aide alimentaire, les ressources allouées en 2006-2007 correspondent à celles de 2005-2006 indexées.

AGIR AUTREMENT (MESURE 30060)

Description

Cette mesure vise à financer une stratégie d'intervention pour la réussite des élèves dans les écoles secondaires des milieux défavorisés. Elle est complémentaire aux actions déjà menées pour rénover la qualité du système d'éducation. Elle s'adresse aux écoles secondaires présentant une forte proportion d'élèves provenant de milieux défavorisés. Elle se veut un important levier pour assurer la réussite du plus grand nombre.

Normes d'allocation

Elles correspondent aux ressources consenties pour l'année scolaire 2005-2006 indexées. Au terme de cette mesure quinquennale, c'est-à-dire au 30 juin 2007, le Ministère s'assurera que les sommes allouées, pour l'ensemble de la période, auront été utilisées aux fins prévues.

SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT PÉDAGOGIQUE (mesure 30100)

Description

Cette mesure contribue au développement pédagogique dans certains secteurs d'activité par :

- le soutien aux élèves de 3^e et 4^e secondaire connaissant un taux d'absentéisme élevé et obtenant des résultats scolaires moyens ou faibles, afin de contrer l'abandon scolaire au moyen d'une voie nouvelle offerte à ces élèves (voie technologique), en offrant au personnel enseignant un encadrement pédagogique personnalisé et une démarche de formation axée sur l'intégration de l'enseignement de trois matières : la langue maternelle, les sciences générales et la mathématique dans un projet éducatif centré sur la technologie (30102).

Normes d'allocation

Pour la voie technologique, l'allocation est établie en fonction de la prévision des coûts à payer par la commission scolaire pour les projets retenus par le Ministère pour l'année scolaire 2006-2007 et en tenant compte des ressources financières disponibles.

VENTILATION DU BUDGET POUR LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

Mesures	Année scolaire 2006-2007
Allocation de base pour les enfants de 4 ans en milieux défavorisés	19 664 013 \$
École montréalaise et lutte à la pauvreté (30040)	17 200 000 \$
Voie technologique (30102)	3 123 847 \$
Agir autrement (30060)	27 434 058 \$
Total	67 421 918 \$

Mesures liées à la réussite éducative et intégrées à l'allocation de base des commissions scolaires depuis 2002-2003 :

- cours spéciaux;
- cours à domicile;
- maintien des décrocheurs à l'école, projets d'écoles et lait-école;
- intervention en milieux défavorisés de l'île de Montréal.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Enveloppe accordée en 2006-2007 au programme *Agir autrement*. Détail et ventilation complète des projets financés. Prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

Une enveloppe de 27,1 M\$ a été consentie en 2006-2007 pour la stratégie d'intervention en milieu défavorisé *Agir autrement* (SIAA).

Cinquante-cinq commissions scolaires ont reçu ces allocations. **La liste des 55 commissions scolaires réparties par direction régionale et des sommes qui leur ont été allouées pour 2006-2007 se trouve à l'annexe 1.** Les commissions scolaires reçoivent les allocations et répartissent les sommes prévues entre les écoles secondaires identifiées par le Ministère. Cette manière de procéder est définie par l'article 275 de la Loi sur l'instruction publique. **La liste des 189 écoles secondaires ciblées par la stratégie, réparties par commission scolaire, se trouve à l'annexe 2.**

Pour l'année scolaire 2007-2008, le coût des ressources affectées à cette stratégie n'est pas encore disponible, car les règles budgétaires ne sont pas encore approuvées. Selon les investissements prévus, le montant global de 27,1 M\$ serait reconduit.

**LISTE DES COMMISSIONS SCOLAIRES, PAR DIRECTION RÉGIONALE ET EN
FONCTION DES SERVICES À LA COMMUNAUTÉ ANGLOPHONE, ET
ALLOCATIONS CONSENTIES EN 2006-2007 POUR LA STRATÉGIE
D'INTERVENTION *AGIR AUTREMENT***

DR	Direction régionale	Code et nom de la commission scolaire	Allocation 2006-2007
01	Bas-Saint-Laurent et Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	711000 Monts-et-Marées, CS des	564 041 \$
		712000 Phares, CS des	146 736 \$
		713000 Fleuve-et-des-Lacs, CS du	463 862 \$
		714000 Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	82 268 \$
		812000 Chic-Chocs, CS des	440 937 \$
		813000 René-Lévesque, CS	589 788 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	721000 Pays-des-Bleuets CS	799 397 \$
		722000 Lac-Saint-Jean, CS du	356 885 \$
		723000 Rives-du-Saguenay, CS des	92 226 \$
		724000 De La Jonquière, CS	141 486 \$
03	Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	731000 Charlevoix, CS de	257 680 \$
		732000 Capitale, CS de la	783 051 \$
		821000 Côte-du-Sud, CS de la	536 632 \$
		822000 Appalaches, CS des	120 156 \$
		823000 Beauce-Etchemin, CS de la	911 438 \$
04	Mauricie	741000 Chemin-du-Roy, CS du	207 762 \$
		742000 Énergie, CS de l'	671 666 \$
		872000 Bois-Francs, CS des	63 961 \$
		873000 Chênes, CS des	109 757 \$
05	Estrie	751000 Hauts-Cantons, CS des	420 199 \$
		752000 Région-de-Sherbrooke, CS de la	85 275 \$
		753000 Sommets, CS des	499 801 \$
06.1	Laval, Laurentides et Lanaudière	842000 Samares, CS des	1 068 980 \$
		852000 Rivière-du-Nord, CS de la	531 807 \$
		853000 Laurentides, CS des	153 499 \$
		854000 Pierre-Neveu, CS	707 556 \$
06.2	Montérégie	861000 Sorel-Tracy, CS de	165 616 \$
		862000 Saint-Hyacinthe, CS de	333 031 \$
		864000 Marie-Victorin, CS	516 943 \$
		865000 Patriotes, CS des	122 719 \$
		866000 Val-des-Cerfs, CS du	287 613 \$
		867000 Grandes-Seigneuries, CS des	143 461 \$
		868000 Vallée-des-Tisserands, CS de la	224 759 \$
06.3	Montréal	761000 Pointe-de-l'Île, CS de la	1 641 462 \$
		762000 Montréal, CS de	7 194 560 \$
		763000 Marguerite-Bourgeoys, CS	809 578 \$
07	Outaouais	772000 Portages-de-l'Outaouais, CS des	142 047 \$
		773000 Coeur-des-Vallées, CS au	99 630 \$
		774000 Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	469 277 \$
		781000 Lac-Témiscamingue, CS du	121 743 \$
08	Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	783000 Harricana, CS	464 743 \$
		784000 Or-et-des-Bois, CS de l'	578 796 \$
		785000 Lac-Abitibi, CS du	573 653 \$
		801000 Baie-James, CS de la	41 447 \$
		791000 Estuaire, CS de l'	328 738 \$
09	Côte-Nord	792000 Fer, CS du	322 386 \$
		793000 Moyenne-Côte-Nord, CS de la	137 493 \$
		Secteur anglophone	
		881000 Central Québec, CS	26 240 \$
		882000 Eastern Shores, CS	37 196 \$
		883000 Eastern Townships, CS	81 165 \$
		885000 Sir-Wilfrid-Laurier, CS	127 159 \$
		886000 Western Québec, CS	177 227 \$
		887000 English-Montréal, CS	900 503 \$
		888000 Lester-B.-Pearson, CS	47 401 \$
		889000 New Frontiers, CS	190 676 \$
			27 114 110 \$

**LISTE DES COMMISSIONS SCOLAIRES ET DES ÉCOLES CIBLÉES POUR
L'ANNÉE 2006-2007 PAR LA STRATÉGIE D'INTERVENTION *AGIR AUTREMENT***

DIRECTION RÉGIONALE	COMMISSION SCOLAIRE	ÉCOLE
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie-Îles-de-la- Madeleine	Monts-et-Marées, CS des	POLYVALENTE ARMAND-SAINT-ONGE
		POLYVALENTE FORIMONT
		ÉCOLE MGR-BELZILE
		POLYVALENTE DE SAYABEC
		ÉCOLE LE MARINIER
		ÉCOLE SAINTE-FÉLICITE
		POLYVALENTE DE MATANE
	Phares, CS des	ÉCOLE MARIE-GUYART
		ÉCOLE L'ECHO-DES-MONTAGNES
		ÉCOLE POLYVALENTE LE MISTRAL
		ÉCOLE BOIJOLI
	Fleuve-et-des-Lacs, CS du	ÉCOLE DES HAUTS-PLATEAUX
		ÉCOLE SEC. VALLEE-DES-LACS
		ÉCOLE POLYVALENTE DEGELIS
		ÉCOLE POLYVALENTE DE CABANO
	Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	ÉCOLE DU TRANSCONTINENTAL
		EC. MOISSON-D'ARTS/CHANTERELLE
		EC. VIEUX-MOULIN, N.D-SOUIRE
	Chic-Chocs, CS des	ÉCOLE SEC. CHANOINE-BEAUDET
		ÉCOLE DE L'ESCABELLE
		ÉCOLE GABRIEL-LE COURTOIS
		ÉCOLE SAINT-MAXIME
		ÉCOLE DES PROSPECTEURS
Saguenay- Lac-Saint-Jean	René-Lévesque, CS	ÉCOLE ESDRAS-MINVILLE
		ÉCOLE ANTOINE-ROY
		ÉCOLE DU LITTORAL
		ÉCOLE POLYVALENTE MGR SEVIGNY
	Pays-des-Bleuets, CS du	ÉCOLE POLYVALENTE DE PASPEBIAC
		ÉCOLE DES DEUX-RIVIÈRES
		ÉCOLE CITE ÉTUDIANTE
		POLYVALENTE DE NORMANDIN
	Lac-Saint-Jean, CS du	POLYVALENTE JEAN-DOLBEAU
		ÉCOLE SECONDAIRE DES CHUTES
		PAVILLON WILBROD-DUFOUR
Capitale-Nationale et Chaudière- Appalaches	Rives-du-Saguenay, CS des	ÉCOLE JEAN-GAUTHIER
		POLYVALENTE FRECHETTE
	De La Jonquière, CS	ÉCOLE BON-PASTEUR
		ÉCOLE POLYVALENTE JONQUIÈRE
	Charlevoix, CS de	ÉCOLE SECONDAIRE DU PLATEAU
		ÉCOLE DE LA ROSE-DES-VENTS
	Capitale, CS de la	ÉCOLE BOUDREAU
		ÉCOLE CARDINAL-ROY
		ÉCOLE JEAN-DE-BREBEUF
		ÉCOLE JOSEPH-FRANÇOIS-PERRAULT
		ÉCOLE NOTRE-DAME-DE-ROC-AMADOU
		ÉCOLE SECONDAIRE VANIER

DIRECTION RÉGIONALE	COMMISSION SCOLAIRE	ÉCOLE
	Côte-du-Sud, CS de la	ÉCOLE SECONDAIRE DE SAINT-ANSELME ÉCOLE SECONDAIRE DE SAINT-DAMIEN ÉCOLE SECONDAIRE DE SAINT-PAUL ÉCOLE SECONDAIRE DE LA RENCONTRE
	Appalaches, CS deS	POLYVALENTE DE DISRAELI
	Beauce-Etchemin, CS de la	POLYVALENTE DES ABENAKIS POLYVALENTE DES APPALACHES ÉCOLE SEC. N.-D.-DE-LA-TRINITE ÉCOLE DE LA HAUTE-BEAUCE POLYVALENTE BELANGER
Mauricie	Chemin-du-Roy, CS du	ÉCOLE DE LA TERRIERE ÉCOLE L'ESCALE
	Énergie, CS de l'	EC. SACRE-COEUR-STE-ELISABETH ÉCOLE SECONDAIRE VAL-AURICIE ÉCOLE SECONDAIRE DES CHUTES ÉCOLE SECONDAIRE PAUL-LE JEUNE ÉCOLE SECONDAIRE DU ROCHER ÉCOLE SECONDAIRE CHAMPAGNAT
	Bois-Francis, CS des	ÉCOLE J.-P.-H.-MASSICOTTE ÉCOLE SAINTE-ANNE
	Chênes, CS des	ÉCOLE LA POUDRIERE
Estrie	Hauts-Cantons, CS des	POLYVALENTE MONTIGNAC POLYVALENTE LOUIS-ST-LAURENT
	Région-de-Sherbrooke, CS de la	ÉCOLE DU PHARE
	Sommets, CS des	ÉCOLE SECONDAIRE DE L'ESCALE ÉCOLE SECONDAIRE DE LA RUCHE
Laval, Laurentides et Lanaudière	Samars, CS des	ÉCOLE SEC. DU HAVRE-JEUNESSE ÉCOLE SEC. DE L'ACHIGAN ÉCOLE DE L'ESPACE JEUNESSE ÉCOLE SECONDAIRE DES MONTAGNES ÉCOLE SECONDAIRE BERMON ÉCOLE SECONDAIRE DES CHUTES
	Rivière-du-Nord, CS de la	ÉCOLE SEC. SAINT-STANISLAS ÉCOLE SECONDAIRE CAP-JEUNESSE ÉCOLE POLYVALENTE LAVIGNE
	Laurentides, CS des	ÉCOLE POLYVALENTE CURE-MERCURE ÉCOLE SACRE-COEUR
	Pierre-Neveu, CS	ÉCOLE POLYVALENTE SAINT-JOSEPH ÉCOLE DU MEANDRE
Montérégie	Sorel-Tracy, CS de	ÉCOLE SEC. FERNAND-LEFEBVRE
	Saint-Hyacinthe, CS de	POLYVALENTE ROBERT-OUIMET
	Marie-Victorin, CS	ÉCOLE JACQUES-OUELLETTE ÉCOLE GERARD-FILION
	Patriotes, CS des	ÉCOLE SEC. FRANCOIS-WILLIAMS
	Val-des-Cerfs, CS du	ÉCOLE L'ENVOLEE ÉCOLE WILFRID-LEGER ÉCOLE JEAN-JACQUES-BERTRAND

DIRECTION RÉGIONALE	COMMISSION SCOLAIRE	ÉCOLE
	Grandes-Seigneuries, CS des	ÉCOLE SECONDAIRE LOUIS-CYR
	Vallée-des-Tisserands, CS de la	ÉCOLE MONTPETIT - SAINT-JOSEPH ÉCOLE EDGAR-HEBERT EC. DE LA BAIE-SAINT-FRANCOIS
Montréal	Pointe-de-l'Île, CS de la	ÉCOLE LE TOURNESOL EC. SEC. ANTOINE-DE-ST-EXUPERY ÉCOLE LA RELANCE ÉCOLE AMOS ÉCOLE SEC. CALIXA-LAVALLEE ÉCOLE SEC. HENRI-BOURASSA
	Montréal, CS de	ÉCOLE FACE ÉCOLE ROSALIE-JETTE ÉCOLE IRENEE-LUSSIER ÉCOLE ACCES EST ÉCOLE HENRI-JULIEN ÉCOLE ESPACE-JEUNESSE ÉCOLE LOUISE-TRICHET ACADEMIE DUNTON ÉCOLE LOUIS-RIEL ÉCOLE EDOUARD-MONTPETIT ÉCOLE LE TREMPLIN EC. MARGUERITE-DE LAJEMMERAIS ÉCOLE CHOMEDEY-DE-MAISONNEUVE ÉCOLE EULALIE-DUROCHER EC. JOSEPH-FRANCOIS-PERRAULT ÉCOLE LOUIS-JOSEPH-PAPINEAU ÉCOLE PIERRE-DUPUY ÉCOLE JEANNE-MANCE ACADEMIE DE ROBERVAL ÉCOLE PERE-MARQUETTE ÉCOLE GEORGES-VANIER ÉCOLE SAINT-LOUIS ÉCOLE MARIE-ANNE ÉCOLE LUCIEN-PAGE ÉCOLE EVANGELINE ÉCOLE LA DAUVERSIERE ÉCOLE SAINT-HENRI ÉCOLE HONORE-MERCIER ÉCOLE LA VOIE
	Marguerite-Bourgeoys, CS	ÉCOLE MONT-ROYAL ÉCOLE SECONDAIRE DALBE-VIAU ÉCOLE SECONDAIRE MGR-RICHARD ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-LAURENT
Outaouais	Portages-de-l'Outaouais, CS des	ÉCOLE SECONDAIRE DE L'ILE
	Coeur-des-Vallées, CS au	ÉCOLE PROVIDENCE / J.M. ROBERT ÉCOLE LOUIS-JOSEPH-PAPINEAU
	Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	ÉCOLE SIEUR-DE-COULONGE ÉCOLE COEUR-DE-LA-GATINEAU ÉCOLE DE LA HAUTE-GATINEAU
Abitibi-	Lac-Témiscamingue, CS du	ÉCOLE RIVIERE-DES-QUINZE

DIRECTION RÉGIONALE	COMMISSION SCOLAIRE	ÉCOLE
Témiscamingue et Nord-du-Québec	Harricana, CS	ÉCOLE DU CARREFOUR
		ÉCOLE POLYVALENTE DE LA FORET
		ÉCOLE SECONDAIRE NATAGAN
		ÉCOLE SECONDAIRE LA CALYPSO
	Or-et-des-Bois, CS de l'	ÉCOLE SECONDAIRE LE TRANSIT
		ÉCOLE SECONDAIRE LA CONCORDE
		ÉCOLE SECONDAIRE LE TREMLIN
		POLYVALENTE LE CARREFOUR
	Lac-Abitibi, CS du	ÉCOLE DAGENAI
		CITE ETUDIANTE POLYNO
		ÉCOLE DU ROYAL-ROUSSILLON
		ÉCOLE ABANA
	Baie-James, CS de la	ÉCOLE LE FILON
Côte-Nord	Estuaire, CS de l'	ÉCOLE N. D. DU SACRE-COEUR
		POLYVALENTE DES RIVIERES
	Fer, CS du	ÉCOLE POLYVALENTE DES BERGES
		ÉCOLE JEAN-DU-NORD
	Moyenne-Côte-Nord, CS de la	CENTRE EDUCATIF L'ABRI
		ÉCOLE MONSEIGNEUR-LABRIE
Secteur anglophone	Central Québec, CS	ÉCOLE ROGER-MARTINEAU
	Eastern Shores, CS	ÉCOLE SECONDAIRE DE SHAWINIGAN
		ÉCOLE SECONDAIRE DE LA TUQUE
		NEW CARLISLE HIGH
		POLYVALENTE DE BONAVENTURE
	Eastern Townships, CS	ÉCOLE ESCUMINAC INTERMEDIATE
		ÉCOLE SECONDAIRE DE RICHMOND
	Sir-Wilfrid-Laurier, CS	ÉCOLE SECONDAIRE DE RICHMOND
		RAWDON MIDDLE SCHOOL
		JOLIETTE HIGH SCHOOL
		LAURENTIAN REG. HIGH SCHOOL
	Western Québec, CS	STE-AGATHE ACADEMY
		ÉCOLE SEC. PROTESTANTE PONTIAC
		ÉCOLE GOLDEN VALLEY
		ÉCOLE SECONDAIRE SAINT-MICHAEL
	English-Montréal, CS	ÉCOLE MANIWAKI WOODLAND
		JAMES LYNG HIGH SCHOOL
		JOHN F. KENNEDY SCHOOL
		LAURENHILL ACADEMY
	Lester-B.-Pearson, CS	LESTER B. PEARSON HIGH SCHOOL
		ROSEMOUNT HIGH SCHOOL
		VINCENT MASSEY COLLEGIATE
		JOHN GRANT HIGH SCHOOL
New Frontiers, CS		PROGRAMME MILE END HIGH SCHOOL
		ÉCOLE SECONDAIRE VENTURE
		VEZINA HIGH SCHOOL
		BEURLING ACADEMY
		EC. SEC. CHATEAUGUAY VALLEY

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Documents d'analyse (évaluation, bilan d'étape, état de situation) relativement à la mise en œuvre du programme *Agir autrement* depuis sa création.

RÉPONSE

La stratégie d'intervention *Agir autrement*, prévue pour cinq années (2002-2003 à 2006-2007), arrive bientôt à la fin de sa cinquième année (2006-2007). Depuis son lancement en 2002, elle a fait l'objet d'un suivi serré et continu grâce à des mécanismes d'évaluation et de pilotage national. Dès la première année (2002-2003), une équipe d'évaluation, coordonnée par un chercheur de l'Université de Montréal, a été mise en place pour suivre à la fois les processus de mise en œuvre et les effets sur les élèves. Au Ministère, la Coordination des interventions en milieu défavorisé (CIMD) a coordonné les opérations avec la Direction générale des régions et a soutenu les travaux d'évaluation. Tout au cours de l'implantation, le Comité national de pilotage a systématiquement identifié les progrès réalisés, les conditions qui les ont facilités, observé les entraves, repéré les défis et il a retourné les résultats aux commissions scolaires et aux écoles pour qu'elles ajustent leurs interventions en cours de processus.

À la suite des recommandations du Comité national de pilotage de la stratégie d'intervention *Agir autrement*, le Ministère a convenu de prolonger la stratégie pendant une autre année (2007-2008), afin de permettre aux commissions scolaires et aux écoles secondaires concernées de poursuivre dans la continuité le processus de changement amorcé et d'obtenir les données d'évaluation sur une cohorte complète d'élèves.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste détaillée des mesures utilisées et prévues contre la violence, le taxage et l'intimidation. Copie du plan d'action ministériel à cet effet.

RÉPONSE

Les mesures ayant trait à la sécurité des élèves et à la prévention de la violence sont sous la responsabilité des commissions scolaires et des écoles qui déterminent les mesures appropriées à partir des caractéristiques de leur milieu.

Depuis plus de 10 ans, le Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) a mis en place, dans chaque région, des ressources de soutien et d'expertise pour les élèves qui présentent des troubles du comportement. En 2006-2007 l'investissement du MELS à cet effet est d'environ 1,12 M\$.

Le MELS participe à diverses tables de concertation interministérielle relatives à la prévention de la violence et apporte un soutien à la tenue d'événements permettant aux intervenants scolaires de s'informer ou de se former sur les questions de prévention, entre autres sur la violence à l'école.

En décembre 2003, le MELS a soutenu financièrement le démarrage du réseau canadien pour la prévention de la violence à l'école, dont le siège social est à l'Université Laval. Ce réseau fonctionne de façon autonome.

En novembre 2006, le MELS s'est assuré qu'il y ait dans la programmation du colloque sur les services éducatifs complémentaires, la présentation d'ateliers portant notamment sur différents projets élaborés par le milieu scolaire pour prévenir et contrer la violence à l'école. Trois ateliers ont ainsi été offerts.

Le MELS participe aux travaux de la Table provinciale de concertation sur la violence, les jeunes et le milieu scolaire qui a pour mandat de soutenir le milieu scolaire dans la prévention et la lutte contre la violence et collabore au suivi de l'implantation de l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, de mauvais traitements physiques ou d'une absence de soins menaçant leur santé physique.

Le MELS collabore aussi aux travaux des comités interministériels qui œuvrent à la conception d'initiatives ou de plans d'action gouvernementaux, relativement à la lutte contre les gangs de rue et à la criminalité au Québec, la lutte contre l'homophobie, et à ceux du comité sur la prévention de la violence conjugale, familiale et sexuelle et la prévention des agressions sexuelles.

Le MELS élabore en ce moment un plan d'action visant à accompagner le réseau scolaire dans sa responsabilité de prévenir et contrer la violence. Ce plan prévoit principalement une analyse de situation sur la violence perçue et subie dans les écoles primaires et secondaires du Québec ainsi que des sessions régionales de formation et d'accompagnement favorisant la mise en place de stratégies pour prévenir et éliminer la violence dans les milieux.

Depuis 2004-2005, le MELS verse aux commissions scolaires une somme récurrente de 20 M\$ pour l'ajout de ressources professionnelles dans les services complémentaires qui, entre autres, peuvent réaliser des activités de prévention et d'intervention relatives à la violence à l'école.

L'entente de principe, ratifiée en décembre 2005 dans le contexte du renouvellement de la convention collective du personnel enseignant, prévoit un ajout de 90 M\$ additionnels sur 3 ans, pour l'embauche d'enseignants-orthopédagogues, d'enseignants-ressources et des ressources professionnelles et de soutien. Un ajout de 10 M\$ a aussi été consenti pour aider les enseignants affectés à des classes multiprogrammes et pour augmenter le budget de perfectionnement du personnel enseignant. Ces mesures, totalisant 100 M\$, visent à soutenir l'intervention auprès des élèves à risque et des élèves en difficulté sur le plan des apprentissages ou du comportement.

Le MELS participe aux travaux de la Table nationale de lutte à l'homophobie. Au regard de cette collaboration, le 17 mai 2007, lors de la Journée internationale contre l'homophobie qui, cette année, était consacrée au thème de l'éducation, la ministre a transmis aux présidentes et présidents des commissions scolaires une lettre cosignée par la Fédération des commissions scolaires du Québec et l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec, pour faire connaître la préoccupation du Ministère et de ses partenaires à l'égard de cette problématique.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de tous les documents relatifs au décrochage scolaire et à la réussite éducative des garçons pour 2007-2008.

RÉPONSE**Le décrochage**

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec se préoccupe du phénomène du décrochage scolaire depuis plusieurs années. En mars 2003, il a publié le bulletin statistique de l'éducation (numéro 25), *Abandon scolaire et décrochage : les concepts*, qui en explique les différents aspects et concepts. Il convient de noter que le taux de décrochage mesure, à un âge donné, la proportion de la population qui n'est ni diplômée du secondaire, ni inscrite à l'école.

Il publie aussi, chaque année, dans les *Indicateurs de l'Éducation*, une fiche synthèse intitulée *Le décrochage scolaire au secondaire*, qui définit le sujet et décrit son évolution de 1979 à la dernière année où les données sont disponibles. Dans la dernière édition disponible, celle de 2006, cette fiche a le numéro 2.6. Il est possible de consulter ces documents dans le site Internet du Ministère à l'adresse suivante : www.mels.gouv.qc.ca/M_stat.htm. L'édition 2007 sera disponible dans quelques semaines.

La réussite des garçons

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT, DIRECTION DE LA RECHERCHE, DES STATISTIQUES ET DES INDICATEURS, *La réussite scolaire des garçons et des filles. L'influence du milieu socioéconomique*, 2005, 26 pages.

Les trois documents suivants traitent spécifiquement de la réussite des garçons. Ces documents ont été publiés en 2004 et ils sont disponibles à l'adresse Internet suivante : www.mels.gouv.qc.ca/M_stat.htm

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DIRECTION DE LA RECHERCHE, DES STATISTIQUES ET DES INDICATEURS, *La réussite des garçons. Des constats à mettre en perspectives*, 2004, 26 pages.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DIRECTION DE LA RECHERCHE, DES STATISTIQUES ET DES INDICATEURS, *Chantier sur la réussite des garçons, Journée d'étude. Un outil pour amorcer la réflexion*, Avril 2003, 51 pages.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DIRECTION DE LA RECHERCHE, DES STATISTIQUES ET DES INDICATEURS, *La réussite professionnelle des garçons et des filles. Un portrait tout en nuances*. Document d'accompagnement, 2004, 8 pages.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DIRECTION DES STATISTIQUES ET DES ÉTUDES QUANTITATIVES, *Le décrochage scolaire*. Bulletin statistique n° 14, Mars 2000, 11 pages.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie des incitatifs financiers prévus pour la mise en œuvre de mécanismes de soutien à l'apprentissage destinés à l'école montréalaise. Plan de travail et plan d'action à cet effet.

RÉPONSE

Pour l'année 2006-2007, l'allocation supplémentaire de 10 M\$ affectée aux 124 écoles ciblées par le Programme de soutien à l'école montréalaise a été répartie en deux catégories : les allocations aux écoles et les outils et les services destinés aux écoles.

Les allocations aux écoles représentent 84 % du montant de 10 M\$, alors que 16 % du même montant est réservé à la prestation de services à ces écoles ainsi qu'à l'élaboration, à la conception et à la réalisation d'outils destinés aux écoles ciblées par le Programme de soutien à l'école montréalaise.

Les écoles ciblées mettent en œuvre, à des niveaux différents, les 7 mesures du Programme, lesquelles mesures, en vue de soutenir l'apprentissage en milieu défavorisé, sont reconnues comme étant les avenues d'intervention les plus efficaces.

Le plan de travail, pour l'année 2007-2008 vise trois objectifs : augmenter la connaissance et la compréhension des caractéristiques et des besoins de la clientèle des milieux défavorisés, notamment en rapport avec les différentes origines culturelles des élèves qui fréquentent les écoles ciblées par le Programme; soutenir le développement d'interventions et de pratiques validées en milieu défavorisé en proposant un accompagnement à l'ensemble des équipes écoles; poursuivre le travail amorcé avec tous les partenaires de la communauté, tels que les organismes de la communauté, les universités et les partenaires culturels, artistiques ou scientifiques, dans le développement et la mise en œuvre de projets qui ont pour objectif de soutenir la réussite des élèves montréalais.

Le document sur le Programme de soutien à l'école montréalaise est joint en annexe.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation des dépenses effectuées en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008, au chapitre de l'éducation populaire et de l'alphabétisation, selon les champs d'activité, avec la liste des projets et les montants demandés et accordés aux organismes dans le cadre du programme PACTE :

- a) Répartition des enveloppes budgétaires 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008 selon les régions administratives et selon les directions régionales;
- b) Liste ventilée par région des organismes subventionnés avec le montant de la subvention;
- c) Indiquer les nouveaux groupes financés dans chaque région;
- d) Indiquer également, pour chaque région, le montant ou le pourcentage de l'enveloppe qui est accordé pour le développement de nouveaux groupes;
- e) Financement et modalités de financement pour 2007-2008 avec les dates prévues pour le versement de chaque tranche de la subvention;
- f) Copie des formulaires qui doivent être complétés par les organismes pour les demandes de subvention et des conditions qui s'y rattachent;
- g) Copie de l'entente relative aux initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation.

RÉPONSE

Le PACTE soutient la mission globale des organismes.

Depuis l'entrée en vigueur du programme PACTE, en 2003-2004, l'alphabétisation populaire n'est désormais qu'un des quatre champs d'activité soutenus par ce programme. Les trois autres champs sont les suivants : prévention et lutte contre le décrochage scolaire, école de la rue (raccrochage scolaire) et formation continue destinée aux organismes d'action communautaire autonome.

Globalement, pour chaque champ d'activités soutenu par le PACTE, on obtient les données suivantes :

Subventions versées en 2006-2007 et subventions prévues pour 2007-2008 (selon le champ d'activités)			
Champ d'activités	Nombre d'organismes	Subventions versées 2006-2007	Subventions prévues 2007-2008
Alphabétisation populaire	131	10 920 428 \$	10 967 095 \$
Prévention et lutte contre le décrochage scolaire	16	942 872 \$	942 872 \$
École de la rue (raccrochage)	6	320 000 \$	320 000 \$
Formation continue	13	973 861 \$	973 861 \$
TOTAL	166	13 157 161 \$	13 203 828 \$

Les différents tableaux et documents se trouvent dans les documents d'appoint.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Échéancier de réévaluation de la politique d'éducation des adultes.

RÉPONSE

Le Plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue a été établi sur cinq ans, à partir de l'année 2002-2003. Ce plan d'action quinquennal vient à échéance en 2007. Les ministères et les partenaires impliqués ont poursuivi les travaux liés aux quatre priorités adoptées par le Comité national de suivi de l'implantation de la Politique et continué à mettre l'accent sur les dossiers alors identifiés, à savoir :

- L'accès à la formation de base, comprenant l'élaboration d'un nouveau curriculum de la formation générale des adultes. L'élaboration des versions provisoires des programmes de la formation de base commune (alphabétisation, présecondaire et premier cycle du secondaire) est terminée. En 2006-2007, elles ont fait l'objet d'une validation et d'une mise à l'essai. Une implantation facultative est prévue en 2007-2008, laquelle implantation sera obligatoire en 2008-2009. L'élaboration des versions provisoires des programmes de la formation de base diversifiée (3^e, 4^e, 5^e secondaire) se terminera en juin 2008.
- La reconnaissance des acquis et des compétences, incluant la mise en œuvre du cadre général de développement et de reconnaissance des acquis et des compétences, un état des lieux dans les réseaux scolaires et le soutien à des projets structurants de services en région. En formation générale, l'implantation progressive des tests du « General Educational Development Testing Service » (GEDTS) s'est poursuivie, de même que celle des univers de compétences génériques.
- En 2006-2007, 4 094 000 M\$ ont été répartis dans 72 commissions scolaires pour le renouvellement des services d'accueil, de suivi, de conseil et d'accompagnement des adultes. En 2006-2007, une tournée a été effectuée dans les 22 commissions scolaires qui sont en processus d'implantation d'un plan d'action pour le renouvellement des services.
- La 5^e édition de la Semaine québécoise des adultes en formation s'est déroulée du 24 au 30 mars 2007, afin de favoriser la mobilisation et la participation des partenaires et la valorisation de l'éducation des adultes et de la formation continue auprès de la population.

Depuis 2002-2003, 20 M\$ ont été consacrés annuellement par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport à la mise en œuvre de la Politique gouvernementale.

Au cours des prochaines semaines, les ministères concernés par la mise en œuvre de la Politique consulteront leurs partenaires sur le bilan du 1^{er} plan d'action.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Financement accordé en 2006-2007 spécifiquement pour la formation continue et prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE**Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire**

Les allocations de fonctionnement pour la formation continue à la formation professionnelle et à la formation générale des adultes se ventilent comme suit :

– formation professionnelle :	556,1 M\$ (541,3 M\$ en 2006-2007)
– formation générale des adultes :	259,9 M\$ (241,3 M\$ en 2006-2007)
TOTAL	816,0 M\$ (782,6 M\$ en 2006-2007)

Pour les prévisions 2007-2008, les règles budgétaires ne sont pas encore approuvées.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des institutions privées (nouvelles et existantes) qui ont obtenu un permis ou un agrément pour l'année 2006-2007 avec, pour chacune :

- a. Le montant de la subvention accordée et la clientèle visée ainsi que le nombre d'élèves;
- b. La liste des demandes de permis ou d'agrément en attente.

RÉPONSE

Liste des institutions privées qui ont obtenu un permis pour l'année 2006-2007 :

Nom	Services éducatifs visés	Nombre d'élèves
Académie Juillet S.A. (Candiac)	Préscolaire Primaire	5 23
Académie K.I.D.S.inc. (Montréal)	Préscolaire Primaire	Inactif
Académie St-Margaret (Mascouche)	Préscolaire Primaire	13 10
Académie Trivium (Gatineau)	Préscolaire Primaire	8 49
École de l'Excellence (Québec)	Préscolaire Primaire	Inactif
École les jeunes explorateurs (Bromont)	Primaire	35
École Sogut (Montréal)	Préscolaire Primaire	6 34
École Vision Rive-Sud (Lévis)	Préscolaire Primaire	40 133
École Vision Saint-Augustin	Préscolaire Primaire	25 83
École Vision Terbonne inc.	Préscolaire Primaire	4 81
École Vision Victoriaville inc.	Primaire	110
Écolita Trilingue inc. (Vaudreuil-Dorion)	Préscolaire Primaire	19 53
Vision Sherbrooke inc.	Préscolaire Primaire	9 113
Vision Sillery inc. (Québec)	Préscolaire Primaire	28 124
Vision Trois-Rivières inc.	Préscolaire Primaire	18 108
Système Montessori chez Denyse (Morin-Height)	Primaire	45
TOTAL : 16		1176

École Vision inc. était titulaire du permis des établissements identifiés en italique dans le tableau précédent. À la suite de la faillite de cette compagnie en avril 2006, chacun de ces établissements a demandé à être titulaire d'un permis distinct.

Liste des institutions privées qui ont obtenu un agrément pour l'année 2006-2007 :

Nom	Services éducatifs visés	Nombre d'élèves	Montant estimé (k\$)
École Dar Al-Iman (Montréal)	Primaire	154	432 432 \$
Collège préuniversitaire Nouvelles-Frontières (Gatineau)	Secondaire, 5e année	88	317 856 \$
Collège Saint-Bernard (Drummondville)	Préscolaire 5 ans	62	189 968 \$
Collège Jacques-Prévert (Montréal)	Préscolaire 5 ans	47	144 008 \$
École Apostolique de Chicoutimi	Préscolaire 5 ans	27	82 728 \$
École Saint-Louis-de-Gonzague (Québec)	Préscolaire 5 ans	29	88 856 \$
Externat Saint-Jean-Berchmans (Québec)	Préscolaire 5 ans	50	153 200 \$
TOTAL		457	1 409 048 \$

Aucune demande de permis ou d'agrément n'est en attente.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie des instructions annuelles 2006-2007 relatives à toutes les formations.

RÉPONSE

Vous trouverez en documents d'appoint les documents suivants:

- copie de l'Instruction 2006-2007 pour la formation générale des adultes, versions française et anglaise;
- copie de l'Instruction 2006-2007 pour la formation professionnelle, versions française et anglaise;
- copie de l'Instruction 2006-2007 pour la formation générale des jeunes, versions française et anglaise.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Sommes accordées en 2006-2007 au programme Villages branchés (volet éducatif) et ventilation détaillée de ces sommes, par commission scolaire et par projet. Prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

Sommes accordées en 2006-2007 pour le secteur scolaire 810 267 \$

Liste des projets autorisés en 2006-2007			
Date de la confirmation	Nombre de projets	Nom de la commission scolaire	Aide financière MELS
2006-12-21	1	CS Marguerite-Bourgeoys incluant CS English-Montréal CS Lester-B.-Pearson Interconnexion du réseau existant avec le Réseau d'informations scientifiques du Québec (RISQ)	75 300 \$
2007-02-02	1	CS de l'Estuaire (augmentation de l'aide financière accordée en 2003-2004) CS Eastern Shores	422 662 \$ 57 305 \$
2007-02-02	1	CS Harricana	255 000 \$
		Total	810 267 \$

Prévisions pour 2007-2008

Au terme de l'année 2006-2007, 48 projets ont été approuvés, 3 projets sont en analyse.

Pour le territoire du Nunavik, une aide financière de 1 171 426 \$ a été confirmée le 9 mai à la Commission scolaire Kativik.

Les 3 projets en analyse proviennent des régions éloignées soit les territoires de la Baie-James, de la Moyenne-Côte-Nord et de la Basse-Côte-Nord. L'aide financière estimée pour donner suite à ces 3 projets est de l'ordre de 10,5 M\$ pour le secteur scolaire.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Tableau comparatif 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 du taux de taxation et revenus générés de chacune des commissions scolaires et subventions de péréquation accordées à chacune des commissions scolaires. Détail des nouvelles mesures quant au produit de la taxe scolaire.

RÉPONSE

Les modifications apportées au calcul du produit maximal de la taxe scolaire en 2006-2007 ont été les suivantes :

- l'effectif scolaire adulte reconnu dans le calcul du produit maximal de la taxe scolaire tient compte, en partie, de la moyenne de l'effectif scolaire inscrit pour les années scolaires 2002-2003, 2003-2004 et 2004-2005, et ce, afin de répartir les ressources de façon plus équitable. L'effectif scolaire retenu dans le calcul du produit maximal de la taxe scolaire en 2004-2005 est également pris en considération à titre d'effectif de référence, afin de permettre aux commissions scolaires de s'adapter à cette transition;
- l'effectif scolaire adulte est réduit de 8 p. 100 à l'échelle du réseau et la pondération accordée à cette catégorie d'effectif scolaire est majorée d'un pourcentage comparable, passant de 2,2 à 2,4. Ceci permet un meilleur arrimage entre les coûts unitaires de cette catégorie d'élèves et le financement qui leur est accordé.

Le taux de taxation et la subvention de péréquation par commission scolaire pour les années 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007 sont présentés en annexe.

**TAUX DE TAXATION ET SUBVENTION DE PÉRÉQUATION
2004-2005**

	<u>Taux de taxation (%)</u>	<u>Revenus de taxe Budget (\$)</u>	<u>Subvention de péréquation (\$)</u>
CS des Monts-et-Marées	0,3500	4 611 787	8 471 845
CS des Phares	0,3500	8 486 404	12 445 422
CS du Fleuve-et-des-Lacs	0,3500	3 479 938	6 585 083
CS de Kamouraska-Rivière-du-Loup	0,3500	7 334 027	8 464 979
CS du Pays-des-Bleuets	0,3500	7 271 690	12 827 938
CS du Lac-Saint-Jean	0,3500	7 204 476	9 593 360
CS des Rives-du-Saguenay	0,3500	14 191 985	16 418 070
CS De La Jonquière	0,3500	8 722 906	12 562 557
CS de Charlevoix	0,3500	4 726 837	3 158 842
CS de la Capitale	0,3500	34 755 088	14 607 993
CS des Découvreurs	0,3397	25 626 232	0
CS des Premières-Seigneuries	0,3500	26 928 117	20 439 211
CS de Portneuf	0,3500	6 769 163	5 869 981
CS du Chemin-du-Roy	0,3500	19 074 577	19 332 027
CS de l'Énergie	0,3500	12 269 788	10 936 100
CS des Hauts-Cantons	0,3500	8 103 401	5 933 593
CS de la Région-de-Sherbrooke	0,3500	20 151 563	16 381 651
CS des Sommets	0,3500	13 810 416	3 418 035
CS de la Pointe-de-l'Île	(1)	(1)	(1)
CS de Montréal	(1)	(1)	(1)
CS Marguerite-Bourgeoys	(1)	(1)	(1)
CS des Draveurs	0,3500	17 049 896	16 686 749
CS des Portages-de-l'Outaouais	0,3500	18 076 815	6 814 795
CS au Coeur-des-Vallées	0,3500	6 853 543	6 479 941
CS des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	0,3500	4 120 915	3 468 450
CS du Lac-Témiscamingue	0,3500	2 264 270	3 017 723
CS de Rouyn-Noranda	0,3500	5 005 132	7 783 940
CS Harricana	0,3500	2 837 118	5 902 934
CS de l'Or-et-des-Bois	0,3500	4 974 233	8 189 127
CS du Lac-Abitibi	0,3500	1 905 799	6 114 794
CS de l'Estuaire	0,3500	6 208 012	7 407 476
CS du Fer	0,3500	5 783 040	3 815 948
CS de la Moyenne-Côte-Nord	0,3500	900 606	774 393
Comité gestion taxe scol. île Montréal	0,3261	367 982 756	0
CS de la Baie-James	0,3500	2 634 068	2 281 334
CS des Îles	0,3500	1 156 045	2 589 634
CS des Chic-Chocs	0,3500	2 533 015	6 729 037
CS René-Lévesque	0,3500	4 611 229	10 092 483
CS de la Côte-du-Sud	0,3500	9 532 242	9 443 951
CS des Appalaches	0,3500	6 273 459	6 359 989
CS de la Beauce-Etchemin	0,3500	16 446 096	19 804 399
CS des Navigateurs	0,3500	21 071 633	19 686 593
CS de Laval	0,3500	57 802 207	18 609 087
CS des Affluents	0,3500	30 042 868	31 892 542

	<u>Taux de taxation (%)</u>	<u>Revenus de taxe Budget (\$)</u>	<u>Subvention de péréquation (\$)</u>
CS des Samares	0,3500	24 084 086	20 280 941
CS de la Seigneurie-des-Mille-Îles	0,3500	37 542 741	29 462 314
CS de la Rivière-du-Nord	0,3500	19 397 676	22 507 547
CS des Laurentides	0,2554	17 768 421	0
CS Pierre-Neveu	0,3500	5 457 822	4 776 142
CS de Sorel-Tracy	0,3500	6 109 387	7 102 607
CS de Saint-Hyacinthe	0,3500	14 439 000	10 457 943
CS des Hautes-Rivières	0,3500	19 500 000	15 660 467
CS Marie-Victorin	0,3500	40 199 070	21 598 212
CS des Patriotes	0,3500	42 296 750	10 882 652
CS du Val-des-Cerfs	0,3500	19 607 756	10 536 990
CS des Grandes-Seigneuries	0,3500	21 588 798	16 771 753
CS de la Vallée-des-Tisserands	0,3500	9 645 370	10 442 724
CS des Trois-Lacs	0,3500	15 534 747	8 956 724
CS de la Riveraine	0,3500	6 794 345	5 420 845
CS des Bois-Francs	0,3500	11 842 004	11 907 595
CS des Chênes	0,3500	11 909 467	11 838 908
CS Central Québec	0,3500	3 164 293	5 428 910
CS Eastern Shores	0,3500	1 117 694	2 270 025
CS Eastern Townships	0,3500	8 093 394	4 780 605
CS Riverside	0,3500	9 851 179	10 021 076
CS Sir-Wilfrid-Laurier	0,3500	14 756 604	11 943 626
CS Western Québec	0,3500	10 047 084	5 884 805
CS English-Montréal	(1)	(1)	(1)
CS Lester-B.-Pearson	(1)	(1)	(1)
CS New Frontiers	0,3500	3 537 537	5 921 934

(1) Les données sont au Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal

**TAUX DE TAXATION ET SUBVENTION DE PÉRÉQUATION
2005-2006**

	<u>Taux de taxation (%)</u>	<u>Revenus de taxe Budget (\$)</u>	<u>Subvention de péréquation (\$)</u>
Monts-et-Marées, CS des	0,3500	4 791 654	8 452 567
Phares, CS des	0,3500	9 055 573	12 214 071
Fleuve-et-des-Lacs, CS du	0,3500	3 573 751	6 672 680
Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	0,3500	8 051 085	8 100 939
Pays-des-Bleuets, CS du	0,3500	7 606 175	12 773 143
Lac-Saint-Jean, CS du	0,3500	7 446 239	9 396 018
Rives-du-Saguenay, CS des	0,3500	14 496 552	16 170 855
De La Jonquière, CS	0,3500	8 799 780	12 906 092
Charlevoix, CS de	0,3500	5 040 409	2 919 006
Capitale, CS de la	0,3500	35 701 771	14 627 542
Découvreurs, CS des	0,3348	25 970 971	0
Premières-Seigneuries, CS des	0,3500	27 752 158	20 894 391
Portneuf, CS de	0,3500	7 012 705	5 821 177
Chemin-du-Roy, CS du	0,3500	19 671 690	19 500 866
Énergie, CS de l'	0,3500	12 470 213	11 037 386
Hauts-Cantons, CS des	0,3500	8 547 035	5 716 875
Région-de-Sherbrooke, CS de la	0,3500	21 101 272	16 753 360
Sommets, CS des	0,3500	14 060 473	3 409 762
Pointe-de-l'Île, CS de la	(1)	(1)	(1)
Montréal, CS de	(1)	(1)	(1)
Marguerite-Bourgeoys, CS	(1)	(1)	(1)
Draveurs, CS des	0,3500	17 817 325	17 104 554
Portages-de-l'Outaouais, CS des	0,3500	18 837 114	6 998 537
Coeur-des-Vallées, CS au	0,3500	7 300 198	6 571 102
Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	0,3500	4 396 694	3 421 551
Lac-Témiscamingue, CS du	0,3500	2 286 458	3 089 808
Rouyn-Noranda, CS de	0,3500	5 068 493	8 158 871
Harricana, CS	0,3500	2 878 078	5 976 907
Or-et-des-Bois, CS de l'	0,3500	4 762 977	8 694 489
Lac-Abitibi, CS du	0,3500	1 919 059	6 063 811
Estuaire, CS de l'	0,3500	6 310 868	7 510 452
Fer, CS du	0,3500	5 853 748	3 805 239
Moyenne-Côte-Nord, CS de la	0,3500	614 535	1 048 543
Comité gestion taxe scol. île Montréal	0,3287	376 514 238	0
Baie-James, CS de la	0,3500	2 656 189	2 251 393
Îles, CS des	0,3500	1 290 292	2 525 526
Chic-Chocs, CS des	0,3500	2 562 355	6 745 864
René-Lévesque, CS	0,3500	4 660 459	10 409 921
Côte-du-Sud, CS de la	0,3500	10 082 984	9 059 106
Appalaches, CS des	0,3500	6 619 863	6 128 822
Beauce-Etchemin, CS de la	0,3500	17 373 894	20 086 739
Navigateurs, CS des	0,3500	25 234 917	15 945 199
Laval, CS de	0,3500	59 455 669	18 615 848
Affluents, CS des	0,3500	34 512 567	30 301 903

	Taux de taxation (%)	Revenus de taxe Budget (\$)	Subvention de péréquation (\$)
Samares, CS des	0,3500	25 968 858	19 616 622
Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	0,3500	42 408 010	27 235 224
Rivière-du-Nord, CS de la	0,3500	22 944 452	20 298 538
Laurentides, CS des	0,2350	18 534 300	0
Pierre-Neveu, CS	0,3500	5 722 659	4 814 466
Sorel-Tracy, CS de	0,3500	6 662 424	6 730 631
Saint-Hyacinthe, CS de	0,3500	15 094 463	10 444 677
Hautes-Rivières, CS des	0,3500	20 900 000	15 350 230
Marie-Victorin, CS	0,3500	41 371 540	21 866 794
Patriotes, CS des	0,3500	46 134 318	8 482 382
Val-des-Cerfs, CS du	0,3500	21 258 139	9 531 180
Grandes-Seigneuries, CS des	0,3500	24 635 007	15 464 544
Vallée-des-Tisserands, CS de la	0,3500	10 876 316	9 660 272
Trois-Lacs, CS des	0,3500	16 618 826	9 553 474
Riveraine, CS de la	0,3500	6 936 935	5 403 346
Bois-Francis, CS des	0,3500	12 266 432	11 968 091
Chênes, CS des	0,3500	12 608 247	11 579 215
Central Québec, CS	0,3500	3 361 495	5 444 318
Eastern Shores, CS	0,3500	1 166 540	2 214 848
Eastern Townships, CS	0,3500	8 506 809	4 779 298
Riverside, CS	0,3500	10 555 161	9 734 277
Sir-Wilfrid-Laurier, CS	0,3500	15 598 434	12 544 597
Western Québec, CS	0,3500	10 401 555	5 854 971
English-Montréal, CS	(1)	(1)	(1)
Lester-B.-Pearson, CS	(1)	(1)	(1)
New Frontiers, CS	0,3500	3 751 512	5 838 372

(1) Les données sont au Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal

**TAUX DE TAXATION ET SUBVENTION DE PÉRÉQUATION
2006-2007**

	Taux de taxation (%)	Revenus de taxe Budget (\$)	Subvention de péréquation (\$)
Monts-et-Marées, CS des	0,3500	4 900 340	8 524 005
Phares, CS des	0,3500	9 394 057	12 405 586
Fleuve-et-des-Lacs, CS du	0,3500	3 687 863	6 575 310
Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	0,3500	8 543 396	8 019 991
Pays-des-Bleuets, CS du	0,3500	7 799 009	12 949 955
Lac-Saint-Jean, CS du	0,3500	7 697 743	9 393 709
Rives-du-Saguenay, CS des	0,3500	14 856 248	16 430 689
De La Jonquière, CS	0,3500	9 040 904	13 018 635
Charlevoix, CS de	0,3500	5 509 690	2 631 252
Capitale, CS de la	0,3500	36 642 970	15 376 888
Découvreurs, CS des	0,3330	26 390 651	0
Premières-Seigneuries, CS des	0,3500	28 990 990	21 210 636
Portneuf, CS de	0,3500	7 700 975	5 297 594
Chemin-du-Roy, CS du	0,3500	20 212 858	20 083 822
Énergie, CS de l'	0,3500	13 023 350	10 877 922
Hauts-Cantons, CS des	0,3500	9 003 996	5 573 823
Région-de-Sherbrooke, CS de la	0,3500	22 066 427	17 381 605
Sommets, CS des	0,3500	16 274 760	1 276 231
Pointe-de-l'Île, CS de la	(1)	(1)	(1)
Montréal, CS de	(1)	(1)	(1)
Marguerite-Bourgeoys, CS	(1)	(1)	(1)
Draveurs, CS des	0,3500	25 342 850	10 526 980
Portages-de-l'Outaouais, CS des	0,3500	25 883 052	523 146
Coeur-des-Vallées, CS au	0,3500	8 923 394	5 438 713
Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	0,3500	4 703 859	3 334 043
Lac-Témiscamingue, CS du	0,3500	2 321 822	3 140 432
Rouyn-Noranda, CS de	0,3500	5 138 026	8 450 532
Harricana, CS	0,3500	2 947 178	6 225 685
Or-et-des-Bois, CS de l'	0,3500	4 768 599	8 964 301
Lac-Abitibi, CS du	0,3500	1 936 942	6 084 277
Estuaire, CS de l'	0,3500	6 320 945	7 760 073
Fer, CS du	0,3500	5 866 179	3 964 220
Moyenne-Côte-Nord, CS de la	0,3500	637 948	1 078 457
Comité gestion taxe scol. île Montréal	0,3346	389 081 426	0
Baie-James, CS de la	0,3500	2 655 312	2 351 149
Îles, CS des	0,3500	1 338 464	2 506 517
Chic-Chocs, CS des	0,3500	2 743 385	6 713 780
René-Lévesque, CS	0,3500	4 653 040	10 662 415
Côte-du-Sud, CS de la	0,3500	10 652 874	8 777 655
Appalaches, CS des	0,3500	6 864 700	6 252 684
Beauce-Etchemin, CS de la	0,3500	18 527 831	19 967 575
Navigateurs, CS des	0,3500	26 502 955	16 498 587
Laval, CS de	0,3500	61 252 500	20 128 222
Affluents, CS des	0,3500	37 306 545	30 058 518

	Taux de taxation (%)	Revenus de taxe Budget (\$)	Subvention de péréquation (\$)
Samares, CS des	0,3500	28 971 777	18 291 447
Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	0,3500	45 191 716	27 673 539
Rivière-du-Nord, CS de la	0,3500	25 090 099	20 122 615
Laurentides, CS des	0,1948	19 004 925	0
Pierre-Neveu, CS	0,3500	6 305 241	4 599 828
Sorel-Tracy, CS de	0,3500	6 913 064	6 832 755
Saint-Hyacinthe, CS de	0,3500	15 808 984	10 693 113
Hautes-Rivières, CS des	0,3500	22 240 000	15 535 767
Marie-Victorin, CS	0,3500	62 313 710	2 384 031
Patriotes, CS des	0,3500	54 027 896	2 659 155
Val-des-Cerfs, CS du	0,3500	23 368 320	8 171 625
Grandes-Seigneuries, CS des	0,3500	25 776 227	16 144 798
Vallée-des-Tisserands, CS de la	0,3500	11 947 232	9 234 836
Trois-Lacs, CS des	0,3500	18 011 236	9 045 177
Riveraine, CS de la	0,3500	7 206 404	5 348 804
Bois-Francis, CS des	0,3500	12 830 448	12 215 378
Chênes, CS des	0,3500	15 419 069	9 920 699
Central Québec, CS	0,3500	3 742 324	5 425 108
Eastern Shores, CS	0,3500	1 177 363	2 258 904
Eastern Townships, CS	0,3500	9 795 793	3 698 151
Riverside, CS	0,3500	14 140 155	6 749 299
Sir-Wilfrid-Laurier, CS	0,3500	16 690 580	12 389 066
Western Québec, CS	0,3500	13 053 003	3 610 654
English-Montréal, CS	(1)	(1)	(1)
Lester-B.-Pearson, CS	(1)	(1)	(1)
New Frontiers, CS	0,3500	3 963 025	6 154 200

(1) Les données sont au Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Tableau comparatif du nombre de demandes d'admissibilité à l'école anglaise depuis les cinq dernières années, statistiques concernant la fréquentation des écoles anglaises privées non subventionnées ainsi que le nombre annuel d'élèves allophones ou francophones fréquentant une école privée non subventionnée et qui ont transféré dans le secteur public depuis dix ans.

RÉPONSE

Le nombre de demandes analysées en date du 4 juin 2007 s'établit, selon les critères, de la façon suivante :

CRITÈRES	2002-2003		2003-2004		2004-2005		2005-2006		2006-2007	
	Acceptées	Refusées	Acceptées	Refusées	Acceptées	Refusées	Acceptées	Refusées	Acceptées	Refusées
Articles 73 et 86.1 (Études parents et enfants)	12 326	96	10 572	91	10 175	44	9 675	61	9380	83
Article 76 (Parents qui auraient pu être déclarés admissibles)	451	22	484	25	404	28	429	22	450	20
Article 81 (Difficultés graves d'apprentissage)	326	21	258	42	245	23	296	18	259	30
Article 85 (Séjour temporaire)	955	16	860	39	859	24	1 359	7	1488	11
Article 85.1 (Situation grave d'ordre familial ou humanitaire)	20	14	29	67*	42	49*	26	36*	30	40*
Article 97 (Autochtones)	0	0	0	0	3	0	5	0	30	0
AUCUN CRITÈRE	0	50	0	2*	0	4*	0	1*	0	37*
TOTAL	14 078	219	12 203	266	11 728	172	11 790	145	11 637	221

Source : Liste informatique « Distribution d'admissibilité » du système ADAN en date du 4 juin 2007

*Depuis l'année 2003-2004, les demandes pour raisons humanitaires ont été comptabilisées soit à la section aucun critère, soit à l'article 85.1 (situation grave d'ordre familial ou humanitaire). Les décisions positives du Comité d'examen sont consignées à l'article 85.1 sous Acceptées. Les demandes pour raisons humanitaires sont, depuis l'année 2006-2007, consignées à la section Aucun critère. Les données des années 2003-2004 et suivantes seront révisées et ajustées selon cette définition. Les données présentées sont en « année scolaire », soit du 1^{er} juillet 2006 au 4 juin 2007.

Concernant le nombre annuel d'élèves allophones ou francophones fréquentant une école privée non subventionnée et qui ont transféré dans le réseau public depuis dix ans, notons que les modifications apportées à certaines dispositions de la Charte de la langue française en octobre 2002, font en sorte qu'il n'est plus tenu compte de l'enseignement en anglais reçu au Québec dans un établissement d'enseignement privé non agréé aux fins de subventions par l'enfant pour qui une demande d'admissibilité est faite.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre de demandes de dérogations demandées quant à la fréquentation des écoles anglaises et réponses positives données. Liste des motifs invoqués pour l'acceptation et pour le refus des dérogations.

RÉPONSE

Depuis le 1^{er} octobre 2002, le Comité d'examen sur la langue d'enseignement fait rapport au ministre seulement sur les demandes d'exemption de l'application de la Charte de la langue française en vertu d'une situation grave d'ordre familial ou humanitaire.

Selon le tableau ci-dessous, 75 demandes, touchant 90 enfants ont été traitées en 2006-2007. Quatre demandes touchant cinq enfants sont en attente d'une décision (au 4 juin 2007) et neuf dossiers concernant douze enfants sont toujours en attente de traitement (au 4 juin 2007).

Décisions	Nombre de dossiers	Nombre d'enfants
Accordée	31	33 ¹
Refusée	27	35 ²⁻³
Reportée	2	2
Désistement	2	3 ⁴
Irrecevable	0	0
En attente d'une décision	4	5 ⁵
En attente de traitement	9	12 ⁶⁻⁷
Total des demandes	75	90

Les données sont en « année financière », soit du 1^{er} avril 2006 au 31 mars 2007.

¹ Un dossier concernait deux enfants d'une même famille
² Cinq dossiers concernaient deux enfants d'une même famille
³ Un dossier concernait quatre enfants d'une même famille
⁴ Un dossier concernait deux enfants d'une même famille
⁵ Un dossier concernait deux enfants d'une même famille
⁶ Un dossier concernait deux enfants d'une même famille
⁷ Un dossier concernait trois enfants d'une même famille

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Tableau comparatif du nombre d'élèves inscrits en formation professionnelle, option professionnelle (programmes) depuis les cinq dernières années et mesures prises par le ministère pour augmenter le nombre d'inscriptions en formation professionnelle et technique en 2006-2007.

RÉPONSE

Le tableau ci-joint indique, pour chaque programme d'études de formation professionnelle, le nombre total d'inscriptions à temps plein depuis 2001-2002. Elles sont regroupées selon le secteur et la filière de formation.

Les mesures prises par le Ministère pour augmenter le nombre d'inscriptions en formation professionnelle et technique en 2006-2007 se retrouvent dans la réponse à la question n° 47.

Tableau comparatif du nombre d'élèves par programme de formation professionnelle
selon le programme et la filière de formation
Ensemble du Québec, élèves à temps plein, de 2001-2002 à 2005-2006

No : 46
Annexe

Source: DRSI, Tableau 6B, Traitement DPD

				2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	
Administration, commerce et informatique	Asp	1033	Comptabilité informatisée et finance	61	14				
		1460	Secrétariat bureautisé	14					
		5054	Représentation	113	84	122	236	250	
		5226	Secrétariat juridique	49	41	83	87	82	
		5227	Secrétariat médical	145	231	242	247	339	
		5264	Lancement d'une entreprise	1397	1965	2483	2813	2868	
		5309	Gestion d'une entreprise de la construction	58	82	113	100	100	
	Somme Asp			1837	2417	3043	3483	3639	
	Dep	5196	Vente-conseil	817	689	776	893	1006	
		5212	Secrétariat	4440	4250	4234	4221	4234	
		5229	Soutien informatique	1884	1929	1527	1289	1222	
		5231	Comptabilité	4008	3953	4229	4251	4211	
		5255	Secrétariat (Inuktitut)					3	
	Somme Dep			11149	10821	10766	10654	10676	
Somme Administration, commerce et informatique				12986	13238	13809	14137	14315	
Agriculture et pêches	Asp	5043	Spécialités en horticulture	28	33	29	24	19	
	Somme Asp			28	33	29	24	19	
	Dep	1088	Horticulture ornementale	503	476	475	454	387	
		5071	Réalisation d'aménagements paysagers	145	130	149	133	168	
		5079	Arboriculture-élagage	77	76	78	52	85	
		5094	Aquiculture	8	9	4	7		
		5167	Production laitière	354	319	300	250	232	
		5168	Production de bovins de boucherie	56	56	46	44	52	
		5171	Production porcine	65	51	45	28	27	
		5173	Fleuristerie	207	204	199	214	177	
		5210	Production horticole	215	163	158	148	119	
		5254	Grandes cultures	15	18	27	9	24	
		5256	Production acéricole	7	15	29	17	38	
		5257	Pêche professionnelle	16	38	94	117	99	
		Somme Dep			1668	1555	1604	1473	1408
Somme Agriculture et pêches				1696	1588	1633	1497	1427	
Alimentation et tourisme	Asp	1057	Pâtisserie de restaurant	60	34	29	24	29	
		5129	Sommellerie	124	74	110	100	123	
		5159	Cuisine actualisée	106	140	140	156	117	
	Somme Asp			290	248	279	280	269	
	Dep	1038	Cuisine d'établissement	1797	1722	1776	1765	1804	
		5236	Vente de voyages	323	162	111	183	204	
		5268	Boucherie de détail	253	264	268	281	236	
		5270	Boulangerie	35	55	55	53	61	
		5283	Réception en hôtellerie	218	201	141	183	172	
		5293	Service de la restauration	520	553	559	558	513	
		5297	Pâtisserie	417	424	496	481	506	
		Somme Dep			3563	3381	3406	3504	3496
Somme Alimentation et tourisme				3853	3629	3685	3784	3765	
Arts	Dep	5005	Décoration intérieure et étalage	738	691	785	837	824	
		5085	Bijouterie-joaillerie	101	156	138	138	149	
		5086	Céramique	13	14				
		5178	Taille de pierre	15	14	14	5	13	
		5292	Photographie	140	129	136	135	128	
		Somme Dep			1007	1004	1073	1115	1114
Somme Arts				1007	1004	1073	1115	1114	
Bâtiment et travaux publics	Asp	5172	Réparation d'appareils au gaz naturel	13	26	60	32	32	
		5215	Restauration de maçonnerie	22	17	14	12	31	
	Somme Asp			35	43	74	44	63	
	Dep	1428	Charpenterie-menuiserie	1311	1613	1989	2323	2644	
		5032	Pose de revêtements de toiture	63	64	73	72	112	
		5075	Réfrigération	484	508	562	588	609	
		5115	Pose de revêtements souples	12	59	50	72	61	
		5116	Peinture en bâtiment	128	151	154	166	186	
		5117	Préparation et finition de béton	32	41	39	57	48	
		5118	Pose de systèmes intérieurs	107	141	200	212	252	
		5119	Calorifugeage	36	41	63	36	40	
		5121	Mécanique de protection contre les incendies	62	68	54	59	75	
		5139	Montage et installation de produits verriers	81	129	113	133	119	
		5140	Découpe et transformation du verre	19	30	26	10	11	
		5146	Mécanique de machines fixes	161	168	145	161	185	
		5148	Plomberie et chauffage	749	875	915	955	1008	
		5202	Entretien de bâtiments nordiques	6		6	9	5	
		5211	Entretien général d'immeubles	197	288	261	252	279	
		5214	Entretien et réparation de caravanes		10	13	15	16	
		5216	Entretien de systèmes de tuyauterie industrielle		5	14			
		5238	Arpentage et topographie	133	168	191	248	317	
		5250	Dessin de bâtiment	796	904	990	1024	1068	
		5272	Vente de produits de quincaillerie	49	61	20	32	22	
		5286	Plâtrage	83	63	102	137	113	
		5300	Carrelage	72	81	118	117	150	
		5303	Briquetage-maçonnerie	237	345	447	492	566	
		5305	Intervention en sécurité incendie	307	286	316	345	518	
		Somme Dep			5125	6099	6861	7515	8404
Somme Bâtiment et travaux publics				5160	6142	6935	7559	8467	
Bois et matériaux connexes	Dep	5030	Ébénisterie	972	1080	1201	1183	1145	
		5080	Rembourrage artisanal	50	52	44	47	41	
		5142	Finition de meubles	168	184	221	237	191	
		5157	Modelage	67	55	37	37	32	
	Somme Dep			1257	1371	1503	1504	1409	
Somme Bois et matériaux connexes				1257	1371	1503	1504	1409	
Chimie, biologie	Dep	5213	Conduite de procédés de traitement de l'eau	100	105	122	120	127	
	Somme Dep			100	105	122	120	127	
Somme Chimie, biologie				100	105	122	120	127	
Communications et documentation	Dep	5204	Traduction-interprétation (Inuktitut)		6	6			
		5221	Procédés infographiques	1483	1359	1249	1081	902	
		5240	Reprographie et façonnage	23	21	6	17	1	
		5246	Imprimerie	267	268	290	237	235	
	Somme Dep			1773	1654	1551	1335	1138	
Somme Communications et documentation				1773	1654	1551	1335	1138	

				2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	
Cuir, textile et habillement	Dep	5082	Nettoyage à sec et entretien de vêtements	18	9	11	14	10	
		5145	Cordonnerie	16	6				
		5218	Dessin de patron	137	113	82	66	62	
		5219	Confection de vêtements (Façon tailleur)	65	45	37	38	27	
		5239	Confection sur mesure et retouche	243	249	225	184	170	
		5243	Production textile (opérations)	13	6				
		5247	Confection de vêtements et d'articles de cuir	11		7	8	6	
		5252	Production industrielle de vêtements	21	11				
	Somme Dep			524	439	362	310	275	
Somme Cuir, textile et habillement				524	439	362	310	275	
Électrotechnique	Asp	5000	Estimation en électricité	1	14				
		5083	Réparation de magnétoscopes et de caméscopes	34	32	8			
		5280	Liaison en réseau d'équipement bureautique	91	77	80	82	7	
	Somme Asp			126	123	88	82	7	
	Dep	5024	Réparation d'appareils électroménagers	55	57	50	42	51	
		5185	Montage de lignes électriques	93	110	76	85	111	
		5265	Service technique d'équipement bureautique	137	104	115	135	131	
		5266	Installation et réparation équipement de télécomm	305	254	236	240	206	
		5271	Réparation d'appareils électroniques audiovisu	742	652	579	517	414	
		5281	Électromécanique de systèmes automatisés	2012	2165	2186	2252	2107	
		5295	Électricité	1702	2253	2769	2964	2905	
		5296	Installation et entretien de systèmes de sécurité	115	125	160	168	167	
		Somme Dep			5161	5720	6171	6403	6092
	Somme Électrotechnique				5287	5843	6259	6485	6099
	Entretien d'équipement motorisé	Asp	5232	Mécanique de motocyclettes	10	10	11	14	9
			5259	Mécanique moteurs diesels et contrôles électron.	54	49	52	59	62
Somme Asp			64	59	63	73	71		
Dep		1250	Mécanique marine	8	11	4			
		5049	Mécanique de véhicules lourds routiers	830	853	933	948	955	
		5055	Mécanique d'engins de chantier	625	550	600	571	608	
		5070	Mécanique agricole	173	180	188	200	180	
		5154	Mécanique de véhicules légers	349	347	350	374	354	
		5194	Vente de pièces mécaniques et d'accessoires	190	179	181	207	215	
		5217	Carrosserie	537	683	776	838	976	
		5258	Service-conseil clientèle équipement motorisé		33	113	105	91	
		5298	Mécanique automobile	2537	2946	3436	3678	3745	
Somme Dep			5249	5782	6581	6921	7124		
Somme Entretien d'équipement motorisé				5313	5841	6644	6994	7195	
Environnement et aménagement du territoire	Dep	5179	Protection / exploitation de territoires fauniques	314	303	253	230	228	
	Somme Dep			314	303	253	230	228	
Somme Environnement et aménagement du territoire				314	303	253	230	228	
Fabrication mécanique	Asp	5041	Matricage	13	35	39	17	14	
		5042	Outils	45	16	19	10	22	
		5224	Usinage sur machines-outils à commande numéri	558	429	381	284	244	
		5249	Fabrication de moules	30	37	23	7	7	
	Somme Asp			646	517	462	318	287	
	Dep	5193	Conduite et réglage de machines à mouler	81	92	55	54	63	
		5197	Montage de structures en aérospatiale	600	360	93	59	275	
		5223	Techniques d'usinage	2391	1961	1434	1214	1211	
		5225	Dessin industriel	807	761	680	615	574	
		5244	Tôlerie de précision	171	110	55	53	68	
		5267	Mise en oeuvre de matériaux composites	102	83	61	36	83	
		5269	Montage de câbles et de circuits	300	206	186	113	116	
		5294	Conduite de machines industrielles	334	259	210	182	142	
		5307	Montage mécanique en aérospatiale	42	21	13	14	13	
		Somme Dep			4828	3853	2787	2340	2545
	Somme Fabrication mécanique				5474	4370	3249	2658	2832
Foresterie et papier	Dep	5073	Affûtage	71	52	27	38	22	
		5088	Sciage	19	23	27	44	28	
		5189	Abattage et façonnage des bois	227	183	266	306	232	
		5208	Classement des bois débités	79	61	79	83	35	
		5262	Pâtes et papiers - Opérations	294	351	473	425	361	
		5289	Travail sylvicole	4	5	5	63	85	
		5290	Abattage manuel et débardage forestier	145	104	84	45	61	
		5306	Aménagement de la forêt	311	287	269	248	193	
		Somme Dep			1150	1066	1230	1252	1017
	Somme Foresterie et papier				1150	1066	1230	1252	1017
Mécanique d'entretien	Asp	5006	Mécanique d'entretien en commandes industrielles	60	78	94	78	58	
		5012	Mécanique entretien préventif & prospectif indus	14	11	7	11	12	
		5263	Horlogerie-rhabillage	17	2	4	3	5	
	Somme Asp			91	91	105	92	75	
	Dep	1489	Réparation d'armes à feu	16	20	15	12	15	
		5162	Serrurerie	13		18	18	14	
		5182	Horlogerie-bijouterie	35	19	25	24	21	
		5200	Mécanique d'ascenseur	55	52	59	58	58	
		5209	Mécanique de machines à coudre industrielles	28	18	14	4		
		5260	Mécan. industrielle de construction et d'entretien	1629	1466	1307	1189	1093	
Somme Dep			1776	1575	1438	1305	1201		
Somme Mécanique d'entretien				1867	1666	1543	1397	1276	
Métallurgie	Asp	5234	Soudage haute pression	267	297	295	182	264	
	Somme Asp			267	297	295	182	264	
	Dep	5076	Pose d'armature du béton	50	52	73	76	35	
		5165	Chaudronnerie	49	33	35	35	35	
		5195	Soudage-montage	2845	2519	2235	2380	2418	
		5203	Fonderie	65	77	68	32	24	
		5233	Ferblanterie-tôlerie	208	177	173	219	269	
		5299	Montage structural et architectural	93	82	71	78	65	
		5308	Fabric. de structures métalliques et métaux ouvré	61	79	83	84	51	
		Somme Dep			3371	3019	2738	2904	2897
Somme Métallurgie				3638	3316	3033	3086	3161	
Mines et travaux de chantier	Dep	5092	Forage et dynamitage	17	17	18	19	31	
		5220	Conduite d'engins de chantier	134	221	226	268	247	
		5248	Conduite de grues	30	29	29	29	45	
		5253	Forage au diamant	15	28	28	34	32	
		5261	Extraction de minerais	10	24	29	46	54	
		5273	Conduite de machinerie-voirie forestière	158	164	250	221	276	
		5274	Conduite de machines de traitement du minerais	14	6	8	9	10	
		5284	Conduite d'engins de chantier nordique	23	32	24	10	10	
	Somme Dep			401	521	612	636	705	
Somme Mines et travaux de chantier				401	521	612	636	705	
Santé	Dep	5045	Assistance familiale, soc.aux personnes à domicil	748	785	793	882	853	
		5081	Assistance aux bénéficiaires en établiss. de santé	1684	1910	2046	2161	2303	
		5144	Assistance dentaire	538	529	614	733	875	
		5287	Santé, assistance et soins infirmiers	2167	2969	4153	5106	5479	
		5302	Assistance technique en pharmacie	274	328	407	482	708	
	Somme Dep			5411	6521	8013	9364	10218	
Somme Santé				5411	6521	8013	9364	10218	

				2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Soins esthétiques	Asp	5068	Épilation à l'électricité	365	383	346	334	420
		5147	Coiffure spécialisée	162	22			
	Somme Asp			527	405	346	334	420
	Dep	5035	Esthétique	1461	1436	1504	1592	1546
		5245	Coiffure	1708	1679	1891	2032	1978
Somme Dep			3169	3115	3395	3624	3524	
Somme Soins esthétiques				3696	3520	3741	3958	3944
Transport	Dep	5291	Transport par camion	1565	1643	1796	1891	1939
		5304	Régulation de vol	20	19	21	17	19
	Somme Dep			1585	1662	1817	1908	1958
Somme Transport				1585	1662	1817	1908	1958
Total				62492	63799	67067	69329	70670

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Sommes accordées en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008 des mesures visant à augmenter les inscriptions en formation professionnelle et technique. Détail de ces mesures.

RÉPONSE

Actions de promotion et de valorisation de la formation professionnelle et technique

Actions de promotion et de valorisation de la formation professionnelle et technique pour les programmes d'études en déficit de clientèle. On identifie ces programmes grâce aux liens que le MELS entretient avec ses principaux partenaires du marché du travail (Commission des partenaires du marché du travail, comités sectoriels de main-d'œuvre, Emploi-Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux, etc.).

Dans le cas de déficit, le Ministère mène différentes actions avec ses partenaires afin d'augmenter l'effectif scolaire dans les programmes ciblés. Les principales sont :

- maintien des efforts actuels de valorisation de la formation professionnelle et technique auprès des jeunes (un montant de 2,0 M\$ annuellement financé en partenariat avec la Commission des partenaires du marché du travail);
- poursuite des campagnes actuelles mises en place en 2003-2004 (*Toutpourréussir.com*) et mise sur pied d'une nouvelle stratégie de promotion spécifiquement destinée aux secteurs économiques stratégiques connaissant des pénuries de main-d'œuvre;
- renforcement des liens entre les établissements d'enseignement et les entreprises et encouragement de la participation des entreprises à la formation (prêts ou dons d'équipements, prise en charge de stagiaires, incitatifs à l'inscription d'élèves dans un secteur en pénurie de main-d'œuvre, surtout en région, participation à des formations spécialisées et à la formation continue des formateurs, etc.);
- coordination des plans de communication régionaux de promotion de la FPT;
- participation aux colloques, symposiums, congrès afin de mettre en valeur la formation professionnelle et technique;
- réponse aux demandes de placements médias (journaux, magazines spécialisés, etc.) afin de promouvoir la formation professionnelle et technique;
- diffusion d'une section spéciale sur le site *Toutpourréussir.com* afin de démontrer aux parents que le choix d'un métier peut être valable pour leur garçon ou pour leur fille;
- poursuite de la tenue de la Semaine de la formation professionnelle et technique au cours de la première semaine complète du mois de novembre;
- participation aux salons Emploi formation de Montréal et Éducation formation de Québec afin de faire la promotion de la formation professionnelle et technique;
- intervention auprès des conseillers d'orientation et de l'Association québécoise d'information scolaire et professionnelle (AQISEP) afin de promouvoir la formation professionnelle et technique;
- promotion des métiers traditionnellement masculins de la formation professionnelle et technique comme un choix valable pour les filles;
- participation aux Olympiades de la formation professionnelle et technique afin d'intéresser les jeunes à choisir un métier ou une technique. Lors des Olympiades, des milliers de jeunes peuvent assister aux salons de démonstration, poser des questions, etc;
- soutien de l'Inforoute FPT afin de promouvoir les programmes de la formation professionnelle et de la formation technique;
- mise en place des services régionaux d'admission en formation professionnelle afin de rendre plus facile l'inscription des jeunes aux programmes de formation professionnelle;

- réalisation d'outils pédagogiques pour la FP et la FT afin de démontrer que l'entrepreneuriat peut être une voie possible par la suite afin de démarrer sa propre entreprise.
- poursuite des efforts de promotion et de valorisation de la formation professionnelle et technique en 2007-2008.

L'exploration professionnelle

- En 2006-2007, des activités d'exploration professionnelle, élaborées localement par les écoles, étaient offertes aux élèves de 3^e, de 4^e ou de 5^e secondaire en formation générale pour leur permettre de vérifier leurs goûts et leurs intérêts pour les programmes d'études professionnelles. Exceptionnellement, les écoles de l'île de Montréal regroupant 20 p. 100 des élèves les plus défavorisés (rangs déciles 9 et 10) selon l'indice de défavorisation peuvent offrir des activités d'exploration professionnelle dès la 1^{re} secondaire.
- L'allocation prévue en 2006-2007 aux règles budgétaires des commissions scolaires est un montant par élève de :
 - 35 \$ si la durée de l'exploration professionnelle est de 25 heures;
 - 70 \$ si la durée de l'exploration professionnelle est de 50 heures;
 - 105 \$ si la durée de l'exploration professionnelle est de 75 heures;
 - 140 \$ si la durée de l'exploration professionnelle est de 100 heures;

Nombre d'élèves déclarés par année en exploration professionnelle

Année scolaire	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
Durée											
K ≤ 50 hrs	195	216	179	122	164	287	2 188	6 655	7 392	17 813	12 765
L > 50 hrs	537	1 216	1 355	1 675	1 308	1 204	2 123	3 415	3 418	5 062	3 693
Total	732	1 432	1 534	1 797	1 472	1 491	4 311	10 070	10 810	22 875	16 458

Note : Depuis la création de cette mesure en 1995-1996, les valeurs K et L correspondaient respectivement à des durées d'exploration professionnelle de 50 heures et moins et de plus de 50 heures. Toutefois, à partir de 2005-2006 les valeurs ont été modifiées, tel que précisé ci-dessus. La diminution d'effectif en 2005-2006 est attribuable aux changements apportés au niveau du financement.

Consolidation de l'offre de formation technique

Pour atténuer l'impact de la baisse démographique et permettre aux cégeps de maintenir une offre de formation technique diversifiée, le Ministère a adopté en 2002, différentes mesures de soutien. Pour l'année scolaire 2005-2006, ces mesures totalisent un investissement de 8,0 M\$. Ces mesures sont décrites à l'annexe F-138 du Régime budgétaire et financier des collèges dont voici un extrait :

Annexe F-138 - Régime budgétaire et financier des collèges :

- soutenir les cégeps qui rencontrent des problèmes de recrutement de clientèle dans certains programmes d'études techniques (autorisations de programmes d'études en difficulté, c'est-à-dire avec moins de 45 élèves) en majorant le financement prévu pour les enseignantes et les enseignants;
- soutenir les cégeps qui désirent relancer certains programmes d'études techniques éprouvant des difficultés d'attraction; une allocation de 5 000 \$ pour la promotion est accordée aux autorisations de programmes d'études en difficulté;
- accorder un soutien financier particulier aux cégeps qui désirent procéder à une rationalisation de leur offre de formation en cessant d'offrir un ou des programmes d'études, allocation pour les enseignantes et les enseignants mis en disponibilité et prise en charge des dépenses relatives à la relocalisation des élèves;
- répondre à des besoins particuliers.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Documents relatifs à la préparation du plan d'action pour un meilleur arrimage entre la formation professionnelle et technique.

RÉPONSE

Le 12 juin 2006, le Ministère rendait public le Plan de rapprochement en matière de formation professionnelle et technique en présence des représentants des milieux de l'éducation et du travail. Ce plan vise à relever le défi de l'accessibilité et de la qualification dans toutes les régions du Québec. Les travaux de mise en œuvre des chantiers de rapprochement entre les établissements scolaires dans chacune des régions, entre les programmes d'études ainsi qu'entre le milieu scolaire et les acteurs du marché du travail sont en cours et vont bon train.

Les résultats obtenus dans cette première phase sont les suivants :

- Des Tables régionales d'éducation interordres ont été mises en place dans toutes les régions.
- Quelque 46 projets de rapprochement entre les commissions scolaires et les cégeps font déjà l'objet ou feront incessamment l'objet d'une mise en œuvre.
- Des modèles d'organisation régionale des services interordres de reconnaissance des acquis et des compétences ont été mis en place dans chacune des dix-sept régions administratives du Québec.
- Quatre projets d'initiatives partenariales ont été mis en œuvre dans autant de régions.
- Dix parcours de continuité de formation entre la formation professionnelle et la formation technique sont en développement pour venir s'ajouter aux deux parcours qui étaient expérimentés; une vingtaine d'autres seront développés pour faciliter le passage entre la formation professionnelle et la formation technique dans une logique de continuité des apprentissages.
- Le Groupe d'action sur le renforcement du partenariat entre les établissements d'enseignement de la formation professionnelle et technique et le milieu du travail soutiendra une dizaine de projets concrets de rapprochement innovateurs entre les milieux du travail et de la formation professionnelle et technique.

Le document suivant est joint à la présente fiche :

- brochure intitulée Plan de rapprochement en matière de formation professionnelle et technique.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation des transferts fédéraux dans le domaine de l'enseignement primaire et secondaire pour les années 2005-2006 et 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

TRANSFERTS FÉDÉRAUX
COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

	Transferts 2006-2007 k\$
Programme d'alphabétisation	2 612,2 \$
Financement des bourses d'études du millénaire	90 889,9 \$
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	27 649,8 \$
Formation dans les pénitenciers fédéraux	4 302,6 \$
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux (Secrétariat au loisir et au sport)	1 271,8 \$
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie, Kativik et Naskapis	6 503,1 \$

AUTRE PROGRAMME

	Transferts 2006-2007 k\$
Enseignement aux autochtones	108 975,2 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre d'enseignants par niveau d'enseignement (primaire, secondaire) et prévisions du nombre d'embauches et de départs prévus en 2007-2008.

RÉPONSE

Le Ministère transmet annuellement à chacune des commissions scolaires des prévisions de besoins de recrutement de personnel enseignant au moyen de l'**Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant**. Ces prévisions sont disponibles pour la formation générale des jeunes des commissions scolaires.

Les données ci-dessous proviennent de cet outil :

- Nombre d'enseignants dans les commissions scolaires au 30 septembre 2006 :
 - préscolaire et primaire : 38 818 personnes (réguliers et à temps partiel)
 - secondaire, formation générale des jeunes : 26 876 personnes (réguliers et à temps partiel)
- Prévisions de besoins de recrutement pour 2007-2008 (commissions scolaires) :
 - préscolaire et primaire : 1 062
 - secondaire, formation générale des jeunes : 1 498
- Départs prévus :
 - préscolaire et primaire : 1 946
 - secondaire, formation générale des jeunes : 1 636

Source : Tableau 6 de l'Outil d'aide à la planification de l'effectif enseignant – version avril 2007

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Pour chacune des directions régionales du ministère de l'Éducation, liste du personnel selon le statut d'emploi et le poste occupé pour l'année 2006-2007.

RÉPONSE

Voir le tableau joint.

**PERSONNEL EN PLACE AU 5 AVRIL 2007
PAR DIRECTION RÉGIONALE ET STATUT D'EMPLOI**

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT

DIRECTION RÉGIONALE	STATUT D'EMPLOI	NOM	CORPS D'EMPLOI
Bas-Saint-Laurent et Gaspésie –Îles-de-la- Madeleine	P P P P P T T P P	Bédard, Gérard Belzile, Catherine Dufour, Hélène Dufour, Roseline Francoeur, Roger Geoffrion, Catherine Lacasse, Maryse Proulx, Louiselle Tardif, Diane	Cadre Spéc. en sciences de l'éducation Technicienne en administration Agente de secrétariat Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation Agente de secrétariat Spéc. en sciences de l'éducation
Saguenay–Lac-Saint-Jean	P T P P P P P P P P	Archambault, Mireille Desbiens, Pierre Gaudreault, Donald Girard, Suzanne Guillemette, Doris Lalancette, Sylvie Martel, Lucie Morin, Gilles Paquette, François Simard, Doris	Spéc. en sciences de l'éducation Technicien en administration Spéc. en sciences de l'éducation Agente de recherche Agente de secrétariat Agente de secrétariat Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation Cadre Spéc. en sciences de l'éducation
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	P P P P P P P P P P	Baron, Francine B. Bédard-Hô, Francine Campeau, Stéphanie Denis, Guylaine Descôteaux, Marie-Sylvie Jean, Pauline Levert, Michel Mercier, Ginette Morin, Chantal Papillon, Denis	Agente de secrétariat Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation Agente de secrétariat Cadre Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation Agente de secrétariat Agente de recherche Spéc. en sciences de l'éducation
Mauricie et Centre-du-Québec	P P P P P P P P P	Bastien, Nancy Cauchon, Nathalie Chartier, Louise Dupuis, Louise Duranleau, Réjean Lacerte, Marie-Andrée Lamarre, Claude Renaud, Ginette Rheault, Marie-Hélène	Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation Technicienne en administration Technicienne en administration Agent de recherche Technicienne en administration Cadre Agente de secrétariat Spéc. en sciences de l'éducation
Estrie	P P P P P P P P	Bilodeau, Johanne Hudon, Micheline Lamothe, Diane Lemieux, Julie Olney, Michel Ouellet, Nathalie Veilleux, Sylvie Verreault, Julie	Agente de secrétariat Spéc. en sciences de l'éducation Cadre Technicienne en administration Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation Agente de recherche

DIRECTION RÉGIONALE	STATUT D'EMPLOI	NOM	CORPS D'EMPLOI
Laval, Laurentides et Lanaudière	P P P P P P O P P P P P P P	Bernier, Aline Charlebois, Liette Desjardins, Chantal Desjardins, Josée Duguay, Christiane Durocher, Sylvie Goudreault, Gaëtan Lajeunesse, Gilles Langlois, Lauraine Légaré, Jovette L'Heureux, Jean-Marie Parent, Luc Poirier, Maxime Richer, Chantal	Agente de secrétariat Agente de secrétariat Agente de secrétariat Spéc. en sciences de l'éducation Technicienne en administration Agente d'information Spéc. en sciences de l'éducation Analyste de l'informatique Cadre Spéc. en sciences de l'éducation Technicien en administration Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation
Montréal	P O P P P P O P P P P P P P P	Bérat, Anne Campeau, Pierre Clermont, Hugo Culée, Francis De Gagné, Carole Dion, Caroline Langlois Caron, Flavie Hallée, Carole Joncas, Karine Lalancette, Francine Lamarre, Lucie Lamoureux, Claudie Mazur, Sylvie Naud, Suzanne Stébenne, Suzanne	Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation Cadre Agente de recherche Agente de recherche Agent de recherche Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation Technicienne en administration Agente de secrétariat Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation Agente de secrétariat Agente de secrétariat
Montréal	P P P P P P P P P O P T P P P P P P P P	Barrette, Pierre Beauregard, Lucie Bonsaint, Lise Chevalier, Maryse Dyotte, Suzanne Fafard, Michèle Gauthier, Liliane Gravel, Denis Houle, Madeleine Imbeault, Brigitte Lamirande, Gilles Lavallée, Richard Mailloux, Gaëtan Ménard, Gisèle Poirier, Gisèle Rochon, Lucie Sarrat, Colette Savard, Carmen Thibault, Louise Tremblay, Francine Vachon, Claire	Agent de gestion financière Spéc. en sciences de l'éducation Agente de secrétariat Agente de secrétariat Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation Technicien en information Technicienne en administration Spéc. en sciences de l'éducation Cadre Spéc. en sciences de l'éducation Agent de bureau Agente de bureau Cadre Agente de secrétariat Technicienne en information Spéc. en sciences de l'éducation Technicienne en administration Agente de bureau Préposée aux renseignements

DIRECTION RÉGIONALE	STATUT D'EMPLOI	NOM	CORPS D'EMPLOI
Outaouais	P T P P P P P P P	Audet, Hélène Bisson, Lynda Bouchard, Jean Daoust, Christiane Duperré, Alain Gagné, Bérandère Gauthier, Évelyne Leblanc, Bernadette Savard, Francine	Cadre Spéc. en sciences de l'éducation Agent de recherche Spéc. en sciences de l'éducation Agent de recherche Spéc. en sciences de l'éducation Technicienne en administration Agente de secrétariat Agente de secrétariat
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	P P P P P O P P O P	Bilodeau, Louise Boivin, Johanne Charest, Marie Cloutier, Jocelyne Décarie, Marc Fontaine, Nadia Larose, Guylaine Larouche, Caroline Prévost, Françoise Vautour, Daphne	Agente de recherche Technicienne en administration Spéc. en sciences de l'éducation Agente de secrétariat Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation Cadre Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation Agente de secrétariat
Côte-Nord	T P P P P P P P T P	Aubry, Françoise Côté, Suzanne De Mendonça, Lucy Desbiens, Nicole Gauthier, Nathalie Leblanc, Sylvie Marquis, Éric Miville-Deschênes, Jean Simard, René-Pierre Tremblay, Lorraine	Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation Cadre Agente de secrétariat Agente de recherche Agente de secrétariat Cadre Spéc. en sciences de l'éducation Spéc. en sciences de l'éducation Agente de bureau

Statut d'emploi : O = occasionnel
P = permanent
S = stagiaire
T = temporaire

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation détaillée des budgets accordés par le Ministère en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008 pour le maintien des écoles de village et montants accordés à cette fin aux commissions scolaires. Liste des écoles de village ayant reçu une subvention à cette fin, incluant le montant de la subvention.

RÉPONSE

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport intervient, sur le plan du fonctionnement (annexe 1) et des investissements (annexe 2), selon le cas, par différentes mesures, afin d'aider les commissions scolaires qui ont à faire face aux problématiques de la décroissance et de la survie de la dernière école de village.

La somme consacrée à la décroissance de l'effectif scolaire et à la survie de la dernière école de village est de 232,9 M\$ en 2006-2007, et couvre les mesures suivantes :

- mesures permettant d'assurer des services éducatifs dans les petites commissions scolaires, par l'allocation d'un montant de base, un meilleur financement de la gestion des écoles et des autres dépenses éducatives (51,7 M\$);
- mesures visant les petites commissions scolaires, celles éloignées et dispersées et celles ayant des espaces excédentaires (87,5 M\$);
- ajustement de 46,8 M\$ pour limiter à 1 p.100 par année la baisse des ressources administratives liées à la décroissance démographique;
- aide additionnelle de 28,5 M\$, pour les milieux moins favorisés et pour les élèves à risque, en protégeant ces enveloppes budgétaires de la décroissance;
- mesure destinée au maintien des écoles de village introduite en 2003-2004, totalisant 18,4 M\$.

**ALLOCATION POUR LE MAINTIEN DE L'ÉCOLE DE VILLAGE
(Volet fonctionnement)**

**Montant alloué par commission scolaire
et liste des écoles, année scolaire 2006-2007**

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
Monts-et-Marées, CS des	Lac-Humqui	30 000 \$
	Albertville	14 000 \$
	Saint-Vianney	26 000 \$
	Saint-Tharcisius	26 000 \$
	Saint-Leon-Le-Grand	7 500 \$
	Sr-Rachel-Fournier	29 000 \$
	Saint-Damase	30 000 \$
	La Volière	30 000 \$
	Saint-Victor	8 500 \$
	Assomption	27 500 \$
	Noël-Fortin	27 500 \$
	Émile-Dubé	30 000 \$
	Mgr-Ross	11 000 \$
	Val-Brillant	18 500 \$
	Le Marinier	16 500 \$
	Sainte-Irene	14 000 \$
	Albert-Morin	23 000 \$
	Saint-Léandre	30 000 \$
	Val-Joubert	30 000 \$
	Saint-René-Goupil	12 500 \$
	Total :	441 500 \$
Phares, CS des	Euclide Fournier	22 000 \$
	La Source	2 500 \$
	Arc-en-Ciel	23 000 \$
	Clair-Soleil	30 000 \$
	De La Rivière	9 500 \$
	Aux-Quatre-Vents	27 500 \$
	Du Sommet	30 000 \$
	L'Envol	30 000 \$
	Sainte-Luce	23 500 \$
	Lévesque	27 500 \$
	La Colombe	30 000 \$
	Lavoie	30 000 \$
	Saint-Rosaire	13 500 \$
	Total :	299 000 \$
Fleuve-et-des-Lacs, CS du	Des-Verts-Sommets	17 000 \$
	Des Parchemins	30 000 \$
	De L'Envol	16 000 \$
	De Sainte-Rita	24 000 \$
	Clair-Matin	30 000 \$
	Des Rayons de Soleil	22 000 \$
	De La Joie	30 000 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
	De Saint-Marc	30 000 \$
	De La Marguerite	30 000 \$
	De Saint-Clément	30 000 \$
	De La Source	30 000 \$
	Beaucourt	30 000 \$
	De L'oiseau Chanteur	30 000 \$
	De L'étincelle	30 000 \$
	De Saint-Eusèbe	27 500 \$
	Plein-Soleil	30 000 \$
	De La Chanterelle	26 000 \$
	Des Moussaillons	27 500 \$
	De Saint-Cyprien	18 500 \$
	Maria-Goretti	27 500 \$
	Georges-Gauvin	20 500 \$
	Notre-Dame-De-Grâce	6 500 \$
	April	27 500 \$
	Saint-David	27 500 \$
	Marie-Reine-des-Coeurs	27 500 \$
	Saint-Joseph	18 500 \$
	Saint-Pierre	13 500 \$
	Gérard-Raymond	27 500 \$
	Chanoine-Coté	27 500 \$
	Total :	732 500 \$
Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	Riou	30 000 \$
	La Chanterelle	30 000 \$
	Saint-Louis de Saint-Joseph	30 000 \$
	J.-C. Chapais	30 000 \$
	Saint Bruno	30 000 \$
	L'étoile-Filante	30 000 \$
	Les Pèlerins	30 000 \$
	Saint-Louis	30 000 \$
	L'orée-Des-Bois	30 000 \$
	L'amitié	27 500 \$
	Saint-Modeste	18 500 \$
	Notre-Dame-Du-Sourire	27 500 \$
	Saint-Philippe	27 500 \$
	Sainte-Hélène	2 500 \$
	La Marée-Montante	22 500 \$
	Desbiens	20 500 \$
	Vents-et-Marées	27 500 \$
	Notre-Dame	27 500 \$
	Notre-Dame-du-Portage	6 500 \$
	La Pruchière	6 500 \$
	Total :	484 500 \$
Pays-des-Bleuets, CS du	Les Prés Verts	30 000 \$
	Saint-Lucien	30 000 \$
	L'arbrisseau	30 000 \$
	Hélène-Laliberté	27 500 \$
	Saint-Louis-de-Gonzague	11 500 \$
	Boisjoli	27 500 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
	La Source	30 000 \$
	Jean XXIII	30 000 \$
	Sainte-Hedwidge	30 000 \$
	Notre-Dame-de-Lourdes	19 500 \$
	Des Deux-Lacs	24 500 \$
	Jolivent	7 500 \$
	Entrepôt Morin	19 000 \$
	Total :	317 000 \$
Lac-Saint-Jean, CS du	Notre-Dame-du-Rosaire	30 000 \$
	Sainte-Hélène	30 000 \$
	Bon-Pasteur	27 500 \$
	Saint-Gérard	27 500 \$
	Jean XXIII	30 000 \$
	Total :	145 000 \$
Rives-du-Saguenay, CS des	Sainte-Rose	30 000 \$
	Marie-Médiatrice	30 000 \$
	Saint-Gabriel	27 500 \$
	Du-Vallon	27 500 \$
	Saint-Félix	30 000 \$
	Total :	145 000 \$
De La Jonquière, CS	Saint-Charles	30 000 \$
	Saint-Jean	25 500 \$
	Du Versant	3 500 \$
	Total :	59 000 \$
Charlevoix, CS de	Saint-Firmin	17 000 \$
	Notre-Dame-de-Lorette	30 000 \$
	Saint-François	30 000 \$
	Fernand-Saindon	26 500 \$
	Beau-Soleil	30 000 \$
	Marie-Reine	21 500 \$
	Léonce-Boivin	27 500 \$
	Marie-Victorin	10 500 \$
	Dominique-Savio	17 500 \$
	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	30 000 \$
	Total :	240 500 \$
Capitale, CS de la	Du Joli-Bois	2 500 \$
	Total :	2 500 \$
Premières-Seigneuries, CS des	Du Sainte-Famille	27 500 \$
	Notre-Dame-de-Grâce	21 500 \$
	De la Pionniere	19 500 \$
	Total :	68 500 \$
Portneuf, CS de	Saint-Coeur-de-Marie	27 500 \$
	Marie du Saint-Sacrement	27 500 \$
	Le Goéland	27 500 \$
	La Morelle	27 500 \$
	Le Phare	18 500 \$
	Saint-Charles	30 000 \$
	Total :	158 500 \$
Chemin-du-Roy, CS du	Sainte-Marie	30 000 \$
	Saint-Léon	27 500 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
	Saint-Justin	19 500 \$
	Saint-Charles	27 500 \$
	Champlain	6 500 \$
	Saint-Joseph (Belle-Vallée)	12 500 \$
	Marie-Immaculée	30 000 \$
	Des Grès	30 000 \$
	Total :	183 500 \$
Énergie, CS de l'	De la Vallée-de-Mékinac	30 000 \$
	De la Passerelle	30 000 \$
	La Croisière	27 500 \$
	Notre-Dame-des-Neiges	22 500 \$
	Primadel	27 500 \$
	Notre-Dame-de-La-Joie	27 500 \$
	De la Tortue-des-Bois	27 500 \$
	Plein Soleil	25 500 \$
	Le Sablon d'Or	15 500 \$
	Villa de la Jeunesse	23 500 \$
	Des Vallons	3 500 \$
	Des Boisés	27 500 \$
	Maternelle Jacques-Buteux	30 000 \$
	Notre-Dame-de-l'Assomption	30 000 \$
	Maternelle Marie-Médiatrice	30 000 \$
	Notre-Dame	21 500 \$
	Jacques-Cartier	7 500 \$
	Total :	407 000 \$
Hauts-Cantons, CS des	Saint-Pie-X	30 000 \$
	Liguge	30 000 \$
	De Sainte-Edwidge	30 000 \$
	Notre-Dame-de-Toutes-Aides	30 000 \$
	De la Rose-des-Vents	27 500 \$
	Saint-Paul	27 500 \$
	Des Monts Blancs	27 500 \$
	D'audet	30 000 \$
	De Saint-Romain	27 500 \$
	Sancta-Maria	27 500 \$
	Notre-Dame-de-Lorètte	19 500 \$
	Des Sommets	27 500 \$
	Des Trois-Cantons	14 500 \$
	De Sainte-Cécile	27 500 \$
	De Lac-Drolet	14 500 \$
	De Nantes	27 500 \$
	Notre-Dame-du-Paradis	2 500 \$
	Total :	421 000 \$
Région-de-Sherbrooke, CS de la	Notre-Dame-de-la-Paix	22 500 \$
	Total :	22 500 \$
Sommets, CS des	Christ-Roi	27 500 \$
	Notre-Dame-de-Lourdes	30 000 \$
	Notre-Dame-de-Bonsecours	17 500 \$
	Saint-Laurent	30 000 \$
	Notre-Dame-des-Érables	24 500 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
	Notre-Dame-de-l'Assomption	27 500 \$
	Notre-Dame-du-Sourire	27 500 \$
	Notre-Dame-de-Montjoie	27 500 \$
	Le Baluchon	27 500 \$
	Les Deux Soleils, Pavillon 1	17 500 \$
	Total :	257 000 \$
Portages-de-l'Outaouais, CS des	Sainte-Marie	12 500 \$
	Saint-Joseph	30 000 \$
	Total :	42 500 \$
Coeur-des-Vallées, CS au	Centrale	27 500 \$
	Adrien Guillaume	6 500 \$
	Sacré-Coeur	3 500 \$
	Total :	37 500 \$
Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	Laval	30 000 \$
	Saint-Boniface	30 000 \$
	Saint-Nom-de-Marie	27 500 \$
	Reine Perreault	27 500 \$
	Notre-Dame-de-Grace	30 000 \$
	Dominique Savio	30 000 \$
	Sainte-Anne #1	27 500 \$
	Sainte-Thérèse	27 500 \$
	Sainte-Marie	30 000 \$
	Sacre-Coeur	26 500 \$
	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur	27 500 \$
	Saint-Pierre	30 000 \$
	Total :	344 000 \$
Lac-Témiscamingue, CS du	Sainte-Anne	30 000 \$
	Saint-Gabriel	30 000 \$
	Saint-Viateur	26 000 \$
	Du Carrefour	2 500 \$
	Notre-Dame-de-L'Assomption	30 000 \$
	Saint-André	29 000 \$
	Sainte-Bernadette	23 000 \$
	Saint-Louis	30 000 \$
	Notre-Dame-de-Liesse	27 500 \$
	Laforce (Centrale)	30 000 \$
	L'Assomption	27 500 \$
	Saint-Isidore	6 500 \$
	Notre-Dame	2 500 \$
	Saint-Joseph	27 500 \$
	Centre Le Tremplin	22 500 \$
	Total :	344 500 \$
Rouyn-Noranda, CS de	Saint-Joseph	27 500 \$
	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur	27 500 \$
	Saint-Augustin	30 000 \$
	Saint-Ignace	30 000 \$
	Notre-Dame-de-L'Assomption	6 500 \$
	Sainte-Thérèse	27 000 \$
	Saint-Norbert	27 500 \$
	Sainte-Monique	30 000 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
	Total :	206 000 \$
Harricana, CS	Sainte-Thérèse	30 000 \$
	Notre-Dame-de-Lourdes	27 500 \$
	Tétreault	30 000 \$
	Notre-Dame-du-Rosaire	27 500 \$
	Saint-Thomas-d'Aquin	27 500 \$
	Notre-Dame-de-Lourdes	27 500 \$
	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur	30 000 \$
	Saint-Mathieu	30 000 \$
	Saint-Paul	30 000 \$
	Sainte-Gertrude	27 500 \$
	Notre-Dame des Écoles	27 500 \$
	Morency	30 000 \$
	Youville	25 500 \$
	Total :	370 500 \$
Or-et-des-Bois, CS de l'	Charles-René-Lalande	18 500 \$
	Notre-Dame-de-L'assomption	17 500 \$
	Louis-Querbes	30 000 \$
	Total :	66 000 \$
Lac-Abitibi, CS du	Pavillon D'authier-Nord	12 500 \$
	Pavillon De Mancebourg	30 000 \$
	Pavillon De Roquemaure	30 000 \$
	Pavillon De Gallichan	30 000 \$
	Pavillon De Clermont	27 500 \$
	Pavillon De Duparquet (Nouv.)	27 500 \$
	Pavillon De Poularies	27 500 \$
	Pavillon De Ste-Germaine-Boule	27 500 \$
	Pavillon De Taschereau	18 500 \$
	Pavillon De Colombourg	30 000 \$
	Total :	261 000 \$
Estuaire, CS de l'	Pavillon Mgr Labrie	14 000 \$
	Père Duclos	20 000 \$
	Saint-Joseph	30 000 \$
	Centre Paul-Albert-Jean	30 000 \$
	St-Joseph et Centre Administratif	27 500 \$
	Mgr Bouchard	27 500 \$
	Saint-Coeur-de-Marie	27 500 \$
	Notre-Dame-Du-Bon-Conseil	27 500 \$
	Pavillon Sacré-Coeur	27 500 \$
	Total :	231 500 \$
Fer, CS du	Dominique Savio	30 000 \$
	Notre-Dame	30 000 \$
	Total :	60 000 \$
Moyenne-Côte-Nord, CS de la	Saint-Francois Régis	11 000 \$
	Notre-Dame-de-la-Confiance	18 000 \$
	Notre-Dame-de-Grâce	25 000 \$
	Louis Garnier	30 000 \$
	Saint-Francois d'Assise	30 000 \$
	Total :	114 000 \$
Baie-James, CS de la	Le Filon	2 500 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
	Le Delta	11 500 \$
	Jacques Rousseau	27 500 \$
	Beauvalois	27 500 \$
	Total :	69 000 \$
Îles, CS des	Notre-Dame-du-Sacré-Coeur	30 000 \$
	Total :	30 000 \$
Chic-Chocs, CS des	Notre-Dame-de-Liesse	27 500 \$
	Notre-Dame-des-Neiges	30 000 \$
	Saint-Antoine	27 500 \$
	Des Prospecteurs	20 500 \$
	Du P'tit-Bonheur	6 500 \$
	Notre-Dame	30 000 \$
	Saint-Paul	27 500 \$
	Saint-Joseph-Alban	30 000 \$
	De la Découverte	27 500 \$
	Total :	227 000 \$
René-Lévesque, CS	Saint-Michel	27 500 \$
	Couvent de L'assomption	30 000 \$
	Sainte-Marie	27 500 \$
	Couvent du Bon-Pasteur	27 500 \$
	Saint-Bernard	24 500 \$
	Le Phare	22 500 \$
	La Relève	30 000 \$
	Des Découvertes	13 500 \$
	Aux Mille-Ressources	30 000 \$
	Des Audomarois	20 500 \$
	Saint-Alexis (Centrale)	30 000 \$
	Saint-Francois (Centrale)	27 500 \$
	Total :	311 000 \$
Côte-du-Sud, CS de la	Sainte-Lucie	27 000 \$
	Sainte-Félicité	19 000 \$
	Saint-Marcel	27 500 \$
	Ste-Apolline-de-Patton (Cent.)	27 500 \$
	Saint-Adalbert	30 000 \$
	Plein Soleil	27 500 \$
	Saint-Cyrille (Centrale)	30 000 \$
	Du Bon-Vent	30 000 \$
	De L'Éveil	30 000 \$
	De Saint-Just	30 000 \$
	Saint-Louis	27 500 \$
	De Saint-Pierre	14 500 \$
	Chanoine-Ferland	10 500 \$
	De La Ruche - De Lanaudière	27 500 \$
	Du Tremplin	22 500 \$
	Des Méandres	11 500 \$
	Notre-Dame-de-L'Assomption	27 500 \$
	Total :	420 000 \$
Appalaches, CS des	Du Saint-Nom-de-Marie	30 000 \$
	De La Passerelle	30 000 \$
	De La Pierre-Douce	27 500 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
	Saint-Nom-de-Jesus	25 500 \$
	Dominique-Savio	30 000 \$
	Aux Quatre-Vents	27 500 \$
	De la Source	30 000 \$
	De L'arc-en-Ciel	27 500 \$
	Du Perce-Neige	27 500 \$
	Total :	255 500 \$
Beauce-Etchemin, CS de la	Petite-Abeille	30 000 \$
	Secondaire de Haute-Beauce	23 500 \$
	Bellarmin	27 500 \$
	Rayons-de-Soleil	30 000 \$
	Des Bois-Francis	27 500 \$
	Du Petit-Chercheur	2 500 \$
	La Tourterelle	27 500 \$
	Arc-En-Ciel de Saint-Camille	27 500 \$
	Jouvence	13 500 \$
	L'astrale	27 500 \$
	L'Arc-en-Ciel	23 500 \$
	Sainte-Martine	27 500 \$
	L'Étincelle	12 500 \$
	Saints-Anges	2 500 \$
	L'éco-Pin	7 500 \$
	La Source	11 500 \$
	Le Cerf-Volant	18 500 \$
	Nazareth	17 500 \$
	La Découverte	23 500 \$
	L'Envolée	6 500 \$
	Saint-Louis	21 500 \$
	Roy	13 500 \$
	Dominique-Savio	20 500 \$
	Des Lutins	16 500 \$
	Drouin	3 500 \$
	L'Écolinière	24 500 \$
	Monseigneur-de Laval	27 500 \$
	Harmonie	19 500 \$
	Total :	535 000 \$
Navigateurs, CS des	La Falaise	27 500 \$
	De la Caravelle (Joly)	9 500 \$
	De la Caravelle (Dosquet)	23 500 \$
	La Berge	30 000 \$
	L'Amitié	7 500 \$
	Du Chêne	9 500 \$
	La Clé D'or	27 500 \$
	De la Caravelle (St-Flavien)	6 500 \$
	Sainte-Thérèse	5 500 \$
	Total :	147 000 \$
Affluents, CS des	Mgr-Charlebois	7 500 \$
	Amédée-Marsan	27 500 \$
	Total :	35 000 \$
Samares, CS des	Germain-Caron	30 000 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
Laurentides, CS des	Pavillon Saint-Émile	30 000 \$
	Pav. Notre-Dame-de-la-Merci	30 000 \$
	Sainte-Anne	9 500 \$
	Sainte-Marie-Salomé	21 500 \$
	Bérard	30 000 \$
	Sainte-Marcelline	15 500 \$
	Emmélie-Caron	18 500 \$
	Panet	4 500 \$
	De L'île Saint-Ignace	27 500 \$
	De Saint-Come	19 500 \$
	Pavillon Reine-Marie II	30 000 \$
	Pav. Maternelle Ste-Geneviève	11 500 \$
	Monseigneur J.-A.-Papineau	4 500 \$
	Pavillon Rose-Des-Vents	23 500 \$
	Pav Maternelle Wilfrid-Gervais	27 500 \$
	Total :	333 500 \$
Pierre-Neveu, CS	L'arc-En-Ciel	27 500 \$
	La Relève	27 500 \$
	Mgr Lionel-Scheffer	30 000 \$
	Mgr Ovide Charlebois	26 500 \$
	Ste-Bernadette	27 500 \$
	La Ribambelle	7 500 \$
	Total :	146 500 \$
Sorel-Tracy, CS de	Sainte-Anne	27 500 \$
	Sacré-Coeur	30 000 \$
	Notre-Dame	30 000 \$
	Notre-Dame-des-Anges	27 500 \$
	Saint-Gérard	27 500 \$
	L'Aventure	27 500 \$
	Henri-Bourassa	30 000 \$
	De L'amitié	27 500 \$
	Saint-Joseph	30 000 \$
	Pavillon Saint-Francois	27 500 \$
	Pavillon Notre-Dame	23 500 \$
	Notre-Dame-du-Saint-Sacrement	6 500 \$
	Christ-Roi	23 500 \$
	Saint-Joachim	27 500 \$
	Saint-Jean-Évangéliste	19 500 \$
	Total :	385 500 \$
Saint-Hyacinthe, CS de	Christ-Roi	11 500 \$
	Mgr-Brunault	15 500 \$
	Pierre-de-Saint-Ours	8 500 \$
	Notre-Dame	30 000 \$
	Saint-Gabriel	27 500 \$
	Total :	93 000 \$
Saint-Hyacinthe, CS de	Pavillon Saint-Bernard	30 000 \$
	Pavillon Saint-Marcel	30 000 \$
	Notre-Dame	27 500 \$
	Pavillon Saint-Louis	30 000 \$
	Saint-Nazaire	18 500 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
	Pavillon Saint-Barnabé-Sud	27 500 \$
	Notre-Dame-de-la-Paix	12 500 \$
	Pavillon Spénard	30 000 \$
	Sacré-Coeur	5 500 \$
	Saint-Thomas-d'Aquin, Pav. II	30 000 \$
	Total :	241 500 \$
Patriotes, CS des	Au-Fil-de-L'eau (Desrochers)	20 500 \$
	Centre Services Alternatifs	21 000 \$
	Total :	41 500 \$
Val-des-Cerfs, CS du	Saint-Joseph	25 500 \$
	Saint-Francois-d'Assise	8 500 \$
	Centrale	13 500 \$
	Notre-Dame-de-Lourdes	27 500 \$
	Total :	75 000 \$
Grandes-Seigneuries, CS des	Saint-Édouard	6 500 \$
	Langevin	24 500 \$
	Total :	31 000 \$
Vallée-des-Tisserands, CS de la	Saint-Joseph	27 500 \$
	Total :	27 500 \$
Trois-Lacs, CS des	Immaculée-Conception	27 500 \$
	Sainte-Justine-de-Newton	23 500 \$
	Saint-Zotique	27 500 \$
	C.F.P. Paul Gérin Lajoie	25 000 \$
	Total :	103 500 \$
Riveraine, CS de la	De la Croisée	30 000 \$
	La Source	27 500 \$
	Marie-Sophie	6 500 \$
	Le Rucher	18 500 \$
	Des Arbrisseaux	27 500 \$
	Rayons de Soleil	27 500 \$
	La Jeunesse	23 500 \$
	Le Phare	27 500 \$
	Jean XXIII	27 500 \$
	La Nacelle	27 500 \$
	Centre de formation St-Léonard	30 000 \$
	Boutons d'Or	14 000 \$
	Harfang-des-Neiges Annexe	27 500 \$
	Terre des Jeunes	12 500 \$
	Total :	327 500 \$
Bois-Francis, CS des	Saint-Coeur-de-Marie	30 000 \$
	Centrale	30 000 \$
	Marie-Immaculée	27 500 \$
	Centrale	27 500 \$
	Notre-Dame	27 500 \$
	Jean-XXIII	27 500 \$
	Notre-Dame-du-Perpetuel-Secours	12 500 \$
	Cité Écologique	27 000 \$
	Sainte-Thérèse	27 500 \$
	Jean-Rivard	11 500 \$
	Total :	248 500 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
Chênes, CS des	Carrousel	27 500 \$
	Active Sainte-Jeanne-d'Arc	24 500 \$
	Notre-Dame	27 500 \$
	Saint-Eugène	12 500 \$
	Des Deux Rivières Saint-Lucien	27 500 \$
	Saint-Félix-Kingsey	7 500 \$
	Saint-Guillaume 128	16 000 \$
	Total :	143 000 \$
Central Québec, CS	Valcartier	27 500 \$
	Portneuf	27 500 \$
	Maclean Memorial	27 500 \$
	Total :	82 500 \$
Eastern Shores, CS	Polyv. Mgr Sévigny Pavillon A	30 000 \$
	Saint-Joseph - Saint-Patrick	30 000 \$
	Shigawake Port-Daniel School	21 500 \$
	New Richmond High School	21 500 \$
	Escuminac Intermediate School	18 500 \$
	Entry Island School	13 000 \$
	Belle-Anse Elementary School	30 000 \$
	Gaspé Elementary School	15 500 \$
	Grosse-Ile High School	26 500 \$
	Metis Beach Intermediate	30 000 \$
	Centre Educatif De Fermont	15 000 \$
	Riverview School	30 000 \$
	Baie Comeau High School	7 500 \$
	Total :	289 000 \$
Eastern Townships, CS	North Hatley	27 500 \$
	Pope Memorial	24 500 \$
	Mansonville	30 000 \$
	Sutton	5 500 \$
	Asbestos-Danville-Shipton	24 500 \$
	Cookshire	10 500 \$
	Sawyerville	27 500 \$
	Farnham	26 500 \$
	Total :	176 500 \$
Riverside, CS	The Alternate School	27 500 \$
	Total :	27 500 \$
Sir-Wilfrid-Laurier, CS	Grenville Elementary	27 500 \$
	Total :	27 500 \$
Western Québec, CS	Queen Elizabeth	27 500 \$
	St Michael	27 500 \$
	Cité Étud. La Haute Gatineau	27 500 \$
	Onslow	2 500 \$
	Poltimore	30 000 \$
	Total :	115 000 \$
Lester-B.-Pearson, CS	Soulanges	28 000 \$
	Total :	28 000 \$
New Frontiers, CS	Howick	8 500 \$
	Franklin	30 000 \$
	Total :	38 500 \$

Commission scolaire

Nom du bâtiment

Allocation

GRAND TOTAL : 11 473 500 \$

**ALLOCATION POUR LE MAINTIEN DE L'ÉCOLE DE VILLAGE
(Volet Investissement)**

**Montant alloué par commission scolaire
et liste des écoles, année scolaire 2006-2007**

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
Monts-et-Marées, CS des	Val-Brillant	225 600 \$
	Saint-Vianney	115 968 \$
Phares, CS des	Sainte-Luce	124 800 \$
Fleuve-et-des-Lacs, CS du	Plein-Soleil	149 593 \$
Kamouraska - Rivière-du-Loup, CS de	Sainte-Hélène	139 935 \$
Pays-des-Bleuets, CS du	Jolivent	320 702 \$
Lac-Saint-Jean, CS du	Bon-Pasteur	537 600 \$
	Bon-Pasteur	165 120 \$
Rives-du-Saguenay, CS des	Marie-Médiatrice	153 600 \$
	Marie-Médiatrice	28 800 \$
Charlevoix, CS de	Léonce-Boivin	266 762 \$
	Fernand-Saindon	119 316 \$
Chemin-du-Roy, CS du	Champlain	57 600 \$
	Primadel	131 520 \$
Énergie, CS de l'	Notre-Dame-des-Neiges	24 000 \$
	De Lac-Drolet	19 200 \$
Hauts-Cantons, CS des	Notre-Dame-du-Paradis	57 600 \$
	Ligugé	110 400 \$
Sommets, CS des	De Sainte-Edwidge	196 800 \$
	Notre-Dame-de-Lorette	115 200 \$
Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	Christ-Roi	159 360 \$
	Christ-Roi	21 600 \$
Harricana, CS	Saint-Boniface	104 630 \$
	Cité étud. la Haute Gatineau	124 800 \$
Baie-James, CS de la	Saint-Nom-de-Marie	77 112 \$
	Tétreault	287 040 \$
Chic-Chocs, CS des	Tétreault	85 296 \$
	Le Filon	396 864 \$
René-Lévesque, CS	Saint-Joseph-Alban	107 808 \$
	Notre-Dame-de-Liesse	61 206 \$
Côte-du-Sud, CS de la	Polyv. Mgr Sévigny Pavillon A	404 448 \$
	Saint-Joseph - Saint-Patrick	184 013 \$
Beauce-Etchemin, CS de la	Polyv. Mgr Sévigny Pavillon A	100 800 \$
	Des Découvertes	77 184 \$
	La Relève	52 800 \$
	De Saint-Pierre	58 176 \$
	La Tourterelle	81 600 \$
	Monseigneur-De Laval	28 800 \$

Commission scolaire	Nom du bâtiment	Allocation
Samares, CS des	Pav. Maternelle Ste-Geneviève	44 160 \$
	Monseigneur J.-A.-Papineau	124 800 \$
Laurentides, CS des	Ste-Bernadette	37 094 \$
	Ste-Bernadette	77 666 \$
Pierre-Neveu, CS	L'Aventure	153 600 \$
	Notre-Dame-du-Saint-Sacrement	91 200 \$
	Notre-Dame-du-Saint-Sacrement	106 560 \$
Val-des-Cerfs, CS du	Saint-François-d'Assise	43 200 \$
	Centrale	19 200 \$
	Notre-Dame-de-Lourdes	19 200 \$
	Des Arbrisseaux	38 810 \$
Riveraine, CS de la	De la Croisée	79 200 \$
	De la Croisée	45 653 \$
	Terre des jeunes	38 400 \$
	Boutons d'Or	52 800 \$
	La Source	52 800 \$
	Le Rucher	52 800 \$
	Marie-Sophie	52 800 \$
	Saint-Félix-Kingsey	48 000 \$
Chênes, CS des		
Eastern Shores, CS	Baie Comeau High School	249 535 \$
TOTAL :		6 901 131 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Orientations ministérielles concernant la dernière école de village.

RÉPONSE

• Orientations ministérielles concernant la dernière école de village

Le gouvernement entend respecter les recommandations du groupe de travail sur le maintien de l'école de village.

La Loi sur l'instruction publique prévoyait déjà des consultations obligatoires et réciproques des municipalités et des commissions scolaires avant que des décisions ayant un effet sur le maintien des écoles de village ne soient prises. Le 14 décembre 2006, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi n° 32, Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et la Loi sur l'instruction publique. Celui-ci comprend de nouvelles obligations en matière de fermetures d'école et de fin de cycle ou de partie de cycle.

Les nouvelles obligations sont les suivantes :

- L'article 39 a été modifié afin que l'acte d'établissement indique dorénavant le cycle ou, exceptionnellement, la partie de cycle de l'ordre d'enseignement concerné et précise si l'école dispense l'éducation préscolaire.
- Le plan triennal de répartition et de destination des immeubles doit dorénavant indiquer (art 211):
 - le nom, l'adresse et les locaux mis à sa disposition;
 - l'ordre d'enseignement qui y est dispensé;
 - sa destination autre que pédagogique;
 - sa capacité d'accueil;
 - les prévisions d'effectifs scolaires pour la durée du plan.
- L'adoption d'une politique de maintien et de fermeture des écoles était déjà prévue à la Loi (art. 212). Elle devra dorénavant porter également sur la modification de l'ordre d'enseignement dispensé par une école ou des cycles ou parties de cycle d'un tel ordre d'enseignement ainsi que sur la cessation des services d'éducation préscolaire dispensés par une école. La politique devra également comprendre un processus de consultation publique qui doit prévoir :
 - le calendrier de la consultation;
 - les modalités d'information du public et plus particulièrement des parents et des élèves majeurs concernés incluant l'endroit où l'information pertinente sur le projet, notamment ses conséquences budgétaires et pédagogiques, est disponible pour consultation par toute personne intéressée de même que l'endroit où des informations additionnelles peuvent être obtenues;
 - la tenue d'au moins une assemblée de consultation et ses modalités;
 - la présence, lors d'une assemblée de consultation, du président de la commission scolaire et du commissaire de la circonscription concernée.
- En outre, des échéances sont fixées pour la parution de l'avis public de l'assemblée de consultation 1) au plus tard, le 1^{er} juillet de l'année précédant celle où la fermeture d'école serait effectuée; 2) au plus tard, le 1^{er} avril de l'année précédant celle où un changement de cycle ou de partie de cycle serait effectué.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste par région des établissements primaires et secondaires qui ont fermé leurs portes en 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007.

RÉPONSE

La liste des établissements se retrouve à la réponse de la question n° 12.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Détail et ventilation des sommes accordées en 2006-2007 pour les élèves en milieux défavorisés et pour financer des mesures alimentaires et prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

Les sommes accordées en 2006-2007 pour les élèves des milieux défavorisés et pour financer des mesures alimentaires sont de 246,8 M\$. Ces sommes se répartissent comme suit :

	<u>M\$</u>
• Ressources intégrées dans les allocations de base pour les activités éducatives	163,0
• École montréalaise	10,0
• Aide alimentaire au secondaire	7,2
• Agir autrement	27,4
• Services éducatifs en classe — 4 ans	19,7
• Services de garde éducatifs — 4 ans	3,8
• Collations en service de garde	4,2
• Revenus autonomes — 4 ans	4,0
• Ajout de ressources professionnelles et de soutien dans le cadre des conventions collectives	7,5
Total	<hr/> 246,8

Pour 2007-2008, ces sommes ne sont pas encore déterminées.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Bilan de la participation du ministère de l'Éducation aux activités du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada en 2006-2007, avec la date, l'endroit et l'objet de chaque activité.

RÉPONSE

1. **90^e réunion ordinaire du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC), St-John's, Terre-Neuve-et-Labrador, 26 septembre 2006, participation du ministre et du sous-ministre**

Principaux dossiers ayant fait l'objet de discussions ou d'une décision des ministres

- Plan d'action du CMEC sur la littératie et l'alphabétisation : mise à jour.
- Entente de reconnaissance mutuelle sur la mobilité du personnel enseignant : nouveau mandat au groupe de travail du CMEC créé à cette fin.
- Plan d'action pour l'éducation des Autochtones : mise à jour.
- Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire : élaboration d'une position commune des provinces et des territoires.
- Initiatives du Conseil de la fédération liées à l'enseignement postsecondaire : soutien à la démarche des premiers ministres.

Les membres du CMEC ont également convenu qu'un groupe de ministres rencontrerait les ministres fédéraux concernés (Ressources humaines et Développement social, Finances et Affaires indiennes et du Nord canadien), afin de discuter du réinvestissement fédéral en enseignement postsecondaire et en formation professionnelle et des répercussions des coupures budgétaires dans les programmes d'alphabétisation et dans le but de demander que le gouvernement fédéral assume son rôle et ses responsabilités en matière d'éducation des Autochtones.

2. **91^e réunion ordinaire du CMEC, Toronto, Ontario, 13 février 2007, participation du ministre et du sous-ministre**

Principaux dossiers ayant fait l'objet de discussions ou d'une décision des ministres

- Plan d'action sur la littératie et l'alphabétisation : approbation du plan d'action révisé.
- Financement de l'enseignement postsecondaire : accord concernant l'envoi d'une lettre ouverte au gouvernement fédéral au sujet du financement de l'enseignement postsecondaire.
- Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire : demande au gouvernement fédéral de s'engager à maintenir l'aide financière non remboursable au delà de l'expiration du mandat de la Fondation.
- Portail pancanadien d'apprentissage en ligne : mise à jour concernant la phase 3 du projet.
- Jeux olympiques d'hiver de 2010 : discussion concernant le programme éducatif préparé par le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2010 à Vancouver.

En suivi à la réunion, une lettre ouverte aux ministres fédéraux des Ressources humaines et du Développement social et des Finances, concernant le financement de l'enseignement postsecondaire, a été rendue publique le 9 mars 2007.

3. **Travaux concernant le leadership et la visibilité du CMEC**

En février 2007, un groupe de travail composé des sous-ministres de l'Alberta, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Québec (responsable) a entrepris d'élaborer une stratégie en vue de renforcer le leadership et d'accroître la visibilité du CMEC. Le dossier sera présenté aux ministres à leur prochaine réunion.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

État d'avancement du plan d'action du Ministère sur les nouvelles technologies de l'information et des communications, incluant le nombre de projets et la nature des projets déposés par les commissions scolaires, les montants ventilés et le nombre de projets accordés et subventions accordée à chacun, de même que le solde de l'enveloppe budgétaire depuis le dépôt du plan d'action.

RÉPONSE

- Le plan quinquennal d'intervention sur les nouvelles technologies s'est terminé à la fin de l'année scolaire 2000-2001.
- Pour 2007-2008, le MELS a contribué au financement des appareils du parc informatique des établissements scolaires pour un montant de 29 M\$.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Enveloppes allouées par le Ministère aux commissions scolaires pour l'achat de matériel pédagogique en 2005-2006 et 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Nombre d'écoles ne s'étant pas procuré de nouveaux manuels. Coût moyen par élève de l'enveloppe totale.

RÉPONSE

Les sommes allouées aux commissions scolaires pour l'achat de manuels scolaires requis pour le renouveau pédagogique sont les suivantes :

– 2005-2006	28,0 M\$
– 2006-2007	17,8 M\$
– 2007-2008	20,2 M\$

Le Ministère ne dispose pas d'information quant au nombre d'écoles ne s'étant pas procuré de nouveaux manuels.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des manuels scolaires approuvés en 2006-2007 pour le nouveau programme d'enseignement au secondaire. Quantité de manuels achetés parmi cette liste.

RÉPONSE

Matériel didactique approuvé en 2006-2007

Discipline * 2 ^e année du 1 ^{er} cycle du secondaire	Manuels approuvés	Ensembles didactiques approuvés (guides d'enseignement)
Français langue d'enseignement	4 collections sur 4	2 collections sur 4 ¹
Mathématique	3 collections sur 3	1 collection sur 3
Anglais, langue seconde	4 collections sur 4	4 collections sur 4
Géographie	3 collections sur 3	2 collections sur 3
Histoire et éducation à la citoyenneté	5 collections sur 5	2 collections sur 5
Science et technologie	4 collections sur 4	1 collection sur 4
Enseignement moral	1 collection sur 1	1 collection sur 1
Éducation physique et à la santé	-	0 collection sur 1

1. Tous les ensembles didactiques qui ne sont pas encore approuvés sont actuellement en processus d'évaluation pour approbation.

Quantité de manuels achetés

Le Ministère ne dispose pas des données permettant de répondre à cette question.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation des sommes accordées pour les bibliothèques scolaires en 2005-2006 et 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Sommes réellement dépensées à cet effet en 2006-2007.

RÉPONSE

Sommes accordées pour les bibliothèques scolaires

	2005-2006	2006-2007
Sommes accordées	13,3 M\$ + 6,7 M\$ = 20 M\$ **	13,3 M\$ + 6,7 M\$ = 20 M\$ **
Sommes dépensées *	Non disponible	Non disponible

* Le Ministère ne dispose pas de l'information relative aux sommes réellement investies pour l'acquisition de nouvelles ressources documentaires et littéraires dans les bibliothèques scolaires puisque les commissions scolaires ont trois ans pour les dépenser. Une reddition de comptes est prévue au terme des trois années du Plan d'action, soit lors de l'analyse des rapports financiers du 30 juin 2007.

** Ces sommes proviennent du *Plan d'action sur la lecture à l'école*, annoncé le 14 janvier 2005, et qui prévoit une allocation spécifique du MELS totalisant 13,3 M\$ par année, pour un total de 40 M\$ au terme des trois années. Cette allocation est conditionnelle à ce que les commissions scolaires s'engagent à investir une somme équivalant au tiers de ce montant par élève, soit une somme annuelle de 6,7 M\$, pour un total de 20 M\$, au terme des trois années du Plan d'action.

Selon les données aux rapports financiers 2005-2006, les commissions scolaires ont dépensé une somme de 16,2 M\$ par rapport aux allocations totalisant 26,6 M\$ pour les deux premières années du plan.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Crédits consentis par le Ministère au chapitre de la francisation des allophones, des classes d'accueil, au soutien linguistique et au programme d'enseignement des langues d'origine en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008 de même que le nombre de classes d'accueil par commission scolaire et d'élèves participant à ces programmes pour les mêmes années.

RÉPONSE : Crédits consentis

Les crédits antérieurement consentis au chapitre des classes d'accueil, des mesures spéciales et au soutien linguistique sont réunis sous une même mesure : *Programme d'accueil et de soutien à l'apprentissage du français pour les élèves non francophones depuis 1997-1998*.

	<u>2000-2001</u>	<u>2001-2002</u>	<u>2002-2003</u>	<u>2003-2004</u>	<u>2004-2005</u>	<u>2005-2006</u>	<u>2006-2007</u>
Programme d'accueil et de soutien à l'apprentissage du français (élève en accueil et francisation) ⁽¹⁾	19,18 M\$	20,81 M\$	22,69 M\$	23,42 M\$	24,32 M\$	25,57 M\$	n.d. *
Concentration ethnique ⁽²⁾	6,00 M\$	6,16 M\$	5,95 M\$	6,10 M\$	6,13 M\$	6,22 M\$	6,50 M\$
Programme d'enseignement des langues d'origine (PELO)	1,55 M\$	1,59 M\$	1,54 M\$	1,58 M\$	1,59 M\$	1,60 M\$	1,66 M\$

* L'année scolaire 2006-2007 n'étant pas terminée, le montant des subventions accordées pour cette mesure n'est pas disponible. Le montant connu de 27,15 M\$ n'est que provisoire.

(1) Depuis 1997-1998, cette mesure est financée en ajustement à l'allocation de base pour les activités éducatives des jeunes, et est calculée en fonction d'un « montant par élève » et du nombre de mois à financer au cours d'une année scolaire.

(2) Cette mesure a été renommée « Intégration des élèves issus de l'immigration ».

SOMMAIRE DES EFFECTIFS 2006-2007*
Secteur : Jeunes – Commissions scolaires

DIRECTION RÉGIONALE	Programme d'accueil et soutien à l'apprentissage du français	PELO	TOTAL
Bas St-Laurent-Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	105	0	105
Saguenay-Lac-Saint-Jean	85	0	85
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	615	0	615
Mauricie et Centre-du-Québec	283	0	283
Estrie	573	0	573
Laval-Laurentides- Lanaudière	1 526	100	1 626
Montréal	1 736	0	1 736
Montréal	10 424	5 583	16 007
Outaouais	674	0	674
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	88	61	149
Côte-Nord	39	0	39
TOTAL	16 148	5 744	21 892

* Avant la validation finale. Données de la lecture à DCS du 20 avril 2007.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Crédits consentis à l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire en 2005-2006 et 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008 pour les clientèles autochtones. Détail du matériel et coût du matériel produit à l'intention des autochtones.

RÉPONSE

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ne produit pas de matériel à l'intention de l'effectif scolaire autochtone, cela étant de la responsabilité des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis.

Pour l'année scolaire 2005-2006, les subventions furent les suivantes :

	Crie	Kativik	Naskapis	Total
Fonctionnement	98 670 771 \$	75 262 790 \$	3 574 016 \$	177 507 577 \$

Pour l'année scolaire 2006-2007, les subventions prévues sont les suivantes :

	Crie	Kativik	Naskapis	Total
Fonctionnement	100 375 363 \$	80 118 167 \$	3 962 483 \$	184 456 013 \$

Pour l'année 2007-2008, les données ne sont pas disponibles.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Évolution du personnel des commissions scolaires, par catégorie d'emploi (personnel d'encadrement, personnel professionnel, personnel de soutien, personnel enseignant) au cours des dix dernières années.

RÉPONSE

Le tableau ci-joint illustre l'évolution du personnel du réseau des commissions scolaires selon la catégorie d'emploi et selon l'année scolaire, et ce, au cours des dix dernières années. Les données incluent toutes les personnes qui ont détenu un lien d'emploi avec les commissions scolaires durant chacune des années scolaires. Les données concernant l'année 2006-2007 ne seront disponibles qu'au printemps 2008.

ÉVOLUTION DU PERSONNEL DES COMMISSIONS SCOLAIRES SELON LA CATÉGORIE D'EMPLOI
(1996-1997 À 2005-2006)

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

CATÉGORIE D'EMPLOI	1996-1997		1997-1998		1998-1999		1999-2000		2000-2001		2001-2002		2002-2003		2003-2004		2004-2005		2005-2006	
	IND ²	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP	IND	ETP
GESTIONNAIRE	6 078	5 575,6	5 876	5 263,6	5 635	5 251,2	5 768	5 315,2	5 937	5 347,8	5 986	5 379,2	6 191	5 470,6	6 262	5 554,1	6 261	5 565,9	6 161	5 447,6
PROFESSIONNEL	6 180	4 151,9	5 926	3 795,1	5 777	3 784,7	5 854	3 894,0	6 234	4 091,8	6 557	4 337,5	7 233	4 691,4	7 081	4 808,1	7 111	4 873,2	7 186	4 989,6
ENSEIGNANT	92 401	69 033,5	91 513	69 700,5	92 457	70 473,6	93 849	70 653,4	96 394	71 211,7	97 848	71 240,0	101 134	72 061,7	101 391	71 833,4	101 027	70 833,5	101 465	70 335,4
PERSONNEL DE SOUTIEN	51 732	24 424,5	54 572	24 455,2	57 424	25 819,2	60 934	27 631,6	64 304	29 386,2	66 805	30 760,6	68 930	32 013,4	68 651	32 479,1	68 990	32 416,9	70 251	32 205,5
TOTAL	156 391	103 185,5	157 887	103 214,4	161 293	105 328,7	166 405	107 494,2	172 869	110 037,5	177 196	111 717,3	183 488	114 237,1	183 385	114 674,7	183 389	113 689,5	185 063	112 978,1

COMMENTAIRE : Les données annuelles comptent toutes les personnes qui ont eu un lien d'emploi avec le réseau de l'éducation au cours d'une année scolaire complète.

¹ ETP : équivalent à temps plein.
² IND : individu par catégorie d'emploi.

Ces données représentent une année scolaire complète du 1^{er} juillet au 30 juin.
Pour le personnel enseignant, ces informations concernent les emplois :
- à temps plein
- à temps partiel
- occasionnels (+ 20 jours, - 20 jours)
- à la leçon, à taux horaire (éducation des adultes, formation professionnelle)
- en suppléance.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre de postes de psychologues, psychoéducateurs, orthopédagogues, orthophonistes, conseillers pédagogiques, conseillers d'orientation, techniciens assistance, travailleurs sociaux et animateurs de vie étudiante, dans chacune des commissions scolaires en 2005-2006 et 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Budget global alloué à ces ressources et prévisions pour 2007-2008.

- a) Nombre de professionnels dont l'embauche a été effectuée en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
- b) Nombre d'enseignants dont l'embauche a été effectuée en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.
- c) Montants des subventions versées aux commissions scolaires pour financer ces ajouts de postes en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

Vous trouverez ci-joint les tableaux illustrant le nombre de postes de psychologues, psychoéducateurs, orthopédagogues, orthophonistes, conseillers pédagogiques, conseillers d'orientation, techniciens assistance, travailleurs sociaux et animateurs de vie étudiante, dans chacune des commissions scolaires.

- a) Le nombre de professionnelles et professionnels au 30 septembre 2005 (année scolaire 2005-2006) est de 338.
 Le nombre de professionnelles et professionnels au 30 septembre 2006 (année scolaire 2006-2007) est de 363.
 Les données concernant l'année 2007-2008 ne sont pas encore connues.

- b) Le nombre d'enseignantes et d'enseignants au 30 septembre 2005 (année scolaire 2005-2006) est de 2 218.

Le nombre d'enseignantes et d'enseignants au 30 septembre 2006 (année scolaire 2006-2007) est de 2 735.

Les données concernant l'année 2007-2008 ne sont pas encore connues.

- c) **PERSONNEL PROFESSIONNEL**

Pour 2005-2006, une somme de 10 M\$ a été ajoutée pour permettre l'embauche de ressources professionnelles additionnelles afin de favoriser l'encadrement des élèves et le soutien aux parents et aux enseignants.

Pour 2006-2007, une somme de 15 M\$ a été ajoutée pour permettre l'embauche de ressources professionnelles additionnelles et de soutien afin de favoriser l'encadrement des élèves et le soutien aux parents et aux enseignants.

Pour 2007-2008, 5 M\$ additionnels seront ajoutés pour permettre l'embauche de ressources

professionnelles additionnelles et de soutien.

d) PERSONNEL ENSEIGNANT – PRÉVISIONS À COMPTER DE 2006-2007

Pour 2006-2007, une somme additionnelle de 35 M\$ a été ajoutée pour les ressources chez le personnel enseignant pour les élèves à risque et les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, dont 20 M\$ pour des enseignants-orthopédagogues au primaire et 15 M\$ pour des enseignants-ressources au secondaire.

Pour 2007-2008, 15 M\$ additionnels seront ajoutés dont 5 M\$ pour les enseignants-orthopédagogues au primaire et 10 M\$ pour des enseignants-ressources au secondaire.

Nombre de postes de psychologues, psychoéducateurs et orthopédagogues,
orthophonistes, conseillers pédagogiques, conseillers d'orientation,
travailleurs sociaux et animateurs de vie étudiante
selon la commission scolaire

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

COMMISSION SCOLAIRE		2005-2006	
		IND	ETP
841	AFFLUENTS, CS DES	166,	114,9
801	BAIE-JAMES, CS DE LA	22,	12,5
823	BEAUCE-ETCHEMIN, CS DE LA	110,	77,2
872	BOIS-FRANCS, CS DES	86,	56,1
732	CAPITALE, CS DE LA	184,	134,4
881	CENTRAL QUÉBEC, CS	40,	21,8
731	CHARLEVOIX, CS DE	31,	16,2
741	CHEMIN-DU-ROY, CS DU	200,	110,1
873	CHÊNES, CS DES	103,	75,1
812	CHIC-CHOCs, CS DES	62,	30,5
773	COEUR-DES-VALLÉES, CS AU	23,	17,2
821	CÔTE-DU-SUD, CS DE LA	63,	42,8
724	DE LA JONQUIÈRE, CS	102,	45,0
733	DÉCOUVREURS, CS DES	101,	58,3
771	DRAVEURS, CS DES	105,	76,9
882	EASTERN SHORES, CS	5,	4,1
883	EASTERN TOWNSHIPS, CS	28,	21,8
742	ÉNERGIE, CS DE L'	115,	75,2
887	ENGLISH-MONTRÉAL, CS	100,	77,4
791	ESTUAIRE, CS DE L'	45,	30,0
792	FER, CS DU	26,	18,2
713	FLEUVE-ET-DES-LACS, CS DU	29,	22,8
867	GRANDES-SEIGNEURIES, CS DES	114,	62,4
783	HARRICANA, CS	36,	25,6
863	HAUTES-RIVIÈRES, CS DES	138,	96,2
774	HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	22,	14,9
751	HAUTS-CANTONS, CS DES	52,	33,6
811	ÎLES, CS DES	13,	8,7
714	KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP, CS DE	37,	30,2
785	LAC-ABITIBI, CS DU	45,	30,2
722	LAC-SAINT-JEAN, CS DU	47,	31,0
781	LAC-TÉMISCAMINGUE, CS DU	16,	13,6
822	L'AMIANTE, CS DE	46,	35,0
853	LAURENTIDES, CS DES	49,	33,3
831	LAVAL, CS DE	186,	130,0
888	LESTER-B.-PEARSON, CS	98,	71,2
689	LITTORAL, CS DU	7,	4,9
763	MARGUERITE-BOURGEOYS, CS	282,	195,2
864	MARIE-VICTORIN, CS	195,	134,3
762	MONTRÉAL, CS DE	552,	415,5
711	MONTs-ET-MARÉES, CS DES	62,	38,3
793	MOYENNE-CÔTE-NORD, CS DE LA	12,	7,0
824	NAVIGATEURS, CS DES	172,	116,1
889	NEW FRONTIERS, CS	14,	9,0
784	OR-ET-DES-BOIS, CS DE L'	38,	24,9
865	PATRIOTES, CS DES	134,	93,5
721	PAYS-DES-BLEUETS, CS DU	52,	42,4
712	PHARES, CS DES	69,	48,4
854	PIERRE-NEVEU, CS	34,	20,8
761	POINTE-DE-L'ÎLE, CS DE LA	207,	148,5
772	PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	41,	35,1
735	PORTNEUF, CS DE	50,	33,0
734	PREMIÈRES-SEIGNEURIES, CS DES	183,	100,0
752	RÉGION-DE-SHERBROOKE, CS DE LA	115,	72,0
813	RENÉ-LÉVESQUE, CS	39,	27,3
871	RIVERAINE, CS DE LA	56,	33,8
884	RIVERSIDE, CS	27,	21,2
723	RIVES-DU-SAGUENAY, CS DES	80,	57,8
852	RIVIÈRE-DU-NORD, CS DE LA	106,	72,5
782	ROUYN-NORANDA, CS DE	44,	29,7
862	SAINT-HYACINTHE, CS DE	83,	55,7
842	SAMARES, CS DES	123,	81,3
851	SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES, CS DE LA	182,	123,6
885	SIR-WILFRID-LAURIER, CS	59,	36,0
753	SOMMETS, CS DES	60,	38,4
861	SOREL-TRACY, CS DE	44,	31,3
869	TROIS-LACS, CS DES	86,	47,7
866	VAL-DES-CERFS, CS DU	91,	62,5
888	VALLÉE-DES-TISSERANDS, CS DE LA	58,	38,0
886	WESTERN QUEBEC, CS	17,	12,8
Total		6 019,	4 062,6

1. ETP : équivalent à temps plein.
2. IND : individu. (Le total par NAS est différent du total par fonction, puisque l'individu peut cumuler plus d'une fonction.)

Conseillères et conseillers pédagogiques
selon la commission scolaire

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

COMMISSION SCOLAIRE	2005-2006	
	IND	ETP
841 AFFLUENTS, CS DES	54,	37,4
801 BAIE-JAMES, CS DE LA	9,	5,9
823 BEAUCE-ETCHEMIN, CS DE LA	55,	38,4
872 BOIS-FRANCS, CS DES	17,	11,3
732 CAPITALE, CS DE LA	58,	40,6
881 CENTRAL QUÉBEC, CS	12,	6,9
731 CHARLEVOIX, CS DE	16,	5,0
741 CHEMIN-DU-ROY, CS DU	17,	13,2
873 CHÊNES, CS DES	25,	15,1
812 CHIC-CHOCs, CS DES	30,	15,7
773 COEUR-DES-VALLÉES, CS AU	8,	6,8
821 CÔTE-DU-SUD, CS DE LA	20,	14,6
724 DE LA JONQUIÈRE, CS	71,	18,9
733 DÉCOUVREURS, CS DES	14,	10,5
771 DRAVEURS, CS DES	25,	21,8
882 EASTERN SHORES, CS	4,	3,2
883 EASTERN TOWNSHIPS, CS	8,	6,8
742 ÉNERGIE, CS DE L'	12,	10,1
887 ENGLISH-MONTRÉAL, CS	32,	27,0
791 ESTUAIRE, CS DE L'	24,	13,9
792 FER, CS DU	12,	9,0
713 FLEUVE-ET-DES-LACS, CS DU	8,	7,2
867 GRANDES-SEIGNEURIES, CS DES	21,	13,6
783 HARRICANA, CS	13,	10,9
863 HAUTES-RIVIÈRES, CS DES	20,	15,5
774 HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	5,	2,3
751 HAUTS-CANTONS, CS DES	15,	9,4
811 ÎLES, CS DES	5,	3,2
714 KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP, CS DE	14,	11,7
785 LAC-ABITIBI, CS DU	13,	9,9
722 LAC-SAINT-JEAN, CS DU	16,	12,0
781 LAC-TÉMISCAMINGUE, CS DU	5,	4,5
822 L'AMIANTE, CS DE	17,	14,4
853 LAURENTIDES, CS DES	19,	14,2
831 LAVAL, CS DE	65,	48,7
888 LESTER-B.-PEARSON, CS	33,	26,5
689 LITTORAL, CS DU	3,	2,7
763 MARGUERITE-BOURGEOYS, CS	79,	51,3
864 MARIE-VICTORIN, CS	40,	36,1
762 MONTRÉAL, CS DE	188,	150,9
711 MONTS-ET-MARÉES, CS DES	24,	13,1
793 MOYENNE-CÔTE-NORD, CS DE LA	2,	0,9
824 NAVIGATEURS, CS DES	32,	24,1
889 NEW FRONTIERS, CS	5,	3,0
784 OR-ET-DES-BOIS, CS DE L'	15,	11,5
865 PATRIOTES, CS DES	26,	18,1
721 PAYS-DES-BLEUETS, CS DU	19,	14,0
712 PHARES, CS DES	18,	13,5
854 PIERRE-NEVEU, CS	7,	5,0
761 POINTE-DE-L'ÎLE, CS DE LA	80,	65,2
772 PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	18,	14,9
735 PORTNEUF, CS DE	11,	6,7
734 PREMIÈRES-SEIGNEURIES, CS DES	79,	28,8
752 RÉGION-DE-SHERBROOKE, CS DE LA	45,	26,9
813 RENÉ-LÉVESQUE, CS	16,	10,8
871 RIVERAINE, CS DE LA	22,	14,3
884 RIVERSIDE, CS	13,	10,6
723 RIVES-DU-SAGUENAY, CS DES	16,	14,3
852 RIVIÈRE-DU-NORD, CS DE LA	31,	23,6
782 ROUYN-NORANDA, CS DE	20,	12,9
862 SAINT-HYACINTHE, CS DE	25,	17,9
842 SAMARES, CS DES	43,	31,9
851 SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES, CS DE LA	56,	40,8
885 SIR-WILFRID-LAURIER, CS	21,	15,3
753 SOMMETS, CS DES	14,	9,2
861 SOREL-TRACY, CS DE	12,	9,2
869 TROIS-LACS, CS DES	41,	20,3
866 VAL-DES-CERFS, CS DU	15,	9,2
868 VALLÉE-DES-TISSERANDS, CS DE LA	13,	7,2
886 WESTERN QUEBEC, CS	8,	7,5
Total	1 849,	1 277,7

1. ETP : équivalent à temps plein.
2. IND : individu.

Agentes et agents de réadaptation, psychoéducatrices et psychoéducateurs
ou orthopédagogues selon la commission scolaire

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

COMMISSION SCOLAIRE	2005-2006	
	IND	ETP
841 AFFLUENTS, CS DES	51,	33,9
801 BAIE-JAMES, CS DE LA	5,	2,4
823 BEAUCE-ETCHEMIN, CS DE LA	2,	0,5
872 BOIS-FRANCS, CS DES	38,	21,1
732 CAPITALE, CS DE LA	18,	11,9
881 CENTRAL QUÉBEC, CS	9,	4,2
731 CHARLEVOIX, CS DE	4,	2,8
741 CHEMIN-DU-ROY, CS DU	110,	53,4
873 CHÉNES, CS DES	41,	30,9
812 CHIC-CHOCs, CS DES	19,	6,2
773 COEUR-DES-VALLÉES, CS AU	3,	2,7
821 CÔTE-DU-SUD, CS DE LA	8,	4,5
724 DE LA JONQUIÈRE, CS	6,	5,4
733 DÉCOUVREURS, CS DES	13,	7,1
771 DRAVEURS, CS DES	52,	33,8
883 EASTERN TOWNSHIPS, CS	6,	5,0
742 ÉNERGIE, CS DE L'	68,	41,7
791 ESTUAIRE, CS DE L'	6,	4,6
792 FER, CS DU	2,	0,8
713 FLEUVE-ET-DES-LACS, CS DU	8,	6,5
867 GRANDES-SEIGNEURIES, CS DES	12,	8,4
783 HARRICANA, CS	12,	6,1
863 HAUTES-RIVIÈRES, CS DES	73,	46,3
774 HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	8,	5,8
751 HAUTS-CANTONS, CS DES	8,	3,9
811 ÎLES, CS DES	2,	1,2
714 KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP, CS DE	8,	6,5
785 LAC-ABITIBI, CS DU	20,	13,7
722 LAC-SAINT-JEAN, CS DU	12,	5,7
781 LAC-TÉMISCAMINGUE, CS DU	3,	2,1
822 L'AMIANTE, CS DE	10,	6,6
853 LAURENTIDES, CS DES	11,	5,9
831 LAVAL, CS DE	25,	16,0
888 LESTER-B.-PEARSON, CS	4,	3,9
689 LITTORAL, CS DU	1,	1,0
763 MARGUERITE-BOURGEOYS, CS	67,	52,4
864 MARIE-VICTORIN, CS	36,	24,8
762 MONTRÉAL, CS DE	146,	109,5
711 MONTS-ET-MARÉES, CS DES	11,	7,2
793 MOYENNE-CÔTE-NORD, DE LA	7,	3,2
824 NAVIGATEURS, CS DES	71,	44,0
784 OR-ET-DES-BOIS, CS DE L'	10,	4,7
865 PATRIOTES, CS DES	22,	16,1
721 PAYS-DES-BLEUETS, CS DU	3,	1,7
712 PHARES, CS DES	29,	17,0
854 PIERRE-NEVEU, CS	4,	2,9
761 POINTE-DE-L'ÎLE, CS DE LA	36,	24,3
772 PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	11,	8,9
735 PORTNEUF, CS DE	11,	6,6
734 PREMIÈRES-SEIGNEURIES, CS DES	11,	6,9
752 RÉGION-DE-SHERBROOKE, CS DE LA	22,	14,0
813 RENÉ-LÉVESQUE, CS	5,	4,2
871 RIVERAINE, CS DE LA	21,	10,4
884 RIVERSIDE, CS	3,	2,0
723 RIVES-DU-SAGUENAY, CS DES	15,	11,5
852 RIVIÈRE-DU-NORD, CS DE LA	18,	12,1
782 ROUYN-NORANDA, CS DE	8,	6,0
862 SAINT-HYACINTHE, CS DE	16,	12,7
842 SAMARES, CS DES	33,	18,0
851 SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES, CS DE LA	22,	13,1
885 SIR-WILFRID-LAURIER	6,	0,0
753 SOMMETS, CS DES	14,	9,9
861 SOREL-TRACY, CS DE	14,	10,2
869 TROIS-LACS, CS DES	14,	11,0
866 VAL-DES-CERFS, CS DU	29,	17,8
868 VALLÉE-DES-TISSERANDS, CS DE LA	23,	16,3
886 WESTERN QUEBEC, CS	0,	0,0
Total	1416	911,8

1. ETP : équivalent à temps plein.
2. IND : individu.

Animatrices et animateurs de la vie étudiante
selon la commission scolaire

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

COMMISSION SCOLAIRE		2005-2006	
		IND	ETP
841	AFFLUENTS, CS DES	1	1,0
801	BAIE-JAMES, CS DE LA	3	0,6
823	BEAUCE-ETCHEMIN, CS DE LA	1	1,0
872	BOIS-FRANCS, CS DES	3	1,5
732	CAPITALE, CS DE LA	1	1,0
881	CENTRAL QUÉBEC, CS	9	0,4
741	CHEMIN-DU-ROY, CS DU	15	3,9
773	COEUR-DES-VALLÉES, CS AU	2	0,5
821	CÔTE-DU-SUD, CS DE LA	5	3,1
733	DÉCOUVREURS, CS DES	31	3,6
771	DRAVEURS, CS DES	1	1,0
742	ÉNERGIE, CS DE L'	1	0,7
887	ENGLISH-MONTRÉAL, CS	1	1,0
791	ESTUAIRE, CS DE L'	1	1,0
792	FER, CS DU	4	1,5
867	GRANDES-SEIGNEURIES, CS DES	12	1,2
783	HARRICANA, CS	1	1,0
751	HAUTS-CANTONS, CS DES	5	3,5
811	ÎLES, CS DES	2	1,0
785	LAC-ABITIBI, CS DU	4	2,4
722	LAC-SAINT-JEAN, CS DU	2	0,9
781	LAC-TÉMISCAMINGUE, CS DU	2	1,8
888	LESTER-B.-PEARSON, CS	1	1,0
689	LITTORAL, CS DU	2	0,2
763	MARGUERITE-BOURGEOYS, CS	2	2,0
864	MARIE-VICTORIN, CS	9	6,1
711	MONTS-ET-MARÉES, CS DES	6	2,2
793	MOYENNE-CÔTE-NORD, CS DE LA	1	1,0
824	NAVIGATEURS, CS DES	1	0,7
784	OR-ET-DES-BOIS, CS DE L'	4	2,2
865	PATRIOTES, CS DES	2	2,0
721	PAYS-DES-BLEUETS, CS DU	7	6,9
712	PHARES, CS DES	5	3,3
854	PIERRE-NEVEU, CS	4	1,4
761	POINTE-DE-L'ÎLE, CS DE LA	1	0,9
772	PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	1	0,7
735	PORTNEUF, CS DE	2	1,0
734	PREMIÈRES-SEIGNEURIES, CS DES	2	2,0
752	RÉGION-DE-SHERBROOKE, CS DE LA	1	0,0
813	RENÉ-LÉVESQUE	1	0,3
871	RIVERAINE, CS DE LA	1	0,8
723	RIVES-DU-SAGUENAY, CS DES	2	1,4
852	RIVIÈRE-DU-NORD, CS DE LA	1	0,2
782	ROUYN-NORANDA, CS DE	8	4,1
862	SAINT-HYACINTHE, CS DE	2	1,2
851	SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES, CS DE LA	2	2,0
861	SOREL-TRACY, CS DE	1	0,4
868	VALLÉE-DES-TISSERANDS, CS DE LA	2	1,4
Total		178	78,7

1. ETP : équivalent à temps plein.
2. IND : individu.

Conseillères et conseillers d'orientation ou conseillères et conseillers en formation scolaire
selon la commission scolaire

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

COMMISSION SCOLAIRE		2005-2006	
		IND	ETP
841	AFFLUENTS, CS DES	11,	7,0
801	BAIE-JAMES, CS DE LA	1,	0,8
823	BEAUCE-ETCHEMIN, CS DE LA	18,	12,8
872	BOIS-FRANCS, CS DES	14,	8,8
732	CAPITALE, CS DE LA	50,	42,1
881	CENTRAL QUÉBEC, CS	3,	2,3
731	CHARLEVOIX, CS DE	6,	4,7
741	CHEMIN-DU-ROY, CS DU	23,	15,6
873	CHÊNES, CS DES	20,	13,5
812	CHIC-CHOCs, CS DES	8,	4,6
773	COEUR-DES-VALLÉES, CS AU	4,	1,9
821	CÔTE-DU-SUD, CS DE LA	12,	8,5
724	DE LA JONQUIÈRE, CS	11,	8,9
733	DÉCOUVREURS, CS DES	20,	15,7
771	DRAVEURS, CS DES	10,	7,8
882	EASTERN SHORES, CS	1,	1,0
883	EASTERN TOWNSHIPS, CS	7,	4,3
742	ÉNERGIE, CS DE L'	13,	8,6
887	ENGLISH-MONTRÉAL, CS	39,	29,7
791	ESTUAIRE, CS DE L'	7,	4,4
792	FER, CS DU	4,	3,3
713	FLEUVE-ET-DES-LACS, CS DU	5,	4,4
867	GRANDES-SEIGNEURIES, CS DES	25,	13,8
783	HARRICANA, CS	4,	2,7
863	HAUTES-RIVIÈRES, CS DES	12,	9,0
774	HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	5,	2,8
751	HAUTS-CANTONS, CS DES	11,	6,2
811	ÎLES, CS DES	2,	1,1
714	KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP, CS DE	8,	7,6
785	LAC-ABITIBI, CS DU	2,	1,0
722	LAC-SAINT-JEAN, CS DU	8,	5,9
781	LAC-TÉMISCAMINGUE, CS DU	4,	3,2
822	L'AMIANTE, CS DE	8,	5,8
853	LAURENTIDES, CS DES	9,	5,8
831	LAVAL, CS DE	20,	15,2
888	LESTER-B.-PEARSON, CS	17,	12,5
689	LITTORAL, CS DU	1,	1,0
763	MARGUERITE-BOURGEOYS, CS	39,	28,4
864	MARIE-VICTORIN, CS	24,	14,6
762	MONTRÉAL, CS DE	71,	53,0
711	MONTS-ET-MARÉES, CS DES	6,	4,3
793	MOYENNE-CÔTE-NORD, CS DE LA	1,	1,0
824	NAVIGATEURS, CS DES	21,	16,0
889	NEW FRONTIERS, CS	3,	2,6
784	OR-ET-DES-BOIS, CS DE L'	4,	3,2
865	PATRIOTES, CS DES	21,	15,1
721	PAYS-DES-BLEUETS, CS DU	8,	6,8
712	PHARES, CS DES	15,	9,6
854	PIERRE-NEVEU, CS	4,	3,2
761	POINTE-DE-L'ÎLE, CS DE LA	29,	21,1
772	PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	3,	2,8
735	PORTNEUF, CS DE	11,	7,2
734	PREMIÈRES-SEIGNEURIES, CS DES	33,	25,1
752	RÉGION-DE-SHERBROOKE, CS DE LA	18,	10,5
813	RENÉ-LÉVESQUE, CS	10,	7,4
871	RIVERAINE, CS DE LA	3,	3,0
884	RIVERSIDE, CS	1,	1,0
723	RIVES-DU-SAGUENAY, CS DES	20,	11,9
852	RIVIÈRE-DU-NORD, CS DE LA	23,	12,5
782	ROUYN-NORANDA, CS DE	5,	4,1
862	SAINT-HYACINTHE, CS DE	10,	5,3
842	SAMARES, CS DES	22,	13,8
851	SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES, CS DE LA	31,	22,0
885	SIR-WILFRID-LAURIER, CS	13,	9,0
753	SOMMETS, CS DES	9,	6,0
861	SOREL-TRACY, CS DE	6,	5,1
869	TROIS-LACS, CS DES	8,	4,2
866	VAL-DES-CERFS, CS DU	12,	9,9
868	VALLÉE-DES-TISSERANDS, CS DE LA	7,	3,4
886	WESTERN QUEBEC, CS	9,	5,3
Total		923,	652,2

1. ETP : équivalent à temps plein.
2. IND : individu.

Travailleuses et travailleurs sociaux ou agentes et agents de service social
selon la commission scolaire

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

COMMISSION SCOLAIRE	2005-2006	
	IND	ETP
841 AFFLUENTS, CS DES	1;	0,8
822 AMIANTE, DE L'	2;	0,3
823 BEAUCE-ETCHEMIN, CS DE LA	3;	2,3
732 CAPITALE, CS DE LA	4;	2,8
881 CENTRAL QUÉBEC, CS	2;	1,8
873 CHÊNES, CS DES	1;	0,9
724 DE LA JONQUIÈRE, CS	2;	1,8
783 HARRICANA, CS	2;	1,9
751 HAUTS-CANTONS, CS DES	1;	0,9
811 ÎLES, CS DES	2;	0,7
714 KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP, CS DE	1;	0,5
722 LAC-SAINT-JEAN, CS DU	2;	0,9
888 LESTER-B.-PEARSON	3;	0,8
763 MARGUERITE-BOURGEOYS, CS	1;	1,0
864 MARIE-VICTORIN, CS	4;	1,6
762 MONTRÉAL, CS DE	19;	3,6
711 MONTS-ET-MARÉES, CS DES	4;	1,7
793 MOYENNE-CÔTE-NORD, DE LA	1;	1,0
784 OR-ET-DES-BOIS, CS DE L'	2;	0,0
721 PAYS-DES-BLEUETS, CS DU	4;	3,3
854 PIERRE-NEVEU, CS	4;	0,8
735 PORTNEUF, CS DE	2;	1,5
734 PREMIÈRES-SEIGNEURIES, CS DES	2;	1,2
752 RÉGION-DE-SHERBROOKE, CS DE LA	1;	0,5
813 RENÉ-LÉVESQUE, CS	1;	0,6
723 RIVES-DU-SAGUENAY, CS DES	4;	3,0
852 RIVIÈRE-DU-NORD, CS DE LA	4;	3,0
782 ROUYN-NORANDA, CS DE	1;	0,7
862 SAINT-HYACINTHE, CS DE	3;	1,2
851 SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES, CS DE LA	3;	1,3
753 SOMMETS, CS DES	3;	2,0
869 TROIS-LACS, CS DES	3;	1,2
866 VAL-DES-CERFS, CS DU	9;	5,7
Total	101;	51,0

1. ETP : équivalent à temps plein.
2. IND : individu.

Orthophonistes, audiologistes ou
agentes et agents de correction du langage et de l'audition
selon la commission scolaire

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

COMMISSION SCOLAIRE		2005-2006	
		IND	ETP
841	AFFLUENTS, CS DES	19;	12,7
823	BEAUCE-ETCHEMIN, CS DE LA	5;	2,3
872	BOIS-FRANCS, CS DES	6;	4,1
732	CAPITALE, CS DE LA	25;	12,9
731	CHARLEVOIX, CS DE	3;	1,7
741	CHEMIN-DU-ROY, CS DU	5;	3,4
873	CHÉNES, CS DES	8;	7,1
773	COEUR-DES-VALLÉES, CS AU	1;	0,8
821	CÔTE-DU-SUD, CS DE LA	3;	1,4
724	DE LA JONQUIÈRE, CS	2;	2,0
733	DÉCOUVREURS, CS DES	9;	7,1
883	EASTERN TOWNSHIPS, CS	2;	1,9
742	ÉNERGIE, CS DE L'	4;	1,2
887	ENGLISH-MONTRÉAL, CS	14;	8,9
792	FER, CS DU	1;	0,8
867	GRANDES-SEIGNEURIES, CS DES	16;	7,6
863	HAUTES-RIVIÈRES, CS DES	12;	8,1
774	HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	1;	1,1
751	HAUTS-CANTONS, CS DES	2;	1,5
714	KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP, CS DE	1;	0,9
785	LAC-ABITIBI, CS DU	1;	0,4
722	LAC-SAINT-JEAN, CS DU	1;	0,9
822	L'AMIANTE, CS DE	2;	1,9
853	LAURENTIDES, CS DES	4;	1,7
831	LAVAL, CS DE	31;	18,3
888	LESTER-B.-PEARSON, CS	12;	8,6
763	MARGUERITE-BOURGEOYS, CS	39;	21,3
864	MARIE-VICTORIN, CS	35;	22,1
762	MONTRÉAL, CS DE	83;	63,5
711	MONTS-ET-MARÉES, CS DES	2;	1,7
824	NAVIGATEURS, CS DES	13;	7,5
889	NEW FRONTIERS, CS	4;	1,6
784	OR-ET-DES-BOIS, CS DE L'	1;	1,0
865	PATRIOTES, CS DES	23;	14,9
721	PAYS-DES-BLEUETS, DU	2;	1,7
712	PHARES, CS DES	2;	2,0
854	PIERRE-NEVEU, CS	2;	1,9
761	POINTE-DE-L'ÎLE, CS DE LA	26;	13,9
772	PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	4;	2,8
735	PORTNEUF, CS DE	3;	1,6
734	PREMIÈRES-SEIGNEURIES, CS DES	12;	8,2
752	RÉGION-DE-SHERBROOKE, CS DE LA	6;	4,4
813	RENÉ-LÉVESQUE, CS	2;	2,0
871	RIVERAINE, CS DE LA	4;	2,0
884	RIVERSIDE, CS	2;	0,9
723	RIVES-DU-SAGUENAY, CS DES	6;	3,0
852	RIVIÈRE-DU-NORD, CS DE LA	12;	8,5
862	SAINT-HYACINTHE, CS DE	7;	4,8
842	SAMARES, CS DES	11;	3,7
851	SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES, CS DE LA	16;	10,9
885	SIR-WILFRID-LAURIER, CS	5;	3,8
753	SOMMETS, CS DES	8;	4,1
861	SOREL-TRACY, CS DE	4;	2,3
869	TROIS-LACS, CS DES	5;	2,9
866	VAL-DES-CERFS, CS DU	7;	5,3
868	VALLÉE-DES-TISSERANDS, CS DE LA	2;	1,0
Total		538;	344,1

1. ETP : équivalent à temps plein.
2. IND : individu.

Psychologues ou conseillères et conseillers en rééducation
selon la commission scolaire

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

COMMISSION SCOLAIRE	2005-2006	
	IND	ETP
841 AFFLUENTS, CS DES	31,	22,2
801 BAIE-JAMES, CS DE LA	5,	2,8
823 BEAUCE-ETCHEMIN, CS DE LA	26,	20,0
872 BOIS-FRANCS, CS DES	11,	9,2
732 CAPITALE, CS DE LA	30,	23,2
881 CENTRAL QUÉBEC, CS	7,	6,1
731 CHARLEVOIX, CS DE	2,	2,0
741 CHEMIN-DU-ROY, CS DU	30,	20,6
873 CHÊNES, CS DES	11,	7,7
812 CHIC-CHOCs, CS DES	6,	4,0
773 COEUR-DES-VALLÉES, CS AU	5,	4,5
821 CÔTE-DU-SUD, CS DE LA	17,	10,6
724 DE LA JONQUIÈRE, CS	10,	7,9
733 DÉCOUVREURS, CS DES	17,	14,3
771 DRAVEURS, CS DES	17,	12,4
883 EASTERN TOWNSHIPS, CS	5,	3,9
742 ÉNERGIE, CS DE L'	17,	13,0
887 ENGLISH-MONTRÉAL, CS	14,	10,8
791 ESTUAIRE, CS DE L'	8,	6,1
792 FER, CS DU	3,	2,8
713 FLEUVE-ET-DES-LACS, CS DU	8,	4,7
867 GRANDES-SEIGNEURIES, CS DES	28,	17,7
783 HARRICANA, CS	4,	3,0
863 HAUTES-RIVIÈRES, CS DES	21,	17,3
774 HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	3,	3,0
751 HAUTS-CANTONS, CS DES	11,	8,2
811 ÎLES, CS DES	2,	1,5
714 KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP, CS DE	5,	2,9
785 LAC-ABITIBI, CS DU	5,	2,9
722 LAC-SAINT-JEAN, CS DU	6,	4,7
781 LAC-TÉMISCAMINGUE, CS DU	2,	2,0
822 L'AMIANTE, CS DE	7,	6,0
853 LAURENTIDES, CS DES	7,	5,7
831 LAVAL, CS DE	45,	31,8
888 LESTER-B.-PEARSON, CS	28,	17,8
763 MARGUERITE-BOURGEOYS, CS	58,	38,8
864 MARIE-VICTORIN, CS	47,	29,0
762 MONTRÉAL, CS DE	53,	34,9
711 MONTS-ET-MARÉES, CS DES	11,	8,1
824 NAVIGATEURS, CS DES	37,	23,8
889 NEW FRONTIERS, CS	2,	1,8
784 OR-ET-DES-BOIS, CS DE L'	3,	2,3
865 PATRIOTES, CS DES	41,	27,4
721 PAYS-DES-BLEUETS, CS DU	10,	8,0
712 PHARES, CS DES	4,	2,9
854 PIERRE-NEVEU, CS	10,	5,7
761 POINTE-DE-L'ÎLE, CS DE LA	35,	23,1
772 PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS, CS DES	5,	4,9
735 PORTNEUF, CS DE	12,	8,3
734 PREMIÈRES-SEIGNEURIES, CS DES	46,	27,9
752 RÉGION-DE-SHERBROOKE, CS DE LA	22,	15,6
813 RENÉ-LÉVESQUE, CS	4,	2,1
871 RIVERAINE, CS DE LA	5,	3,3
884 RIVERSIDE, CS	9,	6,7
723 RIVES-DU-SAGUENAY, CS DES	17,	12,7
852 RIVIÈRE-DU-NORD, CS DE LA	19,	12,6
782 ROUYN-NORANDA, CS DE	2,	1,8
862 SAINT-HYACINTHE, CS DE	21,	12,6
842 SAMARES, CS DES	18,	13,8
851 SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES, CS DE LA	54,	33,5
885 SIR-WILFRID-LAURIER, CS	17,	7,9
753 SOMMETS, CS DES	12,	7,3
861 SOREL-TRACY, CS DE	7,	4,1
869 TROIS-LACS, CS DES	15,	8,1
866 VAL-DES-CERFS, CS DU	19,	14,6
868 VALLÉE-DES-TISSERANDS, CS DE LA	11,	8,7
Total	1 080,	745,5

1. ETP : équivalent à temps plein.
2. IND : individu.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Répartition de l'enveloppe de 100 M\$ consacrée à l'embauche d'enseignants et de professionnels pour l'aide aux élèves en difficulté, dans le cadre de l'entente conclue avec les syndicats en décembre 2005.

RÉPONSE

L'enveloppe de 100 M\$ est consacrée à l'embauche d'enseignants, de personnel professionnel et de soutien dans le cadre de l'entente conclue avec les syndicats représentant le personnel enseignant.

L'entente prévoit pour 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009, les ajouts de ressources suivants :

	<u>M\$</u>
• Ajouts de ressources humaines	
– Enseignants orthopédagogues	30,0
– Enseignants-ressources	30,0
– Ajout ou maintien de personnel professionnel et de soutien	30,0
Sous-total	<u>90,0</u>
• Autres mesures (perfectionnement des enseignants, hausse des heures pédagogiques pour les enseignants en formation générale des adultes, aide aux enseignants ayant des classes multiprogrammes)	10,0
TOTAL	<u>100,0 *</u>

* À terme, soit dans l'année scolaire 2008-2009, un montant de 100 M\$ aura été consenti pour les ajouts de ressources.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Suivi donné au plan MEQ – ministère de la Culture et des Communications visant à accroître l'accès à des programmes éducatifs et culturels des élèves. Détails de ces mesures, des documents reliés à ces mesures ainsi que les sommes octroyées en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

Les tableaux ci-joints font état des données demandées.

Les documents se trouvent sur le site internet du ministère :
www.mels.gouv.qc.ca/sections/cultureEDUCATION/

TABLEAU 1

**Répartition des sommes allouées
dans le cadre du protocole d'entente
Culture – Éducation pour l'année 2006-2007**

• Programme « La culture à l'école »	2,4 M\$
– Soutien financier découlant du protocole d'entente Culture-Éducation et mis en œuvre conjointement par le MELS et le MCCCCF	(1,4 M\$ par le MELS et 1 M\$ par le MCCCCF)
TOTAL (MELS et MCCCCF)	2 400 000 \$
• Activités découlant du protocole Éducation-Culture et mises de l'avant par le MELS	
– Activités de concertation	150 000 \$
– Activités de promotion et de sensibilisation à la culture à l'école (Exemples : Semaine québécoise des arts et de la culture à l'école, concours des prix Essor, revue Art et culture à l'école)	288 218 \$
– Activités de soutien aux comités culturels scolaires et à l'adoption de politiques culturelles par les commissions scolaires	142 000 \$
– Activités particulières de soutien à des organismes partenaires liés au Protocole (Exemples : répertoire du programme Culture-Éducation, organisation du Congrès 4 arts)	903 782 \$
– Publications	215 000 \$
TOTAL (MELS)	1 699 000 \$

TABLEAU 2

**Répartition des sommes allouées
dans le cadre du protocole d'entente Culture-Éducation
Prévisions pour 2007-2008**

• Programme « La culture à l'école »	2,4 M\$
– Soutien financier découlant du protocole d'entente Culture-Éducation et mis en œuvre conjointement par le MELS et le MCCCCF	(1,4 M\$ par le MELS et 1 M\$ par le MCCCCF)
TOTAL (MELS et MCCCCF)	2 400 000 \$
• Activités découlant du protocole Éducation-Culture mises de l'avant par le MELS	
– Activités de concertation, de formation et d'expérimentation liées à l'intégration de la dimension culturelle	203 000 \$
– Activités de promotion et de sensibilisation à la culture à l'école (Exemples : Semaine québécoise des arts et de la culture à l'école, concours des prix Essor, revue Art et culture à l'école)	373 000 \$
– Activités de soutien aux comités culturels scolaires et à l'adoption de politiques culturelles par les commissions scolaires dans le but d'établir un réseau de partenariat Culture-Éducation	208 000 \$
– Activités particulières de soutien à des organismes partenaires liés au Protocole (Exemples : répertoire du programme Culture-Éducation, organisation du Congrès 4 arts)	700 000 \$
– Publications	215 000 \$
TOTAL (MELS)	1 699 000 \$

Pour 2007-2008, les sommes attribuées par le MELS ont été réaménagées dans le but d'accroître l'accès des élèves à des programmes éducatifs et culturels et de répondre aux besoins manifestés par le milieu scolaire dans l'implantation de mesures visant à faciliter l'intégration de la dimension culturelle à l'école.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie de la politique d'adaptation scolaire et de la politique de financement de l'adaptation. Ventilation des crédits accordés pour l'adaptation scolaire en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

En pièces jointes, les documents suivants :

- La politique de l'adaptation scolaire *Une école adaptée à tous ses élèves*.
- Plan d'action en matière d'adaptation scolaire accompagnant la politique de l'adaptation scolaire.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Coût des masses salariales découlant des conventions collectives des divers personnels pour 2005-2006 et 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Prévisions ou estimation des coûts reliés à l'équité salariale.

RÉPONSE

Voici la masse salariale du personnel syndiqué pour les années scolaires 2004-2005 et 2005-2006.

Masse salariale du personnel syndiqué du réseau des commissions scolaires*

Catégories de personnel	2004-2005	2005-2006
Professionnels	285 595 631 \$	294 704 570 \$
Employés de soutien	1 086 240 494 \$	1 094 569 782 \$
Enseignants	3 564 003 093 \$	3 649 057 648 \$
Total	4 935 839 218 \$	5 038 332 000 \$

* Traitement versé aux individus selon la déclaration des commissions scolaires, en excluant les données des commissions scolaires Crie et Kativik (PERCOS).

Les données touchant la masse salariale de l'année 2006-2007 ne sont pas encore disponibles. Nous n'avons pas de données concernant les prévisions de l'année 2007-2008.

Le dossier de l'équité salariale a connu son dénouement à la fin de décembre 2005. En plus des sommes dues de façon rétroactive, l'entente entraînera à terme une augmentation de la masse salariale totale de 3,76 %.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Aide financière accordée à la formation et au perfectionnement du personnel (enseignants, cadres, personnel de soutien, professionnels) pour 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008; nombre de personnes concernées par corps d'emploi et par commission scolaire. Orientations actives du MEQ en matière de formation continue du personnel enseignant.

RÉPONSE

Aide financière accordée à la formation et au perfectionnement du personnel

Le Ministère assure, grâce à certaines allocations supplémentaires, la réalisation d'activités de perfectionnement du personnel scolaire.

Un budget de 8,8 M\$ a été mis à la disposition des commissions scolaires pour permettre la formation du personnel enseignant et des membres des directions d'école relativement à l'implantation du nouveau curriculum, incluant un montant de 500 000\$ pour la formation du personnel au secteur des adultes. Ce budget a été réparti selon la modalité suivante : 25 % de l'enveloppe en montant de base, soit 35 000 \$ par commission scolaire, et le solde distribué en fonction du nombre d'enseignants et de membres des directions d'école du secondaire à l'emploi de la commission scolaire. Ce budget devait permettre au milieu scolaire de répondre aux besoins de formation identifiés par les écoles au regard du curriculum. Rappelons de plus, que les enseignantes et les enseignants se voient accorder annuellement 20 journées pédagogiques, dont une partie est utilisée aux fins de perfectionnement. Sous réserve de l'approbation des crédits, le Ministère versera en 2007-2008 une somme de 8,3 M\$ à cet égard, puisque le montant de 500 000 \$ qui s'était ajouté en 2005-2006 pour le renouveau pédagogique au secteur adulte sera maintenant intégré à une nouvelle mesure particulière pour ce secteur, à laquelle on ajoutera 6 M\$ l'an prochain.

Autres budgets disponibles :

Au chapitre des conventions collectives, il existe un budget annuel de 9 M\$, géré de façon paritaire, pour le perfectionnement du personnel enseignant. Il s'est ajouté à ce montant un nouveau financement de 5 M\$, réparti sur quatre années, depuis 2001-2002, pour le recyclage des enseignantes et des enseignants du secondaire dont les matières disparaîtront avec l'implantation du nouveau curriculum. Un montant annuel de 305 000 \$ était également disponible pour le perfectionnement du personnel enseignant des régions éloignées.

Avec l'entrée en vigueur de l'entente 2005-2010, le 15 décembre 2005, des majorations de l'ordre de 50 % des sommes déjà prévues pour le perfectionnement ont été accordées, notamment pour répondre aux besoins des enseignants oeuvrant en adaptation scolaire.

Le MELS a également ajouté, sur trois ans, une somme additionnelle de 3,75 M\$ pour soutenir le personnel affecté aux classes multiprogrammes. Cette somme peut notamment servir à la fabrication de matériel pédagogique mieux adapté à cette situation.

Par l'entente Canada-Québec, un budget de près de 1 M\$ a servi à réaliser des activités de formation pour les enseignantes et les enseignants de langue seconde. Ce financement sera également disponible pour les prochaines années. Enfin, un budget annuel de 400 000 \$ sert à la réalisation d'activités spécifiques de perfectionnement en rapport avec de nouveaux besoins.

De plus, le Ministère a réservé une somme de 5,2 M\$ pour accompagner et former des personnes-ressources dans chacune des régions dans leur travail de soutien à leur milieu scolaire dans

l'implantation du renouveau pédagogique. Ce projet a débuté en 2002-2003 et se poursuivra jusqu'en juin 2008.

Enfin, les cadres scolaires bénéficient annuellement d'une enveloppe de perfectionnement de 615 000 \$ gérée par les différentes associations qui les représentent.

Nombre de personnes concernées par les budgets ministériels de perfectionnement

Selon les données disponibles (année 2005-2006), on retrouve 71 122 enseignants en équivalent temps plein (ETP) dans les commissions scolaires et 5 582 cadres (ETP) dans le réseau des commissions scolaires.

Orientations du MELS en matière de formation continue du personnel enseignant

Le ministre a proposé au milieu scolaire, en juin 1999, de nouvelles orientations pour la formation continue du personnel enseignant (ce document est disponible sur le site Internet du MELS). On y rappelle que la responsabilité de la formation continue du personnel enseignant trouve ses racines dans la Loi sur l'instruction publique. On y mentionne qu'il est du devoir de l'enseignant de prendre les mesures appropriées qui lui permettent d'atteindre et de conserver un haut degré de compétence professionnelle (art. 22.6). La direction d'école a le devoir de s'assurer de la qualité des services éducatifs dispensés dans son établissement (art. 96.12). Elle doit également faire part à la commission scolaire, après consultation du personnel enseignant, des besoins de perfectionnement de ce personnel et voir à l'organisation de ce perfectionnement (art. 96.20 et 96.21). La formation continue demande donc la participation des principaux partenaires que sont le personnel enseignant, la direction de l'établissement d'enseignement et la commission scolaire.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste et copie des demandes d'avis du ministre de l'Éducation au Conseil supérieur de l'éducation en 2006-2007. Liste des mandats en cours.

RÉPONSE

Avis demandé au Conseil supérieur de l'éducation sur la question de la prise en compte et de l'évaluation des compétences transversales ainsi que sur la question de la pertinence et de l'applicabilité des domaines généraux de formation à l'école primaire.

Aucun mandat n'est en cours.

Québec, le 15 septembre 2006

Monsieur Jean-Pierre Proulx
Président
Conseil supérieur de l'éducation
1175, avenue Lavigerie, bureau 180
Sainte-Foy (Québec) G1V 5B2

Monsieur le Président,

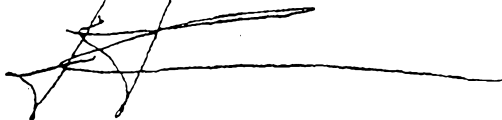
Conformément à l'article 9 de la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation, je sou mets à votre examen la question de la prise en compte et de l'évaluation des compétences transversales ainsi que la question de la pertinence et de l'applicabilité des domaines généraux de formation à l'école primaire.

Ces questions sur les apprentissages transversaux du Programme de formation de l'école québécoise ont été soulevées par la Table de pilotage du renouveau pédagogique dans son récent rapport intitulé *Évaluation de l'application du programme de formation de l'école québécoise – enseignement primaire* dont copie est jointe à la présente. J'ai demandé que les recommandations de ce rapport soient appliquées immédiatement. La demande que je vous adresse aujourd'hui s'inscrit dans la ligne de la première recommandation.

Je vous réfère à ce rapport afin que vous preniez connaissance du contexte précis des questions que je vous sou mets. Vous y trouverez notamment des renseignements sur les différences que font les enseignantes et les enseignants entre les compétences transversales et entre les domaines généraux de formation quant au degré de difficulté de leur application. Même si le rapport de la Table de pilotage porte sur le primaire, il serait utile que l'avis du Conseil tienne compte des récentes précisions apportées aux compétences transversales et aux domaines généraux dans le Programme de formation du 1^{er} cycle du secondaire et dans celui du 2^e cycle.

Je vous saurais gré de me transmettre l'avis du Conseil sur ces questions d'ici la mi-janvier 2007.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



JEAN-MARC FOURNIER

p. j. (1)

Québec
Édifice Marie-Guyart, 16^e étage
1035, rue De La Chevrotière
Québec (Québec) G1R 5A5
Téléphone : (418) 644-0664
Télécopieur : (418) 646-7551
Courriel: ministre@mels.gouv.qc.ca

Montréal
600, rue Fullum, 9^e étage
Montréal (Québec) H2K 4L1
Téléphone : (514) 873-4792
Télécopieur : (514) 873-1082

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Enveloppe globale accordée au soutien aux plans de réussite ou en lien avec les plans de réussite. Détail des mesures et ventilation des budgets par mesure et par commission scolaire pour 2006-2007.

RÉPONSE

L'enveloppe globale accordée pour les mesures de soutien pour l'année 2006-2007 est 1,95 M\$. L'enveloppe a été répartie entre les directions régionales du Ministère. Les mesures doivent être convenues entre les directions régionales et les commissions scolaires situées sur leur territoire. Une partie de l'enveloppe (10 %) est administrée par le Secteur des services à la communauté anglophone.

Les mesures visent les gestionnaires des commissions scolaires, des écoles et, plus particulièrement, des écoles du programme « Agir autrement », des centres de formation professionnelle et des centres d'éducation des adultes. Elles visent à développer des compétences de planification : analyse de situation, élaboration d'un plan d'action, mise en œuvre d'un plan d'action, suivi de la mise en œuvre, évaluation des résultats, etc. Elles peuvent viser les personnes qui travaillent à la planification de ces activités.

Les principales mesures prévues prennent la forme d'un soutien à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation du plan stratégique et du plan de réussite, de mesures de reconnaissance et d'un soutien à la mise en place et à l'animation de réseaux d'échanges sur la gestion des établissements.

L'enveloppe globale a été répartie de la façon suivante entre les 11 directions régionales du Ministère et les services à la communauté anglophone.

Direction régionale	
DR du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	186 783 \$
DR du Saguenay-Lac-Saint-Jean	142 834 \$
DR de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches	164 809 \$
DR de la Mauricie et du Centre-du-Québec	142 834 \$
DR de l'Estrie	131 847 \$
DR de Laval, des Laurentides et de Lanaudière	153 822 \$
DR de la Montérégie	153 822 \$
DR de Montréal	197 772 \$
DR de l'Outaouais	142 834 \$
DR de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec	164 809 \$
DR de la Côte-Nord	142 834 \$
Services à la communauté anglophone (10% du budget total)	195 000 \$
DGR (réserve)	30 000 \$
Total	1 950 000 \$

En annexe, sont décrites, par direction régionale, les mesures qui ont été réalisées ou qui seront réalisées au cours de l'année 2006-2007.

QUESTION 71

BILAN DES ACTIVITÉS 2006-2007

Régions : Bas-Saint-Laurent et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
Budget disponible : 186 783 \$

MESURE 30105

Mandat	Montant de l'allocation	Nom des CS impliquées
<u>Soutien – Accompagnement – Réseautage</u>		
♦ Soutenir et accompagner les directions d'établissement et la commission scolaire dans la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation, la reddition de comptes au regard du plan d'action régional de la stratégie Agir autrement et de la planification stratégique. ♦ Inciter le réseau de partage et de ressourcement déjà en place à poursuivre la mise en œuvre de la stratégie d'intervention <i>Agir autrement</i> .	25 200 \$	CS des Monts-et-Marées
	16 937 \$	CS des Phares
	16 937 \$	CS du Fleuve-et-des-Lacs
	16 937 \$	CS de Kamouraska–Rivière-du-Loup
	8 665 \$	CS des Îles
	21 170 \$	CS des Chic-Chocs
	16 937 \$	CS René-Lévesque
<u>Pour la réalisation du plan d'action Agir autrement</u>		
♦ Assurer la mise en œuvre de la planification 2006-2007 élaborée par le comité régional de la stratégie d'intervention <i>Agir autrement</i> .	40 000 \$	L'ensemble des commissions scolaires de la région du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine qui participent à la stratégie <i>Agir autrement</i>
<u>Poursuite du projet Actualisation des parcours de formation en lien avec le nouveau régime pédagogique.</u>	24 000 \$	L'ensemble des commissions scolaires de la région du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
Sous-total :	186 783 \$	

BILAN DES ACTIVITÉS 2006-2007

Région : Saguenay–Lac-Saint-Jean

Budget : 142 834 \$

MESURE 30105

Mandat	Montant de l'allocation	Nom des CS impliquées
Soutenir les directions des établissements pour l'élaboration, le suivi et l'évaluation du projet éducatif (ou des orientations) et du plan de réussite des écoles primaires et secondaires, des centres d'éducation des adultes et des centres de formation professionnelle : <ul style="list-style-type: none">▪ Coordination des formations portant sur le suivi, l'évaluation, la communication et la reddition de comptes; conception et diffusion de l'instrumentation utile pour le suivi et l'évaluation des mesures du plan de réussite (primaire, secondaire, formation générale des adultes [FGA] et formation professionnelle [FP]).▪ Formation, soutien et accompagnement des gestionnaires des centres de FGA et de FP. Soutien de projets en formation professionnelle en lien avec les problématiques prioritaires.▪ Formation, soutien et accompagnement des écoles secondaires participant à la Stratégie <i>Agir autrement</i>. Interventions auprès des services éducatifs des commissions scolaires au regard des stratégies d'apprentissage en lecture en contexte de défavorisation.▪ Soutien à la concertation pour la mise en œuvre du programme <i>Éveil à la lecture et à l'écriture</i>. <div>Sous-total :</div>	<div>3 584 \$</div> <div>28 674 \$</div> <div>76 660 \$</div> <div>12 596 \$</div> <div>121 514 \$</div>	Du Pays-des-Bleuets (721) Du Lac-Saint-Jean (722) Des Rives-du-Saguenay (723) De La Jonquière (724)

QUESTION 71

Régions : De la Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches

Budget disponible : 164 809,00\$

MESURE 30105

BILAN DES ACTIVITÉS 2006-2007

Mandat	Montant de l'allocation	Nom des CS impliquées
Offrir de l'accompagnement aux écoles ou établissements pour la réalisation des planifications (portrait et analyse de situation, projet éducatif et plans de réussite 2006-2007)		
• Accompagnement des 19 écoles ou établissements par des personnes-ressources	7 850,00\$	Commission scolaire de Charlevoix,
• Accompagnement des 71 écoles ou établissements par des personnes-ressources	29 326,55\$	Commission scolaire de la Capitale
• Accompagnement des 25 écoles ou établissements par des personnes-ressources	10 326,25\$	Commission scolaire des Découvreurs
• Accompagnement des 60 écoles ou établissements par des personnes-ressources	24 783,00\$	Commission scolaire des Premières-Seigneuries
• Accompagnement des 23 écoles ou établissements par des personnes-ressources	9 500,15\$	Commission scolaire de Portneuf
• Accompagnement des 57 écoles ou établissements par des personnes-ressources	23 543,85\$	Commission scolaire de la Côte-du-Sud
• Accompagnement des 27 écoles ou établissements par des personnes-ressources	11 152,35\$	Commission scolaire des Appalaches
• Accompagnement des 66 écoles ou établissements par des personnes-ressources	27 261,30\$	Commission scolaire de la Beauce-Etchemin
• Accompagnement des 51 écoles ou établissements par des personnes-ressources	21 065,55\$	Commission scolaire des Navigateurs
Sous-total :	164 809,00\$	

QUESTION 71

BILAN DES ACTIVITÉS 2006-2007

Régions : Mauricie et du Centre-du-Québec

Budget disponible : 142 834 \$

MESURE 30105

Mandat	Montant de l'allocation	Nom des CS impliquées
Une personne-ressource pour accompagner, dans le cadre de la stratégie <i>Agir autrement</i> , les 11 écoles secondaires dans les régions 04 et 17.	67 834 \$	Quatre commissions scolaires sur le territoire de la Direction régionale.
Chaque commission scolaire dispose d'un montant pour le dégagement des directions d'établissements d'enseignement primaire afin de leur permettre de participer aux travaux du Comité sur l'intégration de dossiers en collaboration avec les directions générales de commissions scolaires et la Direction régionale. Ces travaux mèneront à l'élaboration d'outils de gestion et d'intégration pour l'ensemble du personnel de direction d'établissement. De plus, les directions désignées de chaque commission scolaire agiront comme personnes-ressources pour l'appropriation des outils dans leur milieu.	75 000 \$	Toutes les commissions scolaires sur le territoire de la Direction régionale.
Sous-total :	142 834 \$	

QUESTION 71

BILAN DES ACTIVITÉS 2006-2007

Région :Estrie

Budget disponible : 131 847 \$

MESURE 30105

Mandat	Montant de l'allocation	Nom des CS impliquées
<p>1. Soutien aux directions d'établissement des CS francophones à l'égard du plan de réussite- An 3</p> <ul style="list-style-type: none">• Poursuite des mécanismes d'accompagnement et de suivi individualisé des directions d'établissement pour toutes les étapes d'élaboration du <i>Projet éducatif</i> et de son <i>Plan de réussite</i>, de son évaluation et de la reddition de comptes• Poursuite des groupes de soutien pour l'analyse des pratiques professionnelles à l'égard de la gestion du dossier <i>Plan de réussite</i>;• Formation des directions d'école au pilotage du changement dans les organisations <p>2. Soutien aux directions d'établissement de la CS Eastern Townships (CSET) – An 2</p> <p>Embauche de deux personnes et tenue d'activités de formation des directions d'école de la CSET sur le pilotage des changements induits par le plan de réussite et le nouveau pédagogique</p> <p>3. Soutien aux directions d'établissement de la CSS – An 3</p> <p>Embauche d'un coach-formateur et tenue d'activités de soutien aux directions d'établissement de la CSS sur le pilotage des changements induits par le plan de réussite et le nouveau pédagogique</p>	<p>\$ 33 000 Ressource régionale Honoraires : \$ 28 000 Déplacements, séjours, secrétariat : \$ 5 000</p> <p>\$ 6 000</p> <p>\$ 3 000</p>	<p>CS de la Région-de-Sherbrooke CS des Hauts-Cantons CS des Sommets</p> <p>CS Eastern Townships</p> <p>CS des Sommets</p>
<p>4. Mise en place de projets intégrés aux plans de réussite d'écoles secondaires en vue de soutenir la persévérance scolaire et la réussite de décrocheurs potentiels</p> <ul style="list-style-type: none">• Polyvalente La Frontalière, Coaticook• Polyvalente Le Tournesol, Windsor	<p>\$ 60,000</p> <p>\$ 10 000</p>	<p>CS des Hauts-Cantons</p> <p>CS des Sommets</p>
<p>5. Embauche d'un économiste consultant auprès des directions d'école au regard de l'élaboration de tableaux de bord et d'indicateurs de réussite en vue de l'opération annuelle de reddition de comptes dans le cadre de la mise en oeuvre des plans de réussite des écoles et du projet régional de mobilisation pour la réussite éducative des jeunes estriens</p>	<p>\$ 19 000 Ressource régionale Honoraires : \$ 16 000 Déplacements, séjours Secrétariat : \$ 3 000</p>	<p>CS de la Région-de-Sherbrooke CS des Hauts-Cantons CS des Sommets CS Eastern Townships</p>
	<p>\$ 131 000 *</p>	

Montant disponible : 847\$

QUESTION 71

BILAN DES ACTIVITÉS 2006-2007

Régions : Laval, Laurentides et Lanaudière

Solde 2005-2006 : 16 710,03 \$

Allocation 2006-2007 : 153 822,00 \$

Budget 2006-2007 : 170 532,03 \$

MESURE 30105

Mandat	Nom des CS impliquées	Montant de l'allocation
<p><u>ACCOMPAGNEMENT</u></p> <p>Maintien d'une ressource régionale pour :</p> <p>1) L'accompagnement des commissions scolaires pour la mise en œuvre et le suivi de la stratégie d'intervention <i>Agir autrement</i> :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Soutien adapté permettant de développer des connaissances et des compétences sur l'intervention en milieu défavorisé auprès des acteurs concernés▪ Accompagnement dans la mise en œuvre, la régulation et l'évaluation des plans de réussite SIAA*▪ Réalisation d'activités de formation locales et régionales sur l'intervention en milieu défavorisé, entre autres : conditions et pratiques prometteuses, collaboration école-famille-communauté, stratégies de lecture et d'écriture, motivation envers les apprentissages scolaires, aspirations scolaires et professionnelles, etc.▪ Réalisation d'activités pour l'appropriation de l'état des recherches▪ Diffusion de l'information utile à la mise en œuvre et au suivi de la SIAA et mise à la disposition des milieux de la documentation sur extranet SIAA▪ Adaptation du modèle de pilotage régional et local pour favoriser le transfert de l'expertise dans les commissions scolaires▪ Soutien aux écoles dites de comparaison	<p>Activités exclusives à la SIAA* : de la Rivière-du-Nord, des Laurentides, des Samares et Pierre Neveu</p> <p>Activités régionales de formation et d'information : toutes les commissions scolaires</p>	

<p>2) L'accompagnement des équipes-écoles du PRIMAIRE qui oeuvrent en milieu défavorisé – Nouvel axe de développement</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutien adapté permettant de développer des connaissances et des compétences sur l'intervention en milieu défavorisé auprès des acteurs concernés ▪ Réalisation d'activités de formation locales et régionales sur l'intervention en milieu défavorisé, entre autres : conditions et pratiques prometteuses, collaboration école-famille-communauté, stratégies de lecture et d'écriture, motivation envers les apprentissages scolaires, aspirations scolaires et professionnelles, etc. 	toutes les commissions scolaires	
<p>3) Accompagnement des directions d'écoles membres sur l'organisation scolaire en cycles d'apprentissage – Réinvestissement</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Suivi et diffusion des résultats des travaux du comité régional : animation, information, soutien et mise en réseau des directions d'établissements secondaires ▪ Suivi au développement et à la mise en œuvre d'un nouveau modèle d'organisation scolaire – GRICS Coût de développement : 922,53 \$ ▪ Promotion au plan national du nouveau modèle d'organisation scolaire – GRICS 	toutes les commissions scolaires	922,53 \$
<p><u>FORMATION</u></p> <p>4) Formation en gestion du changement</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Formation en gestion du changement pour des directions d'établissements du primaire et du secondaire – nouvelles cohortes <p>*Formation maintenant reconnue dans le cadre de PIDEK de l'Université de Sherbrooke</p>	toutes les commissions scolaires	

<p><u>COORDINATION</u></p> <p>5) Coordination de comités régionaux ayant pour principal objectif de développer et de consolider une expertise régionale et locale pour l'amélioration de la réussite</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Coordination et pilotage de comités régionaux abordant des thèmes convenus conjointement par les directions générales et les directions des services éducatifs ▪ Coûts reliés : <ul style="list-style-type: none"> – à la libération et aux frais de subsistance des ressources des commissions scolaires – à l'engagement de ressources externes, si besoin <p>Salaire de la personne-ressource :</p>	<p>toutes les commissions scolaires</p>	<p>27 000 \$</p> <p>5 500 \$</p> <p>101 788 \$</p>
<p><u>PROJET FP</u></p> <p>Production Étienne Lambert</p>	<p>toutes les commissions scolaires</p>	<p>18 020 \$</p> <p>69 \$</p>
<p><u>PROJET SPÉCIFIQUE</u></p> <p>Tableau de bord de gestion</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Poursuite de la réalisation d'un tableau de bord de gestion pour les directions générales ▪ Accompagnement individualisé d'une équipe de direction générale d'une commission scolaire ciblée pour l'expérimentation du tableau de bord de gestion – Automne 2006 ▪ Généralisation et implantation dans l'ensemble des commissions scolaires – Hiver 2007 <p>Salaire de la personnes-ressource :</p>	<p>toutes les commissions scolaires</p>	<p>15 000 \$</p> <p>Sous-total 168 299,53 \$</p> <p>SOLDE 2006-2007 2 232,50 \$</p>

QUESTION 71

BILAN DES ACTIVITÉS 2006-2007

Région : Montérégie

Budget disponible : 154 000\$

MESURE 30105

Mandat	Montant de l'allocation	Nom des CS impliquées
Volet « Agir autrement » <ul style="list-style-type: none">Accompagnement des directions d'école	20 000\$	Projets régionaux impliquant toutes les CS francophones de la région de la Montérégie (les CS anglophones sont associées à certains projets).
Volet « Soutien à la réussite » <ul style="list-style-type: none">Colloque régional des directions d'école (Élèves en quête de direction - stratégies d'implantation du Renouveau pédagogique) :	24 000\$	
<ul style="list-style-type: none">Différenciation pédagogique (Recherches appliquées sur l'implantation du Renouveau pédagogique : modèles d'organisation scolaire, instruments d'évaluation de l'implantation...) :	62 500\$	
<ul style="list-style-type: none">Recherche action sur les Stratégies d'apprentissage de la lecture:	28 700\$	
<ul style="list-style-type: none">Approche orientante (publication d'un bulletin trimestriel distribué dans toutes les écoles + activités de formation) :	16 600 \$	
<ul style="list-style-type: none">Reporté en 2007-2008 :	2 200 \$	
Sous-total :	154 000 \$	

QUESTION 71

BILAN DES ACTIVITÉS 2006-2007

Région : Montréal

Budget disponible : 197 772 \$

MESURE 30105

Mandat	Montant de l'allocation	Nom des CS impliquées
Ressource régionale Agir autrement (1 ^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007)	95 000 \$	Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île, Commission scolaire de Montréal, Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys
Formation sur le pilotage du changement	3 128 \$	Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île, Commission scolaire de Montréal, Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys
Plan d'action de la Table des partenaires pour la persévérance scolaire	35 000 \$	Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île, Commission scolaire de Montréal, Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, Commission scolaire English-Montréal et Commission scolaire Lester-B.-Pearson.
Formation régionale en enseignement stratégique	57 050 \$	Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île, Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys,
Table de formation continue du personnel scolaire	4 000 \$	Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île, Commission scolaire de Montréal, Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, Commission scolaire English-Montréal et Commission scolaire Lester-B.-Pearson.
Plan d'action sur la lecture : Prix de reconnaissance sur la lecture	1 100 \$	Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île, Commission scolaire de Montréal, Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, Commission scolaire English-Montréal et Commission scolaire Lester-B.-Pearson
Sous-total :	195 278 \$	

QUESTION 71

BILAN DES ACTIVITÉS 2006-2007

Région : Outaouais
Solde 2005-2006 : 25 261,00 \$
Allocation 2006-2007 : 142 834,00 \$
Budget 2006-2007 : 168 095,00 \$

MESURE 30105

Mandat	Montant de l'allocation	Nom des CS impliquées
▪ Projet de formation et d'accompagnement sur le pilotage du changement en milieu scolaire	69 979 \$	Des directions d'écoles primaires et secondaires et des centres d'éducation aux adultes et de formation professionnelle de toutes les CS francophones de l'Outaouais
▪ Projet de soutien et d'accompagnement des milieux scolaires « De nouvelles avenues pour la réussite... »	70 000 \$	Toutes les CS francophones de la région
▪ Concours régional de résolution de problèmes Optimath 2007	1 500 \$	Des élèves du secondaire de toutes les CS francophones de la région
▪ Portrait : La formation générale des adultes en Outaouais	10 500 \$	Toutes les CS de la région
Sous-total :	151 979 \$	

Question 71

BILAN DES ACTIVITÉS 2006-2007

Régions : Abitibi-Témiscamingue- Nord-du-Québec (08)

Budget : 164 809\$

MESURE 30105

Mandat	Montant de l'allocation	Nom des CS impliquées
Embauche d'une personne-ressource pour accompagner les directions d'établissement et soutenir la mise en œuvre des plans de réussite	20 000 \$	Commission scolaire du Lac-Témiscamingue
Embauche d'une personne-ressource pour accompagner les directions d'établissement et soutenir la mise en œuvre des plans de réussite	20 000 \$	Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois
Embauche d'une personne-ressource pour accompagner les directions d'établissement et soutenir la mise en œuvre des plans de réussite	20 000 \$	Commission scolaire du Lac-Abitibi
Embauche d'une personne-ressource pour accompagner les directions d'établissement et soutenir la mise en œuvre des plans de réussite	20 000 \$	Commission scolaire de Rouyn-Noranda
Embauche d'une personne-ressource pour accompagner les directions d'établissement et soutenir la mise en œuvre des plans de réussite	20 000 \$	Commission scolaire Harricana
Embauche d'une personne-ressource pour accompagner les directions d'établissement et soutenir la mise en œuvre des plans de réussite	20 000 \$	Commission scolaire de la Baie-James
Formation sur la gestion du changement en milieu scolaire, et divers.	44 809 \$	Commission scolaire du Lac-Abitibi
Sous-total :	164 809 \$	

QUESTION 71

BILAN DES ACTIVITÉS 2006-2007 / Région : Côte-Nord

Solde antérieur : 43 491 \$
Allocation 2006-2007 : 142 834 \$
Budget disponible : 186 325 \$
Allocation totale : 140 000 \$
Réserve disponible : 46 325 \$

MESURE 30105

Mandat	Montant de l'allocation	Nom des CS impliquées
<p>SIAA</p> <p>Engagement, à frais partagés avec les commissions scolaires, de personnes-ressources pour l'accompagnement dans l'appropriation des mécanismes de bonification des plans de réussite des écoles SIAA :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ accompagnement et soutien aux directeurs d'établissement et aux équipes-écoles dans le suivi des moyens inscrits aux plans de réussite;▪ soutien aux directeurs d'établissement et aux équipes-écoles dans l'analyse de situation et dans l'appropriation des approches écosystémiques;▪ réseautage des ressources SIAA et plans de réussite des commissions scolaires. Ex. : travail sur les tendances régionales et nationales, outils de suivi des moyens, développement d'expertise en milieu défavorisé, etc.	40 000 \$	<p>3 des 4 commissions scolaires de la région</p> <p>CS du Fer (15 000 \$)</p> <p>CS de l'Estuaire (15 000 \$)</p> <p>CS de la Moyenne-Côte-Nord (10 000 \$)</p>
<p>AIDE À LA RÉUSSITE</p> <ul style="list-style-type: none">▪ Engagement, à frais partagés avec les commissions scolaires, de personnes-ressources pour l'accompagnement des directions d'école dans l'actualisation des plans de réussite. <p>Sous-total :</p>	<p>100 000 \$</p> <p>140 000 \$</p>	<p>Toutes les commissions scolaires de la région</p> <p>CS du Fer (25 000 \$)</p> <p>CS de l'Estuaire (25 000 \$)</p> <p>CS de la Moyenne-Côte-Nord (25 000 \$)</p> <p>CS du Littoral (25 000 \$)</p>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des instances régionales de concertation interordres et détails de leurs actions respectives.
Bilan de leurs interventions pour 2006-2007.

RÉPONSE

L'annexe ci-jointe présente la composition des tables interordres et leurs actions respectives.

Nom de la Table interordres : Instance interordres de la Montérégie

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
La Direction régionale du MELS	Francis Culée, directeur régional de la Montérégie	Fabienne Desroches directrice générale Cégep Sorel-Tracy	Le soutien est assumé par la Direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont : • Supporter le président dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres de la Table et du comité exécutif • Faire les convocations et les compte rendus des rencontres de la Table et du comité exécutif • Participer à tous les groupes de travail de la Table • Assumer certains mandats de recherches pour la Table et le comité exécutif ;	Favoriser la concertation sur des préoccupations communes et mettre en œuvre des projets et interventions à cet égard.	<u>Comité Exécutif:</u> 3 ordres d'enseignement (CS, Cégep, université, DR MELS) Présidente de la Table <u>Comité de travail :</u> 3 ordres d'enseignement et DR MELS Pour l'Entente pour contrer le décrochage scolaire (ajout de représentants : comité parents, Forum Jeunesse, Emploi Québec, Santé Publique, ministère Aînés, Famille et condition féminine)	<u>Présidence:</u> La présidence est assurée en alternance aux deux ans par les réseaux des collèges et des commissions scolaires <u>Durée du mandat:</u> 2 ans <u>Nb rencontres par année:</u> 2 par an <u>Date de création de la Table :</u> L'Instance interordres de la Montérégie a été mise en place à l'automne 2000	-Décrochage scolaire (entente) -Formation professionnelle et technique (Carte des programmes et promotion) -Approche orientante (Colloque) -Portrait régional (statistiques..) - Éducation des adultes (publicité lors de la semaine EA) - Planification stratégique commune -Formation des maîtres
Commission scolaire de Sorel-Tracy	Jean Morin, directeur général						
Commission scolaire de Saint-Hyacinthe	Yvan Gauthier, directeur général						
Commission scolaire des Hautes-Rivières	Pierre Buisson, directeur général						
Commission scolaire Marie-Victorin	André Byette, directeur général adjoint						
Commission scolaire des Patriotes	Normande Lemieux, directrice générale						
Commission scolaire du Val-des-Cerfs	Huguette Richard, directrice générale						
Commission scolaire des Grandes-Seigneuries	Susan Tremblay, directrice générale						
Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands	Claude Haineault, directeur général						
Commission scolaire des Trois-Lacs	Bernard Beauchesne, directeur général						
Commission scolaire Riverside	Kevin Lukian						
Commission scolaire New Frontiers	Kenneth Robertson						
Collège régional Champlain	Donald Shewan, directeur général						
Collège Édouard-Montpetit	Serge Brasset, directeur général						
Cégep de Granby-Haute-Yamaska	Marie-Johanne Lacroix, directrice générale						
Cégep de Saint-Hyacinthe	Jean Barbeau, directeur général						
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu	Chantal Denis, directrice générale						
Cégep de Sorel-Tracy	Fabienne Desroches, directrice générale						
Collège de Valleyfield	Guy Laperrière, directeur général						
L'Institut agro-alimentaire de Saint-Hyacinthe	André Simard, directeur général						
Université McGill	Morton Mendelson, vice-principal adjoint au programme d'études et services universitaires						
Université Concordia	Terry Fancott, vice-recteur						
Université de Sherbrooke	Denis Marceau, vice-recteur						
Université du Québec à Montréal	Josée Dumoulin, adjointe au directeur du bureau de l'enseignement et des programmes						
Université de Montréal	Jean-Marc Boudrias, doyen à la Faculté de l'éducation permanente						
Université du Québec à Trois-Rivières	Claude Arbour, registraire						
Université Laval	René-Michel Roberge, directeur général adjoint de la formation continue et adjoint au vice-recteur						
Emploi-Québec	Diane Landriault, directrice régionale						
Conférence régionale des Élus (CRÉ)	Les modalités de la participation des 3 CRÉ de la Montérégie n'ont pas encore été déterminées						

Nom de la Table interordres : Table régionale de Montréal en Éducation (inactive depuis 2004)

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
CS de Montréal	M ^{me} Micheline Pothier, directrice générale		<p>Le soutien est assumé par la Direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• supporter les coprésidents dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres;• faire les convocations et les compte rendus des rencontres;• participer à tous les groupes de travail de la Table;• assumer certains mandats de recherches pour la Table .	<p>La Table Éducation Montréal a pour mission de faire la promotion de l'éducation sur le territoire de l'île de Montréal. Elle assure le développement en favorisant le partage de l'information, la concertation et le soutien mutuel entre les ordres d'enseignement. Elle porte un regard et se positionne sur les grands enjeux ayant cours sur l'Île de Montréal et pouvant avoir un impact sur le monde de l'éducation. Elle initie et soutient des projets interordres, s'il y a lieu, répondant à des besoins de développement et de promotion de l'éducation sur l'île de Montréal.</p> <p>Pour ce faire, elle sera à l'écoute des enjeux politiques, économiques et culturels. Elle assurera sa présence auprès des instances concernées.</p>	<p><u>Comité directeur:</u> -Carole Lamoureux, UQAM (présidente) -Patrick Woodsworth, Président du RCMM -Richard Filion, rep. des DG des cégeps de Mtl -Antonio Lacroce, DG de EMSB et représentant des CS -DR de Montréal du MELS :Gilles Lamirande, directeur et Pierre Barette, professionnel</p>	<p><u>Présidence: Vice-recteur</u></p> <p><u>Durée du mandat:</u> 1 an</p> <p><u>Nb rencontres par année:</u> 3</p> <p><u>Date de création de la Table :</u> Septembre 1997</p>	<p>La Table ne s'est pas réunie depuis 2004-2005. Toutefois, le comité directeur s'est rencontré deux fois depuis juin 2006.</p>
CS de la Pointe-de-l'Île	M. André Dumont, directeur général						
CS Marguerite-Bourgeoys	M. Pierre Jetté, directeur général						
CS English-Montréal	M. Antonio Lacroce, directeur général						
CS Lester-B.-Pearson	M. Robert T. Mills, directeur général						
Collège Ahuntsic	M. Roch Tremblay, directeur général						
Cégep André-Laurendeau	M. Hervé Pilon, directeur général						
Collège Bois-de-Boulogne	M. Maurice Piché, directeur général par intérim						
Dawson College	M. Richard Filion, directeur général						
Collège Gérald-Godin	M. Pierre Schetagne, directeur général						
John Abbott College	M. Keith W. Henderson, directeur général						
Collège de Maisonneuve	M. Pierre Harrison, directeur général						
Cégep Marie-Victorin	M ^{me} Nicole Rouillier, directrice générale						
Collège de Rosemont	M ^{me} Patricia Hanigan, directrice générale						
Cégep de St-Laurent	M. Paul-Émile Bourque, directeur général						
Vanier College	M. Gilbert Héroux, directeur général						
Cégep du Vieux-Montréal	M. Jacques Roussil, directeur général						
Quatre représentants délégués par la direction des universités (Vice-rectrices, doyen, directeurs, professeur)							
La Direction régionale du MELS de Montréal	Gilles Lamirande Pierre Barrette						
La Direction générale du Regroupement des collèges du Montréal métropolitain	Patrick Woodsworth						

Nom de la table interordres : Conseil interordres de l'éducation au Saguenay–Lac-Saint-Jean

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
La Commission scolaire du Pays-des-Bleuets	M. Rémi Rousseau, président M. Serge Bergeron, directeur général	M. Michel Belley Recteur UQAC	<p>Le soutien est assumé par la Direction régionale du MEQ représentée par le directeur, M. François Paquette.</p> <p>Les mandats principaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • supporter le Comité exécutif dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres; • faire les convocations et les compte rendus des rencontres; • participer à tous les groupes de travail du Conseil; • assumer certains mandats de recherche pour le Conseil. 	<p>Etablir un mécanisme de concertation et de coordination des institutions des trois ordres d'enseignement afin de remplir leurs missions propres et complémentaires en matière d'éducation des populations qu'elles desservent, de même qu'au plan de la recherche.</p> <p>Le Conseil peut formuler des avis ou des observations sur toute question relevant de ses compétences.</p> <p>Le Conseil est reconnu par la CRÉ Saguenay-Lac-Saint-Jean comme interlocuteur privilégié en matière d'éducation.</p>	<p><u>Comité exécutif</u> :</p> <p>Un représentant de chaque ordre d'enseignement.</p> <p><u>Durée du mandat</u> : 2 ans.</p> <p><u>Comités de travail</u> :</p> <p>Mise sur pied de comités au besoin en fonction des sujets discutés.</p>	<p><u>Présidence</u> :</p> <p>En alternance parmi les membres du Comité exécutif.</p> <p><u>Durée du mandat</u> : un an.</p> <p><u>Nb rencontres par année</u> : 3 à 4 rencontres par année.</p> <p><u>Date de création du Conseil</u> : 4 février 2005.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'action en anglais langue seconde • Promotion des carrières scientifiques • Plan quinquennat de développement de la région • Valorisation des sciences physiques dans la région • Recrutement d'étudiants étrangers • Plan d'aménagement de l'offre de formation en formation professionnelle et technique
La Commission scolaire des Rives-du-Saguenay	M ^{me} Liz S. Gagné, présidente M. Claude Dauphinais, directeur général M. Yvon Pelletier, directeur général adjoint M ^{me} Christine Tremblay, directrice générale adjointe						
La Commission scolaire De La Jonquière	M ^{me} Myriam Lessard, présidente M. Raynald Thibault, directeur général M. Pierre-Yves Béland, directeur général adjoint M. Éric Blackburn, directeur général adjoint						
La Commission scolaire du Lac-Saint-Jean	M ^{me} Josée Bouchard, présidente M. Michel Gravel, directeur général M. Jean-Claude Bouchard, directeur général adjoint						
Le Cégep de Saint-Félicien	M ^{me} Isabelle Simard, présidente M. Louis Lefebvre, directeur général M. Gilles Lapointe, directeur des études						
Le Collège d'Alma	M Jean-Noël Tremblay, président M. Jean Paradis, directeur général M ^{me} Hélène O'Bomsawin, directrice des études						
Le Cégep de Jonquière	M ^{me} Nicole Landry, présidente M. Gilbert Grenon, directeur général M ^{me} Johanne Munn, directrice des études						
Le Cégep de Chicoutimi	M. Yves Fortin, président M ^{me} Ginette Sirois, directrice générale M ^{me} Sylvie Poiret, directrice des études						

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
L'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)	M. Michel Belley, recteur M ^{me} Francine Belle-Isle, vice-recteur à l'enseignement et à la recherche M. André Dorion, vice-recteur à l'administration et aux finances M. Martin Côté, secrétaire général M. Alyre Caron, adjoint du recteur M. Jean Wauthier, directeur du Service des affaires publiques						
Institutions privées	M. Michel Simard, directeur Séminaire Marie-Reine-du-Clergé						
CS Central Québec	M. Mario Larivière, directeur général						
Conseil des Montagnais du Lac-Saint-Jean	M ^{me} Alice Germain						

Nom de la Table interordres : Table Éducation de la région de la Capitale-Nationale

Composition 2006-2007		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Cégep de Limoilou	Monsieur Maurice Carrier Directeur général		Le soutien est assumé par la Direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont : • Supporter les coprésidents dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres	• Intervenir dans les dossiers régionaux ou nationaux qui comportent des enjeux importants en matière d'éducation ou de formation de la main-d'œuvre pour les élèves, les étudiants et la population en général. La Table Éducation se veut un interlocuteur privilégié et incontournable dans tous les grands dossiers qui touchent l'éducation, notamment auprès de la Conférence Régionale des Élus ou au besoin, auprès d'autres instances.	<u>Comité Exécutif:</u> Les deux coprésidents, la Directrice régionale du MELS et le directeur du Regroupement des collèges et cégeps de la Capitale-Nationale. Le secrétariat est assumé par le professionnel de la DR.	<u>Présidence:</u> Coprésidence Chaque ordre d'enseignement (collèges et CS) nomme son représentant <u>Durée du mandat:</u> deux ans <u>Nb rencontres par année:</u> Environ quatre rencontres par année <u>Date de création de la Table :</u> La Table existe depuis 1999	• La persévérance et la réussite scolaires à tous les ordres d'enseignement ; • La promotion des carrières scientifiques et technologiques auprès des jeunes ; • Le développement de la formation professionnelle et de la formation technique ; • La promotion de la culture entrepreneuriale à tous les ordres d'enseignement ; • L'insertion et la rétention des immigrants dans la région.
Cégep François-Xavier Garneau	Monsieur Yves Blouin Directeur général						
Centre d'études collégiales en Charlevoix	Monsieur Claude Harvey Directeur						
Cégep de Sainte-Foy	Monsieur Denis Juneau, Directeur général	Co-président	• Faire les convocations, les comptes rendus des rencontres et en assurer les suivis	• Promouvoir les intérêts des établissements scolaires et des autres organismes qui interviennent dans le secteur de l'éducation chaque fois que jugé nécessaire.			
Champlain St-Lawrence	Monsieur John Keyes, Directeur						
Regroupement des collèges et cégeps de la Capitale-Nationale	Monsieur Marcel Lafleur						
Commission scolaire des Découvreurs	Monsieur Reynald Deraspe, directeur général		Co-présidente				
Commission scolaire de Charlevoix	Monsieur Jean-Guy Boudrault Directeur général						
Commission scolaire de la Capitale	Madame Diane Couture-Fortin, Directrice générale						
Commission scolaire Central Québec	Monsieur Ron Corriveau, Directeur général		• Participer à certains groupes de travail de la Table	• Initier et mettre en œuvre des mesures pour solutionner les problématiques auxquelles est confrontée la région en matière d'éducation et de développement de la main-d'œuvre.			
Commission scolaire des Premières-Seigneuries	Monsieur Michel Hamel Directeur général						
Commission scolaire de Portneuf	Monsieur Simon Julien, Directeur général						
Université Laval	Monsieur Serge Talbot Directeur général du 1 ^{er} cycle						
Emploi-Québec	Monsieur Michel Gingras Directeur de la planification						
Conférence régionale des élus	Madame Josée Tremblay Directrice générale	Membre de l'exécutif	• Assumer certains mandats de recherche pour la Table	• Préparer des avis et les soumettre aux organismes qui s'intéressent à des questions touchant l'éducation et la formation de la main-d'oeuvre.			
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	- Madame Marie-Sylvie Descôteaux Directrice régionale						
Direction régionale de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches	- M. Denis Papillon Agent de recherche et de planification socioéconomique						

Nom de la Table interordres : Table Éducation – Région de la Chaudière-Appalaches

Composition 2006-2007		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Cégep de Lévis-Lauzon	Jean Dallaire, président Guy Demers, directeur général	Président	<p>Le soutien est assumé par la Direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Supporter le président dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres • Faire les convocations, les comptes rendus des rencontres et en assurer les suivis • Participer à certains groupes de travail de la Table • Assumer certains mandats de recherche pour la Table 	<p>1. Intervenir dans les dossiers régionaux ou nationaux qui comportent des enjeux importants en matière d'éducation ou de formation de la main d'œuvre</p> <p>2. Promouvoir les intérêts des établissements scolaires et des autres organismes qui interviennent dans le secteur de l'éducation</p> <p>3. Élaborer un plan d'action afin de mettre en œuvre des mesures pour résoudre les problématiques régionales en matière d'éducation et de développement de la main d'œuvre</p> <p>4. Préparer des avis et les soumettre aux organismes ayant un intérêt pour l'éducation et la formation de la main d'œuvre</p> <p>5. Par la mission spécifique de ses membres, contribuer au développement social, économique et culturel de la région, par la mise en commun et l'optimisation des ressources de ses membres.</p>	<p><u>Comité exécutif</u></p> <p>Composé d'un membre par ordre d'enseignement, nommé par chacun des ordres.</p> <p>Le secrétariat est assumé par le professionnel de la DR du MELS.</p> <p>Des comités de travail sont mis en place au besoin.</p>	<p>La présidence est choisie parmi les membres et par les membres de la Table. Les gens proposés indiquent leur intérêt ou non, puis la décision se prend de façon collégiale.</p> <p>Durée du mandat: 2 ans</p> <p><u>Nb rencontres par année:</u> Cinq fois par année</p> <p><u>Date de création de la Table :</u> La Table a été créée en 1999. Elle a interrompu ses activités de 2003 au printemps 2005. Elle fonctionne sur une base régulière depuis ce temps.</p>	<p>1. Établissement d'un diagnostic régional de l'organisation des services éducatifs offerts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - accessibilité et viabilité de la formation professionnelle et technique sur le territoire et offre de services universitaires; - utilisation optimale de l'ensemble des ressources disponibles sur le territoire; - passages entre les formations professionnelles et techniques, secondaires, collégiales et universitaires; - reconnaissance des acquis; - coordination de l'offre de formation continue et de la main d'œuvre <p>2. Promotion des carrières scientifiques, technologiques et techniques et leur accès</p> <p>3. Sensibilisation des entreprises à l'importance de la formation et conclusion d'entente pour la première qualification</p> <p>4. Promotion de la culture entrepreneuriale à tous les ordres d'enseignement</p> <p>5. Accueil et intégration des étudiants internationaux et scolarisation des immigrants</p>
Cégep de Thetford	Serge Larouche, président François Dornier, directeur général						
Centre d'études collégiales de Montmagny	Daniel Dubé, directeur général						
Cégep de Beauce-Appalaches	Michel Beaulieu, président Charles Garneau, directeur général						
Corporation des services universitaires en Chaudière-Appalaches	André Roy, président						
Commission scolaire des Navigateurs	Léopold Castonguay, président Yves Saint-Maurice, directeur général						
Commission scolaire des Appalaches	Alain Chabot, directeur général Denis Langlois, président Yvon Gosselin, vice-président						
Commission scolaire de la Beauce-Etchemin	Charles-Henri Lecours, président Camil Turmel, directeur général						
Commission scolaire de la Côte-du-Sud	Denys Bertrand, président Jocelyn Carrier, directeur général						
Université Laval – Direction générale de la formation continue	Carol Landry, directeur général adjoint						
Université du Québec à Rimouski (campus Lévis)	Daniel R. Rousse, vice-recteur						
Centre universitaire des Appalaches	Serge Roy, président						
Emploi-Québec	Andrée Morin, directrice de la planification et du partenariat						
Juvénat Notre-Dame du Saint-Laurent	Claude Gélinas, directeur général						
Cégep de La Pocatière	Christiane Hardy, directrice générale						

Composition 2006-2007		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Regroupement des commissions scolaires de la région de Chaudière-Appalaches	Brigitte Roy, coordonnatrice régionale						
Conférence régionale des élus	Martin Vaillancourt, analyste-conseil						
Direction régionale du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Marie-Sylvie Descôteaux, directrice régionale Denis Papillon, agent de recherche et de planification socioéconomique						

Nom de la Table interordres : TABLE RÉGIONALE DE L'ÉDUCATION DE LA MAURICIE

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Université du Québec à Trois-Rivières	Monsieur Ghislain Bourque, recteur	Monsieur Ghislain Bourque, recteur de l'Université du Québec à Trois-Rivières	Le soutien technique et logistique est assuré par la Direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont : <ul style="list-style-type: none">• Supporter le président dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres.• Rédiger les convocations, les compte rendus des rencontres et assurer les suivis.• Participer à tous les groupes de travail de la Table.• Assurer certains mandats de recherche pour la Table.• Alimenter les membres de la Table par rapport aux statistiques en éducation.	La Table régionale de l'éducation de la Mauricie est issue de la volonté régionale de concertation des partenaires du secteur de l'éducation. Les représentants administratifs des commissions scolaires, des institutions d'enseignement privées, des collèges, de l'université et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport seront conviés avec les organismes de développement régional et économique à se prononcer sur les priorités de développement en matière d'éducation dans un contexte d'harmonisation et d'intégration économique.	Comité Exécutif: Non Comités de travail : Comité sur le rapprochement de la formation professionnelle et de la formation technique Comité de lutte au décrochage et à l'abandon scolaires Comité régional de la valorisation des adultes en formation Comité régional sur l'internationalisation	Présidence : Les membres désignent une présidente ou un président parmi les représentantes et les représentants des trois ordres d'enseignement. La présidente ou le président est nommé pour une année en alternance pour chacun des ordres d'enseignement : commission scolaire, collège et université. Durée du mandat : 1 an Nb rencontres par année: Environ 5 réunions. Date de création de la Table : Automne 2001	<ul style="list-style-type: none">▪ Identifier les grands enjeux en éducation au regard du développement régional.▪ Concerter le milieu de l'éducation et les organismes de développement régional.▪ Développer tout partenariat jugé utile à la réalisation des missions respectives et au développement régional.▪ Concerter les ordres d'enseignement sur différents sujets communs en lien avec l'éducation. <p>La Table d'éducation interordres s'est dotée d'un plan d'action où quatre priorités ont été retenues :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Réussite éducative2. Rapprochement de la formation professionnelle et de la formation technique3. Valorisation de la formation générale des adultes et de la formation continue.4. Internationalisation.
Représentant pour les institutions d'enseignement privées subventionnées de la Mauricie (collégial)	Monsieur Marcel Côté, directeur général du Collège Laflèche						
Conférence régionale des élus de la Mauricie	Monsieur Patrick Guérard, directeur par intérim						
Agence de développement de réseaux locaux de santé et de services sociaux	Monsieur André Dontigny, directeur de la santé publique						
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale Direction régionale Emploi-Québec	Madame Ginette Lanthier, directrice régionale						
Représentant pour les institutions d'enseignement privées subventionnées de la Mauricie (PS – P – S)	Monsieur Benoît LaRue, directeur général de l'Institut secondaire Keranna						
Commission scolaire de l'Énergie	Monsieur Claude Leclerc, directeur général						
Cégep de Trois-Rivières	Monsieur Christian Muchle, directeur général						
Commission scolaire du Chemin-du-Roy	Monsieur Michel Morin, directeur général						
Ministère des Affaires municipales et des Régions	Monsieur Pierre Robert, directeur régional						
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	Madame Monique Savignac, professionnelle						
Collège Shawinigan	Madame Louise Trudel, directrice générale						
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Monsieur Claude Lamarre, directeur régional						

Nom de la Table interordres : TABLE RÉGIONALE DE L'ÉDUCATION DU CENTRE-DU-QUÉBEC

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Monsieur Claude Lamarre, directeur régional	Monsieur Normand W. Bernier, directeur général du Cégep de Drummondville	<p>Le soutien technique et logistique est assuré par la Direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• Supporter le président dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres.• Rédiger les convocations, les compte rendus des rencontres et assurer les suivis.• Participer à tous les groupes de travail de la Table.• Assurer certains mandats de recherche pour la Table.• Alimenter les membres de la Table par rapport aux statistiques en éducation.	<p>La Table régionale de l'éducation du Centre-du-Québec est issue de la volonté régionale de concertation des partenaires du secteur de l'éducation. Les représentants administratifs des commissions scolaires, des institutions d'enseignement privées, des collèges, de l'université et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport seront conviés avec les organismes de développement régional et économique à se prononcer sur les priorités de développement en matière d'éducation dans un contexte d'harmonisation et d'intégration économique.</p>	<p><u>Comité Exécutif:</u> Non</p> <p><u>Comités de travail :</u> Comité de gestion de l'entente administrative sur la réussite éducative :</p> <p>Comité sur la régionalisation FP et FT (plan de rapprochement)</p>	<p><u>Présidence:</u> Les membres désignent une présidente ou un président parmi les représentantes et les représentants des trois ordres d'enseignement. La présidente ou le président est nommé pour une année en alternance pour chacun des ordres d'enseignement : commission scolaire, collège et université.</p> <p><u>Durée du mandat:</u> 1 an</p> <p><u>Nb rencontres par année:</u> Un minimum de cinq rencontres par année.</p> <p><u>Date de création de la Table :</u> Automne 2001</p>	<ul style="list-style-type: none">▪ Identifier les grands enjeux en éducation au regard du développement régional.▪ Concerter le milieu de l'éducation et les organismes de développement régional.▪ Développer tout partenariat jugé utile à la réalisation des missions respectives et au développement régional.▪ Concerter les ordres d'enseignement sur différents sujets communs en lien avec l'éducation. <p>La Table d'éducation interordres s'est dotée d'un plan d'action où trois priorités ont été retenues :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Réussite éducative2. Rapprochement de la formation professionnelle et formation technique3. Desserte universitaire
Commission scolaire de la Riveraine	Monsieur Normand Perreault, directeur général						
Commission scolaire des Bois-Francis	Madame Louise Savard, directrice générale						
Commission scolaire des Chênes	Monsieur Yvan Aubé, directeur général						
Cégep de Drummondville	Monsieur Normand W. Bernier, directeur général						
Cégep de Victoriaville	Monsieur Vincent Guay, directeur général						
Représentant pour les institutions d'enseignement privées subventionnées du Centre-du-Québec (PS - P - S - Collégial)	En attente d'une nouvelle désignation						
Université du Québec à Trois-Rivières	Monsieur Ghislain Bourque, recteur						
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale Direction régionale Emploi-Québec	Madame Lorraine St-Cyr, directrice régionale						
Ministère du développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	Monsieur Vincent Bourassa, directeur régional						
Ministère des Affaires municipales et des Régions	Monsieur Gaétan Désilets, directeur régional						
Agence de développement de réseaux locaux de santé et de services sociaux	Monsieur André Dontigny, directeur de la santé publique						
Conseil régional des élus du Centre-du-Québec	Monsieur Claude-Henri Léveillé, directeur						

Nom de la Table interordres : **TABLE ESTRIENNE DE CONCERTATION INTERORDRES EN ÉDUCATION**

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction	<div><div>Coprésidence :</div><div><div>le recteur de l'Université de Sherbrooke: M. Bruno-Marie Bécharde</div><div>le président de la Table des DG des CS de l'Estrie : M. Claude St-Cyr, DG de la Commission scolaire de la région de Sherbrooke</div></div></div>	<div><div>Le soutien est assumé par la Direction régionale du MEQ, dont les mandats principaux sont :</div><div><div>Supporter les coprésidents dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres</div><div>Faire les convocations et les compte rendus des rencontres</div><div>Participer à tous les groupes de travail de la Table</div><div>Assumer certains mandats de recherches pour la Table</div></div></div>	<div><div>Identifier les grands enjeux de la région en éducation, en lien avec le développement économique, culturel et social de l'Estrie.</div><div>Mettre en place, en concertation avec les divers organismes du milieu, les mesures appropriées pour solutionner ces grands enjeux dont ceux de la persévérance et réussite éducative des jeunes estriens et celui de la disponibilité d'une relève en main d'œuvre qualifiée.</div><div>Agir comme interlocuteur auprès de la CRÉ – Estrie pour tout ce qui concerne l'éducation en Estrie.</div></div>	<div><div><u>Comité Exécutif</u> composé de:</div><div><div>2 coprésidents</div><div>1 représentant des DG des CS</div><div>DG du Collège de Sherbrooke</div><div>PDG de l'ASSSS de l'Estrie</div><div>DG de la CRÉ-Estrie</div><div>un représentant des institutions anglophones</div><div>la direction du MELS - Estrie</div></div><div><u>Existence d'un Comité de travail:</u> En lien avec le dossier prioritaire 2005-06</div></div>	<div><div><u>Présidence:</u></div><div><div>représentant de l'enseignement supérieur, en alternance université-cegep</div><div>président de la table des DG des CS de l'Estrie</div></div><div>Durée du mandat: 2 ans</div><div><u>Nb rencontres par année:</u> Table Interordres: 3-4 Comité Exécutif: au besoin</div><div><u>Date de création de la Table :</u> Le 26 avril 2005</div></div>	<div><div><div>▪ Réussite éducative.</div><div>▪ Valorisation de la diplomation.</div><div>▪ Valorisation des carrières scientifiques, techniques et professionnelles.</div><div>▪ Harmonisation et développement de la carte régionale des programmes d'enseignement professionnel et technique.*</div><div>▪ Besoins en main-d'oeuvre qualifiée – vs – l'offre régionale en FPT*</div><div>▪ Monitoring régional des divers volets de l'éducation.</div></div><div><div>*En lien avec Table estrienne de concertation Formation Emploi.</div></div></div>
CS des Hauts-Cantons;	M. Bernard Lacroix, Directeur général						
CS de la Région-de-Sherbrooke;	M. Claude St-Cyr, Directeur général						
CS des Sommets	M ^{me} Yolande Nantel, Directrice générale						
CS Eastern Townships	M. Ron Canuel, Directeur général						
Collège de Sherbrooke	M ^{me} Micheline Roy, Directrice générale						
Champlain College	M. Gerald Cutting, Directeur général						
Université de Sherbrooke	M. Bruno-Marie Bécharde, Recteur						
Université Bishop's	M. Jonathan Rittenhouse, Vice-principal						
Association des écoles privées	M. André Métras, Directeur général						
Direction régionale du MELS	M ^{me} Diane Lamothe, Directrice régionale						
Emploi-Québec	M ^{me} Liette Tessier-Allard, Directrice régionale						
Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux	M. Michel Baron, Président – directeur						
CRÉ-Estrie	M. Claude Boulanger, Directeur général						
Développement économique	M. Robert Fortin, Directeur régional						
Forum Jeunesse Estrie	M ^{me} Dominique Desautels, Conseillère						
Groupe d'Action pour l'Avancement Technologique de l'Estrie (GATE) (Représentants industriels)	M. Guy Fouquet, Vice-président						

Nom de la Table interordres : Table Éducation Outaouais

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Emploi-Québec	Monsieur Claude Landry Directeur régional	Président : Monsieur Claude J. Chénier, Directeur général du Collège Heritage Vice président : Vacant jusqu'au 30 novembre 2006	Monsieur Denis Dugal Secrétaire général de la Table Éducation Outaouais Ce sont les organismes membres qui assurent les frais de fonctionnement de la Table Éducation Outaouais et c'est aussi par le biais d'ententes spécifiques qui découlent de l'Entente cadre que les travaux d'envergure se réalisent. Les ministères supportent aussi, par leurs programmes réguliers, ses travaux.	La Table Éducation Outaouais est la porte-parole de l'éducation pour le développement régional. Elle s'est donné pour mission de favoriser la concertation des principaux acteurs régionaux préoccupés par l'éducation, autour des enjeux majeurs auxquels l'Outaouais est confronté et ce, à tous les ordres d'enseignement, tant pour la clientèle francophone qu'anglophone. Parmi ces enjeux, l'amélioration de la persévérance scolaire, l'arrimage entre la formation et les besoins régionaux du marché du travail, actuels et anticipés, la valorisation, l'accessibilité et le rapprochement de la formation professionnelle et de la formation technique, la préoccupation d'une équité « urbaine-rurale » dans les offres de service et la régionalisation en matière d'éducation occupent des places prépondérantes.	Le comité de direction interordres de l'éducation est composé des directions générales des commissions scolaires, cégeps, du recteur de l'Université et de la directrice régionale du ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport. <u>Comités permanents de la TEO:</u> <ul style="list-style-type: none"> Comité exécutif de la TEO Comité pour l'amélioration de la persévérance scolaire Comité de la formation professionnelle et de la formation technique. 	Présidence: La présidente ou le président est une directrice générale ou un directeur général d'une commission scolaire, d'un cégep ou le recteur de l'université. Si la présidence de la TEO est assumée par un représentant ou représentante de l'ordre de l'enseignement « préscolaire, primaire, secondaire », la présidence du comité de direction interordres est assumée par un représentant ou représentante de l'ordre d'enseignement « supérieur » et vice versa. Durée du mandat : Le mandat à la présidence est d'une durée de deux ans et peut être renouvelé une fois. Généralement, les années scolaires déterminent les débuts et fins de mandats.	<ul style="list-style-type: none"> Étude sur l'abandon scolaire. Études sur la formation professionnelle et sur la formation technique. Étude sur l'exode des jeunes. Établissement de passerelles en FP et FT dans des programmes ciblés. Projet de régionalisation en FP et en FT à la demande de la Conférence régionale des élus et, plus largement dans le cadre du projet gouvernemental de régionalisation. Inventaire des équipements disponibles en FP et en FT, tant dans les commissions scolaires, cégeps, collèges privés et dans les entreprises de la
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Madame Hélène Audet Directrice régionale						
Agence de développement des réseaux locaux de santé et services sociaux	Madame Lucie Lemieux Directrice de la Santé Publique						
Conférence régionale des Élus de l'Outaouais	Monsieur Jean Hébert Directeur général						
Commission scolaire au Coeur-des-Vallées	Monsieur Pierre Daoust Directeur général						
Commission scolaire Western Québec	Monsieur Mike Dawson Directeur général						
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais	Madame Lucie Lafleur Directrice générale						
Commission scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	Madame Marlène Thonnard Directrice générale						
Commission scolaire des Draveurs	Monsieur François Jetté Directeur général						
Collège Heritage	Monsieur Claude J. Chénier Directeur général						
Cégep de l'Outaouais	Madame Marielle Poirier Directrice générale						
Multicollège de l'Ouest du Québec	Monsieur Réjean Lemay Directeur général Petit séminaire de Qc						

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Université du Québec en Outaouais	Monsieur Jean Vaillancourt Recteur			La Table Éducation Outaouais participe aussi activement au développement de la région par son implication aux différentes structures, politiques et administratives, et aux différents mécanismes mis en place par les partenaires de tous les secteurs de l'économie, de l'emploi, de la santé et plus largement du monde des affaires.		<p><u>Nb rencontres par année:</u> La Table Éducation Outaouais se réunit régulièrement, à une fréquence d'environ deux mois ou selon l'état d'avancement des travaux.</p> <p><u>Date de création de la Table :</u> La Table Éducation Outaouais existe depuis plusieurs années mais, sous sa forme actuelle, a été reconnue dans l'entente cadre gouvernement – région signée en 2000. Elle est l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière d'éducation et aussi en ce qui a trait aux liens formation – emploi.</p>	<p>région, dans le but d'améliorer l'utilisation de ces équipements, tant par les institutions que par les entreprises.</p> <ul style="list-style-type: none"> Enquête sur les professions rattachées aux technologies de l'information et des communications (TIC).

Q-72

Nom de la Table interordres : TABLE INTERORDRES — ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Commission scolaire de Rouyn-Noranda	Richard Gauthier, directeur général	Johanne Jean, rectrice de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	<p>Le soutien est assumé par la Direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Supporter le président dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres • Faire les convocations et les compte rendus des rencontres • Participer à tous les groupes de travail de la Table • Assumer certains mandats de recherches pour la Table ; 	<p>Concertation et échanges de renseignements sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le suivi du plan triennal de développement de la formation professionnelle et technique; • La formation du personnel cadre; • L'évolution de l'effectif scolaire régional; • Le fonds Jeunesse; • La réforme de l'éducation et les plans de réussite; • Le développement de la vidéoconférence en région; • Le développement de passerelles; • Les nouvelles politiques gouvernementales. 	<p><u>Comité Exécutif</u>: aucun</p> <p><u>Comité de travail</u> : aucun</p>	<p><u>Présidence</u>: Johanne Jean</p> <p><u>Durée du mandat</u>: indéterminé</p> <p><u>Nb rencontres par année</u>: 3 rencontres par année</p> <p><u>Date de création de la Table</u> : Septembre 1999</p>	
Commission scolaire Harricana	Guy Baril, directeur général						
Commission scolaire du Lac-Abitibi	Marcel Chouinard, directeur général						
Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois	Jean Denommé, directeur général						
Commission scolaire du Lac-Témiscamingue	Normand Gingras, directeur général						
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	Johanne Jean, rectrice et présidente						
Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue	Daniel Marcotte, directeur général						
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Louise Bilodeau, directrice régionale intérimaire						

Nom de la Table interordres : TABLE INTERORDRES — NORD-DU-QUÉBEC

Organisme	Composition Nom et fonction	Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Commission scolaire de la Baie-James	<ul style="list-style-type: none">Michèle Perron, directrice généraleClaude Therrien, directeur du Service de la formation professionnelle et des services aux entreprises	Michèle Perron, directrice générale, CSBJ	Jusqu’au 17 octobre 2006, le soutien était assumé par la Direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont : <ul style="list-style-type: none">Supporter la préparation du contenu des dossiers et de l’agenda des rencontresFaire les convocations et les compte rendus des rencontresParticiper à tous les groupes de travail de la TableAssumer certains mandats de recherches pour la Table;	Concertation régionale sur : <ul style="list-style-type: none">le développement de l’Inforoute et les T.I.C.;la formation continue des ressources humaines en éducation;la réussite éducative;l’accès pour les jeunes de la région à tous les ordres d’enseignement;la formation professionnelle et technique offerte sur le territoire;le financement des services éducatifs dans le Nord-du-Québec;le partage des ressources entre les ordres d’enseignement;l’élaboration et la mise en application de certaines politiques gouvernementales.	<u>Comité Exécutif</u> : aucun <u>Comité de travail</u> : aucun	Présidence: Directrice régionale du MELS Durée du mandat: indéterminée <u>Nb rencontres par année</u> : 3 rencontres par année <u>Date de création de la Table</u> : Janvier 2000	
Commission scolaire Central Québec	Frédéric Grégoire, directeur d’école						
Commission scolaire Crie	Luc Collette, consultant						
Commission scolaire Kativik	Réjean Gascon, Service de l’éducation des adultes						
Centre d’études collégiales à Chibougamau	Gary James, directeur						
Cégep de Saint-Félicien	Réjean Lavoie, directeur des ressources humaines et directeur du Service aux entreprises et aux collectivités						
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	<ul style="list-style-type: none">Johanne Jean, rectriceAndré Bélanger, agent de liaison à Chibougamau						
Emploi-Québec	<ul style="list-style-type: none">Ghislain Desjardins, directeur régionalRenée Claude Baillargeon, directrice des opérations						
Ministère des Affaires municipales et des Régions	<ul style="list-style-type: none">Richard Leclerc, directeur régional						
Ministère de l’Éducation, du Loisir et du Sport	<ul style="list-style-type: none">Louise Bilodeau, directrice régionale intérimaireYovan Fillion, professionnel et secrétaire						

Nom de la Table interordres : Table interordres formation/emploi de la Côte-Nord

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
Commission scolaire de la moyenne Côte-Nord	Marius Richard, directeur général	Pour 2005-2006 Réginald Caron, directeur régional Emploi-Québec Pour 2006-2007, la table n'a pas tenu de rencontre à ce jour.	Le soutien est assumé par la Direction régionale du MELS, dont les mandats principaux sont : <ul style="list-style-type: none">• supporter le président dans la préparation du contenu des dossiers et de l'agenda des rencontres;• faire les convocations et les compte rendus des rencontres;• participer à tous les groupes de travail de la Table;• assumer certains mandats de recherches pour la Table.	2005-2006 : <ul style="list-style-type: none">• Veille active sur le marché du travail et adéquation formation/emploi• Concertation de l'offre régionale en formation professionnelle et technique 2006-2007 : Les priorités de la table n'ont pas été établies compte tenu qu'il n'y a pas eu de rencontre.	<u>Comité Exécutif :</u> à venir Table opérationnelle régionale formation/emploi : <ul style="list-style-type: none">- Représentants CS- Représentants cégep- Professionnels MELS- Professionnels Emploi-Québec	<u>Présidence :</u> à venir <u>Nb rencontres par année :</u> 3 à 4 <u>Date de création de la Table :</u> Automne 2004	
Commission scolaire du Fer	Michel Filosa, directeur général						
Cégep de Sept-Îles	Donald Bhérer, directeur général						
Cégep de Baie-Comeau	Danielle Delorme, directrice générale						
Conseil d'orientation des services universitaires, secteur Est de la Côte-Nord	Christian Gagnon, président						
Commission scolaire du Littoral	Lucy De Mendonça, directrice générale						
CRE Côte-Nord	Geneviève Morneau, conseillère en développement régional						
Corporation des services universitaires du secteur Ouest	Françoise Ricahrd, présidente ou Michel Julien						
Commission scolaire de l'Estuaire	Alain Ouellet, directeur général						
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Alain Veilleux, directeur régional par intérim						
Emploi-Québec	Réginald Caron, directeur régional						

Nom de la Table interordres : Conférence régionale de l'éducation de Laval

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
C.S. de Laval	Jean-Pierre Aubin, directeur général adjoint Francine Charbonneau, présidente	Francine Charbonneau, présidente de la Commission scolaire de Laval	Effectué par les secrétaires du président ou de la présidente	<ul style="list-style-type: none"> Partager annuellement les priorités de développement et d'action de chacun des partenaires Identifier les projets ou actions communes à mener et les moyens pour les actualiser Élaborer, au besoin, des priorités régionales communes sur les questions touchant le secteur de l'éducation partout sur le territoire de Laval Harmoniser les interventions avec la CRÉ Développer tout partenariat jugé utile à la réalisation des missions respectives des établissements et au développement régional avec d'autres intervenants des milieux de l'éducation, notamment les universités dispensant de la formation à Laval, les établissements privés de formation ou d'autres milieux 	<u>Comité Exécutif</u> : s/o <u>Comité de travail</u> : au besoin	<u>Présidence</u> : même présidence depuis deux ans Durée du mandat : s/o <u>Nb rencontres par année</u> : 4 <u>Date de création de la Table</u> : 2001	<ul style="list-style-type: none"> La planification stratégique des partenaires L'harmonisation des interventions auprès de la CRÉ La décentralisation, régionalisation et adaptation de programme La promotion de la culture scientifique (projet d'entente spécifique) – Laval deviendra la région « phare » en matière de sciences au Québec. L'impact de l'évolution démographique L'école communautaire Le rapport Gervais Le plan de rapprochement en FPT
C.S. Sir-Wilfrid-Laurier	Effie Maniatis, directrice générale Anne-Marie Lepage, directrice générale adjointe Steve Bletas, président						
Cégep Montmorency	François Allard, directeur général						
Institut Armand-Frappier	Pierre Lapointe, directeur général						
Laval Technopole	Nicole Boutin						
Conférence régionale des élus de Laval	Manon Caron						
Direction régionale du MELS de Laval, des Laurentides et de Lanaudière	Lauraine Langlois, directrice régionale						

Nom de la Table interordres : Table régionale de Lanaudière en Éducation

Organisme	Composition Nom et fonction	Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
C.S. des Affluents	Thomas Duzyk, directeur général Marie-Claire Rouleau, directrice générale adjointe Alain Vézina, directeur général adjoint Guy Sauvageau, directeur éducation des adultes et formation professionnelle Daniel Thiffault, président	Thomas Duzyk, directeur général de la C.S. des Affluents	Un consultant assure le secrétariat de la table ou la production de certains documents.	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la concertation entre les organismes d'éducation de la région Partager les priorités de développement Identifier les projets ou les actions communes Harmoniser les interventions 	<u>Comité Exécutif:</u> s/o <u>Comité de travail :</u> <ul style="list-style-type: none"> Comité sur les ponts et passerelles Comité sur la reconnaissance des acquis 	<u>Présidence:</u> en alternance Durée du mandat: 1 an <u>Nb rencontres par année:</u> 3 à 5 par année <u>Date de création de la Table :</u> La table a été créée en automne 2001	<ul style="list-style-type: none"> La réussite des élèves et la lutte au décrochage (projet d'entente spécifique) La FPT Les passerelles Les demandes d'ajouts à la carte La promotion régionale de l'offre de service Le transport collectif La reconnaissance des acquis Les liens avec la CRÉ La décentralisation, la régionalisation et l'adaptation de programme Le rapport Gervais Le plan de rapprochement en FPT
C.S. Des Samares	Richard Fiset, directeur général Francine Lebeau, directrice générale adjointe Christian Trudel, directeur éducation des adultes et formation professionnelle Jean Jetté, président						
C.S. Sir-Wilfrid-Laurier	Anne-Marie Lepage, directrice générale adjointe Steve Bletas, président						
Cégep régional de Lanaudière et constituantes du cégep régional	Céline Durand, directrice générale par intérim Carole Tremblay, présidente Dominique Cournoyer, directrice Carole Rivest-Turgeon, directrice Louis Lavoie, directeur						
Direction régionale du MELS de Laval, des Laurentides et de Lanaudière	Lauraine Langlois, directrice régionale						
CRÉ Lanaudière	Marc Valade						

Q-72

Nom de la Table interordres : Table régionale des Laurentides en Éducation

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
C.S. de la Seigneurie-des-Mille-Îles	Jean-François Lachance, directeur général Paule Fortier, présidente	André Bouchard, directeur général de la C.S. des Laurentides	La Commission scolaire ou le cégep dont la présidence est assurée.	<ul style="list-style-type: none">Assurer la concertation entre les organismes d'éducation de la régionPartager les priorités de développementIdentifier les projets ou les actions communesHarmoniser les interventions	<u>Comité Exécutif</u> : s/o <u>Comité de travail</u> : Comité sur la reconnaissance des acquis	<u>Présidence</u> : en alternance Durée du mandat: 1 an <u>Nb rencontres par année</u> : 4 <u>Date de création de la Table</u> : La table a été créée en février 2002	<ul style="list-style-type: none">Le développement de la FPT et des passerellesL'amélioration de la réussiteLa lutte au décrochageL'harmonisation interordresLa reconnaissance des acquisLes liens avec la CRÉ et son plan quinquennalLa décentralisation, régionalisation et adaptation de programmeLa convergence des planifications stratégiques des commissions scolaires et des cégepsLe rapport GervaisLe plan de rapprochement en FPT
C.S. de la Rivière-du-Nord	vacant Claudette Larivée, présidente						
C.S. des Laurentides	André Bouchard, directeur général Michel Arcand, président						
C.S. Pierre-Neveu	Yves Dallaire, directeur général Martine Loignon, présidente						
C.S. Sir-Wilfrid-Laurier	Effie Maniatis, directrice générale Steve Bletas, président						
Cégep Lionel-Groulx	Monique Laurin, directrice générale						
Cégep Saint-Jérôme	Serge Tessier, directeur général						
Direction régionale du MELS de Laval, des Laurentides et de Lanaudière	Lauraine Langlois, directrice régionale						

Note : Les membres sont ouverts à intégrer les représentants politiques de leur organisation. Ils attendent toutefois les orientations qui seront prises par M. Fournier le 9 février prochain.

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction						
CS des Monts-et-Marées	Clément Bernier / Comité exécutif Directeur général	Michel Ringuet Recteur Université du Québec à Rimouski	Gérard Bédard Directeur régional MELS	A) Soutenir l'approche-action intraordre en formation professionnelle et en formation technique B) Développer une connaissance plus pointue de la formation professionnelle, technique et universitaire ainsi que des perspectives d'évolution de l'emploi en région, dans une optique de favoriser les arrimages interordres et avec le marché de l'emploi prévisible.	4 commissions scolaire du Bas-Saint-Laurent	La Table interordres se réunira deux fois par année. Le Comité exécutif se réunira 4 fois par année et est constitué des membres suivants : ✓ Recteur de l'UQAR ✓ Directrice générale du Cégep de La Pocatière ✓ Directeur des études, Cégep de Matane ✓ Président du Regr. des CS ✓ 1 directeur général de la CS des Monts-et-Marées ✓ Directeur général de la CRÉ ✓ Directeur régional, MELS ✓ Directeur régional, Emploi-Québec (MESS)	En fonction des mandats
CS des Phares	Jacques Poirier Directeur général				Président du Regroupement des commissions scolaires du Bas-Saint-Laurent		
CS du Fleuve-et-des-Lacs	Serge Pelletier Directeur général				Directeurs généraux des cégeps de Matane, Rimouski, Rivière-du-Loup, La Pocatière		
CS de Kamouraska-Rivière-du-Loup	Yvan Tardif Directeur général				Directeur général de l'Institut de technologie agroalimentaire de La Pocatière		
Regroupement des commissions scolaires	Raymond Tudeau / Comité exécutif Président de la Commission scolaire des Phares				Recteur de l'Université du Québec à Rimouski		
Cégep de Matane	Émery Béland Directeur général Louis Poirier / Comité exécutif Directeur des études				Directeur du Conservatoire de musique à Rimouski		
Cégep de Rimouski	Raymond Giguère Directeur général				Directeur général de la Conférence régionale des élu-es BSL		
Cégep de Rivière-du-Loup	André Morin Directeur général				Directeur régional d'Emploi-Québec (MESS)		
Cégep de la Pocatière	Christiane Hardy / Comité exécutif Directrice générale				Directeur régional du MELS		
Université du Québec à Rimouski	Michel Ringuet / Comité exécutif Recteur						
Institut de technologie agro-alimentaire – La Pocatière	André Simard Directeur général						
Conservatoire de musique	Benoît Plourde Directeur						
Emploi-Québec, MESS	Pierre Robitaille / Comité exécutif Directeur régional						
Direction régionale du Ministère de L'Éducation, du Loisir et du Sport	Gérard Bédard / Comité exécutif Directeur régional						
Conférence régionale des élus Bas-Saint-Laurent (CRÉ)	Gérald Beaudry / Comité exécutif Directeur général						

Nom de la Table interordres : Table multidisciplinaire éducation, formation, emploi – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Composition		Présidence	Soutien technique	Mandat	Structure	Fonctionnement	Sujets abordés
Organisme	Nom et fonction	Mme Pâquerette Sergerie, présidente de la Commission scolaire des Chic-Chocs	Le MELS assume le secrétariat et le suivi des rencontres	<div>✓ Décrochage scolaire</div> <div>✓ Plan de rapprochement FPT</div> <div>✓ Plan d'action de promotion et de valorisation de la formation et de la qualification</div> <div>✓ Politique de la lecture</div>	<div><u>Comité Exécutif:</u></div> <div>9 membres</div> <div>✓ 1 représentant par CS</div> <div>✓ 1 représentant du cégep</div> <div>✓ 1 représentant de l'UQAR</div> <div>✓ 1 représentant DR-MELS</div> <div>✓ 1 représentant DR-Emploi-Québec</div> <div>✓ 1 représentant CRÉ</div>	<div><u>Présidence:</u></div> <div>La présidence est élue en alternance parmi les membres provenant soit des commissions scolaires ou de l'enseignement supérieur.</div> <div><u>Durée du mandat</u> : 2 ans.</div> <div><u>Nb rencontres par année:</u></div> <div>4 à 5 rencontres par an</div> <div><u>Date de création de la Table :</u></div> <div>Continuité de la Commission sectorielle Éducation de la Gaspésie et des Îles</div>	<div>• Plan de communication régional en faveur de la formation et de la qualification</div> <div>• Programme « Création d'emploi temporaire » avec obligation de s'inscrire dans un parcours de formation</div> <div>• Sous-scolarisation</div> <div>• Fibre optique - Utilisation de la fibre optique (dossier école éloignée en réseau)</div> <div>• Régie interne de la table</div>
Direction régionale du MELS	Gérard Bédard, directeur régional						
CS des Chic-Chocs	Yves Dallaire, directeur général						
CS des Chic-Chocs	Pâquerette Sergerie, présidente						
CS des Îles	Diane Arsenault, directrice générale						
CS des Îles	Francine Cyr, présidente						
CS René-Lévesque	Alain Desmeules, directeur général						
CS René-Lévesque	Jean Couture, président mandataire de l'éducation à la CRÉ						
CS Eastern Shores	Donna Bisson, directrice générale						
CS Eastern Shores	Audrey Acteson, présidente						
Cégep de la Gaspésie et des Îles	Roland Auger, directeur général						
Cégep de Matane	vacant						
Cégep de la Gaspésie et des Îles	Paul Thériault, représentant						
Université du Québec à Rimouski	Jean Ferron, vice-recteur à la formation et à la recherche						
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale-Emploi-Québec	Marc Groleau, directeur régional						
Ass. des parents de la Gaspésie	Gilles Chrétien, représentant						
Représentant des enseignants des commissions scolaires	Rémi Leblanc, représentant						
Groupes en alpha	Delyvna Lachance, représentante						
Représentant du syndicat des cégeps	Annie Chouinard						
Conférence régionale des élus-es	Christine Blanchette						

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des programmes identifiés par le MEQ entre lesquels des passerelles, entre le niveau secondaire et collégial, sont possibles; copie des programmes intégrés secondaire-collégial; copie des programmes préparant à l'exercice de métiers semi-spécialisés. Ajout et retrait de programmes effectués en 2006-2007 et état des travaux en cours.

RÉPONSE**(1) Les passerelles entre les programmes de niveau secondaire et collégial**

Parmi les 144 programmes d'études professionnelles conduisant à l'obtention d'un diplôme d'études professionnelles (DEP), un peu plus d'une vingtaine présentent un potentiel d'harmonisation avec une quinzaine de programmes d'études techniques conduisant à l'obtention d'un diplôme d'études collégiales (DEC).

Ces programmes, en plus de préparer à l'exercice d'une fonction de travail, permettent l'établissement de passerelles, favorisant ainsi des continuités de formation entre le secondaire et le collégial.

Deux programmes d'études apparentés, l'un du secondaire et l'autre du collégial, retenus par le Ministère, constituent un parcours de continuité de formation (voir annexe 1).

Le développement et la mise en œuvre de parcours de continuité de formation font partie du Plan de rapprochement en matière de formation professionnelle et technique.

La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport a désigné dix consortiums d'établissements pour le développement et la mise en œuvre des parcours de continuité de formation 2006-2007 (voir annexe 2).

Présentement, d'autres programmes d'études professionnelles et techniques font l'objet d'analyses, en vue de l'identification de nouveaux parcours de continuité de formation permettant ainsi d'accroître l'accessibilité à l'enseignement supérieur.

(2) Les programmes de DEP offerts en concomitance

Depuis 1996-1997, l'élève qui a réussi ses trois matières de base de la 3^e secondaire, a la possibilité de s'inscrire à un programme d'études menant à un diplôme d'études professionnelles (DEP) sans avoir à satisfaire aux conditions d'admission normalement prévues (4^e paragraphe de l'article 21 du Régime pédagogique de la formation professionnelle). L'élève ainsi inscrit devra toutefois compléter, simultanément à sa formation professionnelle, les unités de formation générale de 4^e ou de 5^e secondaire requises pour respecter les conditions d'admission du programme d'études et pour obtenir le DEP.

Un élève inscrit en concomitance en formation professionnelle peut également poursuivre sa formation générale dans le but d'obtenir, en plus du DEP, le diplôme d'études secondaires (DES) ou encore pour répondre aux conditions particulières d'admission exigées au collégial.

Les données concernant l'effectif annuel démontrent un accroissement important de la clientèle dans cette mesure d'accessibilité au cours des dernières années.

Nombre d'élèves déclarés par année dans les programmes de DEP suivis en concomitance

Année scolaire	1996- 1997	1997- 1998	1998- 1999	1999- 2000	2000- 2001	2001- 2002	2002- 2003	2003- 2004	2004- 2005	2005- 2006	2006- 2007
Effectif annuel	75	146	158	122	488	714	806	846	904	1 431	1 064

Note : Puisque la plupart des DEP ont une durée de deux ans, les données de 1997-1998 comprennent, en plus des nouvelles inscriptions, les élèves de 1996-1997 qui poursuivent leur formation. Il en est également ainsi des données de toutes les années ultérieures à 1997-1998.

(3) Les programmes intégrés secondaire-collégial

Les programmes d'études intégrés proposent aux élèves qui ont réussi la 3^e année du secondaire un cheminement de cinq ans permettant l'obtention de trois diplômes : DEP, DES et DEC technique. Ces programmes permettent néanmoins des sorties après l'obtention du DEP ou encore après le DES. Un consortium formé d'une commission scolaire et d'un cégep doit être mis en place afin de créer un continuum de formation.

Lors de la période d'expérimentation, trois projets avaient été approuvés et la formation avait débuté en septembre 1997 (trois cohortes en 1997 et une nouvelle cohorte en 1998 pour un total de 60 élèves environ). Depuis 1998-1999, un seul consortium a été en mesure de démarrer des cohortes d'environ 60 élèves (3 groupes), soit celui formé par la Commission scolaire des Affluents et le Cégep du Vieux Montréal.

La seule commission scolaire encore active, soit celle des Affluents, offre ces programmes intégrés DEP-DEC dans le secteur de l'électronique et a élargi son offre de formation en incluant le DEP en Soutien informatique.

(4) Les programmes d'études préparant à l'exercice d'un métier semi-spécialisé et menant à une AFP

Les programmes d'études préparant à l'exercice d'un métier semi-spécialisé et qui mènent à l'Attestation de formation professionnelle (AFP), permettent à l'élève d'acquérir sa formation professionnelle en entreprise, sous la supervision d'un tuteur (travailleur-parrain). Cette formation est accessible aux élèves âgés d'au moins quinze ans qui ont réussi les matières de base de la 2^e secondaire. Elle est également offerte aux adultes, qui peuvent être admis sur la base de la réussite du Test de développement général (TDG).

Cette filière de formation compte 200 programmes d'études, offerts aussi bien en français qu'en anglais. Depuis la fusion des commissions scolaires en 1997-1998, l'effectif annuel dans ces programmes n'a cessé d'augmenter d'année en année. La liste des programmes d'études menant à une AFP est jointe à l'annexe 3.

Nombre d'élèves déclarés annuellement dans les programmes d'AFP

Année scolaire	1995- 1996	1996- 1997	1997- 1998	1998- 1999	1999- 2000	2000- 2001	2001- 2002	2002- 2003	2003- 2004	2004- 2005	2005- 2006	2006- 2007
Effectif annuel	676	1 617	1 161 ⁽¹⁾	1 109	1 397	1 572	1 550	1 609	1 720	2 087	2 135	828 ⁽²⁾

(1) : La baisse d'effectif en 1997-1998 dans l'AFP est liée au resserrement et à l'application plus rigoureuse des conditions d'admission.

(2) : Données provisoires

Toutefois, en 2005, des changements importants ont été apportés dans les encadrements réglementaires, entre autres, l'abrogation au 1^{er} juillet 2007 de l'attestation de formation professionnelle (AFP) dans le Régime pédagogique de la formation professionnelle (retrait des articles 11 et 21). Le choix avait alors été fait de transposer cette formation préparant à l'exercice d'un métier semi-spécialisé dans le parcours de formation axée sur l'emploi en formation générale des jeunes au secondaire et également de l'ajouter au Régime pédagogique de la formation générale des adultes.

5) Ajouts et retraits de programmes effectués en 2006-2007

En 2006-2007, aucun programme n'a été retiré de l'offre de formation, deux programmes d'études techniques ont été ajoutés : Soins préhospitaliers d'urgence et Technologie de la production pharmaceutique.

Liste des parcours de continuité de formation FP-FT identifiés en lien avec le 2° alinéa de l'article 2 du RREC

PROGRAMME D'ORIGINE DIPLOME D'ÉTUDES PROFESSIONNELLES (DEP) ATTESTATION DE SPÉCIALISATION PROFESSIONNELLE (ASP)		PROGRAMME DE DESTINATION DIPLOME D'ÉTUDES COLLÉGIALES (DEC)	
Secteur de formation : 01 – Administration, commerce et informatique			
5231	Comptabilité	410.B0	Techniques de comptabilité et de gestion
5212	Secrétariat	412.A0	Techniques de bureautique Voie : Coordination du travail de bureau
5212	Secrétariat	412.A0	Techniques de bureautique Voie : Micro-édition et hypermédia
5221	Procédés infographiques (Secteur 13)	412.A0	Techniques de bureautique Voie : Micro-édition et hypermédia
5229	Soutien informatique	420.A0	Techniques de l'informatique Voie : Gestion de réseaux
5229	Soutien informatique	420.A0	Techniques de l'informatique Voie : Informatique de gestion
5229	Soutien informatique	420.A0	Techniques de l'informatique Voie : Informatique industrielle
Secteur de formation : 02 – Agriculture et pêches			
5167	Production laitière	152.A0	Gestion et exploitation d'entreprise agricole Voie : Productions animales
5168	Production de bovins de boucherie	152.A0	Gestion et exploitation d'entreprise agricole Voie : Productions animales
5171	Production porcine	152.A0	Gestion et exploitation d'entreprise agricole Voie : Productions animales
5210	Production horticole	152.A0	Gestion et exploitation d'entreprise agricole Voie : Productions végétales
5254	Grandes cultures	152.A0	Gestion et exploitation d'entreprise agricole Voie : Productions végétales
Secteur de formation : 05 – Bois et matériaux connexes			
5030	Ébénisterie	233.B0	Techniques du meuble et d'ébénisterie
Secteur de formation : 07 – Bâtiments et travaux publics			
5250	Dessin de bâtiment	221.A0	Technologie de l'architecture
5146	Mécanique de machines fixes	221.C0	Technologie de la mécanique du bâtiment
5075	Réfrigération	221.C0	Technologie de la mécanique du bâtiment
Secteur de formation : 09 – Électrotechnique			
5281	Électromécanique de systèmes automatisés	243.C0	Technologie de l'électronique industrielle
Secteur de formation : 11 – Fabrication mécanique			
5223	Techniques d'usinage	241.A0	Techniques de génie mécanique
5224	Usinage sur machines-outils à commande numérique (ASP du 5223)	241.A0	Techniques de génie mécanique
5225	Dessin industriel	241.A0	Techniques de génie mécanique
Secteur de formation : 12 – Foresterie et papier			
5306	Aménagement de la forêt	190.B0	Technologie forestière
Secteur de formation : 13 – Communications et documentation			
5221	Procédés infographiques	570.A0	Graphisme
5221	Procédés infographiques	581.A0	Infographie en préimpression
5246	Imprimerie	581.B0	Techniques de l'impression
Secteur de formation : 14 – Mécanique d'entretien			
5281	Électromécanique de systèmes automatisés ¹ (Secteur 09)	241.D0	Technologie de maintenance industrielle ¹
Secteur de formation : 18 – Santé			
5287	Santé, assistance et soins infirmiers	180.A0	Soins infirmiers

Total : 26 parcours

Sélection des parcours FP-FT

Les programmes de FP présentent des caractéristiques liées aux chances de réussite de la clientèle visée dans la poursuite d'études collégiales et à l'intérêt que présente le parcours de continuité :

- ils comportent au moins 1000 heures de formation spécialisée;
et
- leurs conditions d'admission assurent, au minimum, les unités créditées en 4^e secondaire en langue d'enseignement, en langue seconde et en mathématique (catégories de préalables 1, 2, 3 et 5 de l'Instruction);
et
- chacun est jumelé à un programme d'études techniques qui correspond à un cheminement naturel de carrière;
et
- une économie de parcours d'au moins une session ou l'équivalent peut être envisagée dans le programme de DEC sur la base des compétences communes des tableaux ministériels d'harmonisation.

- ☒ Parcours développés et qui accueillent actuellement des clientèles.
- ☒ Parcours pour lesquels des établissements d'enseignement ont amorcé des travaux de développement du cheminement de continuité.
- ☐ Parcours ciblés qui demeurent à développer.

¹ Programme en cours d'approbation

**Liste des consortiums retenus
pour le développement et la mise en œuvre
des dix parcours de continuité de formation
2006-2007**

PROJETS RETENUS

CS des Affluents, Cégep régional de Lanaudière et Cégep de Victoriaville (14)
Ébénisterie – Techniques du meuble et d'ébénisterie

CS des Chênes et Cégep de Drummondville (17)
Dessin industriel – Techniques de génie mécanique

CS Harricana et Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue (08)
Aménagement de la forêt – Technologie forestière

CS de Montréal et Cégep de Rosemont (06)
Secrétariat – Techniques de bureautique, voie de spécialisation : micro-édition et hypermédia

CS de la Pointe-de-l'Île et Cégep Ahunatic (06)
Procédés infographiques – Infographie en préimpression

CS de la Pointe-de-l'Île et Cégep Ahunatic (06)
Imprimerie – Techniques de l'impression

CS de la Région-de-Sherbrooke, CS des Sommets et Cégep de Sherbrooke (05)
Électromécanique de systèmes automatisés – Technologie de maintenance industrielle

CS de Saint-Hyacinthe et Institut de technologie agroalimentaire, Campus Saint-Hyacinthe (16)
Production laitière – Gestion et exploitation d'entreprise agricole, voie de spécialisation : productions animales

CS du Val-des-Cerfs et Cégep de Granby-Haute-Yamaska (16)
Électromécanique de systèmes automatisés – Technologie de l'électronique industrielle

Service régional de l'Outaouais et Cégep de l'Outaouais (07)
Secrétariat – Techniques de bureautique, voie de spécialisation : coordination du travail de bureau

SECTEUR 1 : ADMINISTRATION, COMMERCE ET INFORMATIQUE

7100	Commis à l'inventaire
7001	Commis à la réception et à l'expédition
7002	Commis au service de messagerie
7003	Commis aux services à la clientèle
7005	Commis dans un magasin de tissu et de services de couture
7006	Commis de bureau
7007	Commis de dépanneur
7009	Commis de marché de fruits et légumes
7188	Commis de matériaux de construction
7048	Commis de matériaux de construction et de quincaillerie
7102	Commis de meubles et d'appareils électroménagers usagés
7011	Commis de vente
7101	Commis d'épicerie, de supermarché
7014	Magasinier, magasinière
7103	Préposé, préposée à la livraison
7158	Préposé, préposée au développement de photos

SECTEUR 2 : AGRICULTURE ET PÊCHES

7096	Aide dans une ferme d'élevage
7017	Aide en acériculture
7019	Aide en aquiculture
7214	Aide en production avicole
7093	Aide en production bovine
7018	Aide en production laitière
7094	Aide en production ovine
7095	Aide en production porcine
7020	Aide en sericulture
7104	Aide horticole
7159	Aide-dresseur, aide-dresseuse de chiens
7021	Aide-fleuriste
7022	Aide-pépiniériste
7105	Journalier, journalière dans un vignoble
7106	Journalier, journalière dans une entreprise fruitière
7024	Manœuvre en aménagement paysager
7217	Manœuvre en émondage
7160	Préposé, préposée à l'entretien des plantes d'intérieur
7026	Préposé, préposée à l'entretien de terrain de golf
7027	Préposé, préposée aux écuries
7189	Préposé, préposée aux soins d'animaux sauvages
7028	Préposé, préposée aux soins d'animaux de compagnie
7224	Préposé, préposée dans un centre canin

SECTEUR 3 : ALIMENTATION ET TOURISME

7029	Aide-boucher, aide-bouchère
7107	Aide-boucher, aide-bouchère d'abattoir
7030	Aide-boulangier, aide-boulangère
7031	Aide-cuisinier, aide-cuisinière
7108	Aide-fromager, aide-fromagère
7032	Aide-pâtissier, aide-pâtissière
7109	Aide-traiteur, aide-traiteuse
7110	Commis dans un centre de plein air
7111	Commis dans une pourvoirie
7112	Commis de bar
7230	Commis de poissonnerie
7113	Commis en alimentation
7036	Commis en hôtellerie

Code et nom du programme d'études

7190	Manœuvre dans la lyophilisation des aliments
7114	Manœuvre dans la transformation des aliments
7033	Opérateur, opératrice d'équipement de contrôle en pâtisserie
7034	Préposé, préposée au service au comptoir en restauration rapide
7035	Préposé, préposée au service aux tables
7228	Préposé, préposée dans un centre d'activités de loisirs
7115	Préposé, préposée dans un centre d'activités sportives
7207	Préposé, préposée dans un site touristique
7216	Préposé, préposée en centre récréotouristique
7041	Réparateur-monteur, réparatrice-monteuse d'articles de sport

SECTEUR 4 : ARTS

7116	Aide en enregistrement audio
7209	Aide-décorateur, aide-décoratrice
7234	Aide-joaillier, aide-joaillière
7206	Aide-taxidermiste
7042	Assistant-céramiste, assistante-céramiste
7161	Manœuvre d'atelier de ferronnerie d'art
7220	Manœuvre de décors et d'événements
7043	Manœuvre de scène
7117	Opérateur, opératrice de four à poterie
7118	Ouvrier, ouvrière en fabrication d'objets décoratifs
7208	Préposé, préposée à la fabrication de tubes au néon
7044	Tailleur-polisseur, tailleuse-polisseuse de pierres tombales

SECTEUR 5 : BOIS ET MATÉRIAUX CONNEXES

7049	Aide-ébéniste
7162	Aide-opérateur, aide-opératrice en prémoulage
7119	Aide-rembourreur, aide-rembourseuse
7192	Manœuvre d'atelier de fabrication d'escaliers
7191	Manœuvre d'atelier de fabrication de chaises
7120	Manœuvre dans la fabrication de produits de bois
7163	Manœuvre dans la finition de bains et de douches
7218	Manœuvre dans la finition de bateaux
7184	Manœuvre d'atelier de fabrication d'armoires de cuisine
7051	Manœuvre d'atelier de fabrication de meubles
7053	Manœuvre d'atelier de fabrication de portes et fenêtres
7052	Monteur, monteuse de produits de bois ou autres matériaux
7215	Monteur, monteuse de trophée
7050	Ouvrier, ouvrière de production dans un atelier de laminage
7075	Ouvrier, ouvrière de production en résine renforcée
7164	Peintre-finiisseur, peintre-finiisseuse de meubles
7193	Préposé, préposée au recouvrement d'appareils orthopédiques

SECTEUR 6 : CHIMIE, BIOLOGIE

7121	Manœuvre à la préparation de produits chimiques
------	---

SECTEUR 7 : BÂTIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

Note : Une attention spéciale doit être apportée au moment de l'élaboration de projets touchant ce secteur puisque plusieurs métiers s'y rattachant sont soumis à la réglementation de la Commission de la construction du Québec (CCQ). Ainsi, aucune formation ne peut être dispensée sur les chantiers de construction.

7122	Aide à l'entretien de bâtiments nordiques
------	---

Code et nom du programme d'études

7205	Aide au montage d'enseignes publicitaires
7194	Aide en menuiserie dans une exploitation minière
7045	Aide-concierge
7123	Aide-finiisseur, aide-finiisseuse de produits préfabriqués en béton
7165	Aide-installateur, aide-installatrice d'enseignes
7047	Aide-vitrier, aide-vitrière
7124	Assembleur, assembleuse de panneaux en usine
7046	Gardien, gardienne de sécurité
7125	Manœuvre d'atelier en bâtiment
7126	Manœuvre d'entretien de lieux municipaux
7166	Manœuvre dans la production d'habitations préusinées
7127	Nettoyeur, nettoyeuse de tapis et de meubles
7154	Préposé, préposée à l'entretien des piscines
7231	Préposé, préposée à l'entretien ménager
7221	Préposé, préposée à l'entretien sanitaire

SECTEUR 9 : ÉLECTROTECHNIQUE

7099	Aide à l'entretien d'équipement de bureau
7128	Aide à l'entretien d'ordinateurs ou d'appareils électroniques
7167	Aide-réparateur, aide-réparatrice d'appareils électroménagers
7168	Assembleur, assembleuse d'appareils électroménagers
7057	Assembleur, assembleuse de matériel électronique
7169	Assembleur, assembleuse de matériel informatique
7170	Manœuvre d'atelier
7129	Monteur, monteuse de matériel, d'appareils et d'accessoires électriques simples
7195	Préposé, préposée à la préparation d'équipement audio-vidéo et de tournage

SECTEUR 10 : ENTRETIEN D'ÉQUIPEMENT MOTORISÉ

7186	Manœuvre à l'entretien de voies ferrées
7062	Poseur, poseuse de silencieux
7156	Préposé, préposée à l'entretien des pneus et des lames de ressort
7225	Préposé, préposée à l'habillage d'un véhicule
7064	Préposé, préposée à la location et à l'entretien d'outillage et de véhicules légers
7131	Préposé, préposée à la préparation de véhicules automobiles
7132	Préposé, préposée au rechapage
7185	Préposé, préposée au service d'aéronefs
7172	Préposé, préposée au service de l'outillage et des véhicules légers
7069	Préposé, préposée au service de véhicules automobiles
7070	Préposé, préposée au service de véhicules de loisirs
7071	Préposé, préposée au service de véhicules lourds
7068	Préposé, préposée au service d'outils et d'accessoires motorisés
7133	Préposé, préposée aux machineries agricoles

SECTEUR 11 : FABRICATION MÉCANIQUE

7211	Assembleur, assembleuse de pièces de dépanneuse
7073	Assembleur, assembleuse de pièces métalliques
7173	Assembleur, assembleuse de produits de plastique
7196	Conducteur, conductrice de machines à encoller et à cirer
7174	Conducteur, conductrice de machines à ensacher et à emballer
7197	Conducteur, conductrice de machines à ensacher et à encapsuler
7077	conducteur, conductrice de machines à fabriquer des produits de caoutchouc
7134	Conducteur, conductrice de machines à mouler les plastiques
7198	Conducteur, conductrice de machines à mouler par soufflage
7054	Conducteur, conductrice de machines à rotomouler des matières plastiques
7199	Conducteur, conductrice de machines à sérigraphier
7175	Conducteur, conductrice de machines à thermoformer les matières plastiques
7226	Finisseur, finisseuse de pièces métalliques
7213	Manœuvre en gravure de pièces métalliques

SECTEUR 11 : FABRICATION MÉCANIQUE (suite)

7212	Manutentionnaire dans une entreprise de transformation
7074	Manutentionnaire général, manutentionnaire générale
7135	Préposé, préposée à la préparation du matériel usinable
7136	Réusineur, réusineuse de rotor de freins à disque

SECTEUR 12 : FORESTERIE ET PAPIER

7204	Aide en affûtage
7176	Commis à la réception du bois
7183	Manœuvre à la production de papiers transformés
7177	Manœuvre de machines forestières
7080	Manœuvre de scierie
7178	Manœuvre de voirie forestière
7079	Manœuvre d'exploitation forestière
7137	Manutentionnaire de pâtes et de papiers

SECTEUR 13 : COMMUNICATIONS ET DOCUMENTATION

7055	Aide en imprimerie
7210	Aide en infographie
7138	Aide en production télévisuelle
7233	Aide en sérigraphie
7200	Aide-relieur, aide-relieuse
7179	Préposé, préposée dans un atelier de reliure
7139	Préposé, préposée dans une bibliothèque

SECTEUR 14 : MÉCANIQUE D'ENTRETIEN

7082	Aide en mécanique de machines à coudre industrielles
7140	Aide-mécanicien, aide-mécanicienne d'entretien
7141	Aide-réparateur, aide-réparatrice de pompes
7157	Préposé, préposée au service de machines distributrices

SECTEUR 15 : MINES ET TRAVAUX DE CHANTIER

7098	Assistant, assistante en dessin de plans en géologie
7142	Manœuvre de mine
7143	Préposé, préposée à la transformation de minerais

SECTEUR 16 : MÉTALLURGIE

7144	Aide d'atelier
7201	Aide de fonderie
7145	Aide en ferblanterie
7084	Aide en soudage général
7085	Monteur, monteuse de produits fabriqués en établissement industriel
7086	Opérateur, opératrice de machines à travailler les métaux
7146	Peintre-enduiseur, peintre-enduiseuse de surfaces métalliques

SECTEUR 17 : TRANSPORT

7229	Aide-livreur, aide-livreuse
7147	Aide-livreur, aide-livreuse de combustible

SECTEUR 18 : CUIR, TEXTILE ET HABILLEMENT

7087	Aide à la buanderie et au nettoyage à sec
7148	Aide-cordonnier, aide-cordonnière
7149	Aide-tailleur, aide-tailleuse de cuir
7202	Aide-tailleur, aide-tailleuse de textiles
7150	Aide-teinturier, aide-teinturière
7180	Assembleur-monteur, assembleuse-monteuse d'auvents et d'abris
7203	Conducteur, conductrice de machines à broder
7181	Conducteur, conductrice de machines à transformer les fibres textiles
7187	Manœuvre des produits du textile
7223	Opérateur, opératrice de machines à coudre – confection sur mesure et retouche
7222	Opérateur, opératrice de machines à coudre – production industrielle
7227	Ouvrier, ouvrière à la fabrication de casquettes
7151	Ouvrier, ouvrière à la fabrication de chaussures
7092	Préposé, préposée à la finition et au contrôle de la qualité
7182	Tanneur, tanneuse
7152	Tisserand, tisserande

SECTEUR 19 : SANTÉ

7153	Commis au matériel médical
------	----------------------------

SECTEUR 20 : SERVICES SOCIAUX, ÉDUCATIFS ET JURIDIQUES

7219	Préposé, préposée dans un centre d'activités
------	--

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre d'inscriptions, par commission scolaire dans les programmes d'alternance travail-études en 2006-2007 et prévisions ou cibles pour 2007-2008.

RÉPONSE

Ci-joint, un tableau indiquant la clientèle inscrite aux programmes d'études menant à un DEP ou à une ASP offerts en alternance travail-études (ATE) en 2005-2006, par les commissions scolaires. Les données pour 2006-2007 ne sont pas encore disponibles.

2005-2006

Commission scolaire	Nombre d'élèves
Affluents	119
Appalaches	86
Baie-James	11
Beauce-Etchemin	337
Bois-Francis	44
Capitale	288
Central Quebec	33
Charlevoix	43
Chemin-du-Roy	246
Chênes	75
Cœur-des-Vallées	144
Côte-du-Sud	91
De La Jonquière	67
Découvreurs	403
Draveurs	76
Eastern Townships	9
Énergie	222
Estuaire	2
Fleuve-et-des-Lacs	17
Grandes-Seigneuries	137
Harricana	106
Hautes-Rivières	74
Hauts-Cantons	177
Kamouraska-Rivière-du-Loup	28
Lac-Abitibi	96
Lac-Saint-Jean	42
Lac-Témiscamingue	16
Laurentides	36
Laval	70
Lester-B.-Pearson	61
Marguerite-Bourgeoys	230
Marie-Victorin	199
Montréal	1092
Monts-et-Marées	81
Navigateurs	424
Or-et-des-Bois	17
Patriotes	70
Pays-des-Bleuets	54
Phares	220
Pierre-Neveu	77
Portneuf	196
Premières-Seigneuries	141
Région-de-Sherbrooke	294
René-Lévesque	52
Riveraine	151
Rives-du-Saguenay	186
Rivière-du-Nord	246
Rouyn-Noranda	13
Saint-Hyacinthe	230
Samares	5
Seigneurie-des-Mille-Îles	494
Sir-Wilfrid-Laurier	43
Sommets	67
Sorel-Tracy	98
Vallée-des-Tisserands	58
TOTAL	7894
En date du 14 décembre 2006	

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre total d'enseignants à temps complet et à temps partiel, par niveau d'enseignement, par secteur (adultes et jeunes) en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Idem en formation professionnelle.

RÉPONSE

Un premier tableau présente l'évolution du personnel enseignant à temps complet et à temps partiel aux secteurs des jeunes (primaire et secondaire) et des adultes; les deux autres présentent l'évolution des enseignants à temps complet et à temps partiel en formation professionnelle selon le programme d'enseignement. Les données paraissant dans ces tableaux sont recueillies au 30 septembre de chaque année. Ces données ne reflètent pas nécessairement la situation de l'ensemble de l'année, puisque des engagements peuvent survenir après cette période. Nous n'avons pas de données concernant les prévisions 2007-2008.

ÉVOLUTION DU PERSONNEL ENSEIGNANT À TEMPS COMPLET ET À TEMPS PARTIEL
PAR SECTEUR ET NIVEAU D'ENSEIGNEMENT
(30 septembre 2005 et 30 septembre 2006)

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

SECTEUR	NIVEAU	STATUT	30 septembre 2005		30 septembre 2006	
			IND ²	ETP	IND	ETP
JEUNES	PRIMAIRE	ENS. RÉG. TEMPS PLEIN	28 891	26 691,1	29 315	27 107,2
		ENS. À TEMPS PARTIEL	6 473	5 003,0	7 260	5 712,0
	SECONDAIRE	ENS. RÉG. TEMPS PLEIN	23 003	22 041,5	23 179	22 197,1
		ENS. À TEMPS PARTIEL	6 860	5 932,1	6 979	6 063,9
	TOTAL	ENS. RÉG. TEMPS PLEIN	51 894	48 732,6	52 494	49 304,3
		ENS. À TEMPS PARTIEL	13 333	10 935,1	14 239	11 775,9
ADULTES		ENS. RÉG. TEMPS PLEIN	1 172	1 120,8	1 167	1 119,7
		ENS. À TEMPS PARTIEL	1 201	1 093,2	1 202	1 103,0
TOTAL		ENS. RÉG. TEMPS PLEIN	53 066	49 853,4	53 661	50 424,0
		ENS. À TEMPS PARTIEL	14 534	12 028,3	15 441	12 878,9

COMMENTAIRE :

Les données du 30 septembre sont une observation sur une période d'une dizaine de jours ouvrables des personnes qui ont eu un lien d'emploi avec le réseau de l'éducation. Le secteur des jeunes inclut la formation professionnelle.

1. ETP : équivalent à temps plein.

2. IND : individu selon le secteur, le statut et l'ordre d'enseignement.

Ces données sont une image de la situation au 30 septembre et représentent uniquement le personnel enseignant à temps plein et à temps partiel.

ÉVOLUTION DU PERSONNEL ENSEIGNANT À TEMPS COMPLET
SELON LA SPÉCIALITÉ EN FORMATION PROFESSIONNELLE
(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

SPÉCIALITÉ	30 septembre 2005		30 septembre 2006	
	IND ²	ETP	IND	ETP
ADM. COMMERCE ET SECRÉTARIAT	372	361,5	360	348,6
AGRO-TECHNIQUE	91	85,8	86	81,2
FORESTERIE, SCIAGE ET PAPIER	56	54,3	50	49,0
TRAVAUX DE GÉNIE ET MINES	2	1,6	1	1,0
PÊCHES	-	-	-	-
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	226	212,3	231	211,6
BOIS ET MATÉRIAUX CONNEXES	26	24,5	27	26,3
CONSTRUCTION	77	74,6	77	72,9
ÉLECTRICITÉ	86	83,4	83	80,2
ÉLECTRONIQUE	147	139,8	152	145,7
MÉCANIQUE DU BÂTIMENT	63	62,0	60	57,7
MÉTALLURGIE	135	132,2	136	132,4
CHIMIE APPLIQUÉE ET ENVIRONN.	11	11,0	11	10,1
DESSIN TECHNIQUE	79	76,3	71	69,8
ÉQUIPEMENT MOTORISÉ	257	248,4	262	255,6
TRANSPORT	-	-	-	-
FABRICATION MÉCANIQUE	141	134,3	126	121,6
MÉCANIQUE D'ENTRETIEN INDUS.	85	82,2	89	86,0
ALIMENTATION, HÔTEL. ET RESTAU.	165	161,2	160	155,1
SOINS ESTHÉTIQUES	81	78,8	77	72,2
COIFFURE	103	96,9	94	90,5
PROD. TEXTILE ET HABILLEMENT	21	19,0	21	18,8
PROTECTION CIVILE	4	4,0	3	3,0
ARTS APPLIQUÉS	44	42,8	44	41,7
IMPRIMERIE	68	65,9	66	63,4
OPÉRATION DE MACHINERIE LOURDE	11	11,0	11	11,0
MÉCANIQUE DE VÉHICULES LOURDS	26	25,7	29	27,7
MONTAGE DE LIGNE	2	2,0	2	2,0
CONDUITE DE CAMION LOURD	25	25,0	21	21,0
AUTRES	5	5,0	5	5,0

TOTAL	2 409	2 321,5	2 355	2 261,1
-------	-------	---------	-------	---------

1. ETP : équivalent à temps plein.
2. IND : individu.

COMMENTAIRE :
Les données du 30 septembre sont une observation sur une période d'une dizaine de jours ouvrables des personnes qui ont eu un lien d'emploi avec le réseau de l'éducation.

ÉVOLUTION DU PERSONNEL ENSEIGNANT À TEMPS PARTIEL
SELON LA SPÉCIALITÉ EN FORMATION PROFESSIONNELLE
(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP¹ à zéro)

SPÉCIALITÉ	30 septembre 2005		30 septembre 2006	
	IND ²	ETP	IND	ETP
ADM. COMMERCE ET SECRÉTARIAT	289	266,9	310	286,9
AGRO-TECHNIQUE	80	71,4	77	70,3
FORESTERIE, SCIAGE ET PAPIER	29	29,0	28	27,1
TRAVAUX DE GÉNIE ET MINES	7	6,5	7	6,5
PÊCHES	-	-	-	-
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	485	464,8	528	500,8
BOIS ET MATÉRIAUX CONNEXES	50	46,9	45	41,4
CONSTRUCTION	153	151,3	171	166,6
ÉLECTRICITÉ	67	64,6	74	72,1
ÉLECTRONIQUE	74	70,0	70	62,6
MÉCANIQUE DU BÂTIMENT	55	53,4	58	57,6
MÉTALLURGIE	89	84,2	82	79,0
CHIMIE APPLIQUÉE ET ENVIRONN.	13	12,9	11	10,8
DESSIN TECHNIQUE	57	50,7	54	49,7
ÉQUIPEMENT MOTORISÉ	191	187,8	179	173,8
TRANSPORT	1	1,0	1	1,0
FABRICATION MÉCANIQUE	38	36,2	41	40,6
MÉCANIQUE D'ENTRETIEN INDUS.	30	27,4	35	30,2
ALIMENTATION, HÔTEL. ET RESTAU.	77	73,6	86	84,0
SOINS ESTHÉTIQUES	44	41,5	50	46,5
COIFFURE	53	49,6	56	54,2
PROD. TEXTILE ET HABILLEMENT	6	5,0	4	3,4
PROTECTION CIVILE	17	10,3	17	10,6
ARTS APPLIQUÉS	32	29,5	35	31,9
IMPRIMERIE	29	25,1	22	19,0
OPÉRATION DE MACHINERIE LOURDE	12	11,4	16	15,4
MÉCANIQUE DE VÉHICULES LOURDS	9	9,0	9	8,2
MONTAGE DE LIGNE	4	4,0	4	3,7
CONDUITE DE CAMION LOURD	105	103,4	106	105,0
AUTRES	10	8,2	16	14,2
TOTAL	2 106	1 995,6	2 192	2 073,1

1. ETP : équivalent à temps plein.
2. IND : individu.

COMMENTAIRE :
Les données du 30 septembre sont une observation sur une période d'une dizaine de jours ouvrables des personnes qui ont eu un lien d'emploi avec le réseau de l'éducation.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des coûts de tous les projets d'amélioration ou de création de programmes d'enseignement professionnel et niveau d'avancement au Conseil du trésor.

RÉPONSE

Programmes d'études de formation professionnelle approuvés depuis le 1^{er} avril 2006

Code	Programme d'études	Date d'approbation	Montant financé
5295	Électricité	2006-05-04	4 298 994 \$
5307	Montage mécanique en aérospatiale	2006-07-17	coût nul
5308	Fabrication de structures métalliques et de métaux ouvrés	2006-08-20	coût nul
5309	Gestion d'une entreprise de la construction	2006-12-18	coût nul
Total			4 298 994 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Documents détaillant l'état du parc immobilier et des équipements des commissions scolaires.
Cumul de l'entretien différé accumulé.

RÉPONSE

Les commissions scolaires du Québec possèdent environ 3 600 bâtiments de toute nature et de tout usage, dont plus de 3 243 lieux de formation.

Ces équipements totalisent, en surface bâtie, environ 15 200 000 mètres carrés dont la valeur à neuf est estimée à 23,1 G\$ (sur la base de 1 520 \$/m² pour reconstruire).

Soixante-sept des 72 commissions scolaires ont répondu à un sondage réalisé en 2001-2002. Les résultats ont montré qu'environ 25 000 interventions étaient jugées requises pour un coût de réalisation des travaux estimé à 1,14 G\$. (En extrapolant à l'ensemble des bâtiments des commissions scolaires, ce coût serait d'environ 1,4 G\$.)

Les travaux identifiés par les commissions scolaires touchaient notamment l'enveloppe des bâtiments, dans 58 p. 100 des cas, les systèmes mécaniques, dans 20 p. 100 des cas, et la sécurité, dans 12 p. 100 des cas.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Liste des commissions scolaires et des cégeps qui ont produit des plans de réussite. Sommes versées à la suite de la signature de ces plans de réussite ainsi que le détail de chacun de ces plans.

RÉPONSE

A. Commissions scolaires

- Les articles 37.1, 74 et 75 de la Loi sur l'instruction publique sont les principaux articles faisant référence aux plans de réussite des écoles.
- Les plans de réussite sont produits par les écoles et non par les commissions scolaires.
- Les plans de réussite des écoles sont transmis à la commission scolaire dont elles relèvent. Il n'y a pas d'obligation légale de transmission au Ministère de ces plans de réussite.
- Les commissions scolaires produisent des plans stratégiques qui sont transmis à la ministre.
- Pour les sommes versées, voir la réponse à la question n° 71.

B. Cégeps

Tous les cégeps ont produit un plan institutionnel de réussite intégré à leur plan stratégique.

Depuis 2005-2006, les sommes consenties en vertu des mesures *Plans institutionnels de réussite* (18 579 900 \$) et *Orientation et encadrement* (18 151 000 \$) de la version 2004-2005 du Régime budgétaire et financier des cégeps sont intégrées aux paramètres « F » et « A » du modèle d'allocation FABES de la manière suivante :

- fixe général (8 260 000 \$, soit 170 000 \$ par cégep) (270 000 \$ dans le cas du Cégep régional de Lanaudière);
- fixe particulier – Centres d'études collégiales – devis scolaire supérieur à 500 élèves (30 000 \$, soit 10 000 \$ par centre);
- fixe particulier – Centres d'études collégiales – devis scolaire supérieur à 500 élèves – Cégep régional Champlain (20 000 \$, soit 10 000 \$ par centre);
- fixe particulier – Centres d'études collégiales – devis scolaire supérieur à 500 élèves – Cégep régional de Lanaudière (20 000 \$, soit 10 000 \$ par centre);
- fixe particulier – Centres d'études collégiales – devis scolaire entre 150 et 500 élèves (48 000 \$, soit 6 000 \$ par centre);
- activités brutes (27 426 300 \$);
- mesure d'aide aux cégeps en situation de baisse de leur effectif scolaire et mesure de répartition de la clientèle pour les cégeps des régions de Montréal et de Québec (986 700 \$).

Une allocation spécifique dégressive est octroyée pendant les deux premières années afin de combler ou d'amoindrir les écarts entre les résultats du modèle de répartition actuel et le précédent. Le tableau de la page suivante présente cette allocation.

Cégeps	Abrév.	2005-2006	2006-2007
Abitibi-Témiscamingue	ABI	10 600 \$	5 300 \$
Ahuntsic	AHU	(18 400 \$)	(9 200 \$)
Alma	ALM	16 000 \$	8 000 \$
André Laurendeau	AND	(18 400 \$)	(9 200 \$)
Baie Comeau	BAI	12 400 \$	6 200 \$
Beauce-Appalaches	BEA	(12 600 \$)	(6 300 \$)
Bois-de-Boulogne	BOI	25 500 \$	12 700 \$
Champlain	CHA	67 900 \$	34 000 \$
Chicoutimi	CHI	43 200 \$	21 600 \$
Dawson	DAW	(29 900 \$)	(14 900 \$)
Drummondville	DRU	8 500 \$	4 200 \$
Édouard-Montpetit	EDO	63 500 \$	31 800 \$
Saint-Félicien	FEL	14 700 \$	7 400 \$
Sainte-Foy	FOY	(39 700 \$)	(19 800 \$)
François-Xavier Garneau	FRA	59 900 \$	29 900 \$
Gaspésie et des Iles	GAS	24 700 \$	12 400 \$
Gérald Godin	GER	1 100 \$	600 \$
Granby-Haute-Yamaska	GRA	26 100 \$	13 100 \$
Héritage	HER	(9 100 \$)	(4 600 \$)
Saint-Hyacinthe	HYA	23 900 \$	11 900 \$
Saint-Jean sur Richelieu	JEA	(24 900 \$)	(12 500 \$)
Saint-Jérôme	JER	3 300 \$	1 700 \$
John Abbott	JOH	(58 700 \$)	(29 300 \$)
Jonquière	JON	56 300 \$	28 200 \$
Lanaudière	LAN	(103 000 \$)	(51 500 \$)
La Pocatière	LAP	14 200 \$	7 100 \$
Saint-Laurent	LAU	(30 900 \$)	(15 500 \$)
Lévis-Lauzon	LEV	12 700 \$	6 300 \$
Limoilou	LIM	26 300 \$	13 100 \$
Lionel-Groulx	LIO	(1 900 \$)	(900 \$)
Maisonnette	MAI	(6 500 \$)	(3 200 \$)
Marie-Victorin	MAR	(68 700 \$)	(34 300 \$)
Matane	MAT	14 300 \$	7 100 \$
Montmorency	MON	(64 700 \$)	(32 300 \$)
Outaouais	OUT	(17 800 \$)	(8 900 \$)
Région de l'Amiante	REG	3 800 \$	1 900 \$
Rimouski	RIM	33 900 \$	17 000 \$
Rivière-du-Loup	RIV	19 500 \$	9 700 \$
Rosemont	ROS	(93 300 \$)	(46 600 \$)
Sept-Iles	SEP	34 500 \$	17 300 \$
Shawinigan	SHA	43 100 \$	21 600 \$
Sherbrooke	SHE	(8 900 \$)	(4 400 \$)
Sorel-Tracy	SOR	24 800 \$	12 400 \$
Trois-Rivières	TRO	(8 100 \$)	(4 000 \$)
Valleyfield	VAL	45 800 \$	22 900 \$
Vanier	VAN	(139 900 \$)	(69 900 \$)
Victoriaville	VIC	47 300 \$	23 700 \$
Vieux-Montréal	VIE	(22 400 \$)	(11 800 \$)
TOTAL		- \$	- \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Données concernant la variation des ressources en ETP des commissions scolaires entre 1996-1997 et 2006-2007.

RÉPONSE**Pour l'ensemble des commissions scolaires**

Le premier tableau présente la variation des ressources en ETP pour l'ensemble des commissions scolaires, pour la période entre 1996-1997 et 2005-2006. Les données de l'année 2006-2007 ne seront disponibles qu'au printemps 2008.

Par commission scolaire

Le deuxième tableau présente la variation des ressources en ETP par commission scolaire, et ce, pour les trois dernières années soit 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006. Les données sont regroupées par catégorie d'emploi : « gestionnaire, professionnel, enseignant et soutien ». Les données de l'année 2006-2007 ne seront disponibles qu'au printemps 2008.

**ÉVOLUTION DU PERSONNEL DES COMMISSIONS SCOLAIRES EN ETP¹ SELON LA CATÉGORIE D'EMPLOI
(1996-1997 À 2005-2006)**

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP à zéro)

CATÉGORIE D'EMPLOI	1996-1997	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006
GESTIONNAIRE	5 575,6	5 263,6	5 251,2	5 315,2	5 347,8	5 379,2	5 470,6	5 554,1	5 565,9	5 447,6
PROFESSIONNEL	4 151,9	3 795,1	3 784,7	3 894,0	4 091,8	4 337,5	4 691,4	4 808,1	4 873,2	4 989,6
ENSEIGNANT	69 033,5	69 700,5	70 473,6	70 653,4	71 211,7	71 240,0	72 061,7	71 833,4	70 833,5	70 335,4
PERSONNEL DE SOUTIEN	24 424,5	24 455,2	25 819,2	27 631,6	29 386,2	30 760,6	32 013,4	32 479,1	32 416,9	32 205,5
TOTAL	103 185,5	103 214,4	105 328,7	107 494,2	110 037,5	111 717,3	114 237,1	114 674,7	113 689,5	112 978,1

COMMENTAIRE : Les données annuelles comptent toutes les personnes qui ont eu un lien d'emploi avec le réseau de l'éducation au cours d'une année scolaire complète.

1. ETP : équivalent à temps plein.

**Données concernant la variation des ressources en ETP¹ entre les
années scolaires 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006**

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP à zéro)

Commissions scolaires

	Gestionnaire en ETP				Professionnel en ETP				Enseignant en ETP				Soutien en ETP			
	Année scolaire				Année scolaire				Année scolaire				Année scolaire			
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	Écart	2003-2004	2004-2005	2005-2006	Écart	2003-2004	2004-2005	2005-2006	Écart	2003-2004	2004-2005	2005-2006	Écart
689000 du Littoral	13,9	13,4	14,1	1,9%	7,2	6,8	8,5	17,7%	112,8	108,7	104,2	-7,6%	43,8	40,8	42,7	-2,6%
711000 des Monts-et-Marées	37,8	39,4	42,1	11,4%	45,0	45,7	47,0	4,3%	493,5	479,5	475,3	-3,7%	200,5	207,9	209,4	4,4%
712000 des Phares	60,9	63,3	60,3	-1,0%	44,6	48,1	54,3	21,8%	786,5	769,7	775,8	-1,4%	311,7	304,9	292,5	-6,2%
713000 du Fleuve-et-des-Lacs	34,64	34,0	35,3	1,9%	21,5	22,4	26,9	25,0%	403,4	380,2	373,7	-7,4%	156,2	157,3	152,8	-2,1%
714000 de Kamouraska-Rivière-du-Loup	44,0	45,1	43,8	-0,5%	36,1	34,3	36,2	0,2%	593,7	585,6	594,4	0,1%	242,6	243,8	247,3	1,9%
721000 du Pays-des-Bleuets	59,1	56,8	58,1	-1,7%	43,2	44,6	50,5	16,8%	709,1	667,6	664,9	-6,2%	262,0	271,7	279,3	6,6%
722000 du Lac-Saint-Jean	51,1	50,6	48,6	-4,9%	36,8	37,6	37,2	1,1%	630,6	600,9	584,8	-7,3%	263,5	259,5	256,5	-2,6%
723000 des Rives-du-Saguenay	71,2	69,5	66,9	-6,0%	62,6	62,9	69,2	10,5%	1 100,3	1 068,1	1 030,0	-6,4%	444,9	437,5	447,3	0,5%
724000 De La Jonquière	68,5	67,9	65,9	-3,7%	51,6	55,7	55,2	6,9%	753,4	724,5	720,7	-4,3%	314,8	315,2	318,1	1,0%
731000 de Charlevoix	27,3	31,6	29,6	8,4%	17,2	19,7	19,6	13,8%	278,4	274,8	261,5	-6,1%	129,6	131,0	130,3	0,5%
732000 de la Capitale	141,3	140,1	136,0	-3,7%	153,9	155,0	156,3	1,5%	1 984,7	1 961,3	1 939,6	-2,3%	838,1	842,6	827,1	-1,3%
733000 des Découvreurs	73,6	71,4	69,7	-5,3%	68,1	69,9	70,6	3,7%	999,8	985,1	968,9	-3,1%	523,6	531,3	525,1	0,3%
734000 des Premières-Seigneuries	139,3	135,2	132,5	-4,8%	99,6	104,5	114,7	15,2%	1 886,1	1 876,5	1 868,9	-0,9%	905,3	898,7	912,4	0,8%
735000 de Portneuf	43,9	43,8	42,2	-3,9%	40,7	37,6	38,4	-5,5%	470,1	461,0	450,8	-4,1%	182,3	187,4	180,0	-1,2%
741000 du Chemin-du-Roy	104,3	103,2	96,5	-7,5%	125,8	130,7	131,6	4,6%	1 391,6	1 373,8	1 379,0	-0,9%	552,3	549,5	538,9	-2,4%
742000 de l'Énergie	64,1	65,2	64,3	0,4%	91,1	88,1	92,1	1,1%	821,4	808,4	809,8	-1,4%	349,0	359,6	368,7	5,6%
751000 des Haut-Cantons	42,5	43,0	43,0	1,2%	44,0	41,6	42,5	-3,4%	532,2	515,2	505,6	-5,0%	246,2	243,9	245,5	-0,3%
752000 de la Région-de-Sherbrooke	101,7	101,7	101,3	-0,4%	88,6	90,5	92,2	4,0%	1 453,6	1 436,1	1 441,8	-0,8%	612,8	597,7	595,6	-2,8%
753000 des Sommets	53,7	51,8	49,4	-8,1%	46,8	44,4	47,2	1,0%	665,0	645,6	634,7	-4,6%	260,4	258,7	260,0	-0,2%
761000 de la Pointe-de-l'Île	163,1	165,9	166,6	2,1%	172,9	170,6	172,1	-0,4%	2 290,4	2 260,9	2 265,2	-1,1%	1 134,0	1 108,8	1 094,3	-3,5%
762000 de Montréal	473,5	466,9	457,6	-3,4%	555,0	536,0	532,9	-4,0%	6 535,6	6 286,4	6 286,1	-3,8%	3 621,8	3 509,6	3 437,6	-5,1%
763000 Marguerite-Bourgeoys	222,9	220,7	222,6	-0,1%	222,1	228,9	234,2	5,4%	3 030,2	2 972,1	2 979,0	-1,7%	1 425,2	1 415,1	1 405,3	-1,4%
771000 des Draveurs	96,9	106,3	102,6	5,8%	90,7	90,7	89,6	-1,3%	1 229,1	1 202,6	1 180,7	-3,9%	608,3	593,5	580,5	-4,6%
772000 des Portages-de-l'Outaouais	74,1	75,2	14,8	-80,1%	59,1	59,3	44,0	-25,5%	956,5	960,7	667,3	-30,2%	453,8	460,7	419,3	-7,6%
773000 au Coeur-des-Vallées	38,7	38,0	34,7	-10,4%	21,0	20,8	20,2	-3,9%	532,8	512,9	490,5	-8,0%	232,7	221,3	202,1	-13,2%
774000 des Hauts-Bois-de-l'Outaouais	26,4	25,8	27,5	3,9%	16,7	16,5	16,7	0,0%	299,2	305,8	293,4	-1,9%	129,4	128,2	128,3	-0,9%
781000 du Lac-Témiscamingue	22,5	23,5	20,4	-9,5%	18,6	18,3	18,4	-0,9%	210,2	204,0	198,6	-5,5%	80,4	78,9	77,8	-3,3%
782000 de Rouyn-Noranda	43,5	42,3	41,8	-4,1%	26,1	31,7	32,8	26,1%	462,1	466,5	479,3	3,7%	218,6	210,5	223,0	2,0%
783000 Harricana	35,6	34,9	35,9	0,7%	28,2	32,4	33,7	19,5%	329,9	325,6	327,8	-0,7%	135,2	133,5	143,2	5,9%
784000 de l'Or-et-des-Bois	40,5	38,2	39,8	-1,7%	29,0	31,1	29,5	1,6%	509,9	502,9	499,2	-2,1%	188,6	186,7	182,8	-3,1%

**Données concernant la variation des ressources en ETP¹ entre les
années scolaires 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006**

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP à zéro)

Commissions scolaires	Gestionnaire en ETP				Professionnel en ETP				Enseignant en ETP				Soutien en ETP			
	Année scolaire				Année scolaire				Année scolaire				Année scolaire			
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	Écart	2003-2004	2004-2005	2005-2006	Écart	2003-2004	2004-2005	2005-2006	Écart	2003-2004	2004-2005	2005-2006	Écart
785000 du Lac-Abitibi	22,7	23,6	23,9	5,2%	32,5	34,7	32,3	-0,5%	303,2	293,8	280,9	-7,4%	122,2	128,2	122,4	0,2%
791000 de l'Estuaire	37,0	38,4	41,0	10,7%	36,2	37,6	36,4	0,5%	517,0	502,3	497,2	-3,8%	230,6	236,5	231,3	0,3%
792000 du Fer	29,9	31,5	31,7	6,0%	22,7	23,6	23,6	3,9%	389,0	384,0	375,0	-3,6%	195,4	197,7	205,2	5,0%
793000 de la Moyenne-Côte-Nord	11,0	11,5	9,9	-10,0%	5,1	6,3	8,9	75,6%	82,7	77,4	77,2	-6,7%	56,6	54,8	54,2	-4,2%
801000 de la Baie-James	22,3	19,2	23,5	5,1%	18,9	19,1	16,3	-13,9%	187,1	186,9	189,1	1,0%	91,4	88,7	88,7	-2,9%
811000 des Îles	15,2	15,9	16,1	6,3%	9,0	9,6	9,5	5,7%	130,0	123,6	122,2	-6,0%	68,6	68,7	67,5	-1,5%
812000 des Chics-Chocs	30,2	33,1	31,3	3,7%	30,5	33,8	37,2	21,8%	342,1	339,4	334,1	-2,3%	143,1	145,1	144,5	1,0%
813000 René-Lévesque	42,6	43,1	41,8	-1,9%	30,4	32,8	35,0	15,0%	563,4	551,6	550,1	-2,4%	206,0	212,2	211,0	2,5%
821000 de la Côte-du-Sud	69,4	68,4	67,6	-2,6%	44,3	51,0	53,2	20,2%	714,4	685,0	679,4	-4,9%	267,3	271,7	276,4	3,4%
822000 de l'Amiante	41,7	42,5	40,6	-2,5%	32,9	36,3	38,7	17,6%	441,1	436,1	434,0	-1,6%	151,1	156,7	158,3	4,7%
823000 de la Beauce-Etchemin	95,7	97,0	95,7	0,0%	86,3	90,4	91,0	5,4%	1 310,8	1 272,7	1 278,4	-2,5%	527,9	536,0	549,1	4,0%
824000 des Navigateurs	121,7	121,9	121,8	0,1%	134,4	135,0	133,2	-0,9%	1 442,1	1 432,1	1 422,4	-1,4%	679,3	674,3	663,3	-2,3%
831000 de Laval	214,5	214,0	207,0	-3,5%	165,8	150,7	155,4	-6,2%	2 907,3	2 872,2	2 876,3	-1,1%	1 454,5	1 443,4	1 442,5	-0,8%
841000 des Affluents	172,0	177,4	170,9	-0,6%	136,4	143,7	147,9	8,5%	2 301,9	2 294,8	2 312,4	0,5%	1 032,6	1 022,0	1 020,9	-1,1%
842000 des Samares	115,2	118,6	117,0	1,5%	79,7	81,9	100,6	26,2%	1 631,9	1 635,1	1 641,6	0,6%	584,4	606,6	626,8	7,3%
851000 de la Seigneurie-des-Mille-Îles	194,2	200,5	199,4	2,7%	145,2	146,1	156,9	8,1%	2 414,1	2 407,7	2 446,1	1,3%	1 106,7	1 106,5	1 111,5	0,4%
852000 de la Rivière-du-Nord	117,2	122,9	125,0	6,7%	84,5	86,3	89,2	5,6%	1 599,5	1 625,9	1 629,6	1,9%	660,3	661,8	687,3	4,1%
853000 des Laurentides	55,1	56,6	53,8	-2,4%	37,2	39,1	39,5	6,0%	650,3	645,3	639,1	-1,7%	331,7	330,2	309,9	-6,6%
854000 Pierre-Neveu	33,2	37,5	34,7	4,6%	27,2	29,2	28,1	3,4%	398,3	391,7	410,3	3,0%	229,0	224,7	226,8	-1,0%
861000 de Sorel-Tracy	39,2	36,2	35,7	-8,8%	39,4	36,9	37,1	-5,8%	457,7	457,3	453,2	-1,0%	206,9	200,1	189,3	-8,5%
862000 de Saint-Hyacinthe	72,6	76,6	74,6	2,6%	63,0	70,0	71,4	13,4%	989,5	997,0	985,8	-0,4%	432,4	443,3	438,7	1,5%
863000 des Hautes-Rivières	94,4	94,8	93,7	-0,8%	116,1	112,9	112,9	-2,8%	1 346,0	1 334,3	1 325,1	-1,6%	530,7	538,4	524,2	-1,2%
864000 Marie-Victorin	183,8	182,0	182,2	-0,9%	160,3	158,7	169,6	5,8%	2 408,1	2 450,0	2 427,0	0,8%	1 150,4	1 152,5	1 131,7	-1,6%
865000 des Patriotes	151,2	138,8	143,2	-5,3%	110,4	109,6	112,9	2,2%	1 977,9	1 973,3	1 964,5	-0,7%	964,4	937,0	930,8	-3,5%
866000 de Val-des-Cerfs	80,2	79,5	76,6	-4,5%	76,0	74,0	76,3	0,3%	1 098,9	1 060,3	1 076,8	-2,0%	424,5	432,2	436,3	2,8%
867000 des Grandes-Seigneuries	113,7	117,1	112,7	-0,8%	81,3	79,5	77,9	-4,2%	1 506,2	1 497,4	1 517,3	0,7%	706,8	713,3	695,6	-1,6%
868000 de la Vallée-des-Tisserands	66,9	62,8	60,7	-9,2%	40,3	45,4	45,2	12,1%	741,1	730,5	715,5	-3,4%	281,2	285,0	278,2	-1,0%
869000 des Trois-Lacs	62,2	63,3	66,1	6,3%	57,1	57,8	58,4	2,2%	879,5	906,6	926,9	5,4%	356,2	357,3	373,2	4,8%
871000 de la Riveraine	30,1	29,0	29,3	-2,8%	45,1	47,7	46,0	2,2%	440,4	426,2	431,6	-2,0%	171,5	169,2	175,7	2,4%
872000 des Bois-Francs	69,1	69,1	68,7	-0,5%	64,8	68,4	69,9	7,9%	848,3	836,7	829,5	-2,2%	362,3	364,2	357,0	-1,5%
873000 des Chênes	63,1	65,0	67,0	6,2%	81,5	85,7	87,8	7,8%	841,6	812,8	863,9	2,7%	368,1	378,1	361,3	-1,9%
881000 Central Québec	30,6	32,0	35,4	16,0%	29,7	31,1	29,5	-0,9%	348,3	352,1	356,2	2,3%	138,0	140,9	139,4	1,0%

Données concernant la variation des ressources en ETP¹ entre les
années scolaires 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006

(excluant les commissions scolaires Crie et Kativik, excluant les ETP à zéro)

Commissions scolaires	Gestionnaire en ETP				Professionnel en ETP				Enseignant en ETP				Soutien en ETP			
	Année scolaire				Année scolaire				Année scolaire				Année scolaire			
	2003-2004	2004-2005	2005-2006	Écart	2003-2004	2004-2005	2005-2006	Écart	2003-2004	2004-2005	2005-2006	Écart	2003-2004	2004-2005	2005-2006	Écart
882000 Eastern Shores	15,7	16,4	18,3	16,2%	5,1	5,5	5,9	15,8%	186,5	183,2	171,7	-7,9%	61,2	67,1	69,0	12,7%
883000 Eastern Townships	51,3	48,6	48,9	-4,6%	24,7	25,3	25,8	4,3%	475,4	479,8	478,2	0,6%	244,1	247,8	241,9	-0,9%
884000 Riverside	61,9	62,8	63,6	2,7%	22,1	24,6	26,8	21,3%	716,7	698,4	692,3	-3,4%	340,5	340,6	327,6	-3,8%
885000 Sir-Wilfrid-Laurier	75,9	76,2	72,0	-5,1%	36,4	40,3	45,8	25,9%	924,4	948,3	950,3	2,8%	333,7	366,6	376,4	12,8%
886000 Western Québec	54,3	52,9	50,3	-7,3%	15,8	16,2	17,8	12,7%	560,6	553,4	547,9	-2,3%	230,5	232,4	222,9	-3,3%
887000 English- Montréal	161,5	155,6	152,8	-5,4%	116,4	117,2	118,7	2,0%	2 097,7	2 053,3	1 993,9	-4,9%	887,7	904,8	900,2	1,4%
888000 Lester-B.-Pearson	136,4	140,8	148,8	9,1%	87,0	91,5	96,0	10,4%	1 871,9	1 867,7	1 867,0	-0,3%	941,6	955,3	974,6	3,5%
889000 New Frontiers	28,5	28,3	28,0	-1,5%	12,5	11,2	10,4	-16,6%	338,8	334,7	343,9	1,5%	140,3	139,4	139,8	-0,4%
TOTAL	5 554,1	5 566,0	5 447,6	-2,0%	4 808,1	4 873,3	4 989,6	3,8%	71 833,4	70 833,6	70 335,4	-2,0%	32 479,1	32 416,9	32 205,5	-0,8%

1. ETP : équivalent à temps plein.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Admissions et contingentement en soins infirmiers en formation professionnelle pour 2005-2006 et 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

L'admission en soins infirmiers en formation professionnelle n'est pas contingentée.

En ce qui a trait à l'inscription au programme d'études Santé, assistance et soins infirmiers pour 2005-2006, le nombre d'élèves inscrits était de 5 479 comparativement à 5 106 en 2004-2005.

Compte tenu des modalités de déclaration des effectifs scolaires en formation professionnelle, les données relatives aux inscriptions pour 2006-2007 (année en cours) ne sont pas disponibles. L'année 2007-2008 ne commence qu'au mois d'août 2007.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Tableau de l'aide financière allouée aux étudiants en indiquant le temps de traitement, le nombre de bénéficiaires (selon l'ordre d'enseignement), le volume d'aide accordée (prêts, bourses consécutives aux prêts et bourses), les moyennes de même que les dépenses encourues pour ce programme (bourses consécutives aux prêts, intérêts et remboursements, autres bourses) pour les années 2005-2006 et 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008.

RÉPONSE

Voir pages suivantes

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES ET AIDE ALLOUÉE AU PROGRAMME DE PRÊTS ET BOURSES PAR ANNÉE D'ATTRIBUTION															
Ordre d'enseignement	Au prêt						À la bourse						Aide totale (M\$)		
	Nombre d'étudiants			Montant (M\$)			Nombre d'étudiants			Montant (M\$)					
	2005-2006	2006-2007 ¹	2007-2008	2005-2006 ¹	2006-2007 ¹	2007-2008	2005-2006	2006-2007 ¹	2007-2008	2005-2006	2006-2007 ¹	2007-2008	2005-2006 ¹	2006-2007	2007-2008
Secondaire professionnel	17 988	18 060	18 612	76,9	72,2	73,5	13 942	14 685	14 740	50,0	57,5	58,0	126,9	129,7	131,5
Collégial général	12 484	12 367	12 673	30,0	28,1	28,7	6 538	6 887	6 913	16,4	18,8	19,0	46,4	46,9	47,7
Collégial technique	29 689	30 109	30 437	93,0	87,2	88,8	17 671	18 613	18 683	62,2	71,5	72,2	155,2	158,7	161,0
Collégial non subventionné	3 522	3 451	3 394	19,6	18,4	18,0	65	69	69	0,3	0,4	0,4	19,9	18,8	18,4
Universitaire 1 ^{er} cycle	51 895	52 446	53 090	193,0	181,0	185,0	32 558	34 294	34 424	132,6	152,3	153,6	325,6	333,3	338,6
Universitaire 2 ^e cycle	13 480	13 874	13 936	67,8	63,5	64,7	8 900	9 370	9 410	35,5	40,8	41,1	103,3	104,3	105,8
Universitaire 3 ^e cycle	2 490	2 554	2 710	14,1	13,2	13,5	1 389	1 466	1 469	6,0	6,9	7,0	20,1	20,1	20,5
Prêts seulement ²	121	125	128	1,0	1,0	1,0	----	---	---	----	---	---	1,0	1,0	1,0
TOTAL	131 669	132 986	134 980	495,4	464,6	473,2	81 063	85 384	85 708	303,0	348,2	351,3	798,4	812,8	824,5

STATISTIQUES SUR LES DÉLAIS DE TRAITEMENT DU CALCUL DU PRÊT ET DE LA BOURSE

Nombre moyen de semaines de traitement de la réception du document au calcul de l'aide :

- Calcul de l'aide (2004-2005) : 5,6 semaines
- Calcul de l'aide (2005-2006) : 1,2 semaine
- Calcul de l'aide (2006-2007) : 1,0 semaine

L'augmentation du délai de traitement en 2004-2005 s'explique par des difficultés d'ordre technique rencontrées lors du démarrage du système Contact en avril 2004. Malgré ces difficultés, des mesures ont été mises en place pour s'assurer que la grande majorité des étudiants recevraient leur aide financière à temps pour la rentrée scolaire de septembre, notamment l'émission d'une aide provisoire.

Données estimées pour la période du 1^{er} septembre 2006 au 31 août 2007.

1. Données estimées pour la période du 1^{er} septembre 2006 au 31 août 2007
2. Désigne les programmes d'études reconnus aux fins de prêts seulement à l'extérieur du Québec.

Dès 2005-2006, le délai a été ramené à 1,2 semaine, alors qu'il était de 5,6 en 2004-2005. Rappelons que le projet Contact a permis d'implanter une série d'améliorations notamment le processus de la demande en généralisant l'utilisation d'Internet, la numérisation des documents lors de la réception, la gestion automatisée du flux du travail (Workflow) et le versement mensuel de l'aide financière par voie électronique. Ces réalisations ont permis une amélioration notable du service à la clientèle tout en permettant un versement de l'aide mieux adapté aux besoins de l'étudiante ou de l'étudiant.

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES ET AIDE ALLOUÉE DANS LES AUTRES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE							
Autre programme	Nature de l'aide	Nombre de bénéficiaires			Aide totale (M\$)		
		2005-2006	2006-2007 ¹	2007-2008	2005-2006	2006-2007 ¹	2007-2008
Programme de remboursement différé ²	Prêts	10 118	11 300	14 750	4,0	5,0	7,5
Programme de prêts pour les études à temps partiel	Prêts	983	1 000	1 250	1,1	1,2	1,3
Programme de bourses pour les étudiants atteints d'une déficience fonctionnelle majeure (besoins spéciaux)	Bourses	1 305	1 450	1 535	5,5	6,0	6,3
Programme de bourses d'études de langue seconde (cours d'été) ³	Bourses	2 974	3 000	3 250	5,4	5,5	6,0
Programme de bourses pour les permanents élus des associations étudiantes	Bourses	19	20	20	0,1	0,1	0,1
Programme études-travail ⁴	Bourses	4 000	4 000	4 000	6,0	6,0	6,0
Programme de remise de dette	Bourses	832	1 150	1 500	1,1	1,5	2,0
TOTAL		20 231	21 920	26 305	23,2	25,3	29,2

- 1. Données estimées pour la période du 1^{er} septembre 2006 au 31 août 2007.
- 2. Cette donnée est établie sur la base de l'année financière. Elle correspond au nombre de personnes différentes qui ont bénéficié de ce programme entre avril et mars.
- 3. Programme coordonné par le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada.
- 4. Programme à frais partagés (50 %) avec les établissements d'enseignement.

DÉPENSES ESTIMÉES AU TITRE DE L'AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS			
Nature des dépenses	Montant (M\$)		
	2005-2006	2006-2007	2007-2008
Années financières			
Bourses consécutives aux prêts ¹	256,7	329,2	350,5
Intérêts sur les prêts ²	58,5	73,8	79,2
Provision pour mauvaises créances	30,3	11,0	11,0
Autres bourses	10,9	10,9	10,9
Administration ³	27,0	29,0	31,7
TOTAL	383,4	453,9	483,3

- 1. Inclut un montant de 80 M\$ des bourses du millénaire.
- 2. Inclut les dépenses au titre du Programme de remboursement différé et du Programme de remise de dette.
- 3. Inclut l'amortissement pour le système CONTACT

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie des études, analyses et avis concernant l'impact de la hausse du plafond des prêts étudiants en 2005-2006.

RÉPONSE

La hausse du plafond des prêts annoncée en mars 2004, résultant d'une réduction des crédits budgétaires de 103 M\$, se traduisait par une croissance de l'endettement des bénéficiaires du Programme de prêts et bourses. À la suite des discussions amorcées avec les fédérations étudiantes, le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M. Jean-Marc Fournier, annonçait le 2 avril 2005 la conclusion d'une entente avec la Fédération étudiante universitaire du Québec et avec la Fédération des étudiants des collèges du Québec.

Conformément à cette entente, une somme de 482 M\$ a été investie dans le Programme de prêts et bourses. Quelque 70 M\$ ont été injectés dès septembre 2005, abaissant ainsi le plafond de prêt. Depuis septembre 2006, c'est 103 M\$ qui sont réinvestis de façon récurrente pour 4 années consécutives, ramenant ainsi les plafonds de prêt à leurs niveaux d'avant septembre 2004. Les montants consentis seront alloués sous forme de bourse, réduisant d'autant la proportion de la dette étudiante.

L'investissement de 482 M\$ a été rendu possible grâce à une participation de 342 M\$ du gouvernement du Québec et par des contributions fédérales additionnelles de 140 M\$.

CNW : code 01
 GQM 00350

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

LE MINISTRE JEAN-MARC FOURNIER CONCLUT UNE ENTENTE DE PRINCIPLE AVEC LES LEADERS ÉTUDIANTS

Montréal, le 2 avril 2005 — Le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M. Jean-Marc Fournier, a présenté aujourd'hui l'entente de principe qu'il a conclue avec les leaders étudiants représentant la Fédération étudiante universitaire du Québec et la Fédération des étudiants des collèges du Québec. Cette entente, qui aura pour effet de diminuer l'endettement étudiant, permet un réinvestissement de 482 millions de dollars sur cinq ans dans le régime d'aide financière. Ce réinvestissement se fera dans le respect du cadre budgétaire présenté le 15 mars dernier en y ajoutant de nouveaux revenus négociés avec les autorités fédérales.

« Nous avons toujours dit que nous étions sensibles à la question de l'endettement et que malgré une situation budgétaire difficile, il fallait mettre toutes nos énergies à la recherche de solutions novatrices favorisant l'accès aux études supérieures. Pour y arriver, nous avons dû intensifier les discussions avec le gouvernement fédéral et la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire dans le but de dégager des sommes additionnelles qui nous permettent aujourd'hui de conclure une entente sur une offre bonifiée », a déclaré monsieur Fournier.

Ainsi, en plus de confirmer l'aide récurrente de 70 millions de dollars de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, le ministre Fournier a obtenu de celle-ci, dans le cadre d'un projet spécial, un montant additionnel de 40 millions de dollars afin de soutenir les étudiantes et les étudiants issus de familles défavorisées. S'ajoute à cela un montant de 100 millions de dollars issu du Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE). Une bonification de ce programme a été annoncée en 2004, mais la part revenant au Québec n'avait pas encore été établie. Même si cela reste encore à être officialisé, nous avons reçu l'assurance que nous pourrions compter sur un montant récurrent de 25 millions de dollars par année à compter de 2006-2007.

Le ministre s'est dit heureux de l'effort consenti par les étudiants pour en arriver à ce compromis, qui respecte le cadre budgétaire gouvernemental tout en répondant aux préoccupations de ceux-ci en matière de réduction de l'endettement. Il a également tenu à souligner l'excellente collaboration de ses partenaires fédéraux ainsi que de la Fondation.

Cette entente porte exclusivement sur une diminution du plafond de prêt, ce qui entraînera une augmentation du montant des bourses. En 2005-2006, l'investissement de 70 millions de dollars permettra de diminuer le plafond de prêt de 1 400 \$ pour les étudiants universitaires et de 700 \$ pour ceux et celles qui étudient au collégial ou en formation professionnelle au secondaire. À compter de 2006-2007, ces montants passeront à 1 980 \$ et à 1 055 \$ pour ainsi revenir aux plafonds qui prévalaient en 2003-2004. « Je souhaite que cette entente entraîne un retour en classe de tous les étudiants et qu'ils puissent ainsi terminer le trimestre en cours dans les meilleurs délais », a conclu M. Fournier.

— 30 —

Source : Stéphane Gosselin
Attaché de presse du ministre
de l'Éducation, du Loisir et du Sport
(418) 643-5321

**BONIFICATION DE L'OFFRE AUX ÉTUDIANTES ET AUX ÉTUDIANTS DU QUÉBEC
POUR RÉDUIRE L'ENDETTEMENT* DE 2005-2006 À 2009-2010**

Offre du 15 mars 2005 (Total sur cinq ans)	342 M\$
Ajout de la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire (en plus du montant annuel de 70 M\$)	40 M\$
Bonification du Programme canadien de prêts aux étudiants (25 M\$ par année à partir de 2006-2007)	100 M\$
Grand total des contributions fédérales additionnelles	140 M\$
Offre du 1 ^{er} avril 2005 (Total sur cinq ans)	482 M\$ (342 M\$ - 140 M\$)

* Le montant proposé vise la réduction des plafonds de prêts et une augmentation équivalente des montants de bourses pour études.

ANNEXE A

**DÉTAIL SUR UNE BASE ANNUELLE DE L'OFFRE AUX ÉTUDIANTES ET AUX ÉTUDIANTS DU QUÉBEC
POUR RÉDUIRE L'ENDETTEMENT* DE 2005-2006 À 2009-2010**

	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	TOTAL
Offre du 15 mars 2005	41,5 M\$	53 M\$	69,5 M\$	82,5 M\$	95,5 M\$	342 M\$
Contributions fédérales additionnelles	28,5 M\$	50 M\$	33,5 M\$	20,5 M\$	7,5 M\$	140 M\$
Offre du 1^{er} avril 2005	70 M\$	103 M\$	103 M\$	103 M\$	103 M\$	482 M\$

* Les montants proposés visent la réduction des plafonds de prêt et une augmentation équivalente des montants de bourses pour études.

ANNEXE B

ÉVOLUTION DES PLAFONDS DE PRÊT JUSQU'À 2009-2010

Année d'attribution	Secondaire formation professionnelle	Collégial	Universitaire 1 ^{er} cycle	Universitaire 2 ^e et 3 ^e cycles
2003-2004	2 000 \$	1 980 \$	2 440 \$	3 240 \$
2004-2005	3 150 \$	3 035 \$	4 420 \$	5 220 \$
2005-2006	2 450 \$	2 335 \$	3 020 \$	3 820 \$
2006-2007	2 000 \$	1 980 \$	2 440 \$	3 240 \$
2007-2008	2 000 \$	1 980 \$	2 440 \$	3 240 \$
2008-2009	2 000 \$	1 980 \$	2 440 \$	3 240 \$
2009-2010	2 000 \$	1 980 \$	2 440 \$	3 240 \$

N.B.: Il s'agit de montants correspondant à une charge d'études normale, soit pour deux trimestres.

ANNEXE C

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Montant versé au Québec par la Fondation canadienne des bourses du millénaire pour 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008. Indiquer la date des versements pour chacune des années.

RÉPONSE

	Montant	Date
2004-2005	66,4 M\$	juin 2005
2005-2006	73,6 M\$	avril 2006
2006-2007	90,7 M\$	avril 2007
Prévisions		
2007-2008	79,5 M\$	à venir

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie des échanges intervenus entre le MEQ et la Fondation canadienne des bourses du millénaire en 2006-2007.

RÉPONSE

Voir documents ci-joints.

Aide financière
aux étudesQuébec 

Le sous-ministre adjoint

Québec, le 8 mars 2007

Monsieur Norman Riddell
 Directeur exécutif et chef de la direction
 Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire
 1000, rue Sherbrooke Ouest, bureau 800
 Montréal (Québec) H3A 3R2

Monsieur le Directeur,

Le 6 mars 2007, nous avons transmis à la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire deux listes de noms d'étudiantes et d'étudiants du Québec. La première comprend les noms de ceux qui pourraient recevoir une bourse générale de la Fondation, et la deuxième, les noms de ceux à qui pourrait être accordée sa nouvelle bourse d'accès.

Je certifie que les personnes dont les noms figurent sur l'une ou l'autre de ces listes répondent aux critères d'admissibilité établis pour l'année 2006-2007, et qui sont précisés à l'article 3 de l'entente administrative conclue le 27 mai 2005 entre la Fondation, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

Je certifie également qu'aucune des personnes ayant été déclarées admissibles à une aide financière aux études pour l'année 2006-2007 par le gouvernement du Québec et répondant aux critères d'admissibilité mentionnés ci-dessus n'a été exclue des listes transmises.

Nous espérons recevoir prochainement les sommes correspondant aux bourses accordées par la Fondation relativement à l'année 2006-2007, ce qui nous permettra d'effectuer les versements prévus. Une fois ces versements faits, nous vous ferons parvenir une seconde version des listes afin de vous informer des montants effectivement versés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre adjoint,



Claude Provencher

Ministère de l'Éducation,
du Loisir et du Sport
Aide financière aux études1235, rue De La Chevrotière, 20^e étage
Québec (Québec) G1R 5A5
www.afe.gouv.qc.ca

Millennium
ScholarshipsLes bourses
du millénaireCANADA MILLENNIUM SCHOLARSHIP FOUNDATION
FONDATION CANADIENNE DES BOURSES D'ÉTUDES DU MILLÉNAIRE

Le 16 mars, 2007

Monsieur Claude Provencher
Sous-ministre adjoint à l'aide financière aux études
Ministère de l'Éducation
Gouvernement du Québec
1035, rue de la Chevrotière
20e étage
Québec (Québec) G1R 5A5

Monsieur Provencher,

Je suis heureux de vous informer que le Conseil d'administration de la Fondation a accordé le 15 mars, 2007 une bourse du millénaire pour l'année académique 2006-2007 aux étudiants dont les noms apparaissaient sur la liste que vous avez soumise à la Fondation au montant recommandé par votre province.

Permettez-moi de vous rappeler que l'approbation de chaque bourse est conditionnelle au respect des exigences de la Fondation au moment du versement. Dans le cas d'un étudiant qui aurait fait une demande d'aide financière dans plus d'une juridiction, la Fondation vous soumettra son nom le plus rapidement possible. Il deviendra alors inadmissible à recevoir une bourse pour l'année en cours et pour les années subséquentes.

En mon nom ainsi qu'au nom des membres du personnel, je profite de l'occasion pour vous exprimer notre appréciation à l'égard de l'administration du programme de bourses générales du Millénaire. Nous poursuivrons cette collaboration et assurerons ensemble le succès de cette initiative, dont le but ultime est l'aide financière aux étudiants dans le besoin.

En vous remerciant de votre concours, je vous prie d'agréer, Monsieur Provencher, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

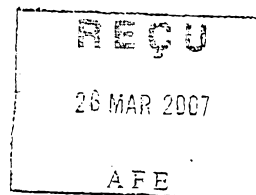
Norman Riddell
Directeur exécutif et chef de la direction

1000 Sherbrooke West / 1000, rue Sherbrooke, Montréal, Qc H3A 2K2
tel.: 514 983-5086 / 514 983-5087 / 1-877-786-3999 / info@fcmf.com / fax: 514 983-5087
www.millenniumscholarships.ca / www.boursescmf.com

Millennium
ScholarshipsLes bourses
du millénaireCANADA MILLENNIUM SCHOLARSHIP FOUNDATION
FONDATION CANADIENNE DES BOURSES D'ÉTUDES DU MILLÉNAIRE

Montréal, le 16 mars 2007

Monsieur Martin Doiron
Ministère de l'Éducation
Aide financière aux études
Gouvernement du Québec
1035, rue De La Chevrotière
20e étage Québec (QC) G1R 5A5

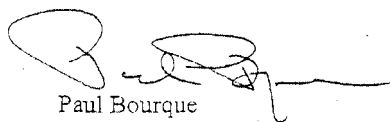
Objet: Programme de bourses d'accès du millénaire – Année académique 2006-2007

Monsieur Doiron,

Veuillez trouver ci-joint un chèque au montant total de 10 775 000 \$ représentant le montant net à être versé à la province de Québec pour le paiement des bourses d'accès de la Fondation approuvées par notre conseil d'administration le 15 mars, 2007.

Espérant le tout conforme, veuillez agréer, Monsieur Doiron, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Bien à vous,



Paul Bourque
Directeur, finances et opérations

pièce jointe

1000 Sherbrooke West / Ouest, Bureau 800, Montréal Qc H3A 3R2
Tél.: 514 985-0026 • 1 877 796-3995 (Toll Free / Sans frais) • Fax / Téléc.: 514 985-5927
www.millenniumscholarships.ca / www.boursesmillenaire.ca

Millennium
ScholarshipsLes bourses
du millénaireCANADA MILLENNIUM SCHOLARSHIP FOUNDATION
FONDATION CANADIENNE DES BOURSES D'ÉTUDES DU MILLÉNAIRE

Le 5 avril, 2007

7 AVR 10 -8 30

Monsieur Michel Boivin
Sous-ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Gouvernement du Québec
Édifice Marie-Guyard
1035, rue de la Chevrotière
Québec (Québec)
G1R 5A5

Éducation - CACINET et TEL

Référence : XC 35425Cota : 65-06-00Remis à : Boivin

Michel
Monsieur le Sous-ministre,

En vertu de l'entente conclue avec votre gouvernement, je vous informe des sommes que la Fondation a allouées en bourses générales aux résidents de votre province pour les deux prochaines années scolaires. Contrairement à la pratique habituelle, ces montants d'argent, qui sont déterminés selon le dernier recensement en fonction du pourcentage de la population de votre province au sein de celle du Canada, vous sont accordés pour deux années au lieu de trois, étant donné la fin prochaine du mandat de la Fondation.

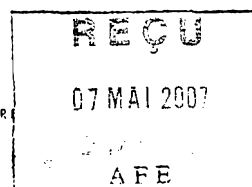
Selon le recensement de 2001 de Statistique Canada, la population de votre province représente 24,12 % de celle du Canada. Par conséquent, une tranche de 68 740 000 \$, millions des 285 millions de dollars que la Fondation distribue chaque année en bourses générales sera versée aux résidents de votre province pour chacune des années scolaires 2007-2008 et 2008-2009. Cette somme pourra être révisée à la suite du recensement de 2006. Ces sommes s'ajoutent aux 10 775 000 \$ que la Fondation octroie chaque année, en vertu d'un accord distinct, sous forme de bourses d'accès aux étudiants québécois issus de familles à faible revenu pour chacune des années scolaires 2007-2008 et 2008-2009.

En terminant, je vous remercie, vous et vos représentants, pour la collaboration et le soutien de premier plan que vous offrez à la Fondation. Sans votre appui, cette dernière n'aurait jamais pu transformer la dotation de 2,5 milliards de dollars qu'elle a obtenue du gouvernement du Canada en bourses totalisant plus de 3,2 milliards de dollars et les distribuer à ces étudiants canadiens dans le besoin.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma très haute considération.

Norman Ridde
Norman Ridde
Directeur exécutif et chef de la direction

1000 Sherbrooke West - Ouest, Bureau 800, Montréal Qc, H3A 1R3
Tél. : 514 989-0040 / 1 877 786-7099 (téléphone sans frais) Fax : 514 989-1557
www.millenniumscholarships.ca / www.boursesmillenaire.ca

Millennium
ScholarshipsLes bourses
du millénaireCANADA MILLENNIUM SCHOLARSHIP FOUNDATION
FONDATION CANADIENNE DES BOURSES D'ÉTUDES DU MILLÉNAIRE

Montréal, le 17 avril 2007

Monsieur Claude Provencher
Sous-ministre adjoint à l'aide financière aux études
Ministère de l'Éducation
Gouvernement du Québec
1035, rue de la Chevrotière, 20e étage
Québec, QC G1R 5A5

**Objet: Remboursement des frais administratifs
Programme des bourses générales du millénaire**

Monsieur Provencher,

Veillez trouver ci-joint un chèque au montant de 222,500\$ représentant le deuxième versement des frais administratifs du programme des bourses générales encourus par le gouvernement du Québec pour l'année scolaire 2006-2007.

Ce montant est versé conformément à l'entente conclue entre la Fondation et le gouvernement du Québec en date du 25 mai 2005.

Espérant le tout conforme, veuillez agréer, monsieur Provencher, nos salutations les meilleures.

Randolph Harrold
Gestionnaire des bourses générales et d'accès

p.j.

1000 Sherbrooke West / Ouest, Bureau 800, Montréal Qc H3A 3R2
Tél. : 514 985-0026 - 1 877 786-3999 (Toll Free / Sans frais) - Fax / Téléc. : 514 985-5987
www.millenniumscholarships.ca / www.boursesmillenaire.ca



Montréal, le 18 avril 2007

Monsieur Martin Doiron
Direction des politiques et des programmes
Aide financière aux études
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport
Gouvernement du Québec
1035, rue de la Chevrotière
20e étage
Québec (QC)
G1R 5A5

Objet: Programme de bourses générales du millénaire – Année académique 2006-2007

Monsieur Doiron,

Veuillez trouver ci-joint le détail du virement qui sera effectué à votre compte le 24 avril 2007 au montant total de 79 892 354 \$ selon les informations bancaires que vous nous avez transmis à notre demande.

Ce montant représente le montant net à être versé à la province de Québec pour le paiement des bourses de la Fondation approuvées par notre conseil d'administration le 15 mars 2007.

Espérant le tout conforme, veuillez agréer, Monsieur Doiron, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Bien à vous,

Paul Bourque
Directeur, finances et opérations

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Tableau des différents taux d'intérêt assumés par le gouvernement aux institutions prêteuses, au chapitre d'aide financière, pour l'année financière 2006-2007.

RÉPONSE

TABLEAU DES DIFFÉRENTS TAUX D'INTÉRÊT ASSUMÉS PAR LE GOUVERNEMENT AUX INSTITUTIONS PRÊTEUSES, AU CHAPITRE D'AIDE FINANCIÈRE, 2006-2007, PAYABLES PAR LE GOUVERNEMENT (CLASSE A)	
MOIS	TAUX D'INTÉRÊT
Avril 2006	5,23 %
Mai 2006	5,35 %
Juin 2006	5,60 %
Juillet 2006	5,69 %
Août 2006	5,91 %
Septembre 2006	5,81 %
Octobre 2006	5,81 %
Novembre 2006	5,81 %
Décembre 2006	4,79 %
Janvier 2007	4,82 %
Février 2007	4,79 %
Mars 2007	5,83 %

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre de demandes acheminées au comité de dérogation en 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, en précisant la nature de ces demandes (raisons invoquées), le nombre de celles qui ont fait l'objet d'une recommandation positive de la part du comité et le nombre de demandes approuvées par le ministre et le montant de l'aide accordée.

RÉPONSE

Il faut d'abord noter que, depuis 2004-2005, les données ne peuvent plus être comparées avec celles des années antérieures. L'aide dérogatoire est accordée selon les règles du nouveau régime d'aide financière aux études. Les données 2004-2005 sont compilées à l'aide d'une application transitoire permettant le passage du système Pratic au système Contact, ce qui ne permet pas tous les raffinements statistiques souhaitables. Ces données sont donc présentées à titre indicatif. Les données 2005-2006 sont tirées de Contact et complétées par des compilations manuelles. Les données 2006-2007, également tirées de Contact, sont incomplètes, car les dossiers reçus à la fin de la période de référence (en mars), traités à la réunion de mai du Comité d'examen des demandes dérogatoires, ne sont pas encore fermés.

En ce qui concerne les règles, il faut d'abord signaler celles relatives à la limite des périodes d'admissibilité et d'endettement. Le nouveau régime prévoit qu'une personne qui est admissible à l'aide financière, le premier mois de ses études, est réputée être admissible toute l'année d'attribution, même si elle atteint au cours de cette année le plafond d'endettement ou d'admissibilité. De plus, la conversion des périodes d'études en mois, afin de se conformer aux dispositions du nouveau régime, a reconnu trois mois supplémentaires aux étudiantes et aux étudiants. Ces deux mesures ont permis, en 2004-2005, à plusieurs personnes d'être admissibles, sans dérogation, à une aide financière. Les cas de dérogation attribuables à un dépassement de la limite d'admissibilité, d'endettement ou les deux représentaient 33 % des dossiers (45 % des sommes) pour lesquels une aide a été versée en 2003-2004, à la suite d'une demande de dérogation. Comme l'effet combiné des deux mesures ne touche que l'année de transition entre les régimes, soit 2004-2005, le nombre de demandes de dérogation portant sur l'admissibilité au programme a connu une hausse en 2005-2006.

Autre aspect à signaler, certaines dispositions ont été introduites dans le nouveau régime à l'égard des pensions alimentaires et des retours aux études. Au cours des dernières années, des demandes concernant ces sujets étaient présentées au Comité, en attendant une modification du régime. Elles équivalaient à 48 % des demandes accordées (45 % des sommes) en 2003-2004. Cette situation explique la diminution du nombre de dossiers portant sur d'autres sujets (un total de 1 826 dossiers reçus en 2003-2004).

**Traitement des demandes présentées au Comité d'examen des demandes dérogatoires en
2004-2005**

SUJET DE LA REQUÊTE	RECOMMANDATIONS POSITIVES	RECOMMANDATIONS NÉGATIVES	TOTAL	MONTANT ALLOUÉ (\$)
Admissibilité au programme	113	17	130	625 043
Situations particulières	430	319	749	823 006
Total	543	336	879	1 448 049

Un total de 245 dossiers additionnels ont été acheminés au Secrétariat du Comité d'examen des demandes dérogatoires, mais ont été traités par l'analyse régulière en raison des nouvelles dispositions du régime.

**Traitement des demandes présentées au Comité d'examen des demandes dérogatoires en
2005-2006**

SUJET DE LA REQUÊTE	RECOMMANDATIONS POSITIVES	RECOMMANDATIONS NÉGATIVES	TOTAL	MONTANT ALLOUÉ (\$)
Admissibilité au programme	250	N/D	N/D	1 612 378
Situations particulières	439	N/D	N/D	825 497
Total	689	403	1 092	2 437 875

Source : CONTACT

**Traitement des demandes présentées au Comité d'examen des demandes dérogatoires en
2006-2007**

SUJET DE LA REQUÊTE	RECOMMANDATIONS POSITIVES	RECOMMANDATIONS NÉGATIVES	TOTAL	MONTANT ALLOUÉ (\$)
Admissibilité au programme	226	87	313	1 331 596
Situations particulières	441	306	747	814 541
Total	667	393	1 060 *	2 146 137

* 37 dossiers à fermer doivent être ajoutés pour un total de 1 097 dossiers reçus au cours de la période. Les autres nombres et montants seront ajustés à la suite de la décision finale dans ces dossiers.

Données au 5 juin 2007 (données provisoires)

Source : CONTACT

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Tableau de l'aide financière allouée aux élèves en formation professionnelle au niveau secondaire, en indiquant le nombre de bénéficiaires et le volume d'aide accordée en 2006-2007.

RÉPONSE

TABLEAU DE L'AIDE FINANCIÈRE ALLOUÉE AUX ÉLÈVES EN FORMATION PROFESSIONNELLE AU NIVEAU SECONDAIRE, EN INDIQUANT LE NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES ET LE VOLUME D'AIDE ACCORDÉE EN 2006-2007¹			
Au prêt		À la bourse	
Nombre de bénéficiaires	Montant d'aide (M\$)	Nombre de bénéficiaires	Montant d'aide (M\$)
18 060	72,2	14 685	57,5

1. Données estimées pour l'année 2006-2007.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Tableau du nombre d'étudiants, par ordre d'enseignement et catégorie d'établissement, s'il y a lieu, qui ont réclamé au cours d'un trimestre de 2006-2007 des frais de scolarité excédant le plafond maximal instauré.

RÉPONSE

TABLEAU DU NOMBRE D'ÉTUDIANTS, PAR ORDRE D'ENSEIGNEMENT ET CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENT, S'IL Y A LIEU, QUI ONT RÉCLAMÉ AU COURS D'UN TRIMESTRE DE 2006-2007 DES FRAIS DE SCOLARITÉ EXCÉDANT LE PLAFOND MAXIMAL INSTAURÉ	
ORDRE D'ENSEIGNEMENT	NOMBRE D'ÉTUDIANTS
Secondaire - formation professionnelle (programmes non subventionnés)	420
Collégial (programmes subventionnés)	23
Collégial (programmes non subventionnés)	152
Universitaire (extérieur du Québec)	207
Prêts seulement (programmes d'études reconnus aux fins de prêts seulement à l'extérieur du Québec)	34
TOTAL	836

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre, selon l'ordre d'enseignement, des montants des prêts échus et le taux d'intérêt de prise en charge par le gouvernement en 2006-2007.

RÉPONSE

NOMBRE, SELON L'ORDRE D'ENSEIGNEMENT, DES MONTANTS DES PRÊTS ÉCHUS ET LE TAUX D'INTÉRÊT DE PRISE EN CHARGE PAR LE GOUVERNEMENT ¹ EN 2006-2007		
ORDRE D'ENSEIGNEMENT	Prêts échus en 2006-2007	
	Nombre	Montant (M\$)
Secondaire - formation professionnelle	11 784	83,2
Collégial programmes subventionnés		
Formation générale	3 191	14,2
Formation technique	12 082	98,0
Collégial programmes non subventionnés	1 879	22,7
Universitaire		
1 ^{er} cycle	17 886	209,1
2 ^e cycle	6 377	94,0
3 ^e cycle	961	18,8
Prêts seulement*	158	2,8
TOTAL	54 318	542,8

* Programmes d'études reconnus aux fins de prêts seulement à l'extérieur du Québec.

TAUX D'INTÉRÊT DE PRISE EN CHARGE PAR LE GOUVERNEMENT¹		
MOIS	2006-2007	2007-2008
Juillet 2006	6,50 %	
Décembre 2006	6,50 %	
Janvier 2007	6,50 %	
Mars 2007	6,50 %	
Juillet 2007		N.D.
Décembre 2007		N.D.
Janvier 2008		N.D.
Mars 2008		N.D.

1. À la date d'échéance, les prêts doivent être pris en charge par l'ex-étudiant et non par le gouvernement. Les taux indiqués sont donc ceux assumés par l'emprunteur.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Évolution du nombre d'étudiants qui ont déclaré faillite au cours des cinq dernières années et qui se trouvent dans l'impossibilité de rembourser leur prêt étudiant, par ordre d'enseignement et catégorie d'établissement, si disponible.

RÉPONSE

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ÉTUDIANTS QUI ONT DÉCLARÉ FAILLITE ¹ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET QUI SE TROUVENT DANS L'IMPOSSIBILITÉ DE REMBOURSER LEUR PRÊT ÉTUDIANT, PAR ORDRE D'ENSEIGNEMENT ET CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENT, SI DISPONIBLE					
Ordre d'enseignement	2002- 2003	2003- 2004	2004- 2005	2005- 2006	2006- 2007
Secondaire professionnel	298	159	365	294	332
Collégial général	46	45	54	66	40
Collégial technique	269	205	312	310	274
Collégial non subventionné	193	192	169	194	141
Universitaire 1 ^{er} cycle	250	252	260	304	219
Universitaire 2 ^e cycle	40	37	56	54	67
Universitaire 3 ^e cycle	12	5	4	9	27
Prêts seulement ²	19	11	17	24	9
TOTAL	1 127	906	1 237	1 255	1109

- 1. Cas de faillite alors que les prêts étaient détenus par les établissements financiers.
- 2. Désigne les programmes d'études reconnus aux fins de prêts seulement.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Tableau du nombre d'étudiants, par ordre d'enseignement, qui ont atteint le niveau d'endettement maximum prévu par la loi en 2006-2007.

RÉPONSE

TABLEAU DU NOMBRE D'ÉTUDIANTS, PAR ORDRE D'ENSEIGNEMENT, QUI ONT ATTEINT LE NIVEAU D'ENDETTEMENT¹ MAXIMUM PRÉVU PAR LA LOI EN 2006-2007	
Ordre d'enseignement	Nombre d'étudiants
Secondaire professionnel	569
Collégial général	95
Collégial technique	244
Collégial non subventionné	58
Universitaire 1 ^{er} cycle	358
Universitaire 2 ^e cycle	25
Universitaire 3 ^e cycle	13
TOTAL	1362

1. Les niveaux maximaux d'endettement par ordre d'enseignement sont inscrits à l'article 59 du Règlement sur l'aide financière aux études.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Tableau de la ventilation de l'aide financière reçue, par ordre d'enseignement pour chacun des étudiants qui atteint le seuil maximum d'endettement en 2006-2007.

RÉPONSE

TABLEAU DE LA VENTILATION DE L'AIDE FINANCIÈRE REÇUE, PAR ORDRE D'ENSEIGNEMENT POUR CHACUN DES ÉTUDIANTS QUI A ATTEINT LE SEUIL MAXIMUM D'ENDETTEMENT ¹ EN 2006-2007			
Ordre d'enseignement	Montant des prêts (M\$)	Montant des bourses (M\$)	Montant d'aide totale (M\$)
Secondaire professionnel	6,89	2,01	8,90
Collégial général	0,60	0,12	0,71
Collégial technique	1,56	0,47	2,03
Collégial non subventionné	0,51	0	0,51
Universitaire 1 ^{er} cycle	2,87	0,79	3,66
Universitaire 2 ^e cycle	0,23	0,06	0,29
Universitaire 3 ^e cycle	0,18	0,02	0,20
TOTAL	12,84	3,47	16,31

1. Les niveaux maximaux d'endettement par ordre d'enseignement sont inscrits à l'article 59 du Règlement sur l'aide financière aux études.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Copie des études, avis, analyses et prévisions financières concernant la création d'un programme de remise de dette.

RÉPONSE

En 1997, le Comité d'experts sur les modalités de remboursement de la dette d'études (rapport Montmarquette) a examiné la question relative à la remise de dette. Il a alors recommandé qu'un programme de remise de dette soit instauré à l'intention des personnes qui ont atteint un niveau d'endettement minimal cumulatif et qui ont réussi leur études dans les délais prescrits. On peut trouver le rapport du Comité d'experts dans le site Internet de l'Aide financière aux études à l'adresse suivante : <http://www.afe.gouv.qc.ca>.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Coûts relatifs à l'implantation du projet Contact depuis sa création.

RÉPONSE

Le projet de développement de nouvelles technologies de l'information et de la communication s'inscrit dans le plan d'action gouvernemental visant à moderniser l'administration publique par l'intégration des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Les coûts du projet Contact

Le coût total du projet sur dix ans est estimé à 50,4 M\$. Compte tenu des bénéfices estimés, le projet est autofinancé.

	(000 \$)					Total prévu
	1998- 2003	2003- 2004	2004- 2005	2005-2006	2006-2007	
TOTAL	20 966,6	12 747,8	9 215,3	6 506,8	972,0	50 408,5

¹ Ces déboursés réels incluent aussi les années financières 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001, 2001-2002 et 2002-2003

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre de plaintes en 2005-2006 et 2006-2007 à l'égard du traitement des demandes d'aide financière aux études.

RÉPONSE

En date du 30 mars 2007, 1 381 plaintes* ont été présentées au Bureau des plaintes (Aide financière aux études) concernant l'année 2006-2007, comparativement à 2 233 en 2005-2006.

* données provisoires

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008

Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Taux d'intérêt maximal en vigueur pour les prêts étudiants en 2006-2007 et prévisions pour 2007-2008¹.

RÉPONSE

TABLEAU DES TAUX D'INTÉRÊT PAYÉS PAR LE GOUVERNEMENT AUX INSTITUTIONS PRÊTEUSES, SUR LE SOLDE DES PRÊTS DES PERSONNES AUX ÉTUDES (PRÊT A) ET LES TAUX D'INTÉRÊT PAYÉS PAR LES PERSONNES QUI REMBOURSENT (PRÊT B) EN 2006-2007		
MOIS	Sur les prêts du type « A »	Sur les prêts du type « B »
Avril 2006	5,23 %	6,00 %
Mai 2006	5,35 %	6,25 %
Juin 2006	5,60 %	6,50 %
Juillet 2006	6,69 %	6,50 %
Août 2006	5,91 %	6,50 %
Septembre 2006	5,81 %	6,50 %
Octobre 2006	5,81 %	6,50 %
Novembre 2006	5,81 %	6,50 %
Décembre 2006	5,79 %	6,50 %
Janvier 2007	5,82 %	6,50 %
Février 2007	5,79 %	6,50 %
Mars 2007	5,83 %	6,50 %

1. Pour 2007-2008, les prévisions qui sont à la base des crédits budgétaires (prêts de type « A ») sont disponibles au ministère des Finances. Pour les prêts de type « B », les prévisions établies à ce jour sont de 6,50 %.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Ventilation des montants compensatoires reçus du gouvernement fédéral comme droit de retrait du programme canadien des prêts et bourses pour les années 2005-2006 et 2006-2007 ainsi que les prévisions pour 2007-2008. Pour ces mêmes années, préciser les données qui ont servi au calcul de ces montants.

RÉPONSE

Année de prêt	(M\$)	Données de base du calcul	
		Québec, nombre de personnes 18-24 ans	Coût net par tête par province participante (\$)
2005-2006	116,3	685 329	169,7

Les données pour 2006-2007 ne sont pas actuellement disponibles ni les prévisions pour 2007-2008.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Évolution du nombre d'étudiants qui ont des créances douteuses ou des défauts de paiement et montant de ceux-ci pour les cinq dernières années, par ordre d'enseignement et catégorie d'établissement.

RÉPONSE

Voir annexe.

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ÉTUDIANTS QUI ONT DES CRÉANCES DOUTEUSES OU DES DÉFAUTS DE PAIEMENT ET MONTANT DE CEUX-CI POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, PAR ORDRE D'ENSEIGNEMENT ET CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENT.					
ORDRE D'ENSEIGNEMENT	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Secondaire – formation professionnelle	1 984 13,49 M\$	2 277 14,46 M\$	2 003 12,16 M\$	2 186 12,36 M\$	2 197 13,01 M\$
Collégial – programmes subventionnés					
Formation générale	762 3,95 M\$	731 3,52 M\$	448 2,01 M\$	416 1,7 M\$	474 1,75 M\$
Formation technique	1 988 17,38 M\$	2 125 16,62 M\$	1 727 13,38 M\$	1 768 11,9 M\$	1 496 10,69 M\$
Collégial – programmes non subventionnés	2 048 39,20 M\$	2 060 31,93 M\$	1 328 18,66 M\$	1 164 14,8 M\$	913 10,04 M\$
Universitaire					
1 ^{er} cycle	2 532 35,61 M\$	2 697 33,28 M\$	1 996 23,12 M\$	1 945 20,9 M\$	1 684 18,99 M\$
2 ^e cycle	535 10,87 M\$	496 8,17 M\$	406 6,38 M\$	430 6,7 M\$	597 7,45 M\$
3 ^e cycle	131 3,20 M\$	139 3,61 M\$	73 1,65 M\$	102 2,4 M\$	201 2,96 M\$
Prêts seulement ¹	282 5,30 M\$	225 3,21 M\$	156 2,34 M\$	169 2,6 M\$	80 1,37 M\$
TOTAL	10 262 129,0 M\$	10 750 114,8 M\$	8 137 79,7 M\$	8 180 73,4 M\$	7 642 66,3 M\$

1. Désigne les programmes d'études reconnus aux fins de prêts seulement à l'extérieur du Québec.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT
ÉTUDE DES CRÉDITS 2007-2008
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

QUESTION

Nombre et pourcentage de défauts de paiement chez les ex-étudiants endettés, mais qui ont quitté les études avant l'obtention d'un premier diplôme universitaire.

RÉPONSE

NOMBRE ET POURCENTAGE DE DÉFAUTS DE PAIEMENT CHEZ LES EX-ÉTUDIANTS ENDETTÉS, MAIS QUI ONT QUITTÉ LES ÉTUDES AVANT L'OBTENTION D'UN PREMIER DIPLÔME UNIVERSITAIRE			
Ordre d'enseignement	Nombre d'ex-étudiants qui devaient prendre charge de leurs prêts en 2006-2007 et qui n'ont pas obtenu leur diplôme	Taux d'ex-étudiants en défaut de paiement ²	Taux de défaut de paiement sur le montant des prêts
Collégial général	3 191	17,1 %	19,0 %
Universitaire 1 ^{er} cycle	6 869 ¹	10,0 %	12,1 % ³

1. Parmi les 17 886 ex-étudiants du 1^{er} cycle qui devaient prendre charge de leurs prêts en 2006-2007.
2. Taux évalués sur la base des ex-étudiants qui devaient prendre charge de leurs prêts en 2001-2002 (un délai d'observation d'au moins cinq années est nécessaire afin d'avoir une valeur exhaustive du taux d'ex-étudiants en défaut de paiement, en raison notamment de la possibilité pour eux de bénéficier du Programme de remboursement différé au cours des cinq premières années suivant la fin des études).
3. Comparativement à un taux de 11,4 % pour ceux qui obtiennent leur diplôme selon la durée minimale des études (6 trimestres pour un programme d'études de 3 années).